

EN ÎLE-DE-FRANCE

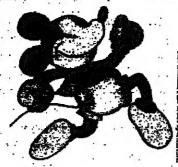
☑ Dans « aden »: tout le cinéma et une sélection de sorties



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16756 - 7,50 F - 1,13 EURO -

JEUDI 10 DECEMBRE 1998

. FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



des origines

La Cinémathèque française présente 200 dessins animés réalisés par le studio americain entre 1921 et 1939. Audace narrative et avancées technologiques d'une grande époque. p. 29

■ L'election de M. Millon annulée

Le Conseil d'Etat, saisi par un conseiller régional Verts, a décidé d'annulerl'élection de Charles Millon à la préidence du conseil régional Rhône-

■ PACS: fin de l'acte I

Les députés ont achevé l'examen en première lecture de la proposition de loi sur le PACS. M⁻ Guigou espère une adoption définitive du texte avant la fin

■ Déchets nucléaires

Le gouvernement devrait appoorer le creusement d'un laboratoire d'enfouissement souterrain à Bure, dans la Meuse. Les Verts redoutent qu'il ne se transforme, à terme, en un centre de stockage des déchets radioactifs. p. 14

Amartya Sen, Nobel au grand cœur

Le Prix Nobel d'économie 1998 s'est surtoux intéressé à la pauvreté. Mais il refuse qu'on fasse de lui « la Mère*ieresa de l'économie* » et voit dans la democratie le meilleur remède à la famine. Portrait d'un économiste pas comme les autres.

Vers un procès des Khmers rouges

La mission d'enquête de l'ONU au Cambodge proposera à Kofi Annan de faire comparaître les principaux chefs khmers rouges pour « crimes contre l'humanité » commis par leur régime à la fin des années 70.

Omar Bongo réélu

Sans surprise, le président gabonais a été réélu dès le premier tour, avec 66,55 % des voix, selon les résultats officieis. L'un de ses opposants dénonce « une fraude d'Etat ». p. 34

■ Défense européenne

Les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, réunis à Broxelles, cherchent à définir un « nouveau concept stratégique » pour l'Alliance.

p. 2 et l'analyse p. 18



M 0147 - 1210 - 7,50 F

La réponse de Lionel Jospin aux chômeurs

 Le gouvernement étudie un relèvement plus fort que prévu des minima sociaux Mais il reste déterminé à empêcher les occupations de locaux publics
 Le PS estime qu'il faut « répondre à l'urgence » • Les organisations de chômeurs appellent à des manifestations jeudi

À LA VEILLE de la journée nationale d'action des chômeurs, jeudi 10 décembre, qui devait donner lieu à des manifestations à Paris et en province, le gouvernement étudie sa réponse aux revendications des sans-emploi. Un effort financier devrait être fait pour répondre aux situations d'urgence. Des redéploiements budgétaires pourraient ainsi dégager une enveloppe financière de plusieurs centaines de millions de francs, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, envisage de procéder à une revalorisation des minima sociaux plus forte que prévu, début 1999. Le revenu minimum d'insertion (RMI) serait le principal bénéficiaire de ces décisions. Par ailleurs, elle a engagé une concertation avec les partenaires sociaux afin d'améliorer l'assurance-chômage des travailleurs précaires.

Cette réflexion gouvernementale intervient alors que l'action se poursuit sur le terrain. Malgré des négociations spécifiques avec le



préfet des Bouches-du-Rhône, les chômeurs marsellais continuent de manifester devant les locaux Assedic, M. Jospin reste déterminé à empêcher toute occupation de locaux publics. Lors de la réunion du comité confédéral national de la CGT, Louis Viannet a invité les comités de chômeurs de son organisation à coopérer avec les autres associations. La CGT devait signer, mercredi 9 décembre, avec AC !, le MNCP et l'Apeis, un appei commun aux manifestations de leudi. Arlette Laguillier, porte-parole de Lutte Ouvrière, appelle e les travailleurs » à rejoindre les

manifestations des chômeurs. Des divergences se font entendre au sein de la gauche « plurielle ». Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a reproché, mercredi, à Lionel Jospin de « ne pas écouter assez les mouvements sociaux . Le PS a appelé le gouvernement à « répondre à l'urgence ».

Lire page 6

L'EDF perd son monopole et se prépare progressivement à la concurrence

LE MONOPOLE dont bénéficie EDF depuis 1946 va disparaître avec le projet de loi, examiné mercredi 9 décembre en conseil des ministres, sur la libéralisation du marché de l'électricité. Il s'agit pour la France de se mettre, avec retard, en conformité avec la directive européenne sur l'électricité, adoptée en 1996. Dans un premier temps, 400 grandes entreprises, représentant 26 % de la consommation nationale de courant, pourront choisir librement l'an prochain leur fournisseur d'électricité, français ou étranger. Le projet de loi cherche à être un compromis entre la défense du service public « à la française » et une ouverture progressive mais inéluctable à la concurrence. Il maintient le statut spécifique des salariés

Lire page 20 et notre éditorial page 18

L'espion de trop qu'avait cru découvrir Vaclav Havel

PRAGUE de notre correspondant

Vactav Havel, dramaturge avant de devenir président, aurait pu être l'auteur de l'« obsurde comédie » político-diplomatique à laquelle il a mis un terme, mardi 8 décembre, en recevant dans sa résidence pragoise l'Autrichien Helmut Zilk. Cette affaire a empoisonné pendant plus d'un mois l'atmosphère en République tchèque et les relations avec l'Autriche voisine. Tout a commencé quelques jours avant le 80° anniversaire de la fondation de la Tchécoslovaquie, le 28 octobre 1918. Agé de soixante et onze ans, M. Zilk, ancien journaliste et exmaire de Vienne, figurait parmi les personnalités que le président Havel comptait décorer à cette occasion. Or la chancellerie présidentielle et plusieurs médias reçurent des matériaux compromettants sur le passé du récipiendaire : crets de la Tchécoslovaquie communiste entre 1953 et 1968. Après les confirmations catégoriques de Vaciav Benda, ancien dissident et exdirecteur de l'Office d'investigation des crimes

du communisme, M. Havel décida de rayer

M. Zilk de la liste des décorés.

Devant le tollé provoqué, à Prague, par cette décision peu diplomatique de M. Havel et, à Vienne, par ces accusations contre un honorable citoyen qui aida les émigrés tchécos-lovaques dans les années 70 et 80, une commission d'enquête fut mise sur pied. Après avoir épluché les dossiers de la StB, la police politique communiste tchécosiovaque. la commission a rendu la semaine dernière son verdict : M. Zilk n'a jamais été un agent ; il a Juste été un peu trop bavard avec des diplomates-espions. Sermonné par Vienne, Prague a dû présenter officiellement ses « regrets pour la diffusion d'informations infondées » sur une prétendue collaboration de M. Zilk avec la StB. De son côté, le président tchèque a invité l'ex-maire de Vienne à se rendre à Prague pour l'informer du contenu de son dossier. « Satisfait » par la déclaration du ministère des affaires étrangères et le *« geste symbolique »* de M. Havel, M. Zilk n'a pas exigé d'excuses.

« Vaseuse » selon le quotidien Pravo, cette affaire a révélé de sérieux dysfonctionnements dans l'administration tchèque, en particulier dans l'entourage du président. M. Ha-

vei, qui ne peut accepter par principe de décorer un collaborateur du régime communiste dont il fut une victime, utilisait ses relations de la dissidence pour vérifier le passé des récipiendaires, en dehors de tout cadre juridique. Sa confiance dans les sources du sénateur Vaclay Benda, qui s'est érigé en « justicier » du communisme, l'aurait poussé dans un « piège tendu contre lui et malheureusement contre l'Etat ». S'y ajoute un certain amateurisme de l'entourage présidentiel, qui n'a pas su détecter à temps le risque de scandale ni réagir de manière adéquate lorsqu'il a éclaté.

La classe politique en a profité pour s'attaquer au président Havel, dont la popularité a souffert. Son plus virulent détracteur a été l'ex-premier ministre Vaclav Klaus, président de la chambre des députés, qui a lui aussi reçu, mardi à Prague, M. Zilk. M. Klaus, qui rival présidentiel, avait jugé le geste de M. Havel « terriblement scandaleux », soulignant que, s'il avait été à sa place, il s'y serait

Martin Plichta

Mauvaise note pour l'école

L'IMAGE que les sustème éducatif n'est pas fameuse et, surtout, elle se détériore. Interrogés par la Sofres à la demande du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), 58 % des sondés estiment que l'éducation fonctionne assez maj ou très maj. Cette enquête renvole l'image d'une école qui n'a guère bougé depuis un an, en dépit des ambitions proclamées du ministre, Claude Allègre. Parmi les dispositions à prendre, les personnes interrogées choisissent en premier lieu de réduire les effectifs dans les classes. En revanche, l'allégement des programmes (22 %) ou la diminution du nombre d'heures de cours (11 %) ne font guère recette.

Lire page 10

Jaeger-leCoultre

21 PLACE VENDÔME PARIS 1ER TEL: 01.42 61.11.17

12 BD DES CAPUCINES PARIS 9^E TÉL: OL 47. 42. 10. 01

AURA LE PLAISIR DE VOUS REMETTRE GRACIEUSEMENT LE LIVRE DE LA MANUFACTURE JAEGER-LECOULTRE

Une éclaircie pour la droite

dans le ciel de la droite. Il aura suffi que, vendredi 4 décembre, à Rennes, le chef de l'Etat et de l'opposition prononce un discours très général sur la modernisation de la vie publique pour que, tel un mirage, tous les accidents de terrain semblent se désagréger. L'effet sera-t-il durable ou conjoncturel?

Après des mois de tensions, entretenues principalement avec le mouvement dont il est issu, Jacques Chirac avait réclamé, le 14 juillet, d'un ton qui ne souffrait pas la réplique, que l'opposition travaille à l'avenir en « harmonie complète » avec le président de la

C'est désormais chose faite. Assuré qu'il est d'être considéré comme le véritable patron de la droite, le tandem formé par Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy à la tête du RPR ne craint plus d'en rajouter: « un discours qui fera date », des « paroles fortes », commentaient les deux hommes à un moment où le président n'avait, pas encore terminé son propos. La prouesse nourrit aujourd'hui la: plaisanterie Rue de Lille, tant il est vrai que, quel que soit le sujet, il est acquis une fois pour toutes que « le RPR ne ménagera aucun effort

UN PETIT nuage tose flotte pour inciter le gouvernement à s'engager dans les perspectives ouvertes par le président de la République ».

En fait, la trêve est plus ancienne. Elle remonte au début de l'été, quand M. Chirac et M. Séguin avaient pris, l'un et l'autre, la mesure de leurs rôles respectifs. Mais elle repose désormais dans un écrin protecteur, celui de l'Alliance pour la France, qui est parvenu tant bien que mal à étouffer les bruits de cuisine. L'incident le plus sérieux - la prise du Sénat par le RPR - n'a produit qu'une saute d'humeur. Le député des Vosges n'a qu'un souverain mépris pour les querelles subsidiaires qui divisent, selon hii, les dirigeants de l'UDF. Le président de la Répu-blique, lui, préfère cajoler, en recevant en tête à tête ou par petits groupes les responsables de l'an-cienne confédération libérale et centriste. Mercredi 9 décembre, il devait ainsi accueillir à sa table les quatre principaux animateurs de l'Alliance.

> Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

Lire la suite page 18 et nos informations sur la crise du FN page 8

Pari olympique



APRÈS avoir été écartée de l'organisation des Jeux olympiques de 1992, Paris, qui a déjà reçu les JO de 1900 et 1924, est candidate pour 2008. Si le président Jacques Chirac a pris, mardi 8 décembre, l'initiative d'informer le Comité international olympique des intentions de la capitale et de la région lle-de-France, c'est à lean Tiberi, maire RPR de la ville, qu'il reviendra d'orchestrer la manœuvre d'ici la.

Lire page 25

International 2	Tableau de bord
France6	Aujourd hui
Société10	
Régions14	
Horizons15	
Carnet 19	Kiosque
Entreprises 20	
Communication 73	

STRATEGIE La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, qui a eu lieu, mardi 8 décembre, à Bruxelles, a notamment

stratégique » de l'Alliance, tel que la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, l'a défini dans un entretien au Monde.

LES RÉACTIONS **EUROPÉENNES sont prudentes, voire**

négatives, s'agissant des ministres français et aliemand, MM. Védrine et Fischer. • LE PRINCIPE d'une défense européenne fait de nouveaux adeptes en Europe, même si d'imporfuture complémentarité d'une dé-fense européenne avec une Alliance atlantique dominée par les Etats-Unis. • LES ÉTATS-UNIS demandent à leurs alliés d'étendre les compétences de l'OTAN à l'ensemble des armes de destruction massive : nudéaires, chimiques et biologiques, (Lire aussi page 18.)

L'idée d'une défense européenne progresse au sein de l'OTAN

Lors de la réunion de l'Alliance atlantique à Bruxelles, l'initiative de défense franco-britannique a rencontré un accueil favorable des pays membres. En revanche, les Européens restent sceptiques sur les nouvelles missions de l'OTAN préconisées par Washington

ministres des affaires étrangères de l'OTAN a été consacré, mardi 8 décembre, à un échange de vues sur la définition du « nouveau concept stratégique » de l'Alliance (Le Monde du 9 décembre). La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, s'est attachée a dissiper les in-quiétudes qui étaient apparues chez certains partenaires européens concernant une extension des missions de l'OTAN hors d'Europe. « l'ai expliqué très clairement qu'il n'était pas question de faire de l'OTAN une organisation globale », a-t-elle affirmé à l'issue de la réunion. Elle a néanmoins souligné qu'à l'avenir l'Al-liance devait être en mesure de faire face à de nouvelles me-

Mª Albright est également allée au devant des critiques de ceux qui soupconnent les Etatsunis de vouloir faire de l'OTAN une organisation agissant de son propre chef, sans mandat du conseil de sécurité de l'ONU: « Dans tous les cas. l'OTAN devra agir en accord avec les principes de la charte des Nations unies », a-t-elle encore affirmé.

Ces propos n'ont cependant pas totalement aplani les divergences qui étalent apparues avant la réunion sur la définition lors du sommet de Washington.

que la notion de défense des intérets communs devienne par trop élastique », a ainsi souligné Hubert Védrine, qui craîot par ailleurs que ce « nouveau concept stratégique » aboutisse à « diluer l'Alliance et à diviser les alliés ». En revanche, le ministre français des affaires étrangères s'est réjoui de « l'accueil sympathique » ren-contré par l'initiative franco-britannique concernant la défense

RENCONTRES INFORMELLES Depuis le sommet atlantique

de Madrid, en juillet 1997, au cours duquel la France avait of ficiellement jugé non remplies les conditions de son retour dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, la réflexion sur la défense européenne était au point mort. Soudainement, quelques initiatives d'origines inattendues ont relancé les discussions. Ce fiat d'abord la disponibilité manifestée par le premier ministre britannique Tony Blair au conseil européen informel de Portschach. pour que l'Union européenne soit compétente en matière militaire. Ce fut ensulte la convocation par la présidence autrichienne d'une réunion, elle aussi informelle, des ministres de la défense des Ouinze, la première du genre dans l'histoire de la construction euroliance qui devront être adoptées rencontre - qualifiée évidemment d'informelle ~ entre le serrétaire: en avril 1999. « Il ne faudrait pas général de l'OTAN, Javier Solana,

William Serman

Fort bien mené, clair, précis, bien articulé,

sans parti-pris ni jugements péremptoires.

Une somme appelée à devenir un

les questions militaires.

classique... On ne tardera pas à dire le

Serman-Bertaud lorsqu'il s'agira d'évoquer

Jean-René Van der Plaetsen, Le Figaro Magazine

Jean-Paul Bertaud

Claude-Michel Cluny, Lire

et le président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères européen, Wolfgang Schüssel, mardi 8 décembre à Bruxelles. Une première encore.

Car, pour siéger toutes deux à Bruxelles, les deux organisations ne s'en évitalent pas moins, la France en particulier tenant à éviter tout mélange des genres. Depuis quelque temps, la situation avait évolué: Javier Solana rencontrait régulièrement Jacques Santer, le président de la Commission.

Cette nouvelle réunion Solana-Schüssel a officiellement pour objet un « échange d'informations sur la Bosnie et le Kosovo », mais sa portée symbolique va au-delà. Qu'elle soit organisée à l'initiative du ministre des affaires étrangères d'un pays qui revendique

encore officiellement sa « neutralité » et qui n'est pas membre de l'OTAN en dit long sur l'évolution des esprits. Elle montre aussi que l'Union européenne est prête à s'impliquer de plus en plus directement dans les affaires de sécurité et de défense, et pas seule-ment par l'intermédiaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), dont l'avenir paraît incertain. Elle se situe ainsi dans le droit-fil des conclusions du sommet francobritannique de Saint-Malo, où les dirigeants des deux pays ont souhaité que l'UE ait « une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser et en étant prête à le faire ». Cette politique de défense européenne, qui ne doit pas faire double emploi avec l'OTAN, suppose une étroite

atlantique. L'OTAN et l'UE ont précisé que tous les paysmembres des deux institutions avaient donné leur accord à la rencontre Solana-Schüssel. Cela n'allait pas de soi pour ceux des Européens qui avaient toujours eu peur d'une dérive atlantiste de l'Europe, mais non plus pour les Américains, qui ont longtemps craint de trouver en face d'eux. dans l'Alliance, une Europe unie revendiquant collectivement une part du pouvoir.

OSTRACISME RÉCIPROQUE

Cet ostracisme réciproque doit cesser, si l'Union européenne devient elle-même partie prenante de la politique de défense et si les Etats-Unis prennent au sé-

coopération avec l'Organisation du fardeau, dont ils parient depuis des décennies. Depuis Amsterdam, il est clair que tous les pays membres de l'UE n'interprétent pas de la même manière les décisions qui ont été prises en matière de sécurité et de défense. Alors que du côté français on a du mal à se départir d'une méfiance récurrente à l'égard des Américains, certains partenaires imaginent mal agir sans eux. D'autres s'accrochent à une « neutralité » qui ne peut avoir le même sens aujourd'hui qu'au temps de la guerre froide pour refuser toute action collective. La défense européenne n'en est qu'au début d'un long chemin.

> Daniel Vernet avec Luc Rosenzweis à Bruxelles

Une note secrète des Américains contre les armes chimiques et biologiques

LES AMÉRICAINS ont adressé à leurs alliés de 'OTAN un document secret qui suggère que l'Organisation atlantique prenne des initiatives en matière de lutte contre la prolifération des armements de destruction massive, c'est-à-dire l'arsenal nucléaire, biologique et chimique (NBC), et qu'elle développe ses capacités de défense face à de telles menaces sur des troupes, voire sur des populations civiles. Cette note ne fait pas l'unanimité au sein des membres de dont certains voi sion des taches de l'Alliance la possibilité - peutêtre même le risque - de transférer à des militaires les moyens, qui doivent être l'apanage des diplomates, de contrer la prolifération NBC dans

A l'origine, le constat de Washington, sur la base des analyses de la CIA, est que la menace NBC se fait de plus en plus insistante; que le nombre des « perturbateurs » s'accroît sensiblement et comprend désormais des acteurs non étatiques, à savoir des groupes terroristes : que la dangerosité des produits en question s'est considérablement aggravée, avec l'apparition d'agents de nouvelle génération, comme les Novichok russes ; et que la lutte dépasse les capacités des

En 1994, déjà, les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN avaient commencé une réflexion en ce sens et, en juin 1998, ils ont rappelé leur souci que l'Organisation militaire, dans les plans d'emploi de ses forces, tienne compte de la menace d'utilisation de ces armes NBC.

Entre-temps, il y eut la dispersion de gaz dans le métro de Tokyo, en mars 1995, par le groupe terroriste Aum qui fit 12 morts et 5 000 intoxiqués. Puis, en août 1998, l'attaque, par les Américains, d'une base terroriste en Afghanistan et d'une usine au Soudan, supposée produire des ingrédients chimiques pour le compte de la pre-

ECHANGES D'INFORMATIONS

C'est ce qui pourrait expliquer que la note de Washington à l'OTAN va, cette fois-ci, plus loin_ Ses auteurs semblent avoir été inspirés par unnouveau concept selon lequel une agression chimique identifiée, même localisée, devrait engendrer, sur la base de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord qui fixe les règles d'un engagement militaire de l'Alliance, une riposte comparable à celle que l'attaque massive de blindés exsoviétiques aurait justifiée durant la guerre

Pour les Etats-Unis, 25 pays, au Moyen-Orient et en Asie principalement, possèdent de telles armes et la technologie appropriée pour les disséminer, sans compter des groupes incontrôlés qui, pour user de méthodes artisanales, n'en sont pas moins redoutables.

Les Américains proposent d'intensifier les échanges d'informations pour mieux comprendre les intentions et la doctrine des « proliférateurs », de renforcer la détection, la protection et la décontamination et d'examiner les moyens à donner à des troupes de l'OTAN déployées sur le terrain pour faire face à des actions menées par les détenteurs d'armements NBC. Parmi les coopérations possibles figure l'édification d'un système de missiles antimissiles, auquel aussi, autour du projet Meads d'où la France s'est retirée en 1996, et dont la technologie est dans les mains d'industriels d'outre-Atlantique.

_Au sein des instances alliées; le débat porte surtout sur le fait que Washington semble perdre patience face aux atennoiements de la communauté internationale sur ce sujet et en appelle à la contre-prolifération », c'est-à-dire le recours à des actions militaires - au besoin unilatérales et brutales - pour s'en prendre directement aux pays incriminés. Ce qui pourrait aller à l'encontre d'une politique de « non-prolifération », qui est préconisée par plusieurs Etats européens et qui userait de pressions diplomatiques, voire de sanctions exercées sur les perturbateurs. Ces divergences montrent que la prolifération NBC sera difficile à éradiquer.

Jacques Isnard

De la défense collective à la gestion des crises

LA DÉFENSE de l'Europe repose sur plusieurs traités dont le principal est le traité de l'Atlantique-Nord, signé le 4 avril 1949, à Washington. A l'occasion du 50 anniversaire de ce texte, l'Alliance atlantique, qui compte actuellement seize membres, accueillera trois pays ayant appartenu au bloc o communiste au temps de la guerre froide : la Hongrie, la Poogne et la République tchèque.

● L'article 5 du traité de l'Atlantique-Nord organise la défense collective de l'Alliance: « Les parties conviennent qu'une attaque contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord serait considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles (...) assistera l'une ou les parties ainsi attaauées en prenant aussitôt individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée (...). »

● L'Union de l'Europe occidentale (UEO), créée en 1948, a été relancée en 1954 pour accueillir la République fédérale d'Allemagne après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) - une armée européenne - suite au vote négatif de l'Assemblée nationale française.

● Le traité de Bruxelles, qui est la base de l'UEO, comporte aussi un article 5 dont la rédaction est plus contraignante que l'article correspondant du traité de l'Atlantique-Nord. Il déclare : « Au cas où l'une des hautes parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront (...) aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. »

Dix membres à part entière font partie de l'UEO. Il s'agit des Etats qui sont à la fois membres de l'OTAN et membres de l'Union européenne (UE): l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le

• Une diversité de statuts caractérise l'UEO qui compte des membres associés (membres de l'OTAN sans être membres de l'UE: Islande, Norvège, Turquie); des observateurs (membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OTAN: Autriche, Finlande, Irlande, Suède, plus le Danemark. qui bien qu'appartenant à l'OTAN, ne veut pas être un membre à part entière de l'UEO) et, enfin, des partenaires associés (dix pays d'Europe centrale et orientale).

Les « missions de Petersberg » : à une réunion, le 19 juin 1992, au Petersberg, près de Bonn, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'UEO ont décidé d'inclure dans les objectifs de l'organisation européenne des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants, des missions de maintien de la paix, des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la

• Le traité d'Amsterdam crée des relations plus étroites entre l'UE et l'UEO, et prévoit « l'intégration éventuelle de l'UEO dans l'Union, si le Conseil européen en décide ainsi ». Dans son article 17, le traité déclare que l'UE aura recours œuvre les décisions et les actions de

l'Union qui ont des implications dans le domaine de la défense ». Il intègre les « missions de Petersberg » au titre des questions concernant

• Les moyens de l'UEO. L'UEO dispose depuis peu d'une cellule de planification, d'un comité militaire (réunion des chefs d'état-major des pays membres), d'un centre de situation (renseignement) et d'un centre d'observation satellitaire, à Torreion (Espagne).

● Les actions de l'UEO. Au cours des dernières années, l'UEO a participé à la surveillance, sur le Danube, de l'embargo pendant la guerre en Yougoslavie ; elle a assuré des missions de police à Mostar (Bosnie-Herzégovine) et a formé des policiers en Albanie. En revanche, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont refusé, en 1997, que l'opération Alba, menée sous la direction de l'Italie pour assurer le rétablissement de l'ordre en Albanie, soit menée sous l'égide de l'UEO. A la demande de l'Union européenne, l'UEO va coordonner la formation de spécialistes du déminage en Croatie et participer, grâce à son centre satellitaire, aux mis-

• Au sommet atlantique de Bruxelles, en janvier 1994, le président Clinton a accepté le développement d'une identité européenne de sécurité et de défense (TESD), à l'intérieur de l'Alliance. Le Conseil atlantique de Berlin, en juin 1996, en a fixé les modalités en prévoyant une double chaîne de commandement à l'intérieur de l'OTAN, avec des officiers européens et des forces européennes, « séparables mais non séparées », à l'UEO pour « élaborer et mettre en pouvant être détachées pour mener à bien des missions strictement

sions de surveillance au Kosovo.

l'UEO. C'est ce qu'on appelle les groupements de forces interarmées multinationales (GFIM). Cette réforme de l'OTAN n'a pu être menée à son terme après l'échec des négociations entre Paris et Washington, qui devaient permettre une «européanisation» des commandements de l'OTAN et le retour de la France dans l'organisation militaire intégrée.

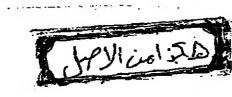
• L'UEO peut mobiliser des forces multinationales (Prueo) en propre, à commencer par l'Eurocorps (un corps de quelque 50 000 hommes, à base de détachements français, allemands, belges, espagnols et luxembourgeois); une division dite « centrale » (composée d'unités belges, britanniques, néerlandaises et allemandes); une force amphibie anglo-néerlandaise; et, pour le « théâtre » de la Méditerranée, une force de réaction rapide à dominante terrestre (Eurofor), avec des éléments français, italiens et espagnols, et une force maritime européenne (Euromarfor), avec les trois mêmes Etats fondateurs que pour l'Eurofor.

• Une agence européenne d'armement (Occar) réunit la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, et elle reste ouverte à d'autres partenaires. Dotée de la personnalité juridique, qui lui permet de signer directement des contrats en matière d'acquisition d'armements, l'Occar a pour ambition de gérer de façon intégrée des programmes conjoints - une dizaine à l'heure actuelle - depuis des missiles jusqu'à des systèmes de télécommunications spatiales en passant par des hélicoptères.

serbes et Albanais rejettent un projet

AND THE PARTY NAMED IN The state of the s The second secon Statement of the second THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE

THE PARTY NAMED IN



Market Control of the Parket Control of the Secretary of the second second

rejettent un projet d'accord pour le Kosovo

مكذا من الأمل

Les incidents armés se multiplient

LES NÉGOCIATIONS au Kosovo ficiellement associée aux disaprès le rejet par les Serbes, mardi veille, du projet d'accord élaboré par le médiateur américain Christopher Hill. Les premiers jugent que le projet accorde une trop grande autonomie au Kosovo ; les Albanais pensent exactement l'in-

« Selon ie pian américain, le Koso-

vo serait un Etat pour les Albanais, qui domineraient dans tous les domaines de la vie, ainsi que dans les institutions d'Etat », a déclaré le vice-premier ministre serbe, Ratko Markovic, qui dirige l'équipe de négociateurs de Beigrade avec les Kosovars. « Le plan de l'ambassadeur Hill traite le Kosovo comme une question de redécoupage de la Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) », a-t-il ajouté. « La Serbie voit la solution dans le cadre de son système juridique et dans l'exercice d'une auto-administration du territoire par toutes les communautés nationales qui y vivent », a encore déclaré M. Markovic. Les autorités de Belgrade ont publié, fin octobre, leur propre plan, qui n'a été approuvé que par des représentants de petites communantés ethniques, non albanaises, vivant au Kosovo.

« INACCEPTABLE ».

Lundi; ce sont les Albanais du Kosovo qui avaient dénoncé le texte de M. Hill et annoncé qu'ils allaient proposer leur version au-médiateur américain. Le négociateur en chef des Kosovars, Fehmi Agani, a jugé le plan américain « inacceptable = car trop « proche = des exigences serbes, qui visent à maintenir cette province peuplée à 90 % d'Albanais sous la tutelle de Belgrade; Rejeté par les modérés proches du dirigeant pacifiste l'orahim Rugova, ce projet pouvait encore moins trouver grace auprès des indépendantistes radicaux de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Soo représentant politique. Adem Demaci, l'a lui aussi jugé « inacceptable ». Il demande le remplacement des négociateurs américains, Christopher Hill et Richard Holbrooke qui avait obtenu, mi-octobre, que Slobodan Milosevic mette un bémol à ses opérations policières au Kosovo. L'UCK reproche, au texte de M. Hill de ne pas reconnaitre aux Albanais le nir de la province serait défini, il file Tom DeLay, chargé d'assurer sache, que ce soit la commission, le droit à l'autodétermination, de ne dressait les grandes lignes d'un la discipline à la Chambre, a utilisé Congrès et le pays, a déclaré son pas mentionner FUCK ni de dire ce gouvernement et d'un Parlement tout son pouvoir pour ramener avocat, qu'il est sincèrement désolé qu'il adviendra de cette organisation en cas d'accord politique entre demière mouture n'a pas été rendu M. Rugova et Belgrade.

négociateur américain sans être of- (AFP, Reuters.)

sont de nouveau dans l'impasse cussions. On voit mal comment un accord pourrait être appliqué sans 8 décembre, et les Albanais, la Paval de cette organisation armée qui est à nouveau très présente sur le terrain depuis le retrait de milliers de policiers serbes du Kosovo fin octobre. M. Demaci a reconnu que l'UCK profitait de la trêve relative qui prévant depuis octobre pour s'armer et se préparer à de nouveaux combats. Les incidents entre combattants de l'UCK et policlers serbes ont d'ailleurs fait plusieurs dizaines de morts ces dernières semaines et près de deux mille depuis le début de l'année.

L'OTAN prête à agir, selon M™ Albright

Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, a souligné mardi 8 décembre que « l'OTAN restait prête à agir si nécessaire » pour forcer Belgrade à cesser sa répression an Kosovo et à accorder une plus grande autonomie à cette province. « Nous préférons avoir une solution pacifique, la seule solution (à cette crise) est une solution politique », a-t-elle cependant ajouté au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN. « Sans un règlement politique, il y a un grand risque d'une reprise du conflit », a-t-elle estime, ajoutant: « il faut tout faire pour empecher cela ». Elle a annoncé que le médiateur américain Christopher Hill devait retouner mercredi sur place pour tenter d'obtenir l'accord des deux parties à son projet sur l'avenir de la province. - (AFR)

Le texte présenté, la semaine dernière, par M. Hill qui, depuis quatre mois, fait la navette entre Belgrade et Pristina (chef-lieu du Kosovo), est une nouvelle mouture d'un projet d'accord intérimaire prévoyant une large autonomie pour le Kosovo. Cette précédente version évitait d'aborder frontalement la question du futur statut de la province serbe. Il prévoyait toutefois une période intérimaire de trois ans à l'issue de laquelle l'aveau Kosovo. Ce texte, qui comme la L'UCK a été en contact avec le cueil auprès des deux parties. -

Serbes et Albanais La menace d'un « impeachment » de Bill Clinton par la Chambre des représentants se précise

Il semble cependant exclu que le Sénat vote ensuite dans le même sens

Bill Clinton joue son va-tout : soutenus par des 📉 tants de ne pas rejoindre les partisans de l'im- 💮 sident risque tout au plus une profonde humiforcent de convaincre les républicains hési-

INTERNATIONAL

représentants devrait être serré, mais le pré- des deux tiers soit atteinte au Sénat.

experts constitutionnels, ses avocats s'ef- peachment. Le vote de la Chambre des liation; il paraît exclu que la majorité requise

WASHINGTON de notre correspondant

Bill Clinton se trouve aujourd'hui au pied du mur. La commission judiciaire de la Chambre des représentants devait entendre, mardi 8 et mercredi 9 décembre, la défense du président avant de recommander, à la fin de la semaine d'engager une procédure d'impeachment contre hui. Comme il ne fait aucun doute que la commission, composée en majorité de républicains hostiles au président, se prononcera en ce sens, le sort du président passera entre les mains de l'ensemble de la Chambre basse du Congrès, appelée à se prononcer au milieu de la semaine prochaine.

Le mois dernier, après le succès des démocrates lors des élections législatives, l'affaire était réputée close. La Maison Blanche triomphait, les républicains apparaissaient désorientés, divisés, privés de chef après la démission du speaker (président) Newt Gingrich. En même temps, les amis du président - connaissant sa propension à se comporter comme son pire ennemi - craignaient que M. Clinton n'affaiblisse sa position par son propre comporte-

ment. C'est ce qui s'est produit. Le juridisme pointilleux avec lequel ses avocats ont répondu au questionnaire que lui avait adressé le président de la commission, Henry Hyde, et son apparente réticence à battre à nouveau sa coulpe publiquement, lui ont aliéné certains élus républicains modérés. Une trentaine d'entre eux - sachant qu'il n'y a pas a priori de majorité suffisante au Sénat pour destituer le président - avaient exprimé leur préférence pour une censure qui se serait accompagnée d'une sanction pécuniaire et d'excuses publiques. Ce qui aurait pu faire pencher la balance contre l'impeachment,

« DÉFENSE PUISSANTE »

Certes, l'opinion demeure hostile à une destitution (66 % des Américains ne veulent pas que M. Clinton soit chassé de la pré-sidence, seion un sondage Gallup) et favorable à la censure. Mais l'aile droite du Grand Old Party, fondamentaliste chrétienne, est repartie à l'offensive. Son chef de exercées par M. DeLay contre les vant de la destitution ». Dans le

hésitants, menacés de ne plus obtenir de subventions pour leur circonscription ou de perdre leur siège dans la commission de leur choix. Pendant ce temps, M. Hyde - qui s'est dit convaincu de la culpabilité de M. Clinton - a poursuivi sa campagne contre le pré-

Pour la première et la dernière fois dans cette phase de la procédure, le président a obtenu le droit de se défendre. M. Hyde lui avait offert une journée pour présenter sa cause, ses avocats en avaient demandé quatre, ils en ont finalement obtenu deux. Les avocats de M. Clinton, qui se sont fait accompagner d'experts constitutionnels, de juristes et d'historiens, se trouvent dans une position délicate. Ils ont promis une a défense puissonte a. Mais si celle-ci est par trop agressive, elle risque de compromettre le capital de sympathie du président. Et si elle va trop loin dans l'admission de la responsabilité du président, cela pourrait se retourner contre

C'est donc aux experts de s'adresser, par-delà une commission en majorité opposée à M. Clinton, à l'opinion et aux républicains hésitants. Ainsi l'ancien attorney général, Nicholas Katzenbach, a affirmé que les faits reprochés au président ne justifinient pas une destitution. par leur importance. mais aussi parce que le président n'avait pas perdu la confiance de la population américaine. Le professeur Ackerman, de la Yaie Law School, a ajouté qu'un vote sur l'impecchment était inconstitutionnel dans les circonstances actuelles. Les représentants qui seront appelés à se prononcer ne siègent en effet qu'à titre transitoire jusqu'à l'entrée eu fonctions début janvier de la nouvelle Chambre élue le mois der-

Mais M. Clinton sait que cette argumentation technique ne suffit plus, qu'il lui faut convaincre une poignée de républicains de venir à son secours. Ainsi, il a fait savoir qu'il avait demandé à ses défenseurs d'éviter « toute confrontation excessive » et qu'il « acceptait sa responsabilité et regrettait très profondément ce qu'il qualt fait ». « Le président veut que tout le monde ses ouailles à résipiscence. Un as- pour la peine et les torts qu'il a causistant parlementaire républicain sés ». Mais, a-t-Il ajouté, « son republic, avait reçu un meilleur ac- nous a expliqué que toutes les pentir ne signifie pas qu'il ait pressions possibles avaient été commis des actes criminels ou rele-

nouveau mémorendum de les républicains disposant d'une 184 pages transmis mardi soir à la commission judiciaire de la Chambre, les avocats présidentiels rappellent aux élus que le recours à la destitution constitue, avec la déclaration de guerre, leur res- l'année prochaine. Même s'il ponsabilité la plus grave, ils rappelent point par point les accusations retenues par le procureur Kenneth Starr dans son rapport en soulignant que celui-ci a « soigneusement selectionné et présenté ses preuves pour brosser un portrait au président le plus noir possible ».

PARJURE, OBSTRUCTION ET ABUS

Les républicains peaufinent pendant ce temps les termes de leurs motions pour une destitution à partir de trois chefs d'accusation: parjure, obstruction de justice et abus de pouvoir. Pour le moment, il semble que le premier ait de bonnes chances d'être voté.

majorité de 21 voix à la Chambre. Seule la défection d'une quinzaine de républicains peut éviter au préforme devant le Sénat au début de semble impossible que la Chambre haute vote cet impeachment à la majorité requise des deux tiers, Bill Clinton en sortirait profondément humilié.

La Maison Blanche brûle ses demières cartouches pour eviter une telle issue. Nombre de républicains ne cachent pas non processus qui s'éternise, que les Américains ne comprennent pas, qui bloque tout travail parlementaire et les empêche de mettre en application leurs promesses

Patrice de Beer

Les Américains s'opposent toujours à la destitution du président

de s'opposer fermement à la destitution du président Bill Clinton, indique un sondage publié en début de semaine. Selon cette enquête, les deux tiers (66 %) des Américains ne veulent pas que Bill Clinton soit chassé de la présidence, d'après le sondage réalisé pour CIVIN et USA Today par Gallup.

ils étaient 64 % à penser la même chose en novembre et 62 % en octobre, lors de précédents sondages. 37 % des personnes interrogées préféreraient même que le Congrès laisse tomber tout simplement l'affaire, contre 33 % qui souhaiteraient un vote de réprimande contre le président et seulemenat 27 % favorables à sa desti- d'erreur de 3 %. - (AFP.)

LES AMÉRICAINS continuent tution. Par ailleurs, 66 % des répondants approuvent l'action de Bill Clinton à la Maison Blanche. lls sont, en outre, 61% a désapprouver la manière dont la commission judiciaire de la Chambre des représentants conduit son enquête, selon le son-

De pius, 44 % croient que le Congrès devrait modifier la loi qui permet à l'automey général (rescommander la nomination de procureurs indépendants pour enquêter sur des membres du gouvernement. Ce sondage a été réali-- sé-auprès de 1070 adultes entre le 4 et le 6 décembre, avec une marge

UN GRAND DOSSIER

JÉSUS ET LES PREMIERS **CHRETIENS**

Jésus a-t-il existé?

Messes, rituels, et catacombes : la vie quotidienne des premiers fidèles

Saint Paul, le militant de l'Évangile

Mourir pour le Christ : le temps des martyrs

La conversion de Constantin : une religion d'Etat

A LIRE AUSSI :

Les savants de Hitler ont conquis l'espace

A Harare, M. Mugabe dénonce le colonialisme des Eglises

de notre envoyé spécial intervenu, mardi 8 décembre, de- 8º Assemblée symbolise la préocvant l'Assemblée œcuménique mondiale réunie à Harare, pour donner une véritable leçon d'histoire et de morale aux trois cent geant autoritaire et corrompu, trente-deux Eglises représentées. Fidèle à son image de vieux dirigeant africain intransigeant, le chef d'Etat zimbabwéen s'est lancé dans une longue et virulente dénonciation du rôle des Eglises pendant la colonisation britannique, au temps de l'ex-Rhodésie. Devant les neuf cents délégués du Conseil œcuménique des Eglises (COE) représentant cinq cents millions de fidèles, M. Mugabe a fustigé le « passé honteux » des Eglises dans son pays. Il leur a reproché d'avoir « pris le parti de en Afrique d'un processus de l'oppresseur » et « confondu évangélisation et occidentalisation ». Il les a également accusées d'avoir utilisé la religion comme « un opium pour la population indi-

En affirmant que l'Eglise ellemême n'est pas exempte de tout l'égard du pouvoir. « L'Eglise peut reproche, le président Mugabe a jouer un rôle en faisant sans doute cherché à faire taire les comprendre au gouvernement qu'il éventuelles critiques dont il pour- doit servir le peuple et être responrait faire l'objet de la part de l'Assemblée œcuménique. Lieu de problèmes de gestion de l'éconorencontre du monde chrétien, le mie, de corruption et de droits de Conseil des Eglises constitue aussi l'homme », affinne Densen Mafiun forum d'idées où sont dénon- nyani, secrétaire général du délégués orthodozes présents à

de la guerre. En la matière, le Le président Robert Mugabe est choix de Harare comme lieu de la cupation du COE à l'égard de l'Afrique. Or M. Mugabe apparait de pius en plus comme un diriaux prises avec une crise économique et sociale aggravée par l'engagement de son pays dans la guerre en République démocratique du Congo (RDC).

Depuis son ouverture le 3 décembre, l'Assemblée œcuménique - qui s'achèvera le 14 décembre a néanmoins évité de heurter de front le régime. En accueillant le chef de l'Etat devant les délégués, le président du Conseil des Eglises, Sa Sainteté Aram 1º, s'est contenté d'évoquer la nécessité « démocratisation et de transformation » dans lequel l'Eglise veut jouer un rôle de « partenaire ». Le Conseil des Eglises du Zimbabwe se montre plus virulent. En juillet, il a ainsi publié une lettre pastorale particulièrement critique à

cés les ravages de l'oppression ou Conseil des Eglises du Zimbabwe. Harare participent bien aux votes Profondément divisée entre protestants et orthodoxes sur certains sujets de société, l'Assemblée a également choisi de ne pas inscrire à l'ordre du jour officiel des thèmes sensibles comme l'homosexualité. La question est l'obiet d'une violente controverse au Zimbabwe, mais elle fait aussi partie des points de friction entre « libéraux » et « conservateurs » à l'intérieur du Conseil des Eglises.

VOLONTÉ D'APAISEMENT

Le problème devrait être abordé, mais seulement lors des forums de discussion informels, pas l'Assemblée. « Nous sommes prol'occasion de pouvoir corriger l'image que les Eglises ont des homosexuels. Nous aurions aime pouvoir leur dire que nous ne sommes pas des dégénéres ni des satanistes », explique Reith Goddard, un des responsables de l'association des homosexuels et des les-

biennes du Zimbabwe, qui se

plaint de ne pas avoir obtenu le

l'Assemblée. sable devant la société civile des Conseil des Eglises sur les sujets l'autre comme une forme différente thodoxes d'exprimer leur mécontentement. Si la plupart des

et aux cuites communs, ils n'ont pas pour autant renoncé à faire entendre leurs revendications. Le Père Hilarion Alfeyev, un des deux délégués russes, a ainsi réclamé une * réforme radicale * du COE. « Le Conseil doit changer, a-t-il affirmé. La structure existante ne permet pas aux orthodoxes de se faire entendre. Nous voulons pouvoir influer sur les questions débattues. L'agenda du Conseil est toujours déterminé par les protestants et il nous entraîne sur des sujets qui nous sont étrangers. »

Le délégué russe défend avec vigueur la position conservatrice de dans les séances délibératives de l'Eglise orthodoxe sur l'homosexualité ou l'ordination des fondément décus. Ce devrait être femmes. « Nous avons des façons différentes de comprendre la sidelité face au changement, les orthodoxes se centrent sur leurs traditions. Nous, les protestants, nous avons tendance à être plus à l'écoute. Mais ce n'est pas un abandon. C'est pour mieux jaire entendre nos convictions », explique le pasteur Marcel Manoël, membre de la délégation protesstatut de participant officiel à tante française. « C'est vroi que l'on a du mal à se comprendre. La volonté d'apaisement du Mais si on reconnaît les choix de sensibles n'a pas empêche les or- de fidélité, on peut débattre de

Frédéric Chambon

Droits de l'homme : l'ONU prépare le procès des principaux dirigeants khmers rouges

La mission d'enquête des Nations unies au Cambodge va proposer à Kofi Annan de faire comparaître leng Sary, Ta Mok, Khieu Samphan et les autres anciens chefs de l'Angkar entre 1975 et 1978 pour « crimes contre l'humanité » et non pour « génocide »

néral Pinochet vers l'Espagne. Le secrétaire

général de l'ONU, Kofi Annan, recevra en

anvier 1999 un rapport de la mission d'en-

Malgré les pressions chinoises réitérées, le président Jacques Chirac a reçu mardi 8 décembre le dalai-lama au déjeuner offert à l'Elysée à plusieurs Prix Nobel de la paix, à l'occasion de la célébration du cinquante-

PHNOM PENH

de notre envoyé spécial

américaines, l'ONU a pris en main

le dossier des crimes commis par

les Khmers rouges lorsqu'ils

étaient au pouvoir, d'avril 1975 à

janvier 1979. En janvier 1999, Kofi

Annan, son secrétaire général,

trouvera sur son bureau les résul-

tats d'une enquête effectuée au

Cambodge en novembre par trois

de ses collaborateurs: Sir Ninjan

Stephen, ancien membre du Tribu-

nal penal international pour l'ex-

Yougoslavie (TPIY) et ex-gouver-

soomer Lallah, ancien président de

la Cour de justice de l'île Maurice,

et Steven Ratner, un spécialiste

américain des crimes de guerre.

Les recommandations de cette

commission d'enquête, selon Sir

Ninian, seront en faveur d'un tri-

bunal international sur les « crimes

contre l'humanité » plutôt que sur

un « eénocide ». Le terme de « gé-

nocide » - et encore plus celui, re-

jeté, d'« auto-génocide » - pose en

neur général de l'Australie : Rai-

Une fois levées des réserves

naire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La journée d'hier a été néral Pinochet vers l'Espagne. Le secrétaire

marquée par le colloque des organisations non gouvernementales (ONG), qui ont ap-pelé le ministre britannique de l'intérieur, bodgien, puisque le peuple khmer et les minorités du royaume ont

été victimes d'une clique sangui-

naire qui s'est appuyée sur des en-

Sir Ninian s'est également pro-

noncé, le 17 novembre à

Phnom Penh, pour un procès des

cadres dirigeants khmers rouges et

non de l'ensemble de la chaîne de

commandement, qui s'étendait

jusque dans les camps de travail et

les hameaux. . Si nous courons

de francs par an.

quête envoyée au Cambodge. Celle-ti pronée. Tout en exprimant sa préférence pour la tenue du procès au Cambodge, le premier ministre Hun Sen a assuré les enquêteurs de l'ONU de son « entière coopération », y compris dans le cas de poursuites contre leng Sary, réfugié à Pailin (à proximité de la frontière thailandaise; et contre Ke Pauk, sinistre tueur qui a fait défection au printemps et se trouverait dans le Nord cambodgien, à

après les petits poissons, la proce-dure pourrait s'étaler sur vingt-cinq chef de l'opposition parlementaire, a estimé qu'il faudrait également ans », a-t-il dit. En se limitant aux faire le procès du « génocide » commis, à ses yeux, par le corps principaux responsables, le coût du procès pourrait déjà s'élever, aexpéditionnaire vietnamien présent au Cambodge de 1978 à t-il ajouté, à plus de 220 millions

Anlong Veng. Seul Sam Rainsy,

Les dirigeants cambodgiens actuels sont favorables à un procès LA LISTE DES RESPONSABLES international. En accordant un par-L'enquête des Nations unies a bénéficié de la mine d'informadon royal a leng Sary en 1996, Norodom Sihanouk avait clairement tions recueillies ces demières années par le Cambodian Genocide précisé que son geste ne prévenait Program de l'université américaine pas la traduction ultérieure devant un tribunal international de l'an-Yale sur financement du département d'Etat américain, ainsi que cien numéro trois de l'Angkar, au par le Centre de documentation du Cambodge, dirigé à Phnom Penh par Youk Chhang, un survivant du régime qui a conduit à la mort, à la fin des années 70, entre un million et demi et deux millions de Cambodgiens. Toutefois, la liste des principaux responsables encore en vie est réduite. Le premier d'entre eux, Poi Pot, est décédé en avril dans des circonstances non éclair-

leng Sary, qui est ne en 1931, vit donc dans la zone semi-autonome de Pailin depuis un modus vivendi passé en 1996 avec les copremiers ministres de l'époque, le prince Ranariddh et Hun Sen. Pardonné mais non amnistié par Sihanouk, il n'occupe aucune fonction officielle, mais ses adjoints dirigent la zone. Il a créé, voilà deux ans, le Mouvement d'union nationale démocratique (MUND) qu'il préside et qui, ne prétendant pas au statut de parti politique, n'a pas présenté de candidats aux élections du 26 juillet 1998, leng Sary et sa femme Khieu Tirith, ex-belle sœur de Poi Pot, ont été reçus par Sihanouk à Siem Reap en 1998. Ieng Sary s'est également rendu à Phnom Penh pour y rencontrer Hun Sen et à Sihanoukville pour s'y reposer. Il aurait été brièvement hospitalisé en Thailande en no-

posera de faire comparaître les principaux

dirigeants des Khmers rouges, actuelle-

ment en fuite, pour « crimes contre l'hu-

manité » commis par leur régime à la fin

des années 70. De son côté, le premier mi-

Dernier chef militaire khmer rouge rebelle, Ta Mok, surnommé le « boucher », est agé d'environ soixante-dix ans. Il serait en fuite dans la forêt de l'extrême Nord cambodgien ou, selon le bimensuel The Phnom Penh Post du 27 novembre, « plus probablement en Thailande ». Ce serait également le cas de Nuon Chea (71 ans), ancien numéro deux de l'Angkar. Le sort de Khieu Samphan (67 ans), celui qu'on appelait la « bouche » de Pol Pot et qui servait de préposé aux relations extérieures à l'ancien dictateur, est moins clair. Soit il se trouve aux côtés de Ta Mok, soit il se cache à Pailin. En novembre, les autorités cambodgiennes ont émis les plus sérieuses réserves sur des rumeurs annonçant sa mort. Quant à Deuch, l'ancien bourreau du mouroir et centre de torture de Tuol Sleng à Phnom Penh, trans-

nistre, Lionel Jospin, a affirmé hier à l'Unesco que la France « mettrait tout en œuvre pour que la Cour pénale internationale voie le jour le plus tôt possible », sans se prononcer sur un délai précis.

formé depuis en « Musée du géno-

cide », il se serait discrètement ins-

tallé aux environs de Pailin. COOPERATION THATLANDAISE

Tout en exprimant leur préférence pour un tribunal cambodgien, les Thailandais ont assuré les enquêteurs de l'ONU, reçus le 23 novembre a Bangkok, que les dirigeants khmers rouges seraient arrêtés en tant qu'immigrants illégaux au cas où ils seraient retrouvés en territoire thailandais, et que Bangkok répondrait à toute demande d'extradition.

La réunion d'un tribunal international, à Phnom Penh, pourrait cependant se heurter au sein du Conseil de sécurité de l'ONU à un veto de la Chine, qui a aidé et armé les Khmers rouges pendant de nombreuses années. Paris, pour sa part, semble s'interroger sur l'opportunité d'un tel procès au moment où le Cambodge éprouve encore du mal à retrouver son

Jean-Claude Pomonti

pouvoir durant la période incrimieffet un problème dans le cas cam-Les états généraux des ONG appellent Londres à extrader Pinochet

convoqué à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle, s'est ouvert mardi 8 décembre au Palais de Chaillot par un hommage aux militants absents, à tous ceux qui ont été tués ou sont emprisonnés en raison de leur combat en faveur des libertés. à ceux qui ont été empéchés de quitter leur pays pour se joindre à la réunion de Paris.

Trois cents militants venant d'une centaine de pays ont été réunis à l'initiative d'Amnesty international, de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'homme, de France Libertés et ATD-Quart monde, pour réfléchir pendant quatre jours à leur stratégie dans différents domaines de la lutte pour les droits de l'homme (lutte contre l'impunité, conflits armés, extrême pauvreté, droits des femmes, des enfants, racisme).

« La patrie de Schœlcher et de Maurras »

Dans son discours à l'Unesco, Lionel Jospin a déclaré: « N'oublions pas, aussi incontestable que nous paraisse l'universalité des droits de l'homme, qu'ils sont souvent bafoués dans le monde et parfois contestés jusqu'à l'intérieur de notre pays. La patrie de Victor Scheelcher et d'Emile Zola fut aussi celle de Léon Daudet et de Charles Maurras. Des discours sur l'inégalité des races sont encore tenus de nos jours en France. Notre vigilance ne doit donc jamais faiblir. (...) Le respect des hommes et des femmes, des droits qui leur sont dus, n'appartient pas au domoine du vrai et du faux, mais à celui du juste et de l'injuste. »

LE RASSEMBLEMENT des or- Leurs travaux devraient déboucher ganisations non gouvernementales sur une « déclaration de Paris » et de défense des droits de l'homme. sur un plan d'action international. Les ONG devalent d'autre part adresser un message au ministre de l'intérieur britannique, lack Straw, l'appelant à répondre l'avorablement, le 11 décembre, à la demande d'extradition du général Pinochet présentée par l'Espagne.

> A l'Unesco, où se poursuivait la rencontre organisée par la Mission Badinter pour le cinquantenaire de la Déclaration universelle, Lionel Jospin a aussi fait allusion à l'affaire Pinochet dans son intervention de mardl: « La décision des Lords britanniques a montré qu'il était possible de faire franchir une étane nouvelle et capitale aux droits de l'homme en refusant que l'impunité des puissants reste la règle », at-il déclaré. Il a affirmé que la France « mettroit tout en œuvre pour que la Cour pénale internationale vole le jour le plus tôt possible », mais il s'est gardé, comme le président de la République la veille, de prendre un engagement daté quant à l'achèvement du processus de ratification par la France

du traité créant cette cour. De son côté, Jacques Chinac a recu mardi à déjeuner plusieurs Prix Nobel de la paix, dont Rigioberta Manchu, du Guatemala, et le dalai-lama. . Ma position n'a pas changé. J'essaie d'arriver à une autonomie [du Tibet], pas à l'indépendance. Je suis optimiste, la Chine change, les choses bougeront », a déclaré le chef spirituel tilvétain à l'issue du déjeuner. Le dissident chinois Wei Jingsheng a démoncé le « mépris » de la France à l'égard des défenseurs des droits de l'homme chinois. Sur France-Info, il a indiqué n'avoir recu que vendredi l'invitation aux commémorations de l'Unesco.

Claire Tréan

Mary Robinson espère une évolution positive de la Chine

GENÈVE de notre envoyé spécial

« Les mois ne suffisent pas à assurer la protection des droits de l'homme ». Plusieurs semaines après sa visite « historique » en Chine et au Tibet, dans la première quinzaine de septembre, le hautcommissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Mary Robinson, mesure encore mieux la difficulté de l'entreprise. Sans doute ne perdelle pas de vue la signification symbolique de cette « première ». mais pour l'heure ce n'est que « le début d'un processus », comme entémoignent les récenfes mises en garde chinoises adressées aux contestataires.

« Avec quelques semaines de recul, l'importance de cette prise de contact direct avec les autorités chinoises m'apparaît encore plus clairement, et ie suis d'autant plus consciente de l'ampleur de la tâche à accomplir », a expliqué au Monde le haut-commissaire dans un entretien.

PROFONDES DIVERGENCES En vertu d'un mémorandum d'intention signé lors de sa visite pour en assurer le suivi, une mission d'experts du Haut-Commissariat devrait se rendre à Pékin d'ici à fin janvier, et un séminaire est en préparation sur les droits de l'homme en Chine. Autre conséquence du voyage de Mor Robinson, la signature par Pékin, début octobre, de la convention internationale sur les droits civiques et

politiques, une année après celle portant sur les droits économiques, sociaux et culturels. Mais pour entrer en vigueur ces deux textes doivent encore être ratifiés. «Ce qui prendra du temps», a indiqué le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

sition différente de celle de la plupart des dirigeants étrangers qui se rendent en Chine: « Je n'essaie pas de conquérir des marchés. Ma seule préoccupation est celle des droits de l'homme. Je n'ai rien d'autre à offrir ni à promouvoir, et cela était cinir dès le départ, pour moi comme pour

La visite du dalaï-lama à Paris a beaucoup irrité Pékin

La Chine a lancé mardi une très vive attaque contre la « diplomati des droits de l'abrume », reprochant mardi aux Occidentaux, dans l'officiel China Daily, d'utiliser les droits de l'homme « comme une arme pour exercer des pressions politiques sur les pays en voie de développement », après avoir été à l'origine de la désintégration de l'URSS et de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est. « Pour continuer à étendre leur domination », ajoute-t-il, les Occidentaux exigent des pays en développement qu'ils « acceptent les concepts de la démocratie établis par eux et lient les droits de l'homme à l'aide économique ».

Le même jour, le ministère chinois des affaires étrangères appelait a la partie française à considérer l'ensemble des relations bilatérales et à ne pas inviter le dalai-lama, (...) un exilé politique engagé dans des acti-. vités séparatistes ». Ce dernier a cependant participé au déjeuner offert par Jacques Chirac, hier à PElysée, à plusieurs Prix Nobel de la paix. - (AFP.)

positif de cette visite. Mais elle ne dissimule pas que plusieurs sujets ont fait apparaître de profondes divergences. . Ainsi, précise-t-elle, l'avais demandé une réévaluation de Tiananmen et des dossiers de ceux qui avaient été arrêtés à la suite de ces événements. Mais je n'ai obtenu aucune réponse. » Maleré les limites imposées, l'ancienne présidente irlandaise souligne qu'elle s'est trouvée dans une po-

C'est dans ce cadre que s'est inscrite sa visite à Lhassa, la capitale du Tibet. « Pour moi, indique-telle, il était vital de me rendre au Tibet durant cette première prise de contact. Ce n'était pas évident. Les discussions ont été longues et j'ai dû revenir maintes fois à la charge pour y parvenir tout en sachant que. dans ces conditions, il n'est guère possible d'obtenir des résultats très

Si elle n'a pas pu visiter de prison, elle a distribué, lors de sa visite d'une école primaire, des exemplaires en tibétain de la déclaration universelle des droits de l'homme: « C'est parce que j'estime capital d'enseigner les droits de l'homme des l'enfance dans les écoles et aussi narce a ue c'est une manière de rappeler l'importance d'une langue dans l'éducation. » Evoquant la question du Tibet lors d'un entretien avec le président liang Zemin. M= Robinson a exprimé l'espoir d'une rencontre personnelle entre le chef de l'Etat chinois et le dalai-lama avant l'an 2000.

« Le fait de m'être entretenue aussi bien avec le président Jiang qu'avec le vice-premier ministre Qian Qichen souligne l'importance accordée de part et d'autre à cette visite », note le haut-commissaire. «La priorité, ajoute-t-elle, était de poser les jalons d'un dialogue. Si l'on veut combier les lacunes actuelles, il convient de mettre en place des structures pour protéger les droits de la personne; inculquer ces droits et apprendre à chacun à les connaître. l'ai le sentiment que la porte est aujourd'hui ouverte et qu'il est de notre responsabilité de travailler dans ce sens. » Mais la relative satisfaction de Mme Robinson ne l'empêche pas de « comprendre la déception » des dissidents chinois et des Tibétains.

Jean-Claude Buhrer

Avis d'Appel d'Offres International

La Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un Appel d'Offres international pour la fourniture d'insecticides et d'herbicides, en plusieurs lots, destinés à la culture cotonnière :

> Insecticides EC Herbicides

1 750 000 litres 350 000 litres

Date limite de dépôt des offres : 16 décembre 1998 à Bobo Dioulasso (Burkina Faso).

Cahier des charges : renseignements et retrait du dossier, au prix de 1 250 FF:

 SOFITEX - Service des Approvisionnements - BP 147 Boho Dioulasso Téléphone: 226 97 00 24/25 - Fax: 226 97 00 23

SOFITEX - HP (65) Ouagadougou Teléphone: 226 30 24 52/53 - Fax: 226 34 02 20

Compagnie Française pour le Développement des fibres Textiles (CFDT) - Direction du Développement Rural, 13, rue de Moncieau, 75008 Paris - Tel : 01 42 99 54 52 - Fax : 01 42 99 53 24

quatre otages occidentaux ont été trouvés décapités

tangibles. *

L'ISSUE tant redoutée par les familles d'otages toujours détenus en Tchétchénie - une centaine, dont plusieurs Occidentaux - est devenue réalité, mardi 8 décembre: les corps de quatre d'entre eux ont été retrouvés, ostensiblement laissés sur le bord d'une route près d'Assinovski, à la frontière tchétchéno-ingouche. Ils avaient été décapités.

Enlevés dans la nuit du 3 octobre à Grozny par un commando d'une vingtaine d'hommes, les Britanniques Darren Hickey, Rudolf Petschi et Peter Kennedy, ainsi que le Néo-Zélandais Stanley Shaw, sont les premiers otages occidentaux assassinés durant leur détention en Tchétchénie, depuis la fin de la guerre en 1996, Jusquelà, en effet, ceux des anciens « combattants pour la liberté » qui se sont convertis dans le kidnapping après la retraite des troupes russes ont presque toujours réussi à soutirer des rançons pour leurs otages, qu'ils tenaient à garder en

Dans la petite république dévastée, isolée et privée de toute aide, cette « industrie » de la prise d'otages s'est développée grâce à des réseaux de complices qui se

des membres de services spéciaux de Russie ou de républiques voisines. Ces demiers avaient repris, durant le conflit, la « tradition » montagnarde du rapt, héritée des guerres de conquête au Caucase du Nord lors du siècle dernier.

Les protestations du pouvoir tchétchene contre les remises de rançons - jamais avouées - qui poussent les ravisseurs et leurs émules à la récidive, n'ont pas été entendues. Une rançon pour otage « médiatique » atteindrait désormais plusieurs millions de dollars. Les ravisseurs, enrichis et soutenus par leurs clans, restent hors de portée de forces gouvernementales démunies, car désargentées. Même si ces dernières ont ou ces derniers mois libérer par la force certains otages moins « en vue », généralement des Tchétchènes, des Russes ou des ressortissants d'Europe de l'Est.

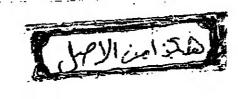
Le nouveau massacre pourrait être d'une autre nature, rappellant celui, sans doute plus « politique », de six membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en décembre 1996, à la veille des premières élections d'après-guerre, qui faillit dissuader les observateurs occidentaux de venir sur place.

« je ne m'attendais pas à une telle atrocité », a déclaré à la presse mardi le président tchétchène Aslan Maskhadov, visiblement ébranlé. Les criminels « ont atteint leurs objectifs et il sera maintenant très difficile de changer, aux yeux du monde, l'image des Tchétchènes », a-t-il dit. Pour lui, les coupables sont des « opposants politiques, qui veulent discréditer la direction tchétchène et réduire à néant ses efforts » en vue d'obtenir une reconnaissance internationale de l'indépendance de son pays, à laquelle Moscou s'oppose toujours.

Il s'agit de « bandits financés par des services spéciaux étrangers », a enfin assené M. Maskhadov, laissant dans le vague l'identité de ces services. Lors d'enlèvements précédents, il avait été plus précis, évoquant des «forces liées au Proche-Orient » ou des financements « occidentaux transitant par l'Arabie saoudite . Ses opposants. anciens chefs de guerre brandissant l'étendard de l'islamisme, pointent, pour leur part, les services russes, qu'ils accusent d'imposer ainsi à peu de frais le blocus de la Tchétchénie.

Aslan Maskhadov, élu président en 1997 lors d'un scrutin reconnu régulier par l'OSCE, s'est finalement résolu, cet été, à entrer en lutte ouverte contre les groupes « wahhabites » de Tchétchénie. Mais ses tentatives de les réduire par voie parlementaire ou par la force - ont jusque-là toujours échoué. Il a cependant pu renvoyer le mois dernier ceux des membres de son gouvernement qui voulaient une « reconnaissance mutuelle » entre la Tchétchénie et le régime non reconnu des talibans afghans. Notamment le riche ministre des affaires étrangères Moviadi Oudougov, un « ami » du sulfureux financier russe Boris Berezovski, très actif dans les tractations autour des

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est déclaré « bouleversé » par les derniers assassinats. Il devait rencontrer à Paris la famille du français Vincent Cochetel, chef du HCR pour le Caucase du Nord, enlevé depuis 313 jours. M. Annan a promis d'évoquer son cas avec le premier ministre russe Evgueni Primakov.



The state of the s And the second second Miet Bonn deniandent Pacte europeen pour l'emploi

Strate Comme

2 27 No. 1

The State of the S

The second secon

the first a statute of the form being a property

The state of the s

STATE STATE OF THE PARTY AND A PARTY OF

PARTY OF THE PARTY

Record of the second of the se

- 178 CT - 100 THE BOOK OF THE

-

A PROBLEM

Vladivostok déclare l'état d'urgence

MOSCOU. Les dirigeants de Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, ont mis la grande cité en état d'urgence car la moitié de ses immeubles sont sans chauffage alors que le gel y est particulièrement rigoureux, a rapporté l'agence interfux mardi 8 décembre. L'absence de chauffage et d'électricité est chronique dans la ville depuis l'hiver dernier, mais la situation a brusquement empiré lundi à la suite d'une tempête de neige. Des évacuations d'hôpitaux sont prévues, alors que la population perd patience : des centaines de manifestants qui bloquaient un pont menant dans un souterrain, protestant contre les conflits sur des dettes mutuelles opposant la municipalité et la société locale d'électricité et les privant de chauffage, ont attaqué une équipe de télévision dont le véhicule tentait de se frayer un passage, a rapporté le Moscow Times la semaine

Reprise des visites surprises des experts en désarmement en Irak

BAGDAD. Neuf équipes d'experts en désammement de la Commission spéciale des Nations unies (Unscom) ont effectué mardi 8 décembre une série d'inspections surprises dans 24 sites sensibles en Irak. Annoncées lundi par le chef de l'Unscom, Richard Butler, ces visites doivent constituer le test final de la reprise de la coopération de l'Irak. Au terme de ces visites, le chef de l'Unscom informera le Conseil de sécurité de l'ONU qui pourrait alors engager l'examen global du dossier irakien souhaité par Bagdad. Le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz, en visite à Moscou, a déclaré mardi que si les Etats-Unis « insistent sur les sanctions, qu'ils s'attendent à ce que la commission spéciale ne travaille plus en Irak ». — (AFP.)

Les Etats-Unis demandent à Israël d'appliquer l'accord de Wye

BRUXELLES. Le secrétaire d'Etat Madeleine Albright a demandé mardi 8 décembre au premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou de re-venir sur son refus d'appliquer le retrait israélien en Cisjordanie prévu la semaine prochaine. Dans une conférence de presse après une réunion ministérielle de l'OTAN à Bruxelles, elle a déclaré « attendre des deux parties qu'elles respectent les obligations contenues dans l'accord de Wye » du 23 octobre. Elle a notamment réaffirmé que « les Israéliens ne peuvent pas ajouter de conditions » préalables avant d'appliquer l'accord. Mardi, M. Nétanyahou a justifié son refus en accusant l'Autorité palestinienne d'incitation à la violence et de multiples violations de l'accord de Wye. -

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (ex-Zaire): le président Laurent Kabila a déclaré mardi 8 décembre à Khinshasa qu'il n'y aurait pas d'élections tant que les soldats ougandais et rwandais ne se seraient pas retirés de son pays. Il semble ainsi revenir sur sa promesse d'organiser un scrutin présidentiel en avril 1999. « La possibilité d'organiser des élections est liée au retrait des soldats de l'agression qui occupent notre territoire. Il ne peut y avoir d'élections dans un pays divisé », a-t-il dé-

AUSTRALIE: l'Australie devrait étudier la possibilité d'accueillir un dépôt de déchets militaires nucléaires du monde entier, a proposé Robert Galluci, un conseiller du président Bill Clinton, dans un entretien publié mardi par le quotidien The Australian. M. Galluci soutient le projet de la société Pangea, basée à Seattle (Etat de Washington) de créer un dépôt de déchets nucléaires dans des parties isolées du sud et de l'ouest de l'Australie. Le gouvernement australien a démenti avoir eu des contacts ministériels avec Washington à ce sujet. - (AFP.)

■ CAMBODGE : le Cambodge a récupéré lundi 7 décembre son siège aux Nations unies après quinze mois d'absence de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale avait accepté vendredi, sans vote, la décision de la commission de vérification des pouvoirs d'accepter les lettres de créance du nouveau gouvernement cambodgien de coalition. Cette décision confère une légitimité internationale au gouvernement de coalition du Hun Sen. Le siège du pay tembre 1997, à la suite du renversement en juillet par Hun Sen du prince Norodom Ranariddh, alors co-premier ministre. - (AFP.)

■ INDONÉSIE: l'ancien président indonésien Subarto a été interrogé, mercredi 9 décembre, pendant trois heures et quarante minutes par les représentants du procureur général, à propos de son enrichissement personnel et de possibles cas de corruption. C'est la troisième fois depuis sa démission forcée en mai que M. Suharto, 77 ans, était entendu par les services du procureur général, Andi Ghalib, un général trois étoiles qu'il avait lui-même nommé procureur militaire peu avant sa mise à l'écart du pouvoir. - (AFR)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN/MALAISIE: les Etats-Unis ont retiré l'Iran et la Malaisie de leur liste de pays considérés comme producteurs de drogue importants ou pays de transit majeurs, a-t-on appris officiellement hindi 7 décembre auprès de la Maison Blanche. L'Iran était considéré depuis 1987 par les Etats-Unis comme un producteur majeur de drogues. La Malaisie entrait dans la catégorie des pays de transit. Ces deux pays ont été ramenés au rang de pays à surveiller. - (AFP.)

■ ISRAEL: un soldat israéjien violemment pris à partie dans une manifestation de Palestiniens et qui n'avait pas fait usage de son anne sera traduit devant un tribunal disciplinaire, a annoncé mardi 8 décembre une source militaire (Le Monde daté 6-7 décembre). Le soldat n'avait pas tiré sur ses agresseurs qui s'étaient emparés de son arme, restituée depuis. L'incident avait été filmé et diffusé sur les chaînes de télévision israéliennes. - (AFP)

Paris et Bonn demandent un Pacte européen pour l'emploi

LA FRANCE et l'Allemagne ont demandé mardi 8 décembre que le sommet de l'Union européenne de Vienne, les 11 et 12 décembre, lance le processus pour un Pacte pour l'emploi européen qui fixe des « objectifs contraignants et durables » en matière de lutte contre le chômage. Dans une lettre commune au chancelier autrichien Viktor Klima, président en exercice de l'Union européenne, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac estiment que « les gouverne-ments des Etats-membres de l'Union européenne devraient à l'avenir s'engager à atteindre des objectifs contraignants et verifiables dans les lignes directrices pour l'emploi ».

Reprenant mot pour mot le texte d'une déclaration publiée le 1ª décembre à l'issue du sommet franco-allemand de Potsdam, les deux dirigeants se fixent comme objectif « en premier lieu la réduction du chômage des jeunes et du chômage de longue durée, mais aussi l'élimination des discriminations à l'égard des femmes sur le marché du travail ». « Nous proposons donc que le Conseil européen de Vienne » lance un processus pour l'élaboration d'un Pacte pour l'emploi. - (AFP.)

Ruth Dreifuss est la première femme à devenir présidente de la Confédération suisse

Ce poste est attribué pour un an à l'un des sept membres du gouvernement

Pour la première fois dans l'histoire de la Confédération helvétique, une femme a été élue à la tée par le parti socialiste, Ruth Dreifuss, membre 188 voix sur 246. Ce poste, essentiellement hodifique, est attribué pour un an à l'un des sept

présidence de la Suisse, mercredi 9 décembre, du Conseil fédéral depuis 1993, a obtenu membres de l'exécutif confédéral.

BERNE

de notre correspondant Tout finit par arriver, même en Suisse. Pour la première fois, dans l'histoire du pays, une femme, de surcroit d'origine juive, Ruth Dreifuss, a été élue, mercredi 9 décembre, présidente de la Confédération helvétique pour 1999 par les deux chambres réu-Berne. Cette fonction est occupée à tour rôle pour un an par l'un des sept membres du gouvernement suisse. Sans doute est-elle purement honorifique, mais dans un pays qui a attendu jusqu'en 1971 pour introduire le suffrage féminin sur le plan confédéral et beaucoup plus tard dans certains cantons montagnards, l'accession

Plus qu'une simple formalité, l'élection de Ruth Dreifuss marque également un pas en avant, ne serait-ce que symbolique, dans la lutte en faveur de l'égalité des droits politiques en Suisse. Dame helvétia, figure em-

d'une femme à la plus haute

charge de l'Etat constitue un petit

blématique de la Confédération, 1983. L'année suivante, une radidont le rôle était jusqu'ici cantonné en effigie sur les monnaies ou les timbres-poste, en croirait à peine ses yeux...

LA CANDIDATE DU PS

Dans une société engoncée dans ses traditions, lente au changement, les femmes suisses ont finies en Assemblée fédérale à ni là aussi, peu à peu, à force de persévérance, à se faire une place dans les institutions. En un quart de siècle, elles peuvent se prévaloir d'avoir conquis de haute lutte un cinquième des sièges du Parlement fédéral, un quart dans les assemblées régionales, et un mandat sur six dans l'ensemble des exécutifs cantonaux.

L'obstacle le plus difficile à franchir aura été de forcer la porte de cet ultime bastion masculin qu'était le Conseil fédéral, la plus haute instance du pays. Une première tentative du Parti socialiste d'ouvrir une brèche en présentant une candidate à l'un des deux sièges qui lui sont réservés au sein du collège restreint des

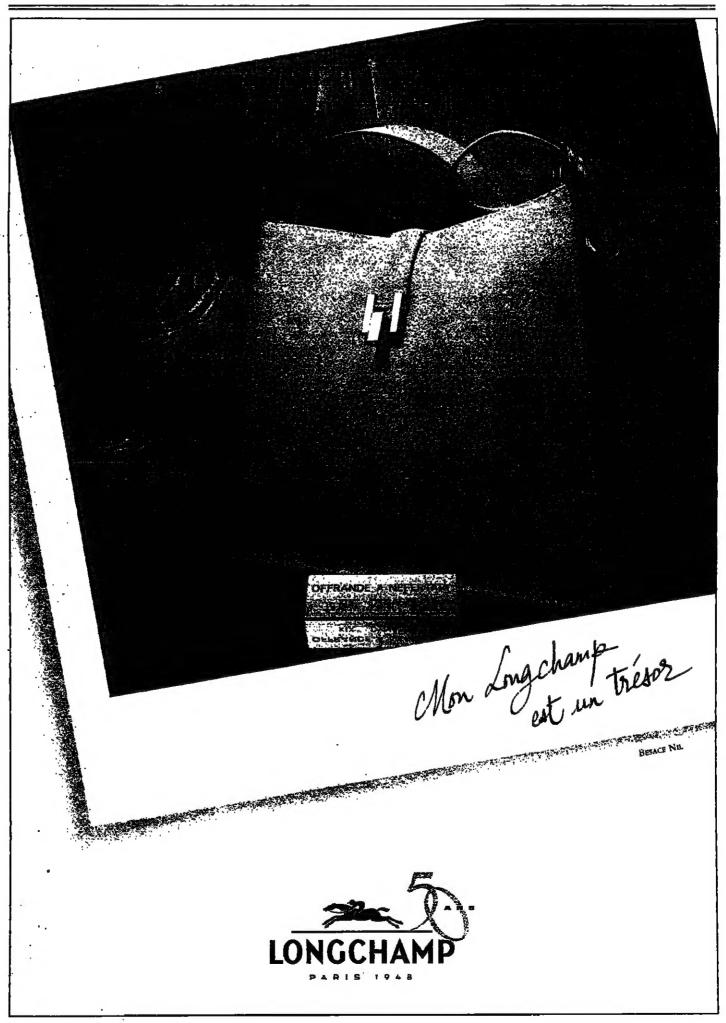
cale de Zurich, Elisabeth Kopp, aura sa chance et parviendra enfin à passer la rampe avec le soutien des partis de droite et du centre. Première femme pressentie pour occuper la plus haute charge de l'Etat, elle avait cependant vu son rève s'évanouir moins d'une année avant de parvenir au but. Elle était acculée à la démission en janvier 1989 en raison de l'implication de son mari dans un scandale de recyclage de narco-

Les circonstances aidant, c'est donc à la socialiste Ruth Dreifuss qu'échoit maintenant le redoutable honneur de mener la Confédération jusqu'au seuil de l'an 2000. Une part de hasard n'a pas été étrangère à l'élection au Conseil fédéral en 1993 de cette ancienne syndicaliste, née en 1940 à Saint-Gall en Suisse orientale, mais ayant passé son enfance et poursuivi ses études à Genève. Alors que le Parti socialiste avait présenté la candidature d'une autre syndicaliste genevoise « sept sages » avait échoué en Christiane Brunner, la majorité du

Parlement lui avait préféré un de leurs collègues, socialiste masculin, Francis Matthey de Neuchâtel. Le tollé des femmes et de l'opinion avait été tel que le nouvel élu avait du s'effacer pour laisser le champ libre à Ruth Dreifuss, devenue la deuxième candidate officielle du PS à l'exécutif suisse.

Depuis ce psychodrame qui l'avait propulsée à la tête du département de l'intérieur, qui englobe des domaines aussi divers que les affaires sociales, la santé et la culture, Ruth Dreifuss s'évertue a concilier ses engagements en faveur des plus démunis et des libertés fondamentales avec les concessions indispensables à l'exercice du pouvoir. Clin d'œil de l'Histoire, quand le train spécial l'aura ramenée chez elle à Genève le 10 décembre pour y être dignement fétée, elle participera à la remise d'un prix nouvellement créé à l'occasion du 50 anniver-. saire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une déclaration qui la touche de près.

Jean-Claude Buhrer



sition avant la journée de manifestations prévue jeudi 10 décembre. DES MESURES sont cependant à l'étude. Si les pouvoirs publics n'ont pas l'intention d'organiser

une table ronde, ils souhaitent parvenir à une meilleure indemnisation des travailleurs précaires au chômage. • LES MINIMA SOCIAUX saire, des crédits supplémentaires font l'objet d'un examen attentif. pourront être débloqués pour les

Le gouvernement pourrait accorder une revalorisation du RMI supérieure à la hausse des prix. Si néces-

aides d'urgence. • LA CGT, par la voix de Louis Viannet, a invité ses unions départementales à s'engager « pour la réussite » des manifestations de jeudi.

Lionel Jospin envisage un renforcement des aides pour les chômeurs

Si le gouvernement ne souhaite pas annoncer son dispositif avant les manifestations prévues jeudi 10 décembre, il prépare des mesures pour éviter que la mobilisation, pour l'instant circonscrite à la région marseillaise, ne fasse tache d'huile

tardive, mardi 8 décembre, à l'hôtel Matignon. Ainsl, vers 21 heures, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarite, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, et Christian Sautter. secrétaire d'Etat au budget, ont évoqué avec Lionel Jospin les réponses susceptibles de calmer les revendications exprimées depuis une dizaine de jours par les sans-

A la veille de la lournée nationale de manifestations des chómeurs, jeudi 10 décembre, le sujet avait également occupé une grande partie du petit-déjeuner aul, tous les mardis, réunit les principaux dirigeants socialistes autour du premier ministre.

Différents témoins de ces rendez-vous décrivent un Lionel Jospin « attentif » aux demandes des chômeurs mais « serein » quant à l'issue du conflit. Instruit par l'expérience de l'hiver dernier, le premier ministre a répété à ses interlocuteurs sa détermination à empêcher toute occupation de locaux publics. Ainsi, à Marseille, les CRS sont intervenus, au cours de la matinée de mardi, dans quatre antennes Assedic pour faire sortir sans violence les manifestants. Dans deux autres agences marseillaises, les occupants sont sortis de leur propre initiative à l'arrivée des forces de l'ordre. Les antennes d'Aix-en-Provence, Aubagne et Vitrolles ont également été occupées par des chômeurs, qui sont sortis sans heurts. Des manifestations similaires, mais de faible ampleur, ont été observées à Caen et à Lisleux (Calvados), à Villejuif (Val-de-Marne), ou dans le 19 arrondissement de Paris.

nir sa politique pour répondre aux revendications financières. C'est, bien sûr, ce versant du dossier qui a été au centre de la discussion de Matignon. Le principe d'un débiocage de fonds supplémentaires pour faire face à des situations d'urgence, éventuellement par des redéplojements budgétaires, est pratiquement acquis. Il pourrait porter sur plusieurs centaines de millions de francs. De son côté, M™ Aubry explore



plusieurs autres pistes. La plus importante pourrait être un relèvement plus fort qu'à l'ordinaire des minima sociaux financés par l'Etat, et notamment le revenu minimum d'insertion (RMI). La ministre estime que le pouvoir d'achat des salariés progressera de 2,7 % cette année et qu'il serait juste que les bénéficiaires des minima - dont le montant est souvent inférieur au seuil de pauvreté (3 316 francs par personne et par mois) - touchent aussi les dividendes de la croissance.

Ce geste pourrait être facilité par le ministre de l'économie, qui a visiblement minimisé l'excédent de recettes fiscales de l'année 1998. Il pourrait constituer un début de réponse à ceux, qui, à gauche, s'inquiètent des réponses à apporter aux chômeurs. Ainsi, mardi soir, le bureau national du PS a « exprimé » sa « compréhension à l'égard des chômeurs, et en particulier des chômeurs de longue durée », et estimé qu'il faut « répondre à l'urgence ». Plus tranchant. Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a reproché, mercredi, sur LCI, à M. Jospin de « ne pas écouter assez les mouvements

MESURES EN RÉSERVE

Dans le même esprit, la ministre de l'emploi et de la solidarité a lancé, mardi, une série de consultations avec les partenaires socíaux sur sa proposition de taxer le recours abusif aux contrats à durée déterminée et à l'intérim. Après avoir recu le Medef (ex-CNPF), ses conseillers vont s'en-

(Agence nationale pour l'emploi ANPE - et Association pour la formation professionnelle des adultes - AFPA), se mettent en place. En outre, presque toutes les commissions d'aide sociale d'urgence (CASU) (lire ci-contre) ont été installées.

Toutefois, le dispositif général du gouvernement ne devrait pas tion du 10 décembre. Celle-ci se prépare activement. Outre les associations qui se trouvent au cœur du conflit, Arlette Laguiller, porteparole de Lutte Ouvrière (troskyste), « appelle les travailleurs à se joindre nombreux aux manifestations » de chômeurs prévues jeudi à Paris et en province. Sans attendre, les pouvoirs publics négocient avec les chômeurs marseil-

Le moral des Français s'améliore

Selon l'enquête annuelle de la

Sofres, réalisée du 24 au 26 novembre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié le 9 décembre par un groupe de journaux de province, le moral des Français est en hausse. En effet, 25 % des personnes interrogées pensent que la situation économique s'est améliorée cette année (soit 15 points de plus qu'il y a un an), contre 27 % pour qui elle s'est détériorée (en recul de 19 points) et 43 % qui la jugent inchangée. De même, les prévisions de pouvoir d'achat pour l'an prochain

des chômeurs CGT, et comprenant trois militants d'AC!, a été reçue à la préfecture en présence des représentants des collectivités territoriales et des organismes sociaux. * Il n'y a rien de neuf, on est parti ». a toutefois déclaré M. Hoareau à l'issue de cette réunion.

Jean-Michel Aphatie et Jean-Michel Bezat

Le milliard de francs débloqué en janvier a vite montré ses limites

pale mesure décidée par le premier ministre pour répondre aux revendications des chômeurs de l'hiver 1997-1998, aura vite fondu sous l'afflux des demandes. Mis en place par une circulaire du 12 janvier, le Fonds d'urgence sociale (FUS) a suscité 806 000 dossiers, selon un décompte établi en juin. Près de 600 000 d'entre eux ont été acceptés, pour une aide d'un montant moven de 1 600 francs.

« Présenté comme une aide ponctuelle pour repondre à des situations exceptionnelles, et non comme complément des minima sociaux existants (...), le FUS a soulagé momentanément mais n'a rien résolu quant à la chronicité de l'endettement », constatait, en juillet, une étude des services du ministère de l'emploi et de la solidarité. Impuissant à résoudre les difficultés, le FUS aura surtout eu le mérite d'en préciser l'ampieur. Ainsi, selon la même étude. le dispositif confirme la « chronicisation inquiétante et massive de la pauvreté dans notre pays - (Le Monde du 29 octobre). Cette pauvreté était, pour une large part, inconnue des services sociaux, car éloignée de leur « clientèle » traditionnelle. Les demandeurs sont,

AUSSITÔT débloqué, aussitôt consommé. pour la plupart, des chômeurs, mal ou pas in-Le milliard de francs de Lionel Jospin, princi-demnisés, des allocataires de minima sociaux, nières exceptions devant être réglées avant le des travailleurs précaires qui n'ont d'autre handicap que la faiblesse de leurs ressources. Ce ne sont pas des « exclus », mais des victimes du marché du travail.

LIN SYSTÈME PLUS COHÉRENT

Marie-Thérèse Join-Lambert, dans son rapport au premier ministre, relevait, dès février, d'autres dysfonctionnements : les réticences des collectivités locales et des organismes publics, qui ont souvent laissé les services de l'Etat en première ligne pour la dotation et la distribution du fonds : les inégalités de traitement des dossiers entre les départements ; la juxtaposition de ce dispositif avec les autres aides sociales, qui n'a fait qu'accroître « le cloisonnement et l'opacité des fonds existants ». Aussi M™ Join-Lambert préconisait-elle la disparition du FUS, une fois le dernier centime dépensé, au profit d'un système plus cohérent.

L'article 54 de la loi de lutte contre les exclusions, promuleuée le 29 juillet, a créé les commissions de l'action sociale d'urgence (CASU). Seion le ministère de l'emploi et de la solidarité, la quasi-totalité des départements

15 décembre. Cette fois, il n'est pas question de crédits spécifiques : le milliard de francs du début de l'année n'a pas engendré de millions supplémentaires. La commission, présidée par le préfet, doit avant tout coordonner l'attribution des aides existantes, telles que le Fonds d'aide aux jeunes (FA)) ou le Fonds de solidarité-logement (FSL). Les CASU se présentent comme des embryons de ces guichets uniques que la plupart des acteurs du social appellent leurs vœux.

Quel que soit l'organisme auquel elle s'adresse, la personne en détresse peut remnlir un formulaire de demande, en vue soit d'une réponse immédiate, soit de la transmission du dossier à l'organisme compétent. S'il devait fonctionner correctement, ce système simplifierait nettement les démarches du demandeur, et rapprocherait, sans les confondre, les intervenants du secteur social. Sans répondre, toutefois, aux problèmes de fond soulevés par les associations de chô-

Jérôme Fenoglio être connu avant la journée d'ac-

Louis Viannet invite la CGT à « rechercher

les convergences » avec les associations LA CGT, qui réunissait, mardi CGT - à mettre un peu d'eau dans 8 décembre, son comité confédéral leur vin, après les incidents ayant national (CCN), a ajouté le mouveopposé, à Marseille, ces comités et ment des chômeurs à un ordre du les militants d'AC!. Ainsi, la CGT jour déjà copieux. Cette réunion devrait s'associer, par une déclaradevait, en effet, être l'occasion de tion commune, à l'appel des assodiscuter de la composition de la

ral, Louis Viannet, en février 1999. Devant le CCN, M. Viannet a invité les unions départementales et locales de la CGT, ainsi que les comités de chômeurs, à s'engager « pour la réussite » des manifestations prévues jeudi, en les appelant à « rassembler » et à « rechercher les convergences ». C'est une facon, pour M. Viannet, d'inviter ses troupes - principalement la direction des comités de chômeurs

nouvelle équipe de direction qui

entourera Bernard Thibault, suc-

cesseur désigné du secrétaire géné-



ciations de chômeurs Agir ensemble contre le chômage (AC!), Mouvement national des chomeurs et des précaires (MNCP) et Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis) pour la journée d'action du 10 décembre.

« C'est vrai qu'on n'est pas dans la même situation unitaire que l'an dernier », estime Jacqueline Lazarre, secrétaire chargée des comités CGT de chômeurs, affirmant toutefois que, « même si des distances ont été prises, tout cela reste très surmentable ». Pour Mº Lazarre, « il n'est pas possible de se cantonner à la seule revendication de la prime de Noël », sur laquelle se sont centrés les comités de chómeurs CGT, et il faut, a surtout -, une attitude « un peu plus forte » des organisations syndicales en faveur d'une réforme de l'indemnisation du chômage. Soulignant que la CFDT n'exerce plus, aujourd'hui, la presidence de l'Unedic, Mr Lazarre estime que l'organisation dirigée par Nicole Notat a davantage de latitude pour « bouger » sur ce

L'autre grand sujet du jour. l'équipe dirigeante qui entourera M. Thibault et dont la composition

a été arrêtée au bureau confédéral, le 1e décembre (Le Monde du 5 décembre), a donné lieu à de vives discussions. Deux membres de la commission exécutive, représentant l'aile « moderniste » de la CGT, Gérard Alezard, chargé du secteur économique, et Lydia Brovelli, secrétaire confédérale, se sont étonnés de l'abence de certains noms dans la future direction. Tout en « se félicitant » du débat

eneage largement en amont », tout en déclarant « favorables » aux signes de « raieunissement » et de * renouvellement », tous deux ont fait part de leur « déception ». « le ne suis pas d'accord sur la méthode ni sur les propositions qui nous sont faites, a expliqué M. Alezard. «Le débat au CCN ne devait être qu'un premier tour (...). A l'évidence, nous en sommes loin », a t-il indiqué, soulignant qu'il y a « dix-sept noms • proposés par la direction « pour dix-sept postes à pourvoir ». « Nous ne pouvons nous contenter de superficiel ou d'effets d'annonce », a déclaré Mª Brovelli. Tous deux réclament que le débat ait lieu sur des noms qui ont été retenus : ceux de Christian Larose, dirigeant de la fédération du textile. Michel Muller, secrétaire général de la Filpac (presse), ou Pierrette Crozemarie, secrétaire générale de la fédération des finances.

Caroline Monnot

Charles Hoareau, le Robin des bois de la Canebière

MARSEILLE

de notre correspondant « Regarde! Il y a toutes les chaînes de télé qui suivent Churles! » Ebahi, ce jeune chômeur qui manifeste

PORTRAIT_

Le leader des comités de chômeurs des Bouches-du-Rhône est devenu un « héros »

devant la préfecture à Marseille avoue être « fier » de la médiatisation de Charles Hoareau, responsable du comité de chômeurs et précaires CGT des Bouches-du-Rhône. Comme les quatre cents autres manifestants, il a applaudi à tout rompre lorsque, juché sur une barrière de sécurité, M. Hoareau, avant de se rendre à une séance de négociations, a simplement lancé: « On va voir si lospin a des sous dans le portefeuille! »

Avec la relance du mouvement des chômeurs, ce visage couvert d'une épaisse barbe noire, déjà connu dans toutes les cités de Marseille, reparaît sur les petits écrans. Dans les antennes Assedic brièvement occupées, chaque matin, on attend la venue de Charles Hoareau, en moto. Dans les interviews, il apostrophe parfois vertement le premier ministre: « Pour parler vulgairement, si le gouvernement avait des couilles, il s'y prendrait autrement. . A la préfecture, on redoute ses coups de gueule : «Allez, on

s'en va l'On nous propose encore du

comité de chômeurs des Bouches-

du-Rhône, et il va comme un gant à cet ancien ébéniste de quarantequatre ans, devenu permanent de la CGT. «Si, un jour, dit-il, je me mets en colère cinq minutes trop tard, il faudra que je démissionne. Je veille à ne pas perdre mes capacités à m'énerver. » Certains le lui reprochent, d'ailleurs, y compris dans les rangs des chômeurs. Les responsables marseillais d'Agir ensemble contre le chômage (AC!), une association qui tente d'exister à côté de ce puissant comité départemental CGT fort de plus de mille sept cents adhérents, déplorent ainsi « certains comportements, certaines intimidations, physiques et

ACTIONS MUSCLÉES

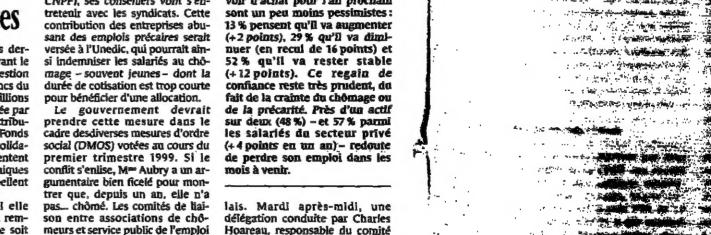
M. Hoareau se présente comme un héritier des comités de chômeurs des années 30. En 1988, lorsque l'idée de regrouper les sans-emploi germe à La Ciotat, une cité gangrenée par le chômage après la fermeture des chantiers navals, il arpente les cités. Il mobilise les laissés-pour-compte, avec cette idée que, « pour aider les payres, on ne peut pas rester dans la légalité ». Avec ses « frères et sœurs de combat.» - l'expression est « pompeuse », convient-il, mais il l'aime bien -. M. Hoareau vide l'étude d'un huissier de La Ciotat qui, alors qu'une chômeuse ac-

compagnait son enfant leucémique à l'hôpital, a procédé à la saisie de son mobilier. Une autre fois, c'est « Rebelles » est le slogan du une vedette de la gendarmerie maritime qui se retrouve accrochée au portique des chantiers navals. Sans compter les multiples « réquisitions » d'appartements vacants pour y loger des familles sans abri. Ces actions musclées lui valent vite le surnom de Robin des bois et quelques condamnations sur son casier judiciaire. Un surnom dont il sourit: « Lui, il volait aux riches. Nous, on ne l'a pas encore fait, mais ça pourrait venir ! »

La première revendication d'une

prime de Noël a été satisfaite grâce à l'occupation des Assedic. Une vingtaine de chômeurs avaient alors obtenu gain de cause. Depuis, ce sont dix mille personnes qui, à l'entrée de chaque hiver, défilent sur la Canebière derrière M. Hoareau. Du syndicalisme, ce dernier apprécie surtout l'aspect fraternel. Il est le premier à avoir accordé une grande importance à « ces dix mille petits problèmes que la CGT n'a jamais abordés, comme le téléphone qu'on coupe, l'école qui refuse l'inscription d'un enfant, le surendettement, le rétablissement du courant coupé par EDF... » L'homme caresse le rève d'« éradiquer la misère », mais, en attendant, se satisrait de voir parmi les plus pauvres « grandir la fierté d'être simplement ensemble, de ne plus être des moins-

Luc Leroux



willigres de la C

a four ensemble re

. S Jane Bridge

the state of the state of

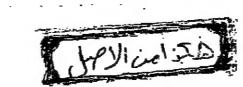
The thirty and the

The Control of

-

小 物 海色

The same of the same of



sur une logique de résistance inter-

ne », complète Etienne Adam, se-

crétaire général de la région Basse-

Normandie. Ce faisant, les anima-

teurs de Tous ensemble esquissent

une autocritique, et reprennent à

leur compte des reproches qui leur

étaient adressés par des syndicats

proches d'eux, comme ceux des

banques, des finances ou de l'édu-

cation nationale. Par son existence.

l'association a en effet contribué à

bloquer le débat interne, en figeant

les frontières entre la ligne confé-

oui-oui, ni de monolithisme, ni d'ex-

clusions », a expliqué Raymond Va-

cheron, de la région Auvergne.

Face à cette nouvelle donne, les

réactions de mauvaise humeur

sont venues de délégués pro-

confédéraux des services de santé,

sociaux ou de la poste qui espé-

conseiller technique d'Elisabeth

Guigou; François-Xavier Stasse,

chargé d'un rapport sur la méde-

cine de ville et directeur général de

la Bibliothèque nationale de

France; Nicole Maestracci, délé-

guée interministérielle à la toxi-

comanie. Les quatre derniers ont

signé, en décembre 1995, un texte

louant le « courage » et l' « indé-

pendance d'esprit » de la centrale

sur la réforme de la Sécurité so-

Alain Beuve-Méry

dérale et ses opposants.

raient en découdre.

Au congrès de la CFDT, les opposants

de Tous ensemble rentrent dans le rang

Le rapprochement avec la CGT modifie la donne du débat syndical

Voilà encore six mois, le congrès de Lille de la GFDT promettait de donner lieu à un bras de fer entre les partisans de Nicole Notat et ses oppo-

L'empreinte cédétiste sur le gouvernement est plus discrète qu'en 1981

sants ne renient rien sur le fond.

Les désaccords sont persistants sur

l'interprétation des grèves de dé-

cembre 1995, sur la gestion des

comptes de l'Unedic, tout comme

sur le mouvement des chômeurs,

mais l'opposition interne a décidé

M. Debons note « une inflexion et

tion, sur l'analyse de la mondialisa-

tion. Surtout les convergences avec

la CGT et la bataille pour les

35 heures sont de nature à ressou-

der l'organisation. Sur ces deux

points, les animateurs de Tous en-

semble jugent qu'ils ont amené la

de la métallurgie de Basse-Nor-

mandie, « il vaut mieux avoir un

poids plus important, sans Tous en-

semble ». « On n'est pas sur une lo-

gique de tendance. On a toujours été

trouve à nouveau au ministère des

postes de 1988 à 1990 - et Jean Au-

roux, a d'abord été recruté comme

technicien de la communication.

Un cas atypique : celui de Jacques

Maire - ancien directeur de cabi-

net de Dominique Voynet, qui va

rejoindre le ministère de l'em-

ploi -, qui n'a de cédétiste que la fi-

liation avec Edmond Maire, l'an-

cien secrétaire général de la

mique, André Gauron pourrait ap-

paraître comme un économiste

proche de la CFDT. Ancien diri-

geant de la fédération des fi-

nances, il est, pour le syndicat,

membre du Conseil économique et

social en 1980 et 1981. Mais, des

1982, M. Gauron rejoint le cabinet

de Pierre Bérégovoy aux affaires

sociales, puis à l'économie, et il y

restera jusqu'en 1986, puis de 1988

à 1991. Candidat PS aux élections

municipales à Paris en 1989, il est

nommé par Laurent Fabius, en dé-

cembre 1991, au Conseil supérieur

jourd'hui conseiller général de

Meurthe-et-Moselle et conseiller

régional de Lorraine, il a été chargé

d'un rapport sur les contrats de

Un certain nombre de conseil-

lers, de la mouvance « deuxième

ganche », ont été, à un moment ou

un autre de leur parcours, en sym-

pathie plus intellectuelle que militante avec la CFDT: Yves Barou,

directeur adjoint du cabinet de

Ma Aubry; Jacques Rigaudiat,

conseiller social de Lionel Jospin,

après avoir été celui de M. Rocard;

Jean-Paul Jean, magistrat, ancien

Quant à M. Chérèque, au-

Au Conseil d'analyse écono-

confédération.

de l'audiovisuel.

plan Etat-région.

Combles de Nayves est alors sanctionné une pre-

mière fois, le 31 août. Il ne veut rien entendre. Il est de nouveau sanctionné le 18 septembre. Ses détrac-

teurs, au sein de la hiérarchie, le jugent caractériel.

Lui, il continue de se rebeller et ne rejoint pas sa nou-

velle affectation, à Paris, comme il lui est encore pres-

crit par une mise en demeure verbale devant témoin,

avant que le haut commandement n'invoque, sans

Il y a trois semaines, l'officier a reçu de l'état-major

de l'armée de terre un ordre d'envoi devant un

conseil d'enquête. Motif: radiation des cadres par

mesure disciplinaire pour faute grave contre la disci-

pline. Il est prié de se présenter à cette convocation, à

une date qui n'est pas encore annoncée, avec son dé-

fenseur, militaire de carrière ou avocat de son choix. Le lieutenant-colonel de Combles de Nayves sait qu'il

ne sera pas épargné, mais il se dit confiant. Cela ne

l'empêche pas de préparer des suites judiciaires à ce

différend avec le commandement. Cela ne l'empêche pas, non plus, de chercher déjà un emploi dans le ci-

vil, les métiers aéroportés, le tourisme ou le sport,

histoire de ne pas perdre la main.
Ultime détail : l'officier dit s'être « expliqué », à

propos de ce qui lui arrive, avec son cousin germain.

Pour que la situation soit claire, il n'a rien demandé

au directeur de cabinet de M. Richard et Dominique

de Combles de Nayves n'a rien proposé, pas le

Jacques Isnard

moindre arbitrage en retour.

trop y insister, le motif de « désertion ».

RADIATION ENVISAGÉE

Pour Michel Gigand, responsable

confédération sur leur terrain.

de tirer un trait sur le passé.

ESQUISSE D'AUTOCRITIQUE

RETENEZ vos coupeurs de tête, tard, certains d'entre eux devaient est désormais acquise. Les oppo-

quitter la confédération pour fon-

der des syndicats SUD. Nicole No-

tat dans son rapport d'activité n'a,

certes, pas éludé la question de son

opposition interne, organisée en

courant depuis trois ans, mais elle

Intervenant à la tribune du

congrès, Claude Debons, secrétaire

général de la FGTE (transports) et

qui est l'un des principaux chefs de

file de Tous ensemble, a estimé

qu'« aujourd'hui, une nouvelle si-

tuation peut s'ouvrir ». « Le dépasse-

au lendemain de 1995 est possible ».

a-t-il concédé. « Tous ensemble

comme forme historique de l'opposi-

tion est dépassée », a ajouté Domi-

nique Guibert, ex-responsable de

l'union départementale du Val-de-

Marne. La décision formelle ne se-

ra prise qu'en janvier 1999, après la

consultation de ses membres, mais

la mise en sommeil de l'association

cieuse de son autonomie, Nicole

Notat, amie de Catherine Traut-

mann et de Dominique Strauss-

Kahn, a évité toute nouvelle hé-

morragie. « C'est le signe d'une "dé-

sidéoligisation" des syndicats »,

explique Alain Bergounioux, secré-

taire national du PS et spécialiste

du syndicalisme. « Certains portent

des valeurs cédétistes, explique-t-il,

mais il n'y a pas de représentants de

la CFDT en tant que tels dans les ca-

binets. Ils ne cherchent pas à faire

C'est dans ce climat d'absence

de prosélytisme cédétiste que deux

transfuges de la CFDT ont rejoint

récemment des cabinets ministé-

riels. En mars, Prédéric Martel (ré-

dacteur en chef depuis 1996 de La

Revue de la CFDT) a été nommé

conseiller de Martine Aubry, char-

eé de la rédaction de ses discours.

Mais cet ancien chargé de mission

au département des affaires inter-

nationales du ministère de la

culture est plus marqué par sa fidé-

lité socialiste, très « deuxième

gauche », que cédétiste. En 1993,

M. Martel était délégué national

Entré en avril chez M. Strauss-

Kahn comme conseiller pour la

communication et les affaires politiques, Philippe Grangeon venait

lui aussi directement de la CFDT,

où il avait pris en charge, à partir

de 1994, la communication de

M= Notat. Mais M. Grangeon, qui

avait déjà appartenu, de 1984 à

1986, à deux cabinets de ministres

L'« indiscipline aggravée » d'un officier pas comme les autres

auprès de M. Rocard quand cehri-

passer des orientations syndicales. »

PAS DE PROSELYTISME

EN 1981, alors que la CFDT d'Ed- l'égard du Parti socialiste, plus sou-

ment des formes qu'a pris le débat

n'a pas cherché à les pousser de-

hors, Le message a été reçu.

Bruxelles pour tenter d'obtenir une

augmentation de 25 % à 50 % de la

part des indemnités compensatoires

de handicaps naturels (ICHN) sup-

portée par l'Union européenne, ain-

si qu'une augmentation du platond

communautaire de 180 à 250 écus

Il a annoncé, par ailleurs, une aug-

mentation de 5 % de l'ICHN pour le

troupeau laitier et un effort finan-

cier exceptionnel de 40 millions de

francs en faveur de l'aide à la

construction de bâtiments d'élevage

en zone de montagne, dont la ligne

budgétaire a été fixée, dans le projet

de loi de finances pour 1999 en dis-

cussion au Parlement, à 45 millions

Ce sont des premières avancées,

mais elles ne sont pas suffisantes »,

estimait Gérard Sègle-Vatte, respon-

du bureau national de la FNSEA,

après la rencontre avec le ministre.

Une réunion technique s'est tenue

mercredi 9 décembre au ministère.

mais les responsables de la FNSEA

et du CDIA ont décidé de maintenir

la pression. Venus d'une vingtaine

de départements, de 150 à 200 agri-

culteurs se relaient ainsi sur les bar-

rages établis sur la RN 6 et sur l'au-

toroute A 43, bloquées par des

bétaillères et des bottes de foin. La

ligne ferroviaire Paris-Modane a

également été coupée. Les manifes-

tants - qui ont recu sur place mer-

credi le soutien de Luc Guyau, pré-

sident de la FNSEA - ont dresse une

vaste tente chauffée à Aiton, et ont

entassé des provisions pour tenir

Philippe Révil

plusieurs jours.

de francs, comme en 1998.

(de 1000 F à 1400 F environ).

« AVANCÉES INSUFFISANTES »

Les agriculteurs des Alpes

réclament davantage d'aides

La visite de leur ministre, Jean Glavany,

n'a pas suffi à rassurer les exploitants, mobilisés pour une hausse de leurs indemnités

CHAMBÉRY

de notre correspondant

Les agriculteurs qui, à l'appel de la

FNSEA et du CDJA, bloquent depuis

le 7 décembre, à hauteur d'Aiton, en

Savoie, les accès routiers et ferro-

viaires en direction de la vallée de la

Maurienne et de l'Italie ont décidé

de poursuivre leur mouvement et

menacent d'empêcher la circulation

dans le tunnel du Mont-Blanc, mai-

gré leur entrevue avec Jean Glavany,

ministre de l'agriculture et de la

Ce demier, qui avait consacré son

premier déplacement officiel à

l'agriculture de montagne, en se

rendant successivement dans les dé-

partements de l'Isère et de la Savoie,

a en effet reçu plusieurs délégations

de la Fédération nationale des syn-

dicats d'exploitants agricoles, du

Centre départemental des jeunes

agriculteurs et de la Confédération

paysanne, ainsi que des élus locaux

membres de l'Association nationale

Au cours des discussions qui se

déroulaient dans une salle des fêtes

de la petite commune des Marches

non loin de Montmélian, les repré-

sentants syndicaux ont réclamé une

relance des aides financières, desti-

nées a compenser les handicaps liés

à l'agriculture de montagne, aides

qui, selon eux, n'ont fait l'objet

d'aucune revalorisation depuis dix

ans et ont perdu près de 20 % de

être soutenue puisau'elle contribue si-

gnificativement à l'aménagement du

territoire, préserve les paysages, amé-

liore l'environnement tout en exploi-

tant des produits de qualité », a affir-

mé M. Glavany. Le ministre s'est

Notre salle de cours.

UNE ECOLE OUVERTE SUR LE MONDE.

Des cursus qui conduisent à travers le monde entier. 50 nationalités représentées sur le campus. Donner une dimension plémétaine de à l'enseignement est devenu une nécessité objective pour les écoles de l'

commerce. Non seulement l'ISG le dit, mais l'ISG le fait

depuis 30 ans, ses étudiants vivent au rythme de l'internation

L'ENTREPRISE ESTINOTRE

ISG en 3 ans : recrutement après PRÉPA, DEUG.

Cursus Anglophones : BBA, Executive MBA, Intern

8, rue de Lota 75116 Paris - 121, 01.56.26.26

ETABLISSENICK REIGNE DIBUSEICHENTENT SELFEIELE

3° Cycles de l'ISG: 10 filières professionne

«L'agriculture de montagne doit

leur pouvoir d'achat.

Michel Noblecourt engagé à intervenir auprès de

des élus de la montagne (ANEM).

et nous, nous retiendrons ceux de

nos militants qui veulent partir.

par les tenants de la mouvance op-

positionnelle Tous ensemble,

constituée d'une fédération (celle

des transports), de trois unions ré-

gionales (Auvergne, Basse-Nor-

mandie et Provence) et de quel-

ques syndicats, avec la direction

confédérale. Le climat a donc sou-

dainement changé, mardi 8 dé-

cembre, au congrès de la CFDT. Il y

a encore six mois, ce congrès de

Lille devait être, pour la direction de la CFDT, celui de la clarification,

tandis que pour ces opposants, il devait être une caisse de résonance

où ils auraient exprimé leurs désac-

cords majeurs, avant de tenter

Il n'y aura donc pas de réédition

du congrès de Strasbourg (1988). A

l'époque, les opposants avaient été

traités de « moutons nous » par Ed-

mond Maire. Quelques mois plus

mond Maire se disait « dans la

joie » au soir de l'élection de Fran-

çois Mitterrand, l'effet avait été

immédiat : plusieurs dirigeants cé-

détistes avaient rejoint le nouveau

pouvoir. Deux membres de la

commission exécutive - le « gou-

vernement » de la centrale – sau-

taient le pas : Jeannette Laot,

comme chargée de mission auprès

du président de la République, Hu-

bert Lesire-Ogrel, auprès de Nicole

Questiaux (ministre de la solidari-

té). Un secrétaire confédéral, spé-

cialisé en économie, Hubert Pré-

vot se retrouvait commissaire au

Plan. La CFDT avait durement

payé cet « entrisme » dans l'appa-reif d'Etat aux élections de 1983 à

la Sécurité sociale, à une époque

où il n'était pas bon d'être accolé à

La CFDT ne s'était pas contentée

de placer ses hommes, elle avait

marqué les premiers actes sociaux

du premier septennat mitterran-

dien de son empreinte, de la ré-

duction de la durée du travail aux

iois Auroux de 1982. En mai 1984,

son numéro deux, Jacques Ché-

rèque, était nommé préfet délégué

en Lorraine, chargé du redéploie-

ment industriel, malgré les ré-

qui l'avait mis en garde contre de

« sérieux inconvénients ». Quatre

ans plus tard, l'ancien métallo de-

venait ministre délégué dans le gouvernement de Michel Rocard,

auprès de Roger Fauroux (ministre

de l'industrie et ancien PDG de

Rien de tel ne s'est produit lors

de l'alternance de 1997. Echaudée

Saint-Gobain).

serves de la commission exécutive di était premier secrétaire.

par l'expérience, plus distante à socialistes, Paul Quilès - qu'il re-

UN CONFLIT oppose un lieutenant-colonel âgé de

quarante-six ans à l'armée de terre, au point que l'of-

ficier vient d'écoper de guarante jours d'arrêt et que,

suspendu de ses fonctions actuelles, il va passer de-

vant un conseil d'enquête pour « fautes très graves »

et répétées contre la discipline. Le cas du lieutenant-

colonel Didier de Combles de Nayves, officier de

l'arme blindée, a ceci de particulier qu'il s'agit du

cousin germain du directeur du cabinet du ministre de la défense, Alain Richard. Situation inédite.

L'officier est un parachutiste dans l'âme depuis

1976, date à laquelle il obtient son brevet : il a partici-

pé à des opérations que la France a organisées au

Tchad, dans l'ex-Zaire, en Centrafrique, au Togo, au

Rwanda et il a été actif durant la campagne « Tern-

pête du désert », en Arabie saoudite, contre les

troupes irakiennes, en 1990-1991. A l'occasion de cette demière action, il a reçu, du chef d'état-major de l'ar-

mée de terre de l'époque, un témoignage de satisfaction pour avoir préparé les acheminements en

matériels nécessaires à la division française Daguet.

Cependant, le lieutenant-colonel de Combles de

Nayves a aussi un comportement hors normes des

lors qu'il n'obtient pas ce qu'il veut. Promu comman-

dant, puis lieutenant-colonel au terme, à chaque fois,

des annuités maximales de son grade antérieur, il sert

au PC des forces françaises en Allemagne, à Baden,

quand il demande à revenir dans les troupes aéro-

portées pour son nouveau poste. Il y tient. Or ce

« baroudeur » est affecté à la direction locale de l'ac-

tion sociale des armées auprès du commandement

militaire de l'Ile-de-France. Il voit rouge et ne rejoint pas sa nouvelle affectation. Le lieutenant-colonel de

un gouvernement impopulaire.

l'aventure ailleurs.

Tel est, peu ou prou, l'accord passé

هكذا من الأمل

LE DON'T BELLE

Applications of the same of th

the second of Dir Geg -Streen .

1 gentlem .

Mary Come Sugar William Control of the

1 and the

Tp- 3-4.

Carried .

30.00 1 - 1 - 160

\$ - a_ - a_ - z_- -

\$... - - · · 19 19 1 m 1 m $(\frac{1}{2}(1+\epsilon_0)+\epsilon_0^2)^{1/2}$

... were

Front national: les deux clans mobilisent leurs partisans

Le délégué général, Bruno Mégret, devait s'exprimer, mercredi 9 décembre, sur la crise qui secoue le parti d'extrême droite. De leur côté, les proches de Jean-Marie Le Pen accentuent leur pression contre les « putschistes »

sormais ouvertement pour le contrôle du Front national mobilise ses partisans à tous les échelons du mouvement. Alors que le délégué général du FN, Bruno Mégret, devait

APRÈS les lieutenants, les chefs.

Le délégué général du Front natio-

nal, Bruno Mégret, devait ren-

contrer la presse, mercredi 9 dé-

cembre dans l'après-midi, sur le

thème de « l'unité et l'avenir du

Front national ». Le lieu a été tenu

secret jusqu'à mercredi matin.

« pour raison de sécurité ». Jean-

Marie Le Pen a, quant à lui, annon-

cé qu'il parlerait vendredi 11 en fin

de matinée au siège du parti, à

Dès mardi matin, Jean-Yves Le

Gallou, président du groupe FN en

Saint-Cloud.

Ile-de-France, et ami de longue

tional, Jean-Marie Le Pen, a annoncé qu'il inrine, a demandé à M. Mégret, mercredi, dans siens à la demande de « congrès

du comité central. Le président du Front na-

putschistes » ou de quitter le parti, L'Assemblée nationale devait examiner, mercredi, une proposition visant à créer une commission d'enquête sur le Département protection sécurité (DPS) du FN.

s'exprimer, mercredi 9 décembre dans l'après-midi, sur « l'unité et l'avenir du mouvement », ses partisans maintiennent leur demande d'un congrès extraordinaire, ils ont

date de Bruno Mégret, a donné le ton. « M. Mégret est attaché à l'unité, il l'a prouvé. Il est aussi attache au respect des militants, à l'écoute des militants », a-t-il déclaré, ajoutant que le délégué général est « aussi un homme décidé, détermind - et qu'il ita - jusqu'au bout -M. Le Gallou, qui a annoncé le soutien de la majorité des conseillers régionaux d'Ile-de-France, de cinq des huit fédérations de la région et de quinze des dix-neuf secrétaires d'arrondissement pari-

extraordinaire » lancée par Serge Martinez (Le Monde du 9 décembre), souligne qu'il ne craint pas les sanctions.

« Je m'inscris dans la légitimité et la légalité du FN. Il y a une crise. On demande aux militants de la régler. C'est parjaitement conforme à nos règles », affirme-t-il. Pour les mégrétistes il n'y a donc pas de putsch. La demande de congrès s'inscrit dans une démarche statutaire et ne serait que l'expression d'une base qui n'a pu, jusqu'à

partemental de Gironde, Bernard présent, être entendue dans les instances. Et cela dans un souci de « préserver l'unité du mouvement »,

Gallou, toujours d'actualité. Depuis l'appel à un congrès extraordinaire, la fièvre monte dans les fédérations. Mardi soir, Serge Martinez affirmait avoir déjà obtenu l'accord de trente-quatre membres du comité central, trente et un secrétaires départementaux, solvante-trois conseillers régionaux. Parrol eux, Jean-Claude Bardet, également ami de longue date de Bruno Mégret, président du goupe FN au conseil régional de Lorraine et secrétaire départemental de Meurthe-et-Moselle. Celui-ci a annoncé le railiement de huit des douze conseillers régionaux et des trois autres secrétaires départe-

le « ticket Le Pen-Mégret » étant, af-

firme sans sourire lean-Yves Le

APAISER LES ESPRITS »

Refusant de choisir entre le père et le prétendant-dauphin, Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, a demande, mardi, à Jean-Marie Le Pen de « convoquer un comité central . afin d' apaiser les esprits », qu'il propose d'accueillir dans sa ville. De même, les mégrétistes ne pourront compter sur le soutien de membres du bureau politique tels que Jean-Pierre Schénardi, secrétaire départemental des Alpes-Maritimes, qui, tout en restant lepénistes, se sont opposés à la volonté de « démégrétiser » le

La mobilisation n'a pas tardé, également, du côté des lepénistes. Ainsi, Martine Lehideux, vice-présidente, Carl Lang, président du Nord-Pas-de-Calais. jacques Colombier, secrétaire dé-

Antony, président du groupe de la région Midi-Pyrénées, ainsi que le pouveau secrétaire départemental du Calvados, transfuge du Mouvement de Philippe de Villiers, Eric Pinel, ont exprimé leur soutien au président du FN. Interrogée, mercredi 9 décembre, par Le Parisien, Marine Le Pen, fille cadette du président, renvoie la responsabilité de la crise sur M. Mégret : « Les choses doivent être claires. Ou bien Bruno Mégret désavoue les putschistes et reprend le combat. Ou alors îl doit en tirer les conséquences. S'ils sont aussi nombreux qu'ils le prétendent,

que lui et ses amis créent alors leur

propre parti I » Un discours musclé

repris par Samuel Maréchal, ad-

joint au secrétaire national, pour qui les « apprentis mutins sabotent la campagne électorale, prennent en otage une partie des adhérents et officialisent la campagne de déstabilisation du parti commencée depuis plusieurs semaines ». Au siège du FN, la tension est à son paroxysme. La sécurité a été renforcée et Jean-Marie Le Pen y reçoit permanents et salariés pour leur demander de prendre position. Une de ses premières mesures aura été de faire envoyer un fax aux banques de certaines fédé-

rations pour demander de bloquer les comptes. Parmi les départements ainsi verrouillés, celui de Seine-Saint-Denis, tenu par Franck Timmermans, un des premiers à s'être prononcés pour le congrès. « A-t-on peur que je parte avec l'argent ? », s'insurgeait, mardi soir, « Cette riposte témoigne de la para-

Christiane Chombeau

La Droite de M. Millon prête à accueillir des dissidents du FN

L'AFFRONTEMENT qui oppose Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret est observé de près, mais avec circonspection, par les dirigeants des partis de L'Alliance. Après Philippe Séguin (Le Monde du 9 décembre), Claude Goasguen, porteparole de Démocratie libérale, a affirmé, mardi 8 décembre, que ce serait « une erreur de croire qu'il y a la moindre différence idéologique» entre M. Le Pen et M. Mégret. M. Goasguen a ajouté qu'il était « trop tôt pour juger » si la crise interne du Front national est une

bonne opération pour la droite. A l'inverse, Charles Millon, dont le Conseil d'Etat menace d'annuler. dans les jours qui viennent, l'élection à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, s'efforce de tirer profit de la crise du FN. Alors que son mouvement, La Droite, décidera le 21 mars, lors d'une convention, à Lyon, s'il se transforme ou non en parti politique, M. Millon se dit prêt, en cas de scission du parti d'extrême droite, à accueillir dans son mouvement « tous ceux qui souscriront à la charte de La Droite, quels que soient leur origine politique ou leur niveau d'implication précédent, qu'ils soient cadres ou simples milltants ». Interrogé par France 3, Pierre Vial, conseiller régional proche de Bruno Mégret et chef de file des « paganistes », a affirmé qu'il pourrait « signer sans état d'âme » la charte de La Droite. Si son élection était annulée. M. Mîllon n'exclut pas, en outre, de tirer profit des divisions du Pront natio-Alpes, 80 % de la fédération est mégrétiste et cela fait longtemps ave Bruno Gollnisch y est minoritaire », affirme M. Millon.

« Ce congrès, on l'aura », espèrent les militants du Gard

de notre correspondant Dans la permanence du Front national, à Frontignan (Hérault), il faut chercher un peu pour trouver un portrait de Jean-Marie Le Pen. Celui de Bruno Mégret est partout. Exclu, le 18 novembre (Le Monde du 5 décembre), le responsable local et conseiller municipal de la ville, José Peruga, n'a pas de mots assez durs contre le président du mouvement, qu'il qualifie de « despote adepte du népotisme .. . Depuis la victoire de Vitrolles, dit-il, je sais que c'est Bruno Mégret qui nous mènera au pouvoir, et pas Le Pen avec ses jeux de mots douteux. » « Quand on est dans un parti comme le nôtre, il faut. pour accepter d'être insulté ou de voir ses pneus crevés, qu'on ait un espoir de victoire au bout. Le Pen ne ie symbolise plus », affirme cet artisan carreleur de quarante-trois ans, entré au FN en 1989.

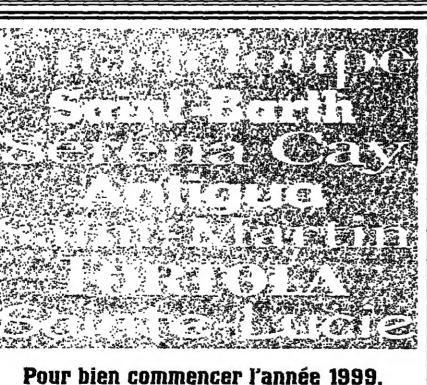
« Mon avis, c'est que Le Pen ne veut pas arriver au pouvoir et il ne veut pas que les autres y arrivent non plus », analyse Pierre, qui a adhéré il y a dix-huit mois, alors attiré par la personnalité de M. Le Pen. « Un chef, c'est d'abord un russembleur. Or, lù, il exajoute Michel, militant depuis 1995; à ses yeux, le président du FN n'est plus qu'« un communiste stalinien puisqu'il refuse d'écouter les autres ». « Là où Jean-Marie Le Pen me fait honte, poursuit M. Peruga, c'est quand il dit qu'un militant du Front national est raciste. C'est des propos qu'on a plutôt l'habitude

d'entendre chez Ras l'front. Cela a été très mai ressenti à la base. Et puis, on s'est quand même formé d'après son idéologie. Il a fait ce qu'on est. »

Sur une table de la permanence est posée la lettre que vient d'adresser Serge Martinez à toutes les fédérations afin de demander la tenue d'un congrès extraordinaire. « Ce congrès, on l'aura. Plus de la moitié des militants vont répondre. Le Pen va être acculé », espère M. Peruga. L'issue du combat des chefs, sur le plan national, ne pourra être sans consequences en Languedoc-Roussillon. Dans cette région, prendre parti au sein du FN revient maintenant à choisir entre les deux Martinez, Jean-Claude et Serge, qui siègent côte à côte sur les bancs du conseil régional, où, depuis mars, ils permettent à Jacques Blanc (DL) de conserver sa présidence.

A Frontignan, on préfère Serge, responsable de la fédération du Gard, à Jean-Claude, fidèle de M. Le Pen et qualifié d'« opportuniste professionnel qui n'aime pas grand-monde et qu'on n'aime pas non plus ». M. Peruga admet que la crise au sommet risque de mettre à mai le groupe FN au conseil régional. Parmi les treize élus de ce groupe, six, selon lui, sont du côté de M. Mégret et sept sont restés fidèles à M. Le Pen. « Si Mégret arrive, affirme-t-il, il est certain qu'il se passera des choses à la région, car, d'eux-mêmes, Jean-Claude Martinez et quelaues autres partiront. »

Richard Benguigui



Costa Croisières vous offre une remise exceptionnelle de 1.500 F* sur ses croisières 7 jours/7 îles.

Alors n'hésitez plus, embarquez pour une croisière inoubliable à bord d'un palace flottant et, chaque jour découvrez un nouveau paradis, 8 jours/7 nuits, vols+croisière. Forfait Paris/Paris à partir de 9.240 F/personne (remise comprise) sur les départs des 2, 9, 16 janvier.

Pendant les vacances de Noël croisière gratuite pour les enfants.** (Hors frais aériens)

> Demandez vite notre catalogue dans votre agence de voyages.



Le meilleur de la croisière

39% DES FRANÇAIS DÉCLARENT " DEPUIS L'ARRIVEE

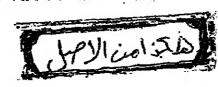
Découvrez le 1er Observatoire du sida sur Internet : www.sidaction.org

Les 12 et 13 décembre au CNIT-Paris La Défense, Ensemble Contre le Sida organise les Rencontres Nationales des Acteurs de la Lutte Contre le Sida.





les députés ont achi



هكذا من الأصل

THE SHOW

Sanga Sanga Sanga Sanda

Les députés ont achevé la première lecture de la proposition de loi sur le PACS

Elisabeth Guigou espère une adoption définitive avant la fin de 1999

Les députés ont achevé, dans la soirée du mardi (PACS) pour les personnes non mariées, hétérodes fratries. Me Guigou, ministre de la justice, a 8 décembre, l'examen de la proposition de loi

sexuelles ou homosexuelles. La dernière phase « bon espoir » de parvenir à faire adopter le textendant à créer un pacte civil de solidarité de la discussion a été occupée par la question te « avant la fin de l'année 1999 ».

LA QUESTION des fratries a empoisonné la demière séauce consacrée au pacte civil de solidarité, mardi 8 décembre. Faut-il ou non maintenir l'article 10, qui ouvre cer-. tains avantages du dispositif aux frères et aux sœurs ? Après le rejet de la proposition de loi de la majorité, le 9 octobre, le groupe socialiste avait décidé d'accorder aux fratties, dans la nouvelle mouture du texte, certains droits procurés par la signature d'un PACS. «Il y avait une volonté de rassembler tout le monde », explique Patrick Bloche (PS), rapporteur de la commission des affaires sociales, hostile à cette

La droite a bu du petit lait. Les uns après les autres, Henri Plagnol (UDF, Val-de-Marne), Dominique Dord (DL, Savoie), Christine Boutin (app. UDF, Yvelines) ont souligné les contradictions de cette mesure destinée, selon Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), à «faire avaier la pilule du PACS aux députés réticents de la majorité ».

Alain Tourret (RCV, Calvados) a armoncé, en fin d'après-midi, que son groupe ne voterait pas l'article relatif aux fratries, qui pose de « graves problèmes ». Le PACS implique un « vrai projet de communauté de vie », a d'abord souligné le député radical de gauche : en intégrant les fratries, la loi s'approcherait des « interdits ». « Organiser le PACS, qui comporte une communauté de toit et même de lit, avec deux frères, deux sœurs, un frère et ипе sœuc, c'est aller vers une possibilité de rompre l'interdit de l'inceste », a ajouté l'avocat, avant de préciser que sa profession l'avait amené à « constater » la réalité de cette pratique.

La mesure pose enfin le problème du nombre d'enfants: «S'il y a trois enfants, l'un d'eux ne pourra évidemment pas conclure un PACS. Il y a donc un problème de rupture d'égalité (...), qui comporte un risque évident d'inconstitutionnalité. » De même, Bernard Birsinger (PC, Seine-Saint-Denis) a demandé le retrait de cet article, pour rester « sur le terrain du couple ». Personne, y compris parmi les élus socialistes, ne prend la parole pour défendre les fratries.

INVITATION À LA PRUDENCE Hostile à l'extension, Elisabeth Guigou reprend les arguments de M. Tourret, avant d'inviter les députés à la « prudence ». « Il faut résoudre ce problème, a ajouté la ministre, mais il serait peut-être préférable de le traiter dans un texte particulier. . M Guigou a donc proposé qu'un groupe de parlementaires étudie la question.

Pendant ce temps, Jean-Marc Ayrault parcourt les travées pour s'assurer que ses troupes vont voter conformément à ce qui a été décidé le matin : maintenir la disposition quitte à la supprimer en seconde lecture. A l'issue de sa « tournée », le président du groupe socialiste annonce que son groupe « maintient son point de vue », tout en étant disposé à travailler pour « trouver toute autre solution » par

Au moment du vote, certains, comme Yann Galut (PS, Cher), préferent quitter l'Hémicycle. Deux élus PS, Dominique Gillot (Vald'Oise) et Patrick Sève (Val-de-Marne), s'abstiennent. L'article 10 est maintenu par 111 voix contre 66. Dans les couloirs, les explications sont embarrassées. « La cohérence

politique s'imposait sur l'écriture de la loi », explique M. Bloche.

Ce débat clos, les députés ont expédié dans la soirée la fin de la discussion. A 22 h 35, la fin de l'examen du texte est applaudie à gauche, Manifestement soulagée d'en avoir momentanément fini, à la veille du vote, mercredi, M™ Guigou affirme que ces deux mois de discussion resteront, * avec le recul, comme un exemple d'une coopération assez exemplaire entre le gouvernement et sa majorite'». D'autres sont plus amers. « On sort d'un tunnel qu'on aurait pu éviter », souligne Noël Mamère (Verts, Gironde), en évoquant « deux mois de mascarade, deux mois où nous avons donné une piètre image du

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Les stock-options seraient moins imposées et plus « transparentes »

DANS LE PROJET DE LOI sur l'innovation, qui sera soumis en février à l'Assemblée nationale, le gouvernement devrait mettre en œuvre la fiscalité sur les stock-options. Le dispositif consisterait, selon le quotidien Les Echos du 9 décembre, à obliger les entreprises à rendre public l'ensemble des éléments de rémunération (salaires et stock-options) versés à leurs dirigeants. En contrepartie de cet effort de transparence, les bénéficiaires de stock-options seraient soumis à une fiscalité allégée. Les stock-options seraient exonérées de charges sociales (patronales et salariales). En cas de levée avant trois ans de l'option, une taxe forfaitaire d'environ 10 % (équivalente aux prélèvements sociaux) serait mise en œuvre. En cas de plus-values, la fiscalité serait

■ BUDGET : le Sénat a adopté un « contre-budget » au projet de loi de finances pour 1999, mardi 8 décembre, par 208 voix (RPR-UDF-DL) contre 99 (PS-PCF). Ce texte prévoit une réduction du déficit de 15,8 milliards (221,53 milliards contre 237,33 milliards à l'issue de la première lecture à l'Assemblée nationale).

■ FRAUDE FISCALE: le Sénat interdit l'utilisation par le fisc du numéro de Sécurité sociale, contre l'avis du gouvernement. Adopté par l'Assemblée nationale, cet article, contesté par la Commission informatique et libertés (CNIL), permettait à l'administration fiscale d'utiliser, dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale, le numéro de Sécurité sociale afin d'identifier les contribuables.

■ CHOCOLAT: la droite et le PC ont voté, au Sénat, un « amendement chocolat », déjà réclamé en vain par les députés communistes, et qui prévoit de baisser à 5,5 % la TVA sur le chocolat en tablettes ou en bâtons. Le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, s'est opposé sans succès « à un effort supplémentaire non prioritaire » dans le cadre de la baisse de la TVA. Il a évalué le coût de cet amendement

■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES: l'écrivain britannique Salman Rushdie donnera une conférence de presse, le 12 décembre, à Paris, avec le chef de file des Verts aux élections européennes. Daniel Cohn-Bendit, dans le cadre d'une rencontre du Parlement des écrivains et de l'opération sur les « villes-refuges » en faveur des intellectuels per-

■ PARTI SOCIALISTE: Jacques Delors confirme qu'il ne sera pas candidat aux élections européennes. L'ancien président de la Commission européenne explique, dans une interview à paraître leudi 10 décembre dans l'hebdomadaire La Vie : « Je préfère rester un observateur engagé. » Le nom de M. Delors avait été cité comme une tête de liste possible pour le Parti socialiste.

■ RPR : devant les cadres de la fédération de Paris et devant Jean Tiberi, Philippe Séguin, président du RPR, a préconisé, mardi 8 décembre, un « rajeunissement des équipes » et lancé un appel « au sens des responsabilités de tous nos compagnons ». « Je souhaite que les plaies se cicatrisent et qu'elles se cicatrisent pour de bon, a ajouté M. Séguin, car nul ne peut espérer s'en sortir seul : soit nous vaincrons tous ensemble, soit nous perdrons tous ensemble. »

■ SERVICE MINIMUM : Philippe Douste-Blazy crée un groupe de travail de l'opposition sur la mesure préconisée par le président Jacques Chirac pour les transports publics en cas de grève. Le président de l'intergroupe parlementaire a précisé que ce groupe sera composé de quinze membres UDF, DL et RP, et présidé par Dominique Bussereau (DL, Charente-Maritime).

Un contrat intermédiaire entre le concubinage et le mariage • Couple hétérosexuel et ho- . frère et une sœur, deux frères ou deux sœurs ne peuvent pas signer un PACS, mais peuvent bénéficier

mosexuel. Un pacte civil de solidarité peut être conclu entre deux personnes physiques majeures, sexe », qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se marier, en vue d'organiser leur vie commune. Le PACS est signé au greffe du tribunal d'instance.

• Fratries. Un PACS ne peut pas être conclu entre deux personnes dont l'une est déjà mariée ou déjà liée par un PACS ; ni entre ascendants et descendants en ligne directe; ni entre beaux-parents et enfants ; ni entre collatéraux jusqu'au troisième degré. Un

de certains droits du dispositif, à « de sexe différent ou de même l'exception des mesures relatives aux droits de succession et de mutation. Elisabeth Guigou a précisé devant les députés que le dispositif serait aussi applicable aux demi-frères et aux demi-sœurs.

 Devoirs. Les partenaires se doivent une assistance « matérielle » et « mutuelle » . Ils sont tenus solidairement, à l'égard des tiers, des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la

Rupture. Lorsque la rupture

Si vous deviez

un seul disque

Ce coffret 2 CDs regroupe les titres marquants

des plus grands artistes, B.B. King, John Lee Hooker,

Buddy Guy, Muddy Waters. Robert Johnson,

Bessie Smith. T-Bone Walker, Lightnin' Hopkins.

Sonny Boy Williamson... l'évolution de la guitare seche

à la guitare électrique. les premiers enregistrements

jusqu'à l'explosion du Chicago Blues dans ses

Pas de pseudo-blues : que du vrai.

Uniquement l'époque importante

en 48 titres, plusieurs versions

originales de grands standards.

Livret 32 pages en français.

discographie | complete

et nombreuses photos

Sans oublier un

exceptionnelle.

Si vous deviez

posséder un seul

disque de blues.

il n'y a pas à hésiter...

interpretations les plus magistrales.

France Telecom

Fondation

posséder

de blues...

résulte d'un seul partenaire, celuici doit signifier sa décision par huissier à son partenaire. Les droits et devoirs attachés au PACS preparent fin trois mois plus tard.

Imposition. Les personnes

 pacsées » auront droit à l'imposition commune sur les revenus à compter du troisième anniversaire de l'enregistrement du PACS; et sur l'ISF, dès la signature du pacte. Successions et donations. Les personnes « pacsées » depuis

plus de deux ans bénéficieront d'un abattement de 300 000 francs sur les droits de succession et de donation. Ensuite, s'appliqueront des droits de mutation de 40 % pour les premiers 100 000 francs, puis de 50 % au-delà. Ce barème est applicable sans délai lorsque l'un des deux partenaires est atteint d'une pathologie de longue durée. L'article 322-3 du code de la Sécurité sociale, alinéas 3 et 4. donne la liste des trente maladies concernées.

• Protection sociale. Comme dans le concubinage, le partenaire d'un PACS est considéré comme l'ayant droit de l'assuré social s'il est à la charge permanente et effective de ce demier.

● Logement. En cas de décès, le partenaire survivant bénéficie du prise du logement pour les propriétaires, sans délai, à la différence des concubins, soumis à un

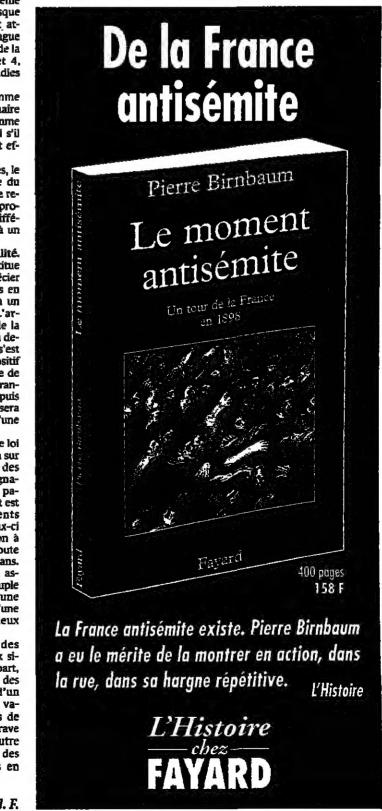
an de vie commune. ● Titre de séjour, nationalité. La signature d'un PACS constitue l'un des éléments pour apprécier l'existence de liens personnels en France, laquelle ouvre droit à un titre de séjour provisoire. L'article 7, relatif à l'acquisition de la nationalité, a été supprimé à la demande du gouvernement, qui s'est engagé à réintroduire le dispositif prévu par les députés par voie de circulaire : le fait, pour un étranger, d'être lié à un Français depuis au moins un an par un PACS sera pris en compte dans le cadre d'une

demande de naturalisation. ● Enfants. La proposition de loi ne contient aucune disposition sur les enfants, mais le régime des concubins s'applique aux signataires d'un PACS. L'autorité parentale est conjointe si l'enfant est reconnu par ses deux parents avant l'âge de 1 an et si ceux-ci vivent en commun. L'adoption à titre individuel est ouverte à toute personne âgée de plus de 28 ans. La procréation médicalement assistée est possible pour un couple composé d'un homme et d'une femme apportant la preuve d'une vie commune d'au moins deux

Travail. Le régime des couples mariés s'applique aux si-gnataires d'un PACS : d'une part, l'entreprise doit tenir compte des possibilités du partenaire d'un PACS pour l'attribution des vacances et accorder des jours de congé en cas d'événement grave touchant le partenaire; d'autre part, les vœux de mutation des fonctionnaires sont traités en

Cl. F.





EDUCATION Interrogés par la Sofres à la demande du Syndicat natiogré (SNES), les Français estiment à 58 % que l'institution scolaire fonctionne as-

sez mai ou très mai. O CE NIVEAU d'insatisfaction est le plus élevé depuis 1984 et le sondage renvoie l'image d'un système éducatif qui n'a guère bougé de-puis un an, en dépit des déclarations du

ministre de l'éducation nationale. LES PROBLÈMES de discipline avec les élèves sont considérés comme un inconvénient majeur du métier d'ensei-gnant par 72 % des parents du secondaire, alors qu'ils n'étalent que 49 % à penser de la sorte en 1989. ● PARMI DIX-SEPT MESURES à prendre pour améliorer la situation de l'école, une forte majorité de Français et sur-

▶ ENSEMBLE DES PARENTS D'ÉLÈVES ▶ PARENTS D'ÉLÈVES DU SECONDAIRE

Très et assez satisfait

tout de parents choisissent en premier lieu de réduire les effectifs des dasses. • SEULE LA MOTTÉ des personnes interrogées estiment que les pro-grammes doivent dépendre de l'État.

L'image du système éducatif se détériore dans l'opinion publique

Interrogés par la Sofres à la demande du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), 58 % des Français estiment que l'enseignement fonctionne assez mal ou très mal. Le niveau d'insatisfaction s'est aggravé par rapport à celui constaté lors de précédentes enquêtes

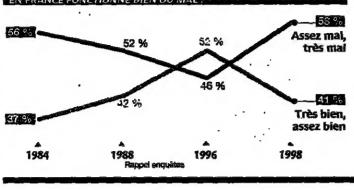
EST-CE une inquiétude durable? Ou une humeur passagère? Interrogés en 1984, 1988 et 1996, les Français estimaient, lors de chaque sondage, que leur école fonctionnait toujours mieux; aujourd'hui, 58 % d'entre eux pensent que l'enseignement en France fonctionne assez mal ou très mal, un niveau d'insatisfaction aggravé par rapport à 1984 (+2%). Après quatorze ans, c'est un peu le retour à la case départ.

Tel est le résultat le plus visible de l'enquête menée par la Sofres à la demande du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) et présentée à la presse, mercredi 9 décembre. Ce renversement de tendance, peut-être conjoncturel, doit toutefois être interprété avec prudence. Réalisé à la mi-novembre, le sondage intervient après un mois de mouvement lycéen, émaillé de manifestations mobilisé jusqu'à 500 000 jeunes. Massivement souteou par les parents d'élèves, ce mou-

vement a, d'une façon générale, bénéficié de l'appui de l'opinion. Quelques mois plus tôt, le conflit de la Seine-Saint-Denis, mené par les plus délaissés du système scofaire, a aussi contribué à accréditer l'idée d'un système éducatif dégradé. SI l'on y ajoute le discours du ministre de l'éducation nationale. Claude Allègre, qui n'a cessé de réels ou supposés du système éducatif, le basculement de l'opinion peut s'expliquer. Au-delà de ces raisons immédiates, il n'est pas impos-

sible que les gémissements répétés des Cassandre de l'éducation (le niveau baisse, les enfants ne savent plus lire, le bac est trop facile) aient fini par faire leur chemin dans l'opinion. Le fonctionnement du système éducatif

Le diagnostic le plus pessimiste se concentre chez les commercants, les artisans et les industriels : pour 66 % d'entre eux, le système éducatif fonctionne mai ou très mai. Il en va de même pour 60 % des cadres et des professions intellectuelles. Ce taux d'insatisfaction atteint 65 % pour les parents ayant des enfants



général, le clivage droite-gauche reste assez net, avec 70 % d'Insatisfalts à droite, contre 51 % à gauche. ll est à noter qu'un sympathisant sur deux du Parti socialiste estime que l'enseignement marche mai ou très mal. Ce sondage confirme par ailleurs

un grand classique; une opinion défavorable s'accommode fort bien de taux de satisfaction records... à titre personnel. L'école va aussi mal pour le citoven qu'elle va bien pour le parent d'élève. Ainsi, 77 % des parents d'élèves sont très satisfaits ou assez satisfaits de l'enseignement recu par leurs proposes enfants. Ce taux de satisfaction est rigoureusement égal entre sondés de droite et

79% pour les commerçants et les cadres. Il décroît toutefois en fonction des sujets : plus de 70 % des parents sont satisfaits de l'état des locaux (à la charge des collectivités locales), alors qu'ils ne sont plus que 46 % à l'être du remplacement des enseignants absents. Quant au nombre d'élèves par classe, les parents de lycéens en sont nettement plus insatisfaits que les autres : cette revendication du mouvement d'octobre a été entendue.

D'une manière générale, le sondage renvole l'image d'un système éducatif qui n'a guère bougé depuis un an, en dépit des déclarations très volontaristes du ministre. Interrogés sur six items pour savoir si la si-

GNEMENT PAR DISCIPLINE

ou n'avait pas changé, les parents d'élèves répondent massivement qu'elle n'a pas changé : à 73 % pour les remplacements des enseignants, près de 70 % pour les effectifs dans les classes, 64 % pour l'insécurité, 65 % pour les locaux scolaires. Seul l'usage des nouvelles technologies (financées par les collectivités locales) marque une amélioration aux veux de 36 % des parents.

Très et assez satisfait

L'image et le métier des en-

Un basculement spectaculaire s'est opéré entre 1989 et aujourd'hui, concernant la perception du métier d'enseignant. Alors que les problèmes de discipline n'étalent considérés comme un inconvénient. parents du secondaire, ils le sont en

Peu ou pas du tout satisfait

1998 par 72 % d'entre eux. L'idée s'est ancrée dans l'opinion que l'exercice du métier est plus difficile que naguère. Elle peut être corrélée à l'opinion selon laquelle le métier d'enseignant a aussi, d'une certaine façon, changé de nature. 71 % des parents d'élèves et 64 % des Français estiment que la qualité principale d'un enseignant est de « savoir dialoguer et écouter les élèves ». Bien connaître sa discipline n'est primordial que pour 55 % (parents) et 53 % (ensemble).

Un autre renversement de tendance mérite d'être relevé. L'opinion a bien enregistré que le salaire des enseignants avait été revalorisé

plus au chapitre des inconvénients du métier, même pour les électeurs du PS et du PC. Les Français ne sont pas non plus prêts à plaindre les professeurs pour leur charge de travail: une confortable majorité (53 %) la juge « importante mais sans plus ». Et pas plus de 12 % des Français ne sont prêts à juger que « l'excès de travail » fait partie de la galère quotidienne de l'enseignant.

 Les mesures à prendre Parmi 17 propositions; 61 % des Français ou 66 % des parents d'élèves choisissent en premier lieu de réduire les effectifs des classes. reprenant à leur compte, une nouvelle fois, l'une des principales revendications du mouvement lycéen. Un Français sur deux jugerait bon d'augmenter le nombre d'enseignants. En revanche, l'allégement des programmes (22 %) ou la diminution du nombre d'heures de cours (11 %) ne font guère recette.

Pour ce qui est de la gestion du système scolaire, une question sur échelon le plus compétent entre l'établissement, la région ou l'Etat apporte des enseignements surprenants pour l'école de la République. Seuls 50 % des sondés estiment que les programmes scolaires doivent dépendre de l'Etat, mais ils sont 70 % à penser que les diplômes en relèvent.

des professeurs souffre sans doute d'une formulation trop générale. Si I'on entend par « gestion » l'affectation et le remplacement des professeurs, les Français se montrent-nettement décentralisateurs, ou plutôt fervents partisans de la déconcentration: 35 % d'entre eux et même 37 % des parents du second deeré estiment que la gestion des professeurs devrait échoir à l'établissement lui-même.

Béatrice Gurrey

* Sondage réalisé du 13 au 17 novembre, par la Sofres pour le SNES, sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile.

Des résultats qui ont de quoi interpeller à la fois M. Allègre et le SNES

RIEN n'est plus facile pour le Syndicat natio-nal des enseignements de second degré (SNES) que de transformer en arme le sondage qu'il a commandé. Comment pourrait-il résister à la tentation d'opposer l'opinion à Claude Allègre, alors que le ministre de l'éducation abuse de cette tactique depuis plus d'un an et demi avec lui? S'appuyant sur un échantillon scientifiquement établi, le SNES peut assurer que les Français ne veulent pas des allègements de programmes que M. Allègre prévoit pour leurs enfants; qu'ils récusent la diminution du nombre d'heures de cours qui se prépare; qu'ils se montrent peu friands de l'« aide au travail personnel » chère à M. Meirieu. Bref. que la réforme des lycées ne leur plaît guère. Le

SNES peut assurer en revanche que, comme lui, les Français souhaitent que l'on augmente le nombre d'enseignants.

RETOURNER LE COMPLIMENT

Rien n'est plus aisé pour le ministre de l'éducation que de retourner le compliment. Il peut faire valoir que les parents demandent surtout aux enseignants, comme il le préconise luimême, de savoir dialoguer et écouter les élèves ; que le bon échelon pour gérer l'éducation n'est plus le national ossifié mais le local humanisé. Qu'il est vain pour les enseignants de vouloir s'accrocher à leur discipline comme à un radeau, car ce n'est pas ce qu'on leur de-

En fait, chacun a dans cette enquête quelque chose d'important à entendre : pour M. Al-lègre, la nette sensation d'immobilisme vécue par les parents après dix-buit mois d'annonces tonitruantes sur la violence, les nouvelles technologies, le remplacement des ensei-gnants, le nombre d'élèves par classe ou l'aide aux élèves en difficulté. Après les paroles, les Français veulent des améliorations visibles. Le message est tout aussi clair vis-à-vis des euseignants : correctement payés, dotés d'une charge de travail raisonnable, on leur demande aujourd'hui un effort de plus pour faire réussir

lycéens. Sur cette question d'ordre Nouvel An en Laponie à L'auberge de Vietonen du 26 décembre 1998 au 2 janvier 1999 [séjour] 8 jours/7 nuits en pension complète à partir de **8 160 F** par personne oyageurs www.ydan.com ENSEUROPES Paris - 55, rue Spinte-Anno 75002 - 1 10 40 86 17 20
Taulouse - 12, rue Gabriel Buri 31000 (10 3459) - 1 05 80 73 86 46
Lyon - 5, quai Jules Courmont 69082 % experts for Spinish 60 04 70 88 94 56 LES DIPLÔMES LE NOMBRE D'HEURES D'ENSEI-LA GESTION DES PROFESSEURS Code Posta

LES PLUS IMPORTANTES POUR UN	ENSEIGNANT?		DU MÉTIER	D'ENSEIGNANT ?			
ENSEMBLE DES FRANÇAIS	ENSEMBLE DES PARENTS D'ÉL DU SECONDAIRE	EVES en %	DU SECO	E DES PARENTS D'ÉLÈVES NDAIRE	Sofres		89
 SAVOIR DIALOGUER ET ÉCOUTER LES ÉLÈVES SAVOIR REPÉRER LES DIFFICULTÉS DES ÉLÈVES ET LES AIDER BIEN CONNAÎTRE LA DISCIPLINE QU'IL ENSEIGNE ÊTRE OUVERT SUR LA SOCIÉTÉ, CONNAÎTRE LE MONDE DE L'ENTREPRISE 	54 55 55	_	LA FATIGU LE MANQU LES CONTA L'EXCÈS DE LE SALAIRE LA RELATIC	N AVEC LES CHEPS D'ÉTABLISS	rani	9 % 72 55 33 21 12 12	appel 198 rang % 49 64 64 64 12 64 12 65 12 65 19
SANS OPINION	1 0			ILTÉ D'OBTENIR DES PROMOT ONIE DU TRAVAIL	ions 7	. 1.	34 16
POUR AMELIORER LE FONCTIONN QUELLES SONT LES DEUX OU TROI ENSEMBLE DES FRANÇAIS AUGMENTER LE NOMBRE DE PER RENFORCER LA DISCIPLINE ET L'É DONNER PLUS DE MOYENS MATÉ	S MESURES PRIORITAIRES? ENSEMBLE DES PARENTS D'ÉLÈM ISONNELS DUCATION CIVIQUE RIELS	ES DU SI ng % 66 59	ECONDAIRE rang % To 60	SERIEZ-VOUS FAVORABLE DU NOMBRE D'HEURES D AB COLLEGE RÉPONSES DES PARENTS D'ÉLÈVES DU SECONDAIRE (): ENSEMBLE- DES FRANÇAIS	E COURS HE	CTION BDOMAI	OAIRES?
► FAVORISER LE DIALOGUE AU SEIN DANS CHACUN DES DOMAINES SU	EN	A DAVE	4 33	Tout à fait favorable ou plutôt favorable		60 %	
L'ÉCHELON COMPÉTENT SOIT? RÉPONSES DES PARENTS D'ÉLÈVES D	OU SECONDAIRE () : ENSEI BLISSEMENT LA RÉGION	WBLE DE	S FRANÇAIS AT Sans opinion	2 % (10) Sans opinion	ou tout à	défa fait défa	Plutôt avorable avorable
>) FS PROCRAMMES SCOLARRES	31 12	54	510000000000000000000000000000000000000	Tout à fait favorable	/ 11	27	

(17)

(31)

(31)

(35)

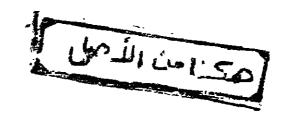
(44)

ou plutôt favorable

8% (11)

40 %

ou tout à fait défavorable



Un système d'entente mis au jour dans l'affaire des lycées d'Ile-de-France

Des cadres mis en examen dans cette affaire ont expliqué comment les plus grands groupes de BTP se seraient réparti les marchés et comment auraient été ponctionnées des dizaines de millions de francs à des fins de financement politique

sable de l'agence de Seine-et-

Marne, d'août 1990 à décembre

1995, Xavier Jacquety - mis en exa-

men le 22 octobre pour « corrup-

tion, trafic d'influence, recei de favo-

ritisme et pratiques anticoncurrentielles » - a expliqué

devant les juges qu'il avait commu-

niqué la proposition de son groupe

pour le lycée de Coulommiers à

trois concurrents, dont Bouygues,

afin que chacun ajuste son offre.

Jacques Durand a confirmé les dires de son collègue. «Le schéma était

toujours identique », a-t-il dit. L'en-treprise qui était pressentie dans le

cadre de cette entente informait

Gilbert Sananès du choix et «l'in-

formation était délivrée à la criée

dans les locaux de Patrimoine Ingé-

nierie ». Toujours selon les cadres

de GTM, M. Sananès s'arrangeait

pour que l'entreprise retenue soit

choisie par la commission d'appel

Entre 1992 et 1994, GTM a ainsi

été attributaire de plus de 500 mil-

lions de francs de marchés parmi

lesquels ceux concernant les lycées

Trois cadres du BTP, mis en examen dans l'afnement d'un véritable système d'entente et Lor, conseillère aux affaires scolaires de la réunissaient pour se répartir des marchés faire des lycées de la région lie-de-France, de détournement de fonds mis au point par ont expliqué ces demières semaines aux deux juges chargés de l'enquête, Armand Ri-

The second of th

The second second second second second

nion publique

· 大学·大学·

But the state of the state

les grands groupes de BTP avec la complicité de fonctionnaires de la région. Selon eux,

berolles et Marc Brisset-Foucault, le fonctionchaque année, sous la houlette de Christine sentant des principaux groupes de BTP se

présidence de la région lle-de-France, et de d'un montant total de 28 milliards de francs. Gilbert Sananès, président du bureau 2 % auraient été systématiquement prélevés d'études Patrimoine Ingénièrie, des repre-

LES DEUX JUGES parisiens Armand Riberolles et Marc Brisset-Foucault, chargés du dossier des lycées de la région lle-de-France, sont-ils en passe de mettre au jour une importante affaire de collusion entre une puissance publique, le conseil régional, et les principaux groupes de travaux publics français? Les auditions menées par les magistrats tout au long du mois de novembre leur ont permis, en tout cas, de réunir un certains nombre d'éléments tendant à démontrer Les réunions l'existence d'un véritable système d'entente et de détournement de de répartition fonds. Entre 1989 et 1996, les contrats de réhabilitation et de des marchés construction des lycées de la région, soit un montant total de près de 28 milliards de francs, auraient été

entre les grands groupes de BTP avec la complicité de la région. Trois dirigeants de GTM, une filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez, affirment qu'une collabora-trice de la présidence de région jouait un rôle d'arbitre dans la répartition des marchés. Selon eux, Christine Lor, successivement conseillère aux affaires scolaires des présidents Charles Krieg (jusqu'en 1992) et Michel Giraud (jusqu'en 1996), secondée par Gilbert Sananès, président de Patrimoine Ingénietie, assurait une fonction de pivot incontournable. « Monsieur Sananès et M= Lor [nous] ont fait comprendre lors d'une rencontre qu'il y avait un système d'entente qui permettait d'obtenir les marchés à tour de rôle », a ainsi affirmé aux juges Jacques Bonnaud, directeur général adjoint de GTM, mis en examen le 22 octobre pour « corruption, trafic d'influence, recei de favoritisme et pratiques anticoncur-

répartis, lors de discrètes réunions,

A en croire les déclarations des adres de GTM, M. Sananès et Ma Lor auraient imposé comme contrepartie à l'obtention des contrats un prélèvement systématique de 2 % sur le budget de chaque marché afin de financer le RPR, le Parti républicain, le PS et le PC. Une partie de l'argent aurait été versée directement aux trésoriers de ces formations politiques par GTM et l'autre partie aurait été destinée « aux décideurs » de la région et à certains maires. L'existence de ce racket a également été constaté au des fonds prélevés n'a pas été explicitée par ses responsables.

Cette version des cadres de GTM n'a pas été confirmée par Gilbert Sananès et Christine Lor, qui n'ont pas encore été interrogés par les en-

quêteurs. A ce jour, donc, seuls les . ment de GTM et ancien respondirigeants de GTM affirment avoir agi sur ordre des principaux partis politiques et de l'exécutif de la région Ile-de-France. Il n'est donc pas exclu que de plus amples investigations démontrent que leur version des faits obéisse à une défense qui les exonère de turpitudes dont ils seraient, en fait, les seuls respon-

se seraient tenues dans « un hôtel près du rond-point des Champs-Elysées, derrière le marché aux timbres »

Interrogé par les deux juges le 13 novembre, Jacques Durand, directeur commercial de GTM - mis en examen le 22 octobre pour « corruption, trafic d'influence, recel de favoritisme et pratiques anticoncurrentielles » -, a expliqué que les réunions de répartition des marchés se tenaient dans « un hôtei près du rond-point des Champs-Elysées, derrière le marché aux timbres ». Gilbert Sananès avait présidé la première de ces réunions au cours de laquelle son rôle d'arbitre aurait été accepté par les entreprises. Parmi les piliers du BTP et leurs filiales, auraient été présents des représentants de Spie et SGPM, SAEP, Fougerolles et Quillery, Bouygues et Brezillon, Sicra et Sogea, CBC et Campenon, Dumez, Nord-France. Selon les cadres de GTM, une telle réunion avait eu ileu, par la suite, chaque année.

Pour chaque offre, M. Durand affirme que les présélections se déroulaient dans les locaux de la région. Les responsables des entreprises étaient ensuite convoqué dans l'hôtel près des Champs-Elysées pour se mettre d'accord sur la répartition en prenant en compte groupe Vivendi, mais la répartition le lieu d'implantation de l'agence de l'entreprise ainsi que la nature des travaux et des spécialités auxquelles ils faisaient appel. Etait pris égale-ment en considération le montant des żαναμx ».

Actuel directeur du développe

(Seine-Saint-Denis), Denis-Papin à d'entreprises de travaux publics La Courneuve (Seine-Saint-Denis) et celui de Ferry-Cormier à Coulommiers (Seine-et-Marne). L'existence d'une entente n'a pas, semble-t-il, réduit toute concurrence. Dans le cas du lycée de Sartrouville, Bouygues a, un temps, été retenu pour emporter le marché, Information confirmée, devant les juges, par l'ancien maire (divers droite) de la commune, Laurent Wetzel, Mais, a expliqué Jacques Durand, comme cela contrevenait aux règles de l'entente, « l'attribution avait été repor-

Répondant le 4 décembre aux questions du Monde, Gilbert Sananès a nié avoir participé à une quelconque entente entre les entreprises de BTP et la région fle-de-France, Il a confirmé la réalité des réunions organisées dans un hôtel près du rond-point des Champs-Elysées, en sa présence et celle des entreprises. « Ces réunions étaient Initiées par Yves Leblanc, directeur des affaires scolaires de la région Re-de-France. Elles avaient pour but d'informer les sociétés appelées à

(METP), dont la nouveauté nécessitait un grand nombre d'éclairages. A l'époque, j'étais, en quelque sorte, l'arbitre technique du METP. Nous avons d'ailleurs également réuni les architectes et les banques. » En revanche, selon lui, il y a effectivement eu « tentative d'entente entre les société du BTP ». « le l'ai constaté au regard de leurs questions et de leur volonté de se réunir en dehors de ma presence. Il faut comprendre que la procédure METP obligeait les entreprises de concourir à trente offres d'un seul coup. C'était trop cher. Mais je pense que cette tentative a échoué à cause de la complexité des montages financiers, »

Me Hervé Temime, avocat de Michel Giraud, nous a indiqué que son client récusait toutes les accusations portées contre lui. « li réserve ses explications à la justice sur un dossier dans lequel il n'a été ni entendu au titre de témoin ni mis en examen ». aioute-t-il. Pour sa part. Mae Lor n'a pas désiré donner suite à nos ques-

DÉPÊCHES

BIZUTAGE: des sanctions d'« avertissement » ont été requises, mardi 8 décembre, par le procureur de la République de Brest contre sept étudiants d'une école d'ingénieurs, qui comparaissaient pour des faits de bizutage, Les dirigeants du bureau des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB) sont accusés d'avoir imposé à des étudiants de première année des « actes dégradants et humiliants » au cours d'un week-end « d'intégration », en septembre.

EXCLUSION: un sans-domicile fixe de soixante-cinq ans a été retrouvé mort de froid, mardi 8 décembre, dans le centre de Besançon (Doubs), où la température est tombée, dans la nuit, à -4 degrés, Installé depuis plusieurs jours sur un escalier accolé à une façade, se protégeant du froid avec des cartons, cet homme, qui était inconnu des services sociaux de la ville, touchait pourtant une retraite mensuelle d'environ

■ ÉDUCATION : le médiateur national de l'éducation nationale, Jacky Simon, a été chargé de l'affaire de l'instituteur de Rouen, François Giffard, menacé de sanctions pour avoir botte les fesses d'un élève (Le Monde du 3 décembre). M. Giffard avait donné, le 5 octobre, après avertissements, trois « coups de pied aux fesses » à un élève qui en agressait un autre dans un couloir de l'école, lors d'un interclasse. La mère de l'enfant avait porté plainte. Une médiation pénale s'était achevée, vendredi 4 dé-



Entre 560 millions et 5 milliards de francs auraient été détournés

gional d'Ile-de-France chiffrent à près de 28 milliards de francs l'effort financier destiné, entre 1990 et 1997, à réhabiliter le parc des lycées. Le patron du bureau d'études Patrimoine Ingénierie, Gilbert Sananès, qualifie luimême cette manne « de poule aux œufs d'or et d'extraordinaire ballon d'oxygène pour tout le BTP français ». « Il jaut comprendre, indique-t-il, qu'au début de la mise en place de ces programmes de réhabilitation, le marché du

BTP était mal en point ». Devant les deux juges chargés de l'affaire du conseil régional, Jacques Durand, mis en examen dans cette affaire (lire ci-dessus), a confirmé que cette offre arrivait très opportunément. La part des marchés publics représentait, entre 1990 et 1995, plus de 60 % du chiffre d'affaires de GTM Construction He-de-France. A en croire ses explications, « dans un environnement concurrentiel normal », la marge bénéficiaire est de 2 à 3 % pour les marchés d'entreprises de travaux publics économiser entre 560 millions et (METP). Or, a-1-il précisé, la mise 5 milliards de francs sur le proen place d'une entente sur la répartition des marchés par les pitiers du BTP français et quelques entreprises régionales a permis

LES SERVICES du conseil ré-ional d'île-de-France chiffrent à De fait, grâce à des taux d'intérêt favorables et une efficacité croissante des chantiers, dans un grand nombre de cas, comme en 1992, pour le marché du lycée de Coulommiers (Seine-et-Marne), GTM a pu dégager des marges bénéficiaires de «15 à 20 % ».

> PONCTION SYSTEMATIQUE Les investigations des juges

semblent avoir, par ailleurs, mis en évidence l'existence d'une ponction systematique minimum de 2% sur chaque marché de ly-cée à des fins supposées de financement politique. A partir des documents comptables saisis au sein des sociétés, les enquêteurs ont effectué de rapides calculs. Les estimations de ces détournements ajoutées à celles des marges bénéficiaires obtenues grâce à l'entente livrent un montant édifiant des fonds soustraits illégalement aux contribuables. Si l'on se réfère à une large fourchette de 2 à 20 %, la région et les entreprises auraient donc pu gramme de réhabilitation des

Remous autour des nominations des premiers juges d'instruction de Paris

Proposée par la chancellerie, la candidature de Georges Fenech, président de l'APM, est contestée. Eva Joly regrette d'avoir été écartée de cette promotion

La chancellerie a choisi de proposer au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) la candidature de Georges Fenech au poste de premier juge d'instruction de Paris. Les développements de l'affaire Terrail, puis du

ser, pour les fonctions de premiers

juges d'instruction au tribunal de

Paris, les candidatures de deux

magistrats, Georges Fenech et Isa-

belle Chaussade. Or, le premier

s'est brutalement retrouvé au

centre d'une polémique après la

parution dans la revue de l'Asso-

clation professionnelle des magis-

trats (APM, droîte), dont il est le

président, d'écrits à caractère anti-

sémite (Le Monde du 1ª dé-

cembre). Quant à la seconde, sa

candidature serait passée inaper-

çue si elle n'avait été préféré à

celle d'Eva Joly, l'une des magis-

trates les plus en vue du tribunal

movibilité, les magistrats du siège LE MINISTÈRE de la justice se serait bien passé de cette mausont nommés, soit sur proposition vaise publicité. A quelques jours du CSM pour les postes les plus élevés, soit sur proposition de la de l'examen, par le Conseil supéchancellerie - avec avis conforme rieur de la magistrature (CSM) du CSM - pour les autres juges du d'une vague de nominations de siège. Le ministère a donc dressé, magistrats, les propositions de la chancellerie aux postes de juges comme il le fait plusieurs fois par an, une liste de candidats - la du siège suscitent une vive controtransparence » – qui est diffusée Les services d'Elisabeth Guigou dans chaque juridiction afin que avaient en effet choisi de propoles magistrats fassent connaître

leurs observations. Le CSM ins-

Incertitudes sur l'avenir

truction Eva Joly, chargée de l'affaire Eff, proteste contre les choix de la chancellerie. l'élection présidentielle, pourraient Dans une lettre adressée au CSM, elle rappelle qu'elle est en charge « de dossiers particulièrement lourds ». « L'éventuel re-

port à une date ultérieur de cette promotion risque, selon Mª Joly, de le contraindre à quitter les fonctions de l'instruction spécialisée en matière financière à

compromettre sa candidature. Ecartée au profit d'une autre magistrate, le juge d'instruit alors les dossiers avant d'auposer un avis conforme sur les propositions de la chancellerie ou au contraire, de les rejetec.

voyage de M. Fenech au Gabon dans le

cadre d'une mission d'observation de

de l'Association professionnelle des magistrats

La dissolution de l'Association professionnelle des magistrats

(APM, droite), annoncée par son président, Georges Fenech, après la

publication d'une phrase à connotation antisémite dans la revue du

syndicat (Le Monde du 3 décembre), pourrait être remise en cause.

Alors que le Bureau de l'APM doit se réunir, jeudi 10 décembre, cer-

tains adhérents considèrent que l'article incriminé - rédigé par

Alain Terrail, avocat général près la Cour de cassation - est une

Dans une lettre ouverte adressée mardi aux adhérents, Domi-

nique-Henri Matagrin, magistrat à la Chancellerie et ancien secré-

faute individuelle et ne justifie pas la disparition de leur syndicat.

Dans une « transparence » du 10 novembre, la chancellerie a proposé ses candidats pour les postes de premiers juges d'instruction à Paris. Deux groupes de magistrats, l'un provincial auquel appartient M. Fenech, l'autre parisien, sur lequel figure le nomi de Mm joly, pouvaient y accéder.

nech, qui a été juge d'instruction à Lyon, puis substitut général avant d'être déchargé de ces fonctions pour exercer son mandat syndical, a été retenu, notamment pour raisons diplomatiques. «Si on ne l'avait pas retenu, on aurait pu être taxé de discrimination syndicale », fait-on valoir aujourd'hul place

Ce choix de bonne politique le serait resté si M. Fenech ne s'était brusquement retrouvé, quinze jours plus tard, au centre d'une polémique liée à la publication, oar Alain Terrail, dans la revue de l'APM, d'écrits à caractère antisémite visant le substitut toulonnais Albert Lévy. Menacé par d'éventuelles poursuites pénales en tant que directeur de publication de la revue, M. Fenech vient à nouveau de faire parier de lui, en se rendant au Gabon, avec un groupe de magistrats et d'avocats dont l'impartialité est discutée, pour surveiller le bon déroulement du scrutin présidentiel (Le Monde du 9 décembre). Désormais contestée, la

déjà été critiquée, notamment par l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire et modérée), qui soutient la candidature d'Eva Joly. La juge d'instruction de l'affaire Elf a été écartée au profit d'une juge parisienne, Isabelle Chaussade. Inscrites toutes deux au tableau d'avancement depuis 1993, M= Chaussade et Joly ont des parcours professionnels très différents.

Bénéficiant du principe de l'inamovibilité, les magistrats du siège sont nommés, soit sur proposition du CSM pour les postes les plus élevés, soit sur proposition de la chancellerie pour les autres juges du siège

chée plusieurs années auprès du ministère des affaires étrangères avant d'être secrétaire générale de la Commission nationale du contrôle des interceptions de sécurité. M= Joly, elle, a été successivement substitut à Evry et à Paris avant de devenir juge d'instruction

à la galerie financière en 1993. Apprenant que sa candidature n'avait pas été retenue, M= Joly a protesté, dans un courrier daté du 18 novembre adressé à Mª Guigou et au CSM. Estimant qu'elle est «en charge de dossiers particulièrement lourds, qui demandent une très forte implication », elle affirme que «l'éventuel report à une date ultérieure de cette promotion, risque, en raison de la règle traditionnelle des dix ans, de [la] contraindre à quitter les fonctions de l'instruction spécialisée en matière financière à Paris, alors que des procédures importantes sont en cours d'achèvement dans le cabinet

dont [elle] assure la charge ». M= Joly fait référence à une règle implicite mise en place par l'ancien CSM, qui édicte qu'un magistrat qui reste dans une même juridiction ne peut bénéficier d'un avancement après dix ans. Si le nouveau CSM respecte cette règle destinée à favoriser la mobilité des magistrats, M= Joly, présente au tribunal de Paris depuis décembre 1989, ne pourra plus bénéficier d'une promotion après la fin de l'armée 1999.

Ces arguments n'ont guère ému la chancellerie qui fait valoir qu'« en tout état de cause, M= Joly devrait logiquement être proposée pour un prochain train de nominations », l'échéance la plus proche étant le printemps 1999. L'affaire Terrail, puis la polémique sur le voyage de M. Fenech au Gabon pourraient amener la chancellerie à rether la proposition de nomina-tion du président de l'APM - aucune décision n'a encore été prise mais les services d'Elisabeth Guigou n'écartent pas cette hypothèse, ne serait-ce que pour éviter que le CSM, qui se prononcera le 21 décembre, refuse de lui-même la candidature de M. Fenech mais ce retrait ne ferait pas les affaires de M. Joly: le CSM ne peut en effet substituer un candidat à un autre et la procédure de nominations impose que chaque candidat soit réinscrit à la «transparences, ce qui imposera de nouveaux délais. Mª Joly devra donc encore attendre quelques mois avant de bénéficier d'une

à poursuivre nos campagnes

contre la souffrance

- B.P. 30 F - 94301 Vincennes Cedex

Cécile Prieur

La difficile intégration scolaire d'enfants sujets aux allergies alimentaires

JULIE sera bientôt âgée de quatre ans. Depuis la rentrée, elle fréquente une école maternelle du XVII arrondissement de Paris. Non sans problèmes. Souffrant d'une forme de plus en plus répandue d'allergie alimentaire à l'arachide, il lui faut éviter tout aliment qui pourrait déciencher une réaction immunitaire grave qui, sans traitement d'urgence, peut être mortelle. Or les produits alimentaires contenant des dérivés de l'arachide sont très nombreux et la présence de ces substances n'est pas toujours connue. Les parents de Julie ont donc décidé qu'elle ne prendraît pas ses repas à la cantine, mais au domicile, ou ils veillent à prendre toutes les

précautions pour leur enfant. Le problème se pose en revanche pour le goûter, les parents ayant décidé que Julie, un soir par semaine, suivrait après la classe nne séance d'expression corporelle organisée par une association. Alors qu'un accord avait initjalement été trouvé, dans le cadre d'un « projet d'accueil accompagné », entre les parents et la directrice de l'école (mise à la disposition des enseignants d'une trousse de médicaments d'urgence comportant du matériel injectable, informations données à l'institutrice et au personnel d'encadrement sur la prévention nécessaire et la conduite à tenir en cas d'accident), les relations se sont brutalement tendues ces derniers jours. Inquiète quant à sa responsabilité en cas d'accident, la

cepter Julie après la classe. AFFECTION GRANDISSANTE

« Allergique, elle est exclue de l'étude à l'école! », a aussitôt dénoncé l'Association pour la prévention des allergies - plus de deux cents adhérents -, qui milite pour que soit mieux prise en charge une affection dont la fréquence grandissante inquiète de nombreux pédiatres ailergologues. «De nombreux enfants concernés, notamment par l'allergie à l'arachide, ne peuvent aller en sorties si leurs parents ne les accompagnent pas. Ils sont refusés à la cantine même quec un panier-repas fourni par les parents. Une municipalité envisagerait même par un arrêté d'interdire la cantine aux enfants allergiques, soulignent les responsables de cette association. Ces enfants souffrent déjà de ne pas vivre comme les autres. L'école doit être un lieu d'intégration et non d'exclusion. »

En 1997, répondant à une question écrite d'un député, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, avait expliqué que les élèves souffrant d'allergies alimentaires devaient être reçus «à l'heure des repas à la cantine scolaire », cette dernière étant chargée « de réchauffer les plats préalablement préparés par les parents ». Confrontée à une augmentation des difficultés rencontrées par de nombreux parents, l'Association pour la prévention des allergies explique à ses adhérents: « N'hésitez pas à écrire à Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, qui aurait, dit-on, une sensibilité forte sur toutes les injustices

Jean-Yves Nau *Association pour la prévention des allergies, BP 12, 91240 Saint-Michel-sur-Orge. Tel.: 01-48-18-05-84 ; télécopie : 01-48-18-08-14.





SOCIÉTÉ NATIONALE POUR

LA DÉFENSE DES ANIMAUX

Reconnue d'utilité publique

26 ans d'existence - Bureaux à Paris

Adresse courrier : SNDA - 8.P. 30 F

en trançais, anglais, ellemand, espegnol

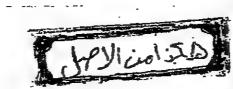
Association sans but lucratif

Un reçu vous serà adressé (vous pourrez la joindre à votre déclaration

fiscale pour bénéficier d'une réduction d'impôt : la SNDA est reconnue

d'utilité publique) Seuls les dons et les legs permettent à notre association de poursuivre ses actions contre la southance infligée aux animaux. (Les

oms de nos cionateurs ne sont pas communiqués à d'autres organismes.)



version infers

Indimenie

LE MONDE / JEUDI 10 DÉCEMBRE 1998 / 13

		, (√ena √ena n	CST - Page 3
		ATR		NATIONAL A L'REGIONE INS
*	P DE PP	CRE	SDU	FRONT NATION A Quoi seri
	LES RÉSEAU	X SECTION 1	D	FRONT NATIONAL A L'EST - Pare 3 A quoi seri la communication? Recycle Substance of the series of t
	TEN	dip	10	TIQUE RACKET SUR LE VIVANT La menace du complexe La menace du complexe Resident de la complexe La menace du complexe La menace du complexe Resident de la complexe La menace du complexe Resident de la complexe Re
· .	The state of the s			S' dan inflante, comme solvent de safety recipion entre recipion e
	Inc	Onésie,	nale	and the state of t
The same	Vers.	Per GALACAN MARCH CO.	L strategy of the control of the con	DIPLOMATIQUE du Sud
	Part of the state	Service of the servic	TO SECOND	CIDANS V. LE MONDE DIPLOMATIQUE Tuniferre de double de de de la contraction de la c
t.	\	Joseph Comment of the	See Section of the se	S-CI DANS Chemilian Brutain Ch
		CE	MOI	ane as (Rossella) - Comported on a state of
		La Cora	ole Break	Research Rossando. Resear
			Un con Karai Che	Egalement au Sommaire Publicitaires (Marie Raussier). Egalement au Sommaire Rosand Responde
*			•	Egale (Kenzadustro (M. Solamités de Brie). Calamités de Brie). Internet et moi (Kenzadustro (M. Solamités de Brie). Calamités de Brie). Christian de Brie). Christian de Brie). Christian de Brie).
				Egalement (Morale as malifarment) Egalement (Morale as malifarment) Egalement (Morale Costro) Egalement (Morale Costro) (Morale Costro) Egalement (Morale Costro) (Morale Costro) (Morale Sulfarment) Egalement (Morale Costro) (Morale Sulfarment) (Morale Costro) (Morale Sulfarment) (Morale Costro) (Morale Costro) (Morale Costro) (Morale Costro) (Morale Sulfarment) (Morale Costro) (Morale
			of the state of th	Figure en avant des rollingues (Arturo mouvante. Les (Christian de Brie). MÉDIAS: Internet et au M. Fidel Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Internet et au M. finances de M. Fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Internet et au M. finances de M. Fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les receptes de M. Fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Internet et au M. fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Internet et au M. fidel Castro (Pierre Lozuly). MÉDIAS: Castro (Monie) VISSE: Sout-elles Les finances et le silence (Norme VIBA: Les finances et le sile
. !!	TARIFS France ly compris DOM-TOM et pays à accords postaux*	230 F 4	ANS 18F	OUI, je souhaite m'abonner au <i>Monde diplomatique</i> pour :
4	Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement) Etronger		340 F	☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)
	Voie normale ly compris Union européenne per avion) Voie aérienne Tunisie		538 F 528 F	Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays :
	Autree pays d'Europe (sauf Union européanne, Suisse) Algérie, Maroc		578 F 618 F	● Je joins mon règlement libellé en francs français de FF, par :
	DOM, Afrique francophone Etats-Unis, Caneda, Mayen-Orient		658 F	☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international
	Amérique tentrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie		748 F 778 F	☐ Carte bancaire internationale nº: ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
	TOM Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande *Bénin, Burkina Feso, Cameroun, Rép. centre d'hoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Tchad, Togo, Tunisie.	435 F	828 F	Expire fin: Signature obligatoire: Bulletin à renvoyer à : Le Monde diplomatique, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France

god one god o

The state of the s

The Control of the Co

MATERIAL PROPERTY.

SEE STOP IS

新聞 (1985年) 1985年 - 1

And the second of the second o

garify favour and Gariffermenager

le mort

Andrew Control of the Control of the

general of the second of the s

M. Jospin autorise un laboratoire d'enfouissement des déchets nucléaires

Malgré les contreparties obtenues – site en subsurface, loi sur le contrôle et la transparence du nucléaire –, M^{me} Voynet devra répondre aux militants Verts, pour lesquels tout laboratoire est un prélude à un centre de stockage. Le village de Bure (Meuse) devrait être retenu

VIENNE, Meuse ou Gard? À Chapelle-Bâton, à Bure, à Marcoule, on attend, avec angoisse parfois, le comité interministériel du mercredi 9 décembre, au cours duquel, dans la soirée, le gouvernement devrait, en principe, donner ses arbitrages en matière de politique nucléaire, et, en particulier, son aval à la création d'un laboratoire d'enfouissement des déchets nucléaires. Ce sont en effet ces trois sites que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) avait selectionnés pour l'implantation d'un ou plusieurs laboratoires souterrains.

Après des mois de négociations et de lobbying industriel et politique, le premier ministre a tenté d'appliquer sa « méthode » sur ce dossier sensible en ménageant d'abord chacun des alliés de la majorité plurielle: Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, obtiennent la création d'un laboratoire pour l'étude du stockage en profondeur des matières nucléaires, auquel ils étaient favorables. La ministre de l'aménagement du territoire et de

l'environnement, Dominique Voynet, pourra, elle, plaider que ce laboratoire n'est pas encore un site d'enfouissement irréversible : la loi Bataille du 30 décembre 1991, à laquelle M. Jospin se veut fidèle (Le Monde du 4 février), prévoit en ef-fet l'étude de toutes « les possibilités » de stockage des déchets ra-

« Je le redis clairement : l'enfouissement irréversible des déchets ne constitue en aucune façon une solution acceptable », avait souligné la ministre verte, dimanche 15 novembre, devant les Verts réunis en congrès à Noisy-le-Grand (Seine-

CONFÉRENCE « PLURIELLE »

Pour ménager ses alliés écologistes, le chef du gouvernement devait aussi annoncer le lancement d'un site d'entreposage des déchets de longue durée en surface ou « subsurface ». Le tout devrait se conclure par une conférence de presse « plurielle » de M. Strauss-Kahn et de Mª Voynet.

Deuxième point à l'ordre du jour, les grandes orientations de la loi sur le nucléaire, et en particulier la mise en place d'une autorité de

sûreté. M™ Voynet a récemment rappelé qu'elle souhaitait avoir « la pleine responsabilité du risque nucléaire » et ne plus partager cette tutelle avec le secrétaire d'Etat à l'industrie (Le Monde daté 29-30

Déaut, député PS de Meurthe-et-Moselle, le 7 juillet. M. Jospin devrait confirmer la présentation d'un projet de loi sur la transparence dans le nucléaire.

Les « Châteaux Plutonium » de M™ Guigou

L'encart publicitaire est paru dans différents journaux, lundi 7 décembre. Signé par les deux syndicats de vignerons et le comité interprofessionnel des vins AOC côtes-du-rhône, il s'adresse à « Monsieur le premier ministre » : « Vous allez prendre incessamment une décision sur la localisation de laboratoires pour l'étude d'enfouissement de déchets nucléaires (...) Nous voulons vendre nos vins et non pas des « Châ-

teaux Plutonium ». Marcoule, dans le Gard, fait partie des trois sites étudiés par le gouvernement. Mais les lobbys viticoles ont le bras long et l'appui d'Elisabeth Guigou, qui a accepté de soutenir le collectif qui a manifesté à Nîmes pour dire « non à la poubelle radioactive dans la vallée du Rhône ». Elle avait déjà plaidé pour que la décision ne soit pas prise en plein Festival d'Avignon cet été. Une prise de position qui agace au PS comme au gouvernement, où l'on souligne que la ministre de la justice est conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et ancienne députée du Vaucluse, et non du Gard.

novembre). « Pas question de laisser cette mission aux nucléocrates », commente Denis Baupin, porteparole des Verts, qui récuse les conclusions du rapport remis au

Enfin, pour apaiser les anti-mucléaires et les Verts, le gouvernement a décidé de reporter le choix définitif du lieu où sera implanté le laboratoire d'enfouissement. La

premier ministre par Jean-Yves Le Commission nationale d'évaluation (CNE), chargée d'assurer un suivi des recherches, a émis des réserves sur le site de la Vienne, Le site de Bure sera vraisemblablement choisi, mais, prudent dans la gestion de ses annonces, le gouvernement ne le fera pas savoir

Ces annonces savamment dosées suffiront-elles à apaiser les Verts? « Enfouissement des déchets: l'inacceptable », titrait en « une » Vert contact, l'hebdomadaire des Verts, le 5 décembre, et reproduisait la lettre ouverte des Verts de Lorraine au premier mi-

« L'IMMINENCE D'UN ORAGE » Et le secrétaire national du parti, Jean-Luc Bennahmias, a envoyé, le 2 décembre, une lettre à M. Jospin, pour l'avertir de la mobilisation des militants sur l'arbitrage à venir. «Les Verts savent que les déchets restent radioactifs pendant des milléngires », résume M. Bennahmias. Chacun des six députés écologistes a aussi fait le tour des responsables de la majorité pour les mettre en garde coutre « l'imminence d'un

Hostiles à tout enfouissement définitif ou non, les Verts s'étaient résolus, dans l'accord programmatique qu'ils avaient signé en janvier 1997, à ne demander que « la réversibilité du stockage », « Un compromis acceptable, dit M. Bennahmias, à condition qu'il soit respecté ». La plate-forme stipulait aussi l'instanration d'un « moratoire », jusqu'à 2010, « sur la fabrication du MOX », un combustible contenant du plutonium recyclé qui déchaîne l'hos-

tilité des Verts. A priori, le sujet ne figure pas à l'ordre du jour de la réunion. « Si la continuation de la fabrication du MOX était décidée, il y a aurait vraiment une crise politique », prévient Noël Mamère, député Vert de Gironde. Mais le gouvernement pourrait aussi, pour faire passer une pilule un peu amère, annoncer plus tard qu'il renonce à « moxer » de nouveaux réacteurs. Ces arbitrages ne manqueront pas d'agiter, samedi et dimanche, les cadres Verts réunis en conseil national interrégional (CNIR), consacré au...

Arlane Chemin



BAR-LE-DUC

de notre correspondant Bure, village meusien de quatrevingt-dix-huit habitants, attend de savoir s'il accueillera le laboratoire d'études sur l'enfouissement des déchets radioactifs. Le site a déjà livré son mystère, les forages préliminaires ont confirmé les études s: une épaisse couche d'argile, vicille de plus de cent cinquante millions d'années, s'étend à 500 mètres de profondeur. Et, affirme le dernier numéro de Plein lour, le journai de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), diffusé à quinze mille exemplaires sur le secteur, il faudrait plusieurs dizaines de milliers d'années à une goutte d'eau pour traverser un seul mêtre

de ces argiles... Appuyé sur sa fourche, entre deux rangées de blondes d'Aquitaine qui ruminent, le maire de Bure, Gérard Antoine, répète clairement la position de son conseil municipal: « Nous sommes favorables au laboratoire. Pas à un site d'enfouissement. Après, en fonction des résultats, je pourrai changer éventuellement d'avis. » Il ne pense pas qu'« au niveau de l'Etat on fasse n'importe quoi ». « Pour nous, un tel laboratoire, c'est l'assurance de retombées économiques. » Et il cite en vrac « l'état déplorable du réseau routier », « les ruines dans le village », « les jeunes qui s'en

A quelques kilomètres de là, dans le village de Couvertpuis, son collègue, François Legrand, lui

aussi agriculteur, tient ce laboratoire pour « une mascarade, une manipulation ». « Le seul et unique objectif, c'est l'enfouissement des déchets à vie longue et ensuite de les oublier là, affirme-t-IL je considère qu'une génération n'a pas le droit de prendre une décision aussi lourde vis-à-vis des générations futures ». Pour hui, si le laboratoire est giobalement accepté ici, « cela tient au contexte rural : il y a sept habitants au kilomètre carré, les gens ne sont pas habitués à se hattre et à descendre dans la rue ». Il àssure que l'Andra « a anesthésié tout le monde en sponsorisant des clubs, en organisant des expositions, en distribuant une revue coûteuse ».

A l'approche de la décision du gouvernement, Philippe Guering, dentiste à Bar-le-Duc et membre des Verts, estime que « les raisons sociologiques et politiques paraissent parfois peser plus que les raisons géologiques ». Pour lui, « accepter ce labo, c'est se renier ». En attendant, les Verts restent mobilisés et, avec la coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, préparent des manifestations à Bar-le-Duc, Verdun et Saint-Dizier dès la fin de cette semaine. «Le laboratoire est le prélude à l'enfouissement, assure Claudine Stasser, une des responsables départementales du collectif opposé à cette implantation. Qu'on ne nous dise pas qu'il faut compter sur l'argile pour faire barrière à une pollution radioactive ».

Alain Maury

Red Course

Tell Committee

Parameter and the second secon

Talk a second second

Tr William Co.

The state of the s

A STATE OF THE STA

14000

; = -14 + ... A STATE OF THE STA

Trois axes de recherche

● Délal. La loi du 30 décembre 1991 donne quinze ans à la France pour décider de sa politique de gestion des déchets nucléaires de haute activité et/ou à vie longue, les déchets de faible activité étant stockés pour trois cents ans en surface à la Hague (Manche) et Soulaines (Aube). Axes de recherche. La loi

distingue la « séparation et la

transmutation des éléments radioactifs à vie longue présents dans ces déchets » ; l'étude des possibilités de stockage « réversible ou irréversible » dans les formations géologiques profondes, « notamment grâce à la réalisation de laboratoires souterrains »; l'étude de procédés de conditionnement et d'entreposage « de longue durée en surface » de ces déchets. Stockage ou entreposage. La Commission nationale d'évaluation (CNE), chargée de suivre l'avancement des recherches, distingue les déchets B (faible et moyenne activité à vie longue), « formant clairement des

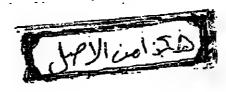
déchets ultimes et justiciables d'un

stockage définitif en profondeur »,

des combustibles nucléaires usés « potentiellement valorisables » qui pourraient être « entreposés ». Les verres (déchets C, haute activité) doivent refroidir en surface pendant un demi-siècle, aussi ces déchets « ne nécessitent pas de décision immédiate ». Quant au MOX, ce combustible nucléaire mixte contenant du plutonium issu du retraitement, dont l'utilisation est autorisée dans vingt réacteurs d'EDF, la CNE rappelle que son recyclage intensif soulèverait des problèmes « auxquels il n'est pas évident que la recherche puisse apporter une solution ».

 Inventaires flous. La diversité des scénarios - retraitement ou non des combustibles usés, « moxage » et compactage accrus - ne facilite pas la prospective. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) prévoit pour 2020, date théorique d'ouverture d'un stockage, 50 000 mètres cubes environ de déchets B et 5 000 mètres cubes pouries ... déchets C. La CNE réclame une amélioration de ces inventaires.





déchets nucléa

The second secon The second A STATE OF THE STA

Berne William **連続を持たい。** The second The second second ER Ette Moder ... The property of the second

Property of the second MA - Se La Carriera Andrew Commenced in the second the few wife process or a second way Aller British Property and The same of the sa

singhji », pécise-t-IL

collège, q'un jardinier balaye avec

tifiée de puatre tourelles, par la-

quelle onaccède à l'établissement. Au-dessudu linteau, Il y a une sta-

tue du ro:Henri VIII, fondateur du Trinity Colege. Des étudiants facé-

tieux ont emplacé, il y a déjà des kustres, soi sceptre de pierre par un

très roturar barreau de chaise en

bois. Les utorités du collège font

régulièrement poser un nouvel in-

signe roya en pierre. Tout aussi régulièremen, les étudiants de Trini-

ty remettet un barreau de chaise...

agacé qu'o parie sans cesse de la famine dot il a été le témoin lorsqu'il était mant en Inde. Contrai-

rement à me légende tenace, il

n'en a paspersonnellement souf-

fest. « Mor père et mon grand-père

appartenaint à la classe moyenne.

ils étalent professeurs. Les classes.

moyennes re subissent jamais les fa-

mines », renarque-t-il. Certes, il

s'est penchi par la suite sur l'ori-

gine des fanines et a même écrit

un livre succe suiet. Mais ce n'est

pas pour cea - on Poublie un peu

trop à son sé - qu'il a eu le Nobel.

C'est en raion de son travail scien-

Deux Frinçais se sont les pre-

miers aventurés sur ce tetrain au

XVIII sièch, le philosophe Condor-

Borda (173-1799). Ce dernier avait

mis au post une méthode permet-

tant d'élie les membres d'une as-

semblée, prsqu'il y avait piuralité

de candidis, en attribuant à cha-

cun d'eux m coefficient reflétant la

préférenc des électeurs. La même

méthode eut être appliquée, en la

développant, à l'analyse du niveau

de vie d'me population donnée.

C'est en aison des austères équa-

tions don Amartya Sen est l'auteur

dans ce dimaine que les académi-

ciens sué ois out décidé de le dis-

Son clamp de recherches

non pas himanistes, tient-il à pré-

ciser. Il nese vent pas différent des

autres économistes. Et il n'a que

respect, nême s'il ne s'est jamais

intéressé hi-même aux marchés fi-

nanciers, con les deux lauréats du

Nobel diconomie 1997, Myron

Scholes e Robert Merton, spécia-

listes destechniques d'évaluation

des actions, dont l'aura a pourtant

en récemment ternie par la quasi-

faillite di fonds spéculatif améri-

cain Lon-Term Capital Manage-

fit pas e dire combien de per-

sonnes sont en dessous du seuil de

pauvretédans un pays. Il faut en-

core savir à quelle distance elles se

situent d ce palier, c'est-à-dire pré-

ciser comment la pauvreté, plus di-

verse qu'in ne l'imagine habituelle-

ment, et distribuée. Il est ainsi

parvenu i la conclusion que le re-

venu n'ésit pas le seul critère per-

Amarta Sen estime qu'il ne suf-

ment, dort ils étaient membres.

ciai ».

tinguet

4.7

Amarty: Sen est aussi un peu

State of the State Control of the Control Spill Profitience THE THE PARTY OF THE PARTY OF THE CONTRACTOR OF STREET Application of the second المناجرين الخاليل الكمو to the last of the second Section 1 A SAME A SAME 100 miles 100 miles

British of the second And the second second second

が実際になっておかける。 こうか Fight I have to the

独Time Common Common Common And the second s STATE OF THE PARTY OF Burgaran Car

The same

gapilipa salar da ""

A STATE OF THE STA $\label{eq:continuous_problem} \mathbb{E}[\hat{\mathcal{L}}_{p,\mathbf{q}}^{(n)}] = \mathbb{E}[\hat{\mathcal{L}}_{p,\mathbf{q}}^{(n)}] =$ FREE CONTRACTOR OF THE STATE OF Arms or the second

 $\mathbb{E}^{\frac{2n}{n-1}} \mathbb{E}^{n-1} \to \mathbb{E}^{n-1} \mathbb{E}^{n-1} = \mathbb{E}^{n-1} \mathbb{E}^{n-1} = \mathbb{E}^{n-1} \mathbb{E}^{n-1} = \mathbb{E}$ Adjust Same Thomas

But But the first of the first of

But have been a Till

THE THE PARTY OF

general best of

Robbinson -

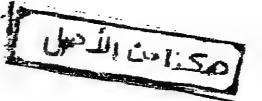
Marie Canada

\$748 t ***









HORIZONS



soin. En fre se trouve la porte for-Amartya Sen, l'économie à visage humain

Le PNB n'est plus le seul critère pour mesurer le niveau de vie par pays. Le Prix Nobel d'économie 1998 a mis au point l'« indice synthétique du développement humain », qui prend en compte le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie, l'accès à l'enseignement, le taux d'alphabétisation ou

ne pas bénéficier de soins médicaux, de n'avoir aucun loisir (comme c'est le cas des femmes out ont de nombreux enfants), doit également entrer en ligne de compte. Et il y a, plus simplement encore, l'espérance de vie. Amartya Sen remarque à ce sujet que les Noirs américains, qui ont pourtant des revenus beaucoup plus élevés, ont une espérance de vie inférieure à celle des Chinois, des Sti-Lankais

Etats de l'Inde... MARTYA SEN cite voloncouvre, crites, la pauvreté et la tiers le cas de l'Etat du Kemeilleure açon de la mesurer, mais ses méticles sont scientifiques et qui n'est pas panni les plus riches non pas himanistes, tient-il à préde la fédération mais qui a une longue tradition de service public en matière d'éducation et de santé, laquelle remonte à la jeune reine Rani Gouri Parvathi Bai, qui régna au début du siècle demier. L'espérance de vie au Kerala est actuellement d'environ soixante-dix ans, proche du niveau européen. Cela est dil, pour une large part, au taux élevé d'alphabétisation atteint dans cet Etat, en particulier dans la population féminine. Le « capitalisme conquérant » a eu des effets semblables dans des pays comme la Corée du Sud, Singapour, le Koweit ou les Emirats arabes unis. Au contraire, le Brésil ou Oman, par exemple, ont commu un fort niveau d'expansion économique, mais ont

> qui se traduit par une espérance de vie bien inférieure. A la demande de son ami pakis

amené, au début des années 90, à construire un nouvel indice, ceiui du développement humain, destiné à rivaliser avec le produit national brut (PNB), jusque-là seul retenu dans les statistiques. Cet indice prend en compte le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie, l'accès à l'enseignement élémen-taire, le taux d'alphabétisation et le nombre de médecins par habitants. Il a été retenu par l'ONU sous l'appellation d'« indice synthétique du

et même des habitants de plusieurs développement humain ». Mahbub Ul Haq a eu l'idée, pour frapper les imaginations paresseuses, de chiffrer cet indice, de facon à mesurer les performances de chaque puys appartenant à l'ONU, comme c'est déjà le cas avec le PNB évalué en dollars. Les résultats sont parfois surprenants, le classement ainsi obtenu divergeant fortement, dans bien des cas, de celui fourni par le seul PNB. Certains Etats indiens, comme le Kerala, mais aussi la Chine ou le Costa Rinégligé l'éducation et la santé, ce

metrant le définir la pauvreté. Le nity College, Mahbub Ul Haq, de-compte des phénomènes tels que le disponible au Bengale n'était pas

ca, ont un indice de développement élevé, maigré leur faible PNB. Plusieurs riches Etats pétroliers du Golfe connaissent une situation inverse. Le Canada ou la Norvège figurent régulièrement en tête de liste, tandis que l'Afghanistan ou l'Ethiopie sont généralement en queue. «Le chiffre lui-même importe peu. Ce qui compte, c'est de rappeler l'importance de la santé et de l'éducation à ceux qui ont trop souvent tendance à l'oublier », atfirme Amartya Sen. L'indice a été affiné, en ce qui concerne les pays

cet (1743-794) et le mathématicien fait de ne pouvoir aller à l'école, de venu haut fonctionnaire des chômage et l'exclusion. Et les fa-Nations unies, Amartya Sen a été mines? Amartya Sen ne veut pas, comme on l'a vu, se mettre en scène personnellement et faire vibrer une corde trop sensible. Il a relaté son expérience dans un texte paru en juin 1990 dans la New York Review of Books, lequel a été tradoit en français dans le numéro de mars-avril 1991 de la revue Esprit « L'un des événements les plus bouleversants de mon enfance est d'avoir vu la famine de 1943 au Bengale, ou cours de laquelle, d'après les estimations actuelles, 3 millions de personnes environ sont mortes. l'avais neuf ans à ce moment-là, et j'étais elève d'une école du Bengale rural. Chez les gens que je connaissais à l'école et chez leurs familles, on ne voyait aucun signe de détresse et, en fait, la majorité de la population du Bengale n'a connu que peu de privations durant tout le temps qu'a duré la famine. Un matin, un homme très maigre est apparu dans l'enceinte de notre école ; il se comportait de manière anormale, ce qui, comme je devais l'apprendre plus tard, est un symptome habituel d'une privation prolongée de nourriture. Il était venu d'un village éloigné pour chercher de auoi manter et il errait dans l'espoir d'obtenir de l'aide. Dans les jours qui suivirent, des dizaines, puis des milliers, puis un défilé innombrable de gens traversèrent notre village, des êtres émaciés, aux joues creuses, aux yeux hagards, qui souvent portaient dans leurs bras des enfants n'ayant

plus que la peau sur les os », écrit-il. Lorsqu'il a étudié les origines de cette famine de 1943, Amartya Sen a eu la surprise de découvrir que la

encore le nombre de médecins par habitants de la famine... peuvent être évitées assez facilement, explique Amartya Sen, dès « Ce qui compte, c'est de rappeler l'importance de la santé et tendance à l'oublier »

> tion qui se trouve temporairement en difficulté. Les Etats démocratiques ne connaissent pas les famines, constate-t-il. L'Inde n'en a plus eu depuis l'indépendance en 1947. La Chine, au contraire, a connu une des pires famines de l'histoire universelle, lors du Grand Bond en avant de 1958-1961. On estime aujourd'hui que près de pas tout à fait un économiste

30 millions de personnes sont alors comme les autres. tanais et ancien condisciple du Tri- développés, pour mieux prendre en quantité totale de nouvriture alors mortes de faim.

«Le fameux Grand Bond en

particulièrement faible. « Il faut avant, commencé à la fin des andonc tenir pour tout à fait intolérable nées 50, fut un immense échec, que la nature de cet échec social », affirme-t-il. Ce qui a déclenché la fadue à l'arrivée de troupes britanniques venues protéger l'Inde des envahisseurs japonais. La spéculation sur le riz s'est ajoutée à l'augmentation consécutive aux achats massifs des militaires, et les paysans bengalis les plus pauvres se lés, ni des partis d'opposition sont trouvés dans l'impossibilité de s'approvisionner comme à l'accouturnée. Ce n'est pas la pénurie due Le Monde du 28 octobre. « Les fa-

à de mauvaises récoltes, mais la hausse des prix, qui a été la cause L'examen d'autres famines a montré qu'il ne s'agissait pas là d'un phénomène exceptionnel. Il y a même des cas où des famines se sont produites alors que les greniers étaient pleins. Celles-cl

lors que les autorités rétablissent de l'éducation à ceux qui ont trop souvent

un minimum de revenus, en propo-

sant par exemple de grands travaux

publics à la fraction de la popula-

le gouvernement chinois refusa d'admettre, poursuivant trois ans encore mine a été la hausse des prix des sa politique dogmatique et désasproduits alimentaires, elle-même treuse. On a peine à croire qu'elle aurait pu être menée dans un pays tenant des élections régulières et doté d'une presse indépendante. Tout au long de cette atroce calamité, le régime n'eut à affronter aucune pression des journaux, qui étaient muse inexistants », remarquait Amartya Sen dans un article publié dans mines tuent des millions de gens dans divers pays, mais elles ne tuent pas leurs maîtres. Les rois et les présidents, les bureaucrates et les chefs, les officiers et les commandants ne crèvent Jamais de faim », constatait-

E meilleur remède à la famine est la démocratie. Un ■ gouvernement qui a fait subir la famine à ses électeurs a peu de chances d'être réélu. Cela l'incite à prendre, en temps utile, les me-

sures nécessaires... Amartya Sen ne croit pas aux « valeurs asiatiques » chères à l'ancien premier ministre de Singapour, Lee Ruan Yew. Celles-ci, qui mettent en avant le respect absolu de l'autorité, sont fondées, selon lui, sur une lecture bien trop restrictive de Confucius. L'Etat devrait, selon cette interprétation, bénéficier d'une obéissance totale. Amartya Sen fait remarquer que Confucius a pourtant critiqué l'attitude de ce « citoyen intègre », cité par le gouverneur de la province de She, qui avait jugé bon de dénoncer son propre père à la justice

pour un délit que ce dernier avait commis. Le titulaire du prix Nobel d'économie 1998 n'est pas davantage un partisan du capitalisme à tout crip. « Le succes du capitalisme est autant du au rôle de l'Etat au a celui du marché. L'idée selon laquelle on n'aurait plus désormais hesoin de l'Etat recule », estime-t-il. Malgré ses dénégations, le nouveau « Maître » de Trinity College n'est

Dominique Dhombres

Oui au mais génétiquement modifié

par Jean-Paul Charvet

aujourd'hul, quelle est la nature du débat qui se poursuit autour des « organismes génétiquement modifiés » et, entre autres, du mais, tant s'y trouvent amalgamées des considérations scientifiques, juridiques, éthiques ou... idéologiques. On semble toutefois, de ce fait, perdre de vue les multiples avantages de ces variétés, Le principal : elles apportent des éléments de solution à une des contradictions maleures face auxquelles se trouve aujourd'hui l'agriculture moderne, celle de devoir produire plus et de façon plus régulière tout en ménageant davantage l'environnement.

La nécessité de produire davantage s'impose dès que l'on quitte les analyses à court terme pour envisager le moyen et le long terme. La combinaison de l'amélioration des niveaux de vie d'une partie au moins de la population mondiale, de l'urbanisation croissante de notre planète et d'un accroissement démographique mondia) qui demeure très vigoureux va entrafner une forte croissance de la demande de produits agricoles. De 1998 à 2010, la population de la planète va augmenter d'un milliard d'habitants, ce qui correspond, sur les bases actuelles de consomma-

N' ne sait plus bien, taire de céréales adressée à l'agriculture de 330 millions de tonnes. Ce chiffre correspond à la production annuelle actuelle de céréales

Afin de pouvoir faire face à cette demande, on ne peut guère superficies cultivées, qui demeurent stagnantes au niveau mondial, les défrichements réalisés dans certains pays étant compen-sés par les déprises enregistrées dans d'autres pays. Seul un accroissement des rendements par unité de surface permettra d'y par-venir, D'où l'intérêt des mais génétiquement améliorés, qui pré-sentent des rendements à la fois plus élevés et plus réguliers que les mais actuels.

La superficie emblavée en mais génétiquement améliorés devrait être de l'ordre de 10 millions d'hectares aux Etats-Unis dès 1999 et de 14 millions d'hectares en l'an 2000, pour une sole américaine de mais qui couvre aujourd'hui 30 millions d'hectares. Les Etats-Unis réalisent plus de 40 % de la production mondiale de mais et sont à l'origine des trois quarts des exportations mondiales de cette céréale, C'est dire la place que les mais génétiquement améliorés sont appelés à prendre très rapidement sur le marché mondial, quelles que soient les opinions qui s'expriment

l'Union européenne. Un autre avantage de ces mais sera de pouvoir coller de beaucoup plus près aux demandes spécifiques des activités industrielles - semouleries, amidonneries, distilleries - qui l'utilisent comme matière première. Des mais plus riches en amidon, en protéines, en huile, etc., existent dès à présent ou sont en cours de mise au point.

aujourd'hui à leur sujet dans rope demeure durablement à vers des pays tiers. En 1997, les l'écart de technologies qui sont dé-jà largement mobilisées, non seulement aux Etats-Unis mais aussi au Canada, en Argentine et en

La mission première de l'agriculture demeure de fournir aux consommateurs et aux industries agroalimentaires des dernées agricoles répondant à des normes de qualité bien définies, en quantités

Les OGM apportent des éléments de solution à une contradiction majeure : celle de devoir produire plus et de façon plus régulière en ménageant davantage l'environnement

Les mais génétiquement améliorés devraient enfin pennettre de mieux gérer les problèmes d'envinement en autorisant une milisation plus limitée et mieux adaptée des insecticides et des herbicides. Des mais moins exigeants en eau pourraient être également mis au point à un moment où les ressources en eau apparaissent de plus en plus limitées dans différents pays.

Si une biovigilance rigoureuse s'impose, il semble peu réaliste, et mageable pour elle, que l'Eusuffisantes et à des prix raisonnables. Panni les objectifs assignés à la politique agricole commune par l'article 39 du traité de Rome de 1957, figurent de façon explicite la sécurité des approvisionnements et la stabilisation des marchés.

Avec les années 70 et le développement d'un marché commun agricole, un nouvei objectif est venu s'ajouter à la couverture des besoins nationaux en produits agricoles : celui de l'exportation de denrées alimentaires vers les autres pays européens ainsi que

échanges extérieurs de produits. agricoles et agroalimentaires de la France ont permis de dégager un excédent de 66 milliards de francs, dont 50 milliards vis-à-vis des autres pays membres de l'Union européenne: Ces échanges sont responsables, aujourd'hui, de 40 % du solde très nettement positif de la balance commerciale française.

Concernant le mais, on peut re-tenir que, désormais, près de la moitié de la production française se trouve exportée vers d'autres pays membres de l'Union européenne. Cette position fortement exportatrice engendre des impéra-tifs de productivité et de qualité. Ces impératifs se trouveront très vite renforcés dans les années à venir, lorsque l'application des règles établies dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aboutira à une nouvelle baisse des tarifications qui existent aux frontières de l'Europe. La baisse de 10 % ou 20 % du prix d'intervention des céréales prévue dans le cadre de l'agenda 2000 poussera dans le sens d'exigences accrues dans le domaine de la productivité.

La volonté exportatrice de la France dans le domaine agricole expression plus appropriée que celle de «vocation» exportatrice, fesseur de géographie à université car mettant mieux en évidence le Paris-X.

τôle fondamental des décision politiques dans ce domaine -implique des efforts de productvité. Au cours des deux dernière décennies, la France a pu se hiser au rang de deuxième exportiteur mondial de produits agricole dernère les Etats-Unis. Si les pespectives sur les marchés mondiaux de produits agricoles peuvent apparaftre actuellement médiores à court terme, compte tem des crises russe et asiatique, laquasitotalité des experts internatonaux prévoient sur le moyen et e long terme un net redemarrage des échanges internationaux ce produits agricoles. L'Union européenne, et notamment la Prance, doit pouvoir y participer pour des raisons économiques, mis aussi

L'adoption de nouvelles tech-niques de production unageant davantage l'environnepent et mettant en ceuvie de nuveaux matériels biologiques moss gourmands en produits d'origie indus-titelle permet d'évoluer vers des formes d'agriculture qui pportent une réponse adaptée aux xigences économiques tout en était davantage en connivence avec a nature.

Jean-Paul Charvit est pro-

Où juger Pinochet

par Alain Touraine

Pinochet doit être jugé. Mais où? Le gouvernement chilien et une partie triportante de son opinion publique demandent qu'il soit jugé dans son propre pays, considérant que toute antre solution viole la societtaineté du Chill. Cer argiment parattsoille et, de plus, il serait beau qu'une pation puisse assumer couragease ment la responsabilité de son passé. Mais on peut opposer à ce. souhait que la transition à la démocratie a reposé sur l'acceptation de la Constitution établie par Pinochet, de sa loi d'auto-amnistie, et par conséquent sur le maintien de Pinochet à la tête des armées, puis, au terme de son commandement, à la fonction de sénateur à vie, occupée par assez de dirigeants du ré-

gime militaire pour rendre impossible une réforme constitutionnelle. An moment du pléhiscite, c'est le thème de la réconciliation et non celul de la revanche qui a apporté la victoire aux démocrates. La majorité des Chiliens ont souhaité, tourner le dos à leur passé et ne regarder qu'un avenir riche d'une croissance économique qui a, en effet, doublé en une décennie le niveau de vie. Le président Aylwin pouvait difficilement rompre avec la Constitution et, donc, avec Pinochet. Le statu quo a été maintenu au moment de l'élection d'Eduardo Prei. Pendant toutes ces années, Pinochet a gardé des pouvoirs importants, tandis que les familles des fusillés, torturés, disparus ou exilés étaient laissées, sinon dans l'oubli. du moins dans l'obscurité. La maiorité des démocrates eux-mêmes ont pensé que ce silence contribuait à

mener avec succès la transition. Mais si une importante proportion de Chiliens considère comme juste le choix qui fut fait par le pays au cours des huit demières années, comment peut-elle être convaincue que le Chili est préparé aujourd'hui à juger et à condamner Pinochet? L'opposition à la majorité actuelle reste forte - entre un quart et un tiers de la population; elle serait renforcée par ceux qui préfèrent mettre un point final à cette affaire en refusant toute condamnation et par ceux qui voudraient protester contre l'intrusion étrangère. En face, autour des victimes, l'opinion de gauche ferait certainement entendre son indignation et sa volonté d'obtenir la condamnation du dictateur. Qui peut garantir qu'ils ne seraient pas entraînés vers un grave conflit intérieur ?

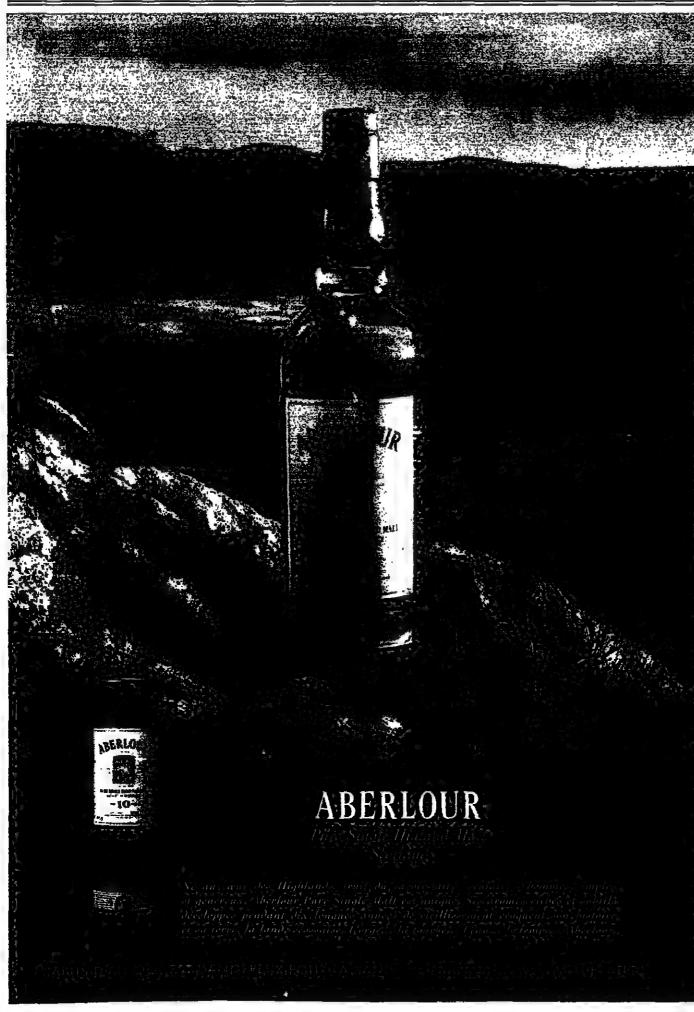
Pour que les demandes chiliennes apparaissent conformes aux intérêts des Chiliens euxmêmes, il faudrait que les autorités du pays annoncent solennellement que le jugement du général Pino-

OUT le monde est chet au Chill sera accomagné ou, maintenant d'accord : mieux encore, précédé une rupture totalé avec la Constittion et le cadre institutionnel créé par le dictateur, ce qui implique a dissolution du Padement et l'ection rapide d'une Assemblée costituante. C'est tout autre choseque d'annonce service de particular la Pino-chet, un applicação put même ajours de inc condamation venant du Chili elecraitorobablement plus de fureur que celle qui viendrait de l'étranger Ne faut-il pas conclure que nile peuple chillien ni les victimes e la dictature n'ont intérêt à ce que le procès ait fieu au Chill? Ce lays, qui a réusal son redressemen démocratique et économique a besoin d'aide extérieure pour ortir d'une transition qui se transfirme en im-

En revanche, le Chi, comme toutes les nations, accode une importance exceptionnella l'arrestation de Pinochet, regise par le juge Garzon, et maintennt à la décision des magistras de la Chambre des Lords, qu'affirment concrètement la préémience d'un principe de droit sur la suveraineté nationale. Le monden est pas uni et ses institutions udiciaires sont loin de prendre de décisions applicables partout, mas l'idée a progressé d'un seul compue les atteintes portées aux droit humains par les maîtres d'un pouvoir doivent être jugées et codamnées par la communauté intenationale. Non seulement l'initiave espagnole, suivie par d'autes pays, dont la France, ne doit las offusquer les Chiliens, mai ceux-ci doivent au contraire y oir la volonté de faire condamne par tous un homme qui, au-delà le son action personnelle, est evenu le symbole des régimes atoritaires. Les Européens doivent pouver leur solidarité avec les Chilien en ne reportant pas sur eux seus le poids écrasant de ce procès.

C'est pourquoi il est pus sage et plus juste à la fois que e procès soit mené par ceux qu ont pris l'initiative de l'ouvrir. S d'autres pays prenalent maintenat l'initiative de juger ou rejuger eurs dirigeants présents ou passé, la situation serait différente et des gouvernements actuels journaient choisir librement de prindre en charge un tel procès lu de le confier à un tribunal intenational. La meilleure solution, bour les Chiliens comme pour les atres, est que Pinochet soit jugé hos de son pays et que ses crime soient condamnés par l'opinier et les juges internationaux.

Alain Touraine et socio-



محداث الأدمل



医基度的操作 application

juger Pinochet fortuire

And the property of the least beautiful Comment on fait pour alle suit la lunc Qu'est-ce qui fait bribeilles et siles ? Et Internet comment ca marche?

> Réponse: Tout simplement. En effet, la plus grande partie du réseau Internet fonctionne sur des solutions Compaq. 90 % des sites et moteurs de techerche Internet, dont AltaVista, utilisent des serveurs Alpha de Compaq. Les 3/4 des grands fournisseurs de services Internet ont adopté Compaq pour leurs offres d'hébergement Bref, l'Internet avec Compaq, c'est l'assurance basées sur Windows NT. Better answers.* performante et innovante. à suivre... d'une offre toujours plus

www.compaq.fr

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00, Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél, relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

= ÉDITORIAL .ª

EDF et le compromis social

nfin, après des mois de tergiversations, le gouvernement frauçais s'engage, avec le projet de loi présenté mercredi 9 décembre en conseil des ministres, sur la voie de « la modernisation et du développement du service public de l'électricité ». Fruit d'un délicat équilibre qui trouve son expression dans l'intitulé même du projet, le texte organise, prudemment, la libéralisation de ce secteur, essentiel, de l'économie et cruciai pour la société. Il ouvre partiellement et très progressivement à la concurrence la production d'électricité marché français de l'électricité. en France tout en préservant le statut du personnel d'EDF - un statut défini par la loi de 1946 et qui sera étendu aux personnels des entreprises privées concur-

rentes. Dans une première étape, ce projet ne fera, on peut le penser, que des mécontents. La CGT, le syndicat majoritaire dans l'entreprise, ne pourra, naturellement, que s'inquiéter de ce qu'elle considère comme une « remise en cause » du service public. Les concurrents potentiels d'EDF (Suez-Lyonnaise et Vivendi notamment) regretteront le maintien de nombreux obstacles à l'entrée sur le marché. Il y avait pourtant urgence. Socialiste ou libérale, la France se doit d'abord de respecter ses engagements internationaux: or elle a accepté, en juin 1996, une directive européenne qui prévoit la suppression des monopoles nationaux à

compter de février 1999. Au-delà de la « contrainte » euroneenne.Cest la li technologique en cours qui modifie radicalement, dans l'énergie d'en accumuler davantage.

comme ailleurs, les conditions de production et d'échange. Il n'est plus, par exemple, nécessaire d'être un géant pour produire, dans de bonnes conditions économiques, des kilowattheures. Comme ailleurs, le prix du transport n'y est plus aussi déterminant. Il y avait enfin quelque Ironie – et matière à contentieux diplomatique – à laisser une entreprise d'Etat française participer activement aux privatisations à l'étranger -EDF s'introduisant sur les marchés hongrois, britannique ou autres - tout en refusant aux producteurs étrangers l'accès au

Garant de l'intérêt général, le gouvernement se doit de dépasser, dans ce dossier comme ailleurs, tous les corporatismes - ils sont nombreux - et tous les intérêts particuliers - ils y sont ulssants. La tàche est complexe, politiquement tout autant que socialement : il s'agit, en fait, de réorganiser tout un pan de notre société pour tenir compte des conditions techniques et internationales nouvelles tout en préservant les principes qui avaient présidé à l'organisation mise en place au lendemain de la seconde guerre mondiale, ceux renvoyant aux missions du service public.

Avec l'ouverture à la concurrence de l'électricité, il s'agit rien de moins que de reconstruire, cinquante ans après, un nouveau compromis social - dans l'entreprise et dans la société. On comprend que Lionel Jospin et son secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, aient pris quelque retard. Il serait dommage

Ce Hioraic est edite par la SA LE MONDE adem du directorio, directori de la publicación: Jean-Marie Colombani editore: Jean-Marie Colombani; Dominique Adony, directori genéral : Modé-Jean Bergerom, directori général adioint

Directeur de la redaction : Edwy Pienel
cteurs adioints de la redaction : Thomas Ferencia, Piene Georges, lean-Yves Lhotisea
Directeux aristisque : Dominique Raynette
Secteraire perieral de la redaction : Alain Fourment

Redacteurs en chef:

Alam Frachen, Erit Jamelewicz Echtorouse et analyses);
Laurent Greisanner (supplement at cultiers spéciauxe); Michel Raman (Debuts);
Eric Le Bouchet (International); Parad Sarieau (France); Pranch Nouche (Sucreta), Claire Blandin (Entreph Jacques Buol) (Aurend'hut); Jospine Sovigneau (Cultive); Christian Massol (Secretaria de rédaction)
Rédacteur en chef rechnique : Eric Azan Alediateur - Robert Solé

On ceteur executif : Enc Pialloux : directeur délégaé : Anne Chaissebourg Conseiller de la direction : Albin Rollat : directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partemanais audiovissels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alam Mine, president ; Michel Nobleccurt, vice-président

Anciero decereur: Hubert Beuse-Mery (1944-1949), Jacques Friend (1949-1982). Andre Lutterio (1952-1955), Andre Fontame (1983-1991), Jacques Lebourne (1991-1994)

Le Monde est edire par la SA Le Monde

Parce de la societé : cert ans a compier du 10 décembre 1994.

Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Sociale cavile Las Redacteurs du Monde.

Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Action Las Redacteurs du Monde.

Capital : Capital sociales de la capital du la capital du décembre du Monde. Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Acastation Hubert-Betwe-Mery, Sucheta anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Emreprises, Le Monde Investis seurs,
le Monde Presse, lêna Presse, Le Monde Prevoyance, Claude Bernard Paracapations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le Corbusier et les Nations unies

QUEL EFFET produisit New déclda d'accorder aux Nations York sur Le Corbusier lorsqu'il y débarqua en 1935 ? Et particulièrement l'île de Manhattan, au relief invraisemblable - patés de maisons au gabarit européen d'où jaillit decl, de-là, le fût d'une construction geante? Celui d'une « catastrophe fécrique ». Il y a trop de gratte-ciel. Il conviendrait d'en réduire le nombre, quitte à en faire des édifices encore plus grandioses, et de transformer tout le reste en jardins. Manhattan devrait devenir une « ile verte ». Les taudis qui déshonorent les bords de l'Hudson, et surtout de l'East River, devraient

disparaitre. Douze ans plus tard, lorsqu'il fut question d'enger à New York la Cité des nations, c'est précisément un terrain vague avoisinant le chenal marin baptisé Fleuve oriental que l'on choisit. Malheureusement, le prêt de 65 millions que le Congrès

unies fut voté tardivement. Le doilar s'était quelque peu dévaiué et l'ensemble prévu par Le Corbusier, auteur principal des plans, ne pourra être entièrement construit dès maintenant. En 1951, le bâtiment du secrétariat - le plus vaste - dressera le long de l'eau sa haute et large façade ; les édifices centraux seront prets à recevoir les grands organismes de l'ONU. Mais la tour des institutions spécialisées devra attendre des temps meilleurs pour leur tenir compagnie.

Le Corbusier ne serait, parait-il, pas content des Nations unies. Une agence anglaise assure qu'il reproche aux autorités américaines responsables de la construction de ne pas lui permettre « d'aller voir ce qui se fait ».

> G.-J. R. (10 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Telématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

DU 08-36-29-04-56 Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

LA DÉFENSE européenne est un jeu à quatre acteurs : les États-Unis qui sont depuis la seconde guerre mondiale une puissance européenne, l'Allemagne qui a la plus forte armée classique du continent, la Grande-Bretagne, comme la France puissance nuléaire, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, et la France donc sans qui, même avant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, l'idée même de défense européenne n'aurait pas vu le jour. Malgré une cinquantaine d'années de discours, elle n'a débouché sur aucun résultat concret pour une simple raison: les quatre protagonistes ne se sont jamais retrouvés ensemble sur un projet commun. Il en a tou-

jours manque un à l'appel. Tantôt les Américains n'étaient pas d'accord pour donner à leurs alliés européens une autonomie de décision et d'action, en dépit de toutes les déclarations sur le burden sharing, le partage du fardeau. Tantôt les Allemands ne voulaient pas s'engager dans des actions extérieures au territoire de l'OTAN, ou bien, de concert avec les Britanniques, lis refusaient toute remise en cause de la prépondérance américaine. Le plus souvent, la France, qui avait quitté en 1966 l'organisation mili-

Prévoir par Martial Leiter

taire intégrée de l'OTAN, se gardait de tout geste pouvant la ramener dans le giron atlantique.

La fin de la guerre froide a créé une nouvelle situation. La France, après avoir amorcé un rapprochement discret mais effectif avec l'OTAN, a admis, avec Jacques Chirac, qu'il était vain d'attendre que ses alliés européens s'alignent sur ses positions. Si l'on voulait coopérer avec nos partenaires en matière de défense, il fallait aller les chercher là où ils étaient, c'està-dire dans l'OTAN. D'où les petits pas accomplis à partir de 1995 en direction de l'Alliance, qui devalent déboucher sur une réforme de l'OTAN faisant sa juste place à l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD).

LE PIANO ET LE TABOURET

Cette démarche avait été critiquée en son temps par les socialistes mais Hubert Védrine, qui n'était pas encore ministre des affaires étrangères, avait utilisé une expression imagée: jusqu'alors, on avait essayé de rapprocher le plano - atlantique - du tabouret - français ; il s'agissalt maintenant de rapprocher le tabouret du plano. La France reconnaissait que la défense européenne ne pouvait trouver sa place que dans l'OTAN, quitte à ce que cette place soit

aménagée de telle sorte que l'Europe devienne un partenaire à part entière des Etats-Unis et puisse, le cas échéant, mener sous sa propre autorité des opérations visant à assurer sa sécurité.

Cette démarche avait été soutenue par Londres et Bonn et, en juin 1966, au Conseil atlantique de Berlin, les quatre acteurs de la défense européenne se retrouvaient pour décider une réforme de l'OTAN. Dans des crises où les Etats-Unis ne voudraient pas intervenir, les Européens pourraient disposer des moyens de l'OTAN et d'une chaine de commandement issue de l'organisation, sous la direction d'un officier européen, qui aurait été par ailleurs l'adjoint du commandant suprême des forces

alliées en Europe. Le front des quatre fit long feu. Peut-être emporté par le succès obtenu à Berlin, le président de la République française tirait une conclusion que Washington n'était pas prêt à admettre : si le commandant en chef des forces alliés en Europe restait américain, alors les commandements régionaux de l'OTAN devaient revenir à des Européens, y compris dans le commandement sud, basé à Naples, qui commande aussi la VI flotte américaine.

Pendant neuf mois, d'août 1996 à avril 1997, cette querelle a pesé sur les relations franco-américaines et empêché tout progrès de la défense européenne. Les vieilles rancœurs étalent réapparues : les Etats-Unis étalent soupconnés de vouloir maintenir leur hégémonie sur l'OTAN et la France de vouloir chasser les Antéricains des postes de responsabilité en Europe. Les négociations menées au début de 1997 auraient pu aboutir à un compromis s'il n'y avait eu la dissolution de l'Assemblée nationale et la victoire de la « gauche plurielle » qui n'avait pas besoin d'une dispute en son sein sur les rapports avec l'OTAN.

UN SEMI-ÉCHEC

Au meme moment, it européen d'Amsterdam, qui aurait du marquer un progrès significatif de la politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne, se terminait sur un semi-échec. Les Britanniques refusaient la fusion de l'Union européenne (UE) et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO, seule organisation européenne en matière militaire), les Français jugealent que les conditions d'un retour dans l'OTAN n'étaient pas remplies puisque leur dispute avec Washington n'était pas apaisée. Les quatre acteurs principaux étaient divisés et la défense européenne renvoyée aux calendes.

L'initiative du dégel revient non à la France où, cohabitation oblige, ni l'Elysée ni Matignon n'avait intérêt à bouger, mais à la Grande-Bretagne. Soucieux d'exercer une influence en Europe, agacé par l'impuissance eu-

ropéenne au Rosovo et déçu par le cavalier seul des Américains en Irak comme dans les Balkans, Tony Blair a relancé le jeu. Revenant sur le refus - hérité des gouvernements conservateurs - de doter l'Union européenne d'une compétence en matière de défense, le premier ministre britannique a obligé les dirigeants de Paris à sortir de leur attentisme. La déclaration du sommet franco-britannique est soigneusement pesée: l'UE doit avoir la capacité de décider et d'agir en conformité avec les engagements envers l'OTAN. Autrement dit, l'Europe doit disposer de forces qui ne fassent pas double emploi avec l'organisation atlantique, pour des raisons tant de principe que de budget.

Che . STREET, The Property of

THERE IS STORESTED IN

1941年1月第四大学 (EE)

Contracting the

and the same of the same

Thinks to Market and

The second second

a distance that I have

to it is not been particularly the street with

The State of State of

To Same OF LABORAGE

"" 网络大人国家的不是

and the state of t

TOTAL TRANSPORT OF THE PARTY OF

WHEN THE PROPERTY OF MARKET SPIN

and a state of the state of the state of

114 115

· · ∟⊆ 4.≟

 $\tilde{\mathcal{R}}_{i} \mathcal{N}_{k_{i} = k_{i} \frac{1}{2} \frac{1}{2}} =$

#4. C) = C' € .

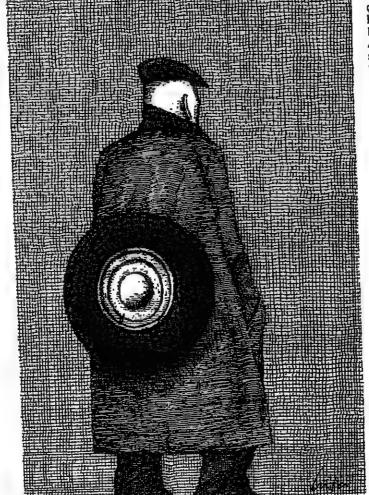
COOPÉRATION AVEC L'OTAN Les quatre vont-ils se retrouver sur la même ligne, ce qui serait un gage de succès? M. Blair n'a pas lancé son initiative sans le feu vert, explicite, de Washington. Les Allemands, qui avec leur nouveau gouvernement comme avec l'ancien, ne veulent pas avoir à choisir entre Paris et Washington, ne

peuvent qu'être satisfaits. Quant à la France, elle va devoir tôt ou tard affronter la question de la redéfinition de ses rapports avec l'OTAN. Elle a échoué en 1997 à obtenir « par le haut » une réforme des institutions atlantiques; elle peut faire la preuve que les Européens - ou certains d'entre eux - sont en mesure de mener des actions autonomes en étroite coordination avec l'OTAN, voire sous son commandement comme c'est le cas de la force d'extraction pour le Kosovo. Autrement dit d'obtenir « par le bas » une reconnaissance de cette identité européenne après la-

quelle elle court. La contrepartie est une coopération de plus en plus étroite avec l'OTAN, même si celle-ci ne dit pas son nom. C'est sans doute pour Paris la principale difficulté contenue dans la relance actuelle du projet de défense européenne. restion de principe s'ajoute la complexité des modalités pratiques concernant les rapports entre l'Union européenne et l'OTAN, le sort de l'UEO, le statut des pays « neutres » membres de l'UE et des pays européens de l'OTAN qui ne font pas partie de l'UE, les procédures de prise de décision au sein de l'UE et les moyens dont celle-ci pourra être

dotée en propre. Ce sont là plus que des détails. Ils peuvent paraître abstraits et rébarbatifs, mais de la réponse apportée à ces questions dépend le sort de l'identité européenne de sécurité et de défense. Toutes les hypothèses sont encore possibles: l'échec, la dilution dans l'atlantisme ou le succès qui devra aussi se marquer rapidement sur le terrain. Les occasions, malheureusement, ne manquent pas.

Daniel Vernet



Une éclaircie pour la droite

Suite de la première page

Même l'Europe ne parvient pas vraiment à enfoncer un coin entre les différentes familles de la droite républicaine. Alors que la majorité " plurielle » est secouée par une entrée en campagne précoce de la tète de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit, l'opposition s'est sortie sans anicroche du débat constitutionnel rendu nécessaire par la ratification du traité d'Amsterdam.

Avec l'accord du chef de l'Etat et la complicité d'Alain Madelin, le RPR a pu fédérer l'essentiel de ses troupes autour de quelques amendements surtout destinés à marquer la spécificité de son attitude vis-à-vis de la construction européenne. A l'inverse, les états d'ame des centristes de l'UDF n'ont guère pesé dans la balance. Sur l'autre bord, celui des « souverainistes », la démission de Charles Pasqua de la direction nationale du RPR n'a

pas causé plus d'émoi. Soucieux d'engager la preparation des élections européennes de juin 1999 par le début, c'est-àdire par les choix politiques de fond, et non par les questions de personne, MM. Séguin et Madelin comptent bien prolonger les bienfaits de L'Alliance jusqu'au prochain scrutin. Ils n'imaginent pas que l'UDF soit en état d'affronter

seule les électeurs. François Bayrou lui-même a bien compris que tel n'est pas le souhait du chef de l'Etat, pour lequel les européennes du printemps doivent être la revanche sur les élections législatives de 1997. C'est ce que le président de l'UDF devra s'efforcer de faire admettre, d'ici février, aux plus « eu-

rophiles » de ses amis. L'agrégation de toutes les pièces éparses que la dissolution de l'Assemblée nationale avait emportées doit désormais primer sur tout. De ce point de vue, le fait que le président du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Millon, et, avec lui, l'option politique qu'il incarne deouis les élections régionales soient à la merci d'une prochaine décision du Conseil d'Etat constitue une nouvelle aubaine pour les responsables de L'Alliance.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des sujets de satisfaction, le spectacle donné par les leaders du Front national semble soudain ouvrir des perspectives inespérées. Pour certains, cet affrontement entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret ne pourrait que décevoir des électeurs qui avaient cru que, contrairement aux autres partis, le FN était à l'abri des querelles de pouvoir. Ils espèrent, du même coup, profiter sur le plan électoral d'un éventuel affaiblissement de l'extrême droite. c'est vrai pour L'Alliance, et ça l'est tout autant pour Philippe de Villiers, Charles Pasqua, voire Charles Millon.

Toutefois, passé l'actuel moment d'euphorie, la droite républicaine

risque de devoir faire face à un nouveau et redoutable choix de stratégie. Si la crise interne du Pront national débouche bel et bien sur une cassure, quelle attitude faudra-t-il adopter vis-à-vis des ex-

PREMIER GARDE FOU

Localement, on peut imaginer que certains élus d'extrême droite gagneraient ou regagneraient les rangs des formations de droite, comme l'a fait en son temps Jacques Peyrat, maire de Nice, avec le RPR. C'est la stratégie de la « peyratisation ». Mais qu'en serait-il pour les propagandistes zélés des thèses racistes et xenophobes de M. Le Pen? Qu'en serait-il aussi

si un bloc prétendument plus présentable se détachait demain du parti lepéniste?

Le président de L'Alliance, M. Séguin, a posé un premier garde-fou en déclarant qu'il n'y a « aucune différence » entre M. Le Pen et M. Mégret. Mais quelle que soit l'issue de la crise au Front national, la page ne sera pas tournée de sitôt. Le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, résume ainsi cette perspective: «Le Front national a émergé il y a quinze ans. Ce n'est pas en quinze mois qu'on va régler le problème ». Même caché derrière un petit nuage rose.

> Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

RECTIFICATIFS

« adoput ».

ALGÉRIE Ahmed Taleb Ibrahimi, possible candidat à la présidentielle algérienne, est bien le fils de Cheikh Bachir El Ibrahimi, cofondateur de l'associatio des oulémas algériens et non, comme nous l'avions écrit (Le Monde du 6-7 décembre) son fils

L'AFP ET CLAUDE ROUSSEL Dans la notice consacrée à la mort

de Claude Roussel, PDG de l'Agence France-Presse (AFP) de 1975 à 1978, publiée dans nos éditions du 1º décembre, nous avons écrit que Hubert Beuve-Méry, directeur du Monde. avait été le seul à présenter sa démission d'administrateur de l'agence

pour protester contre « le fait du prince », c'est à dire la volonté du président de la République d'alors, Valéry Giscard d'Estaing, d'écarter Claude Roussel de la direction de l'AFP. Deux autres administrateurs, Jean-Pierre Coudurier (Le Télégramme de Brest) et Jean-François Lemoine (Sud-Ouest), avaient aussi présente leur démission.

LA SECONDE **GUERRE MONDIALE**

Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article consacré à l'activité de Ford et de General Motors pendant la seconde guerre mondiale (Le Monde du 5 décembre), l'Allemagne n'a pas déclaré la guerre aux Etats-Unis le 7 décembre, mais le 11 décembre 1941.

25 112-1

` ..

Although and the second **建筑** 全下标识。 The state of the s The committed and the same Sales and the sales The state of the s Andrew Services

ARTHUR THE PARTY Transport 13 Ages, Total Sec. Cold 1. And the same of th Sample of Western make a Mary Company of the second The second second Contract of the second second A STATE OF THE STA Application programme and the second Ma Transfer Section of the sectio The state of the s Mary Land

Ber Gertreten in

眼点的现在分词 Samuel and the last 株式会社 キカボケフィー・フェン Sept 5 say per per But with the same of the same of **新**中心系统 関係を
THE THE THE TOTAL TOTAL 海域をかかった。 *** AND THE RESERVE A Company of the Comp 4 Kg / Francis

SAME TO A STATE OF THE STATE OF But the same A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH Section 1985 - 1985 A SOLET BEARING THE WAY TO Control of the Control of the Control A Service of the Service of المراجع والمجانبة والمجتبئ والمجهور

A PROGRAMME TO **選手を使っていた。** And the state of t A partition of the second See and the second the state of the E Marie Company of the Company

Allega Transport Control of

Branch Street

Sample of the State of the Stat Programme State **第次字**在

garage Section

September 1

. 51.51

KLASTY S.

العارف فالعالبية

 $_{2}y_{s}^{2} = \infty$

and the $(a_{k,n},\ldots,a_{n})^{k+1}$.v. S214 1707 Section 1 والمناطقة والمنتج

ومساور المساور eponemic and community

75015 Paris.

M-Brides PALIERNE,

survenu le 5 décembre 1998, à l'âge de

AU CARNET DU « MONDE » Naissances

Sandrine HOEPPE, Laurent Gérard sont heureux d'annoncer la naissanc de leur petite

Alexia.

le 4 décembre 1998.

ning Them the gain, the

DISPARITIONS

Philippe Yacé

PHILIPPE YACÉ, président du

Conseil économique et social de

Côte-d'Ivoire, est mort le 29 no-

vembre à Abidjan, à l'âge de

soixante-dix-huit ans. Pendant

vingt ans on presque, Philippe Ya-

cé fut l'héritier présomptif, puis le

dauphin désigné, de l'ancien pré-

sident ivoirien Félix Houphouêt-

Boigny, mort en décembre 1993.

Mais, frappé par la disgrâce, il vit

Philippe Yacé naît le 23 janvier

1920, à Jacqueville, dans la région

d'Abidian. A peine devenu institu-

teur, il est enrôlé dans la « colo-

niale » pour combattre en Afrique

et en France. En 1941, il rencontre

Houphouët et deviendra pour

toujours son plus zélé disciple.

Chef spirituel des «3 A» (Alla-

dian, Akouri et Ahizi), trois petites

ethnies de la région côtière, il sou-

tient pourtant avec force Hou-

phouet, chef des Baoulés, peuple

de l'intérieur. Le « père de l'indé-

pendance » le remercie en le nom-

mant secrétaire général du parti

unique, le PDCI-RDA, puis pré-

sident de l'Assemblée nationale,

poste qu'il occupera pendant vingt

Longue silhouette, visage sec,

sourire rare, regard caché derrière

des verres teintés, Philippe Yacé

devient à la fois le confident, le

gardien du dogme et l'homme à

tout faire. Son autoritarisme se

manifeste lors de la féroce répres-

sion des « complots » de 1963-1964. En 1975, la Constitution en

fait le dauphin désigné. Croît-il

trop en son étoile ? Porte-t-il om-

brage au « Vieux » ? Cherche-t-il à

hâter son destin? En 1980, Hou-

phouët, qui ne semble plus pressé

d'aménager sa succession, l'évince

en supprimant le secrétariat géné-

rai du parti. Apprenant sa dé-

chéance en plein congrès, il est

évacué sur une civière. Après cinq

ans d'une traversée du désert, vé-

cue dans le silence et la dignité, il

est nommé président du Conseil

économique et social, poste hono-

rifique, mais qui faisait de ha, de-

puis dix ans, le troisième person-

JEAN GRUAT, ancien secrétaire

général adjoint de la CFTC, est

mort dimanche 6 décembre, à

l'âge de soixante-dix-huit ans.

Responsable syndical depuis 1945.

Jean Gruat avait fait partie, en

1964, des minoritaires qui avaient

refusé la transformation de la

CFTC en CFDT et qui avaient maintenu la CFTC. Secrétaire gé-néral adjoint de 1964 à 1984, il

avait conduit le règlement judi-

ciaire du litige avec la CFDT pour

faire reconnaître la représentativi-

té de la centrale chrétierme. Jean

Gruat avait mené pour son organi-

sation de nombreuses négocia-

tions avec le CNPF, notamment

celle sur la flexibilité de l'emploi en 1984. Il avait également été

membre et vice-président du

E LE CARDINAL CARLOS OVIEDO,

ancien archevêque de Santiago du

Chili, est mort lundi 7 décembre à

Santiago. Né le 19 janvier 1927 à

Santiago, Carlos Oviedo était doc-

teur en droit canonique. Jeune

prêtre, il avait passé plusieurs an-

nées à étudier à Rome, en parti-culier à l'Université grégorienne.

Evêque en 1964, il avait été nom-

mé en 1974 à Antofagasta, ville

portuaire du nord du Chili, puis

promu archevêque à Santiago en

1990, au lendemain du rétablissement de la démocratie au Chili.

Partisan de la « réconciliation na-

tionale », Mgr Oviedo était alors

considéré comme un « centriste »,

ni partisan des conservateurs, ni tenant de la « théologie de la libé-

ration ». Atteint d'une maladie neurologique, le cardinal Oviedo avait du démissionner en février

Au Journal officiel daté lundi 7-

Maigré-nous : un décret

portant création de l'insigne de

patriote réfractaire à l'annexion

de fait. « La République française,

considérant le courage et les souf-

rains, réfractaires à l'annexion de

fait des départements du Rhin et

de la Moselle, leur témoigne sa re-

connaissance pour leur attitude

patriotique pendant la guerre

1939-1945 par la création d'un

frances des Alsaciens et des Lor-

mardi 8 décembre est publié :

JOURNAL OFFICIEL

demier.

Conseil économique et social.

Jean-Pierre Langellier

nage de l'Etat ivoirien.

soudain son rêve s'évanouir.

Reig REIGNY et Christine HERMANN, ses parents, Charlotte HUGNY,

sa grande areur, ont l'immense joie d'annoncer la naissance de leur petit petit renardeau, Manon

Famille Grand et Petit Renardeau. – Pour le bonheur de tous, le dimmche lécembre 1998, à 10 h 22, est née

le 7 décembre 1998, à Paris.

Chie YVONNET.

Bienvenue sur terre et félicitations à Séverine et Bertrand.

Anniversaires de naissance

Déclaration universelle des droits de bomme, mais aussi

Airin Jubilons pour ce jubilé.

- 10 décembre 1948.

Sylviane, la famille, les Cabris, les

Des brumes du Nord à la lumière des villes du Sud, il est des missions impossibles que le rêve transforme en réalité, nom de code moi aussi.

Philippe! Elisabeth.

Décès Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Georges BORGEAUD,

survenu à Paris, le 6 décembre 1998. La cérémonie religiouse sera célébrée en l'église de Collombey-Muraz (Valais-Sulsse), le samedi 12 décembre, à 10 heures.

Un hommage sura lieu ultérieurement à (Le Monde du 9 décembre.)

- A Paris, à Sydney, au Hondaras, à Kaboul..., tous les Médecins sans frontières pensent à

Jane CONNOR,

disparue le 16 novembre demier, it bond d'un hélicoptère qui évacuait un malado, an Honduras.

Les volontaires du terrain qui ont travaillé avec elle et tons les membres du siège font part de leur profonde tristesse à sa famille et à ses amis, réunis aujourd'hni en Australie.

- Mas Albert Coquillard, son éponse, Ses filles et pentes-filles,

Toute la famille, ont la douleur de faire pert du décès du docteur Albert COQUILLARD,

le 7 décembre 1998, à Paris. La cérémonie religiense sera célébrée le vendredi 11 décembre, à 14 h 30, en l'église Noire-Dame-de-Grâce de Passy.

10, rue de l'Annonciation, Paris-16. 32, me du Ranelagh, 75016 Paris.

- Aitor Delariberette-Ormazabal, son fils, Sa famille, Ses amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

Raymond DELARIBERETTE-ZUBIZARRETA,

survenu le 5 décembre 1998, à

La cérémonie religieuse sera célébrés ce mercredi 9 décembre, en la paroisse d'Ordizia (Espague), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Artor Delariberette,
Boht 43, 3° Izda,
Bergara, Guipozcoa (Espague).
M= Delariberette,
30, rue de Dantzig,

- Ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

BARDSON, soitante-ila ans.

Ses obsègnes auront lieu le vendredi 11 décembre, à 14 houres, an fondantum du Mont-Valérien, à Nanteure, d'où l'on se rendra so cimetière.

CAL

est allée rejoindre MRY MELMAN,

entourée par ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ses nièces et neveux, ses amis de France, d'Israel,

des Etars-Unis, d'Australie, ses admira-L'inhumation aura lien le vendredi 11 décembre, à 14 h 30, au cimetière du

Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Oninet, Paris-14. 76, rue des Archives, 75003 Parts.

- Raymond et Simone Sadoun, Roland et Ariette Sadoun, Bernard Sadoun et Chantal Penot, ses frères et belles-sæurs, leurs enfants et petits-enfants,

Ses amis. ont la grande tristesse de faire part du décès de

Micheline GOUJON, nde SADOUN.

l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lien dans

survenu à Paris, le 2 décembre 1998, à

32, rue de Vareune, 75007 Paris. 46, rue de Bourgogne, 75007 Paris. 41, rue de Lisbonne, 75008 Paris,

Jean GRUAT

nous a quittés le 6 décembre 1998. Il nous invite à nous rassembler autour de lui lors de la célébration religieuse qui aura lieu à l'église Saint-Germain-des-Prés, le redi 11 décembre, à 10 heures

Selon sa volonté, ni fleurs ni Dons pour Partage avec les enfants du noude acceptés à la fin de la messe.

Monique, son éponse, ses enfants et petits-enfants.

55, rue Bonaparte, 75006 Paris.

(Lire ci-contre.)

- Paris. Isabella et Alphonsa Houezo. Hugues et Reine Lansac, Didier et Annie Lansac, Geoffroy Lansac Florence Lansac,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LANSAC, survenu le 5 décembre 1998, à l'âge de

quatre-vingt-cinq ans. La crémation sura lieu le vendredi Il décembre, à 10 h 45, au cimetière du Parc, à Nanies.

44, boulevard des Océanides, 85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

- Les membres du conseil d'administration de l'établissement de transfosion sanguine de Lyon, La direction, Et l'ensemble du personnel,

professeur Louis REVOL, fondateur du Centre de transfusion sanguine de Lyon et cofondateur de la transfusion sanguine en France en 1945, directeur du Centre de transfusion sanguine de Lyon de 1945 à 1969, président du conseil d'admi de 1969 à 1995.

 Josette Rivière, son épouse, fait part du décès de

Claude RIVIÈRE, ancien journaliste économique du groupe Réalité,

ancien rédacteur en chef du Chasseut français. le 4 décembre 1998, à soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera celébrée le 10 décembre, à 9 h 45, en l'église de la Sainte-Trimité, place Estienne-d'Orves, Paris-9.

75009 Paris. Le département d'italien et l'UFR d'énudes romanes, slaves et orientales de l'université Charles-de-Gaulle « Lille-III ont la douleur de faire part du décès, le dimanche 29 novembre ?998, de

Joseph VENTURINI, professeur honoraire de littérature italienne.

La rigueur et la force de son œuvre, sa générosité à l'égard des étudiants et de bous ceux qui l'ont approché, l'originaliné de sa pensée, qui en ont fait un person-nage sans concession, demeurem vivantes nage sans concession, demeurent vivantes pour nous, et nous incitent à poursuivre son travail. C'est une vie qui reste. Tous ses collègues, très émus, s'associent au chagrin de la famille.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.

- Jacques de Vienne, ingénieur général de l'aviation civile, Mª Axelle de Vienne. Mª Frédérique de Vienne. M. et M™ Gilles de Vienne et leurs

مكنان الدول

M. et M= Jean Rochereau-Musset. Les familles de Mussel, de Vienne, font part du décès de

> M= Monique de VIENNE-MUSSET,

survenu le 5 décembre 1998, à l'aube de sa soixante-dix-huitième année.

Selon sa volonté, son corps a été

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Vincent, à Lacanau-de-Médoc, et ses cendres seront dispersées an pied de la stèle familiale, au cimetière

Une messe sera dite à son intention le vendredi 15 janvier 1999, à 11 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7'.

Ni fleurs ni couronnes.

Ces avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès - Il y a six ans, le 9 décembre 1992. nous quittait pour toujours le danseur et chorégraphe

Dominique BAGOUET.

Son œuvre et lui restent au cœur de nos combats et nos vies.

- Il y a deux ans,

Haim Victor BARUCH (Zai)

Ceux qui l'ont connu, ceux qui l'ont

Salomon (Mony) Baruch. son épouse, ses enfants et petits-enfants, Edgard et Samuel Baruch et leurs familles, Ses cousins en Israël, au Canada, aux Etats-Unis et au Brésil.

- Grabels. Hyères. Marseille. La Celle. Claudette. son épouse,

Alain, Gilles, Florence, ses enfants. Deborah, Audrey, Jennifer, Sylvain, ses petits-enfants, Claudine,

sa belle-sœur, David. son neveu, et Ewa, sa femme et leurs enfants, rappellent à votre mémoire le souvenir de

Etienne HELFT,

décédé la 10 décembre 1997. Nous pe t'oublicrons jamais.

Odette de LASCOUPS. † 10 décembre 1984. Nous gardons sa mémoire.

Le 10 décembre 1988,

Tu es parti...

Tu nous manques, nous faimons,

Jean-Paul

MARTY-LAVAUZELLE nous animair

Une pensée pour lui. Sa femme, ses fils.

- Le 10 décembre 1995 panait un bomme bon, juste et droit,

Maurice ZIWIÉ.

Hommage ému, respectueux

Vanessa, sa peute-fille, Et Mirette Marie Montabord. William Francis Ziwić, ovocat 3 la

19, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, Fax : 01-42-19-02-16.

Colloques

- Le 14 décembre, à l'occasion de la deuxième édition du prix Le Monde de la recherche universitaire, Le Monde de l'éducation organise un colloque à l'Unesco, de 14 heures à 19 heures, inius-lé « Public cherche chercheurs ». Pierre Bongiovani, Domlnique Lecourt, Jean-Marc Lévy-Leblond, Mwayila Tshiyembe rapports entre médias, citoyens et chercheurs. Renseignements au 01-42-17-24-77.

Formation continue

INALCO FORMATION CONTINUE arabe, berbère, russe, vietnamien, cours du soir, 4 heures par semaine, à partir du 22 janvier 1999. Tèl. : 01-49-26-42-81/59.

Prise en charge FC possible

Communications diverses CINOUANTIÈME ANNIVERSAIRE

DES DROITS UNIVERSELS DE L'HOMME Le Centre des droits de l'homme et de la femme propose d'écouter le principal auteur de la Declaration universelle. René Cassin, par téléphone: 01-45-82-77-77, intervenant au norn de la France à l'ONU, le 9 décembre 1948, au palais de Chaillot. Les textes sont envoyés gratultement sur demande, avec enveloppe timbrée à

Centre des droits de l'homme, 75622 Paris Cedex 13.

Conférences LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL

DE FRANCE (MJLF) vous propose, dans le cadre de son cycle

de conférences sur la pensée juive, la troisième intervention de

Gerard BADDAD. psychiatre et écrivain, sur le thème : « Le rapport de Maimonide

et a la philosophie grecque v Jeudi 10 décembre 1998, 20 h 15, Paris-15' - Buffet dinatoire pour poursuivre le débat, après la conférence

Participation any frais: 120 F. Renseignements et réservations au siège du MJLF, Tél.; 01-44-37-48-48.

- Vous êtes conviés à l'assemblée générale de l'Association pour un judaisme humaniste et laïc (AJHL) qui se tiendra samedi 12 décembre 1998, is 18 heures, mairie du 3 arrondissement de Paris, 3, rue Eugène-Spuller, métro Temple, A 20 heures, un débat sera animé par le professeur fondateur de l'AJHL, professeur Albert Memm, sur le thème:

Retour d'Israël (le problème de la laïcité) ». Pour l'AJHL, le trésorier, Léon Benyaya,

Soutenances de thèse

 M= Carmen Chenuil-Colsy sou-— M[®] Carmen Chemil-Colsy soutiendra sa thèse presentée en vue du doctoral de psychologie clinique et pathologique: « Boris Vian ou la quête d'un impossible regard », étude psychanalytique de la dynamique organisatrice psychosomatique, à travers l'œuvre et la vie de l'auteur, qui aura lieu à la Maison Rhône-Alpes Sciences de l'homme MPASH, avenue Centrale, nº 1321. (MRASH), avenue Centrale nº 1221. université Pierre-Mendès-France -Grenoble-II, le samedi 12 décembre 1998,

- Sa femme, ses enfants et petitsenfants adressent leurs encouragements les plus affectueux à Jean-Louis Allain-Launay, pour la soutenance de son mémoire de maitrise d'histoire sur le thème : • De Saint-Simon à Lamartine : htinéraire d'un bourgeois dunkerquois. Jean-Joseph Cartier », qui aura lieu le vendredi II décembre 1998, à 10 heures, à la bibliothèque de l'Arsenal, rue de Sully.

- M. Pierre Tonoukouin a soutenu le 30 novembre 1998 sa thèse de doctorat en droit : « Les organes français de détermination du statut de réfugié politique et l'article I.A.2 de la envention de Genève de 1951 ». Mention Très Honorable avec

autorisation de publication. Félicitations, Ses amis, CRR.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain

jusqu'à 17 h

MONTO

Pour Noël, notre premier cadeau est de vous offrir du temps.



Boutiques Montblanc

Paris 6º: 47, rue de Rennes - Paris 8º: 60, rue du Faubourg Saint Honoré Bordeaux: 26, Cours Georges Clémenceau - Nice: 2, rue Paradis

Nocturnes exceptionnelles les 10-11, 17-18 et 22-23 décembre dans les boutiques de Paris et Bordeaux.

conformément à la directive européenne, mais préserve les acquis de l'électricien national et le statut de ses personnels. ● CONCILIANT les placera pas celle de 1945 mais la

çaise » avec la nécessaire ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, la nouvelle loi ne remcomplètera ● L'OUVERTURE du sur le marché. ● MAIS LA dérègle marché européen de l'électricité se-ra effective le 19 février 1999. • VI-

mentation ne leur paraît pas aller assez loin. La loi ne met pas assez VENDI, Suez-Lyonnaise des eaux et de distance, selon eux, entre les Air Liquide sont prêts à se lancer gestionnaires du réseau et EDF.

Le marché de l'électricité s'ouvre progressivement à la concurrence en France

Le projet de loi sur la libéralisation du secteur était présenté, mercredi 9 décembre, au conseil des ministres. L'an prochain, EDF perdra son monopole, mais l'entreprise publique obtient des garanties pour protéger son rôle d'acteur dominant

LE CONSEIL des ministres devait examiner, mercredi 9 décembre, le projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ». Ce texte s'inscrit dans la perspective de l'ouverture à la concurrence du marché européen de l'électricité le 19 février 1999. Il consacre la fin du monopole d'EDF. En contrepartie, le gouvernement a retenu, dans la version définitive du projet de loi, la demande du président de l'entreprise publique, François Roussely, visant à élargir le « principe de spécialités » de l'entreprise pour qu'elle puisse affronter la concurrence à « armes égales ». Le projet autorise EDF à faire des offres globales de service à ses clients industriels pouvant choisir d'autres fournisseurs, ne limitant pas son rôle à la simple fourniture de courant. L'électricien sera autorisé à proposer des services comprenant non seulement la fourniture d'électricité, qui devra représenter au moins la moitié du contrat, mais également d'autres prestations, y compris dans le sec-

teur des télécommunications.

Le Conseil d'Etat a supprimé les articles initiaux sur les dipositions sociales concernant le statut du personnel, pour revenir à la loi de 1946. Celle-ci prévoit que le statut du personnel d'EDF-GDF s'appliquera à l'ensemble des salaries des Industries électriques et gazières, sous réserves de diverses excep-

« Nous avons refusé l'approche ultra-libérale pour privilégier une ouverture progressive et moitrisée à la concurrence », affirmait, mercredi, Christian Pierret, le secrétaire

européenne sur l'électriché prévoit

à partir du 19 février 1999. Elle ne

fournisseur. A la demande de la

concerne que les grands

consommateurs, les clients

une ouverture progressive du marché

« éligibles », qui pourront choisir leur

France, la distribution a été écartée du

périmètre de déréglementation. La

part ouverte à la concurrence devra

d'Etat à l'industrie, dans un entretien à l'Agence France Presse. « Cette loi constitue un point d'équilibre entre un indispensable réalisme économique et le maintien de ce qui fonde, depuis 1946, notre conception nationale du service public de l'électricité .

Ce projet de loi suscite de vives critiques de la part de la CGT, syndicat majoritaire chez EDF-GDF. Jeudi 3 décembre, le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, a demandé « solennellement » au gouvernement de « retirer » ce texte qu'il es-

time « dangereux » car il « porte en germe la remise en cause » du statut d'EDE La CGT et FO ont reformulé cette demande mardi 8 décembre, lors de leur journée d'action commune qui s'est néanmoins traduite par une faible mobilisation.

A l'inverse, la CFDT s'estime satisfaite car le projet de loi tient compte de ses observations. « Nous avions trouvé que le principe de spécialités d'EDF était trop restricitif et qu'il y avait trop de dérogation à l'application du statut. Nous voulions l'application de la loi de 1946 », dé-

La déréglementation selon les pays

ont une marge de manoeuvre pour transposer la directive dans leurs droits nationaux. ■ L'Allemagne, la Suède et la Norvège ont décidé d'ouvrir dès 1999 leur marché à 100 %. ● L'Italie et l'Espagne vont au-delà de la décision de Bruxelles en ouvrant.

30 % de leur marché.

ètre d'au moins 25 % en 1999, 30 % en

l'an 2000 et de 33 % en 2003. Les Etats

■ La Grande-Bretagne, précurseur en la matière, va encore plus loin, en ouvrant aussi à la concurrence la distribution d'électricité aux particuliers.

 En France, la transposition sera progressive et respectera les seuls fixés. Après la présentation au conseil des ministres le 9 décembre, le projet de loi sera discuté à l'Assemblée nationale à la mi-février. Ce calendrier ne devrait pas permettre à la France d'être prête dans les délais prévus.

claraît, mercredi matin au Monde, Michel Cruciani, secrétaire national de la fédération chimie énergie de la CFDT. «Le gouvernement nous met devant nos responsabilités ».

Du côté des politiques, le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, estime qu'avec ce projet « la France a choisi de faire le service minimum en matière d'ouverture à la concurrence ». Dans un point de vue publié par le quotidien Les Echos, il estime que «l'ouverture inéluctable à la concurrence doit s'accompagner, dès maintenant, d'un processus de privatisation ».

Dés l'année prochaine, 400 entreprises françaises, consommant plus de 40 millions de kilowattheures par an, soît 26 % de la consommation française, pourront se tourner vers un autre fournisseur d'électricité qu'EDF. En février 2000, près de 800 entreprises seront concernées. Leur nombre passera à 3 000 en février 2003, soit près de 33 % de la consommation française.

EDF, dont le champ d'activité est élargi, continuera à gérer le réseau de fignes à haute tension, qui sera

utilisé par tous les producteurs. Cette activité sera séparée comptablement du reste du groupe et sera dirigée par un fonctionnaire agréé par le gouvernement. En revanche, comme ses concurrents privés. l'électricien public . pourra construire ses prochaines centrales électriques sur simple autorisation du gouvernement, sans avoir recours à la rigide procédure des appels d'offres.

En raison des fortes réticences à l'ouverture à la concurrence, pour de multiples raisons concernant tant la prédominance d'EDF, redoutée par ses concurrents, que l'inquiétude des salariés dans l'entreprise publique, le processus retenu pour arriver au projet de loi a été celui d'une vaste concertation de tous les acteurs de la filière électrique depuis le début de l'année. La France est d'ailleurs un des derniers pays à s'adapter. Le texte viendra en discussion à la mi-février à l'Assemblée nationale, au moment où sera ouvert le marché européen.

Dominique Gallois

Les doléances des nouveaux entrants

TOUS le lurent. Ils n'ont aucune d'une turbine à gaz de produire à la fuste de devenir un acteur sur certains créneaux du marché de l'énergie en France : les pius rentables. Depuis l'annonce de l'ouverture du marché de l'électricité en France, les intérêts pour ce secteur ne cessent de se déciarer. Au printemps, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi (ex-Générale des eaux) a ainsi annoncé que l'énergie était désormais un des axes prioritaires de développement du groupe. Suez-Lyonnaise des eaux, fort de la puissance de sa filiale belge Tractebel, premier producteur privé d'électricité en Europe, étudie lui aussi très attentivement la manière dont il pourrait s'installer sur le marché français. Dans une autre logique, Air Liquide, spécialiste des gaz industriels, s'est aussi mis sur les rangs. Pour élargir son offre auprès de ses clients industriels, le groupe s'est lancé dans la production d'énergie et propose des projets qui intégrent à la fois la fourniture de gaz Industriels, d'électricité et de vapeur à un coût moins élevé.

Ces nouveaux intervenants ont la même approche. Pour s'imposer auprès des clients industriels, les seuls qui pour l'instant peuvent faire appel à la concurrence, tous ont choisi de miser sur la co-génération. Cette technique de production, dérivée de la technologie des réacteurs d'avion, permet à partir

envie d'entrer en concurrence fron- fois de l'électricité et de la vapeur à tale avec EDF. Leur ambition est un coût très bas. Air Liquide, qui exploite délà plusieurs installations de ce type dans le monde et en 19 centimes par kilowattheure. contre 24 centimes environ pour

régulation, chargée d'organiser la concurrence, leur paraît mieux défini depuis qu'elle est dotée de pouvoir de sanctions, des progrès sont encore à faire, seion les concur-France, dit obtenir un prix de rents d'EDF. « Plusieurs points managent encore, comme la fixation des tarifs de transport. S'ils sont trop élevés, toute la viabilité économique

Négociations difficiles sur les 35 heures .

La journée d'action à EDF-GDF lancée mardi 8 décembre par la CGT et FO pour exiger la création d'emplois statutaires et le maintien intégral du statut a été suivie par 11,65 % du personnel, seion la direction. Pour la CGT, des arrêts de travail ont été observés dans la quasi-totalité des unités par 10 à 60 % des agents, soit en moyenne par un agent sur trois. Selon FO, un agent sur quatre a fait grève, avec des points forts dans le Sud-Ouest.

La CGT proteste contre la transposition en droit français de la directive européenne sur l'électricité et contre le projet d'organisation du « pôle industrie » d'EDF qui devrait conduire à 4110 suppressions d'emplois durant la période 1999-2001. Les grévistes s'opposent aux 13 000 suppressions de postes, selon les syndicats, posées en préalable aux négociations sur les 35 heures et qui ont entraîné la suspension des négociations le 3 décembre. Selon la CGT, la direction a annoncé une reprise prochaine des discussions « sur d'autres bases que celles d'un plan social »

Sûrs des techniques de production, les rivaux d'EDF le sont beaucoup moins du cadre réglementaire dans lequel va s'exercer la concurrence. Trop de dispositions leur paraissent excessivement favorables à l'entreprise publique. Trop de barrières d'entrée leur semblent limiter la concurrence

des projets est détruite », explique un conseiller d'un grand groupe qui

souhaite garder l'anonymat. Leur deuxième crainte porte sur le gestionnaire de réseau, véritable régulateur au quotidien du marché de l'électricité. Pour les nouveaux entrants, la loi ne met pas assez de distance entre cet organisme et EDF, même si les textes ont prévu

qu'il s'agira d'une activité séparée. « Comment sera nommé le responsable de la gestion de réseau? Comment s'assurera-t-on qu'il n'y a pas de discrimination entre les opérateurs? », s'inquiètent les concurnemis d'EDF.

Enfin, les grands groupes de ser-vice sont tout à fait bostiles à cer-. taines obligations qu'on veut leur imposer. D'abord l'élargissement du statut du personnel d'EDF-GDF à tous les salariés de l'industrie électrique et gazière. Malgré les protestations des présidents de Vivendi et de Suez, le gouvernement a maintenu cette disposition, avec quelques aménagements. Pour les concurrents d'EDF, cette disposition est inapplicable : elle se traduirait, selon leurs calculs, par un surcoût de 40 % à 50 % de leurs charges salariales.

De mênte, si les grands groupes n'excluent pas de participer au paiement du développement passé du réseau, ils entendent le faire à partir d'un décompte précis. Pas question, pour eux, d'y inclure les charges de retraite d'EDF, encore moins de payer le coût de Superphénix. « Nous n'avons pas à prendre à notre charge les dépenses de l'Etat. Superphénix relève de la politique de recherche, mais en aucun cas du développement du marché français de l'électricité », explique-t-on dans un des grands

Martine Orange

AT & T rachète le réseau de transport de données d'IBM

POUSSIE Tel est le handicad ma jeur d'AT & T aux yeux de son PDG, Michael Armstrong. Le taux de crois-sance de l'activité de l'opérateur téléphonique américain (1,5 % en 1997) demeure par trop en retrait par rapport à celui de l'industrie des servicesde télécommunications (8 % à 9 % par an) pour l'ancien patron du groupe américain Hughes Electronics, nommé à la tête d'AT & T voilà um peu plus d'un an.

Pour recoiler au plus vite au peloton de tête, M. Armstrong a fixé à ses équipes l'objectif d'investir massivement le transport des données. Ce secteur est en forte croissance, notamment avec l'essor de l'utilisation des services internet. Mais AT & Ts'y est très peu fait remarquer. En tout cas moins que certains de ses concurrents américains, comme MCI, ou WorldCom, qui aujourd'hui constituent une seule et même société.

M. Armstrong vient de faire franchir à AT & T un pas important en ce sens. Mardi 8 décembre, il a annoncé le rachat au groupe américain d'informatique IBM de sa filiale IBM Global Network. Il hil en coûtera 5 milliards de dollars (28 milliards de francs), payables comptant. Les deux groupes considèrent que l'opération, soumise à l'aval des autorités de régulation; devrait être effective

Outre 5 000 salariés, issus de la fifiale d'IBM, cette opération va appor-

ter à AT & T une infrastructure de transmission de données et d'accès à Internet disposant d'une couverture mondiale: 1 300 points d'entrée, répartis dans 850 villes, elles-mêmes ré-

parties dans 59 pays. Cette acquisition devigit renioneer le partenariat établi en juillet par AT & T avec le groupe britannique BT. Les deux groupes, qui veulent créer une société commune pour leurs activités internationales, envisagent en effet de déployer un réseau de transport de données au protocole internet convrant 100 métro-

L'accord annoncé mardi 8 décembre prévoit qu'AT & T assurera, pendant cinq ans, la gestion du transport de données pour les besoins d'IBM. Ce contrat de sous-traitance représente un montant de 5 milliards de dollars. Selon la direction d'AT & T. l'accord conclu avec IBM. pris dans sa globalité, apporterait un surplus de chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars dès la pre-

mère année d'entrée en vieneur. L'accord conclu avec IBM prévoit parallèlement qu'AT & T confiera à celui-ci la gestion d'une partie de ses applications informatiques. Ce contrat de sous-traitance, d'une durée de dix ans, représentera 4 milliards de dollars. Il verra 2 000 salariés d'AT & Trejoindre les rangs d'IBM.

Philippe Le Cœur

Les derniers obstacles à la privatisation d'Aerospatiale sont levés

AEROSPATIALE, le groupe Lagardère, Thomson-CSF et Alcatel ont officiellement réglé, mercredi 9 décembre, les querelles de frontière qui les opposaient dans les domaines des missiles, des satellites et de l'avionique (Le Monde du 8 décembre). Les Français présentent ainsi un front plus uni au moment où British Aerospace (BAe) et l'allemand DaimlerChrysler Aerospace (DASA) mettent la demière main à leur projet de fusion. L'accord entre industriels français ouvre la voie à la poursuite des privatisations. La prochaine, celle d'Aerospatiale, devrait intervenir en deux temps.

Avant la fin de l'année, un rapprochement aura lieu entre l'entreprise publique et Matra Hautes Technologies, dont la maisonmère, le groupe Lagardère, prendra 30 % a 33 % du capital. En mars-avril devrait intervenir la mise en Bourse d'environ 20 % du nouveau groupe, sans doute la première privatisation en France libellée en euros. Entre-temps, Aerospatiale aura récupéré les 45,76 %

que l'Etat détient dans le capital de Dassault Aviation.

La signature de cet accord et la rédaction du communiqué commun public mercredi matin auront fait l'objet de laborieuses négociations jusqu'au dernier moment. Le gouvernement à souligné, dans un communiqué publié le même jour, l'importance de cette rectification de frontières dans la perspective du « processus de fusion entre Aerospatiale et Matra ». Le texte des ministères de la défense et de l'économie précise que l'accord « permet de clarifier les relations entre le pôle d'électronique professionnelle et de défense, constitué autour de Thomson-CSF et d'Alcatel, et le pôle d'aéronautique civile et militaire, constitué autour d'Aerospatiale-Matra et de Dassault Avia-

C'est autour de ces deux ensembles que le gouvernement a entrepris de réorganiser l'aéronautique et l'électronique de défense françaises. La privatisation de Thomson-CSF a constitué la première étape, avec l'entrée à son capital d'Alcatel (16 %) et de Dassault Industrie (6 %), en échange d'un apport d'activités (satellites, radars). Dans le même temps, Aerospatiale a apporté sa branche satellites contre 6% du capital en s'engageant à ne pas acquérir, à l'avenir, de société réalisant plus de 25 % de son chiffre d'affaires dans

FIK D'UNE QUERELLE C'est cette « clause de non-rétablissement = que Thomson-CSF et son nouvel actionnaire de référence, Alcatel, ont invoquée pour contester certains aspects du rapprochement Matra-Aerospatiale, deuxième étape de la restructuration française. Le groupe de Jean-Luc Lagardère cédera en effet au nouveau groupe sa filiale Matra Marconi Space, qui construit des satellites.

L'accord entre les quatre industriels met fin à cette querelle qui aurait pu se finir devant les tribunaux, perspective dont ni Aerospatiale ni le Trésor ne voulaient entendre parier à quelques mois de la Alcatel, désormais, « renoncent à invoquer à l'égard de la future société Aerospatiale-Matra Hautes Technologies la clause de non-rétablissement » et se voient en retour confirmer comme fournisseurs de satellites de défense. Autre concession obtenue par Thomson-CSF. allié à Aerospatiale et à l'italien Alenia dans le domaine des missiles sol-air, et qui s'inquiétait de voir son partenaire français se rapprocher de BAe, associé à Lagardère au sein de Matra BAe Dynamics. Leur coopération, dans le cadre du GIE Eurosam, est pérennisée « pour une durée de dix ans ».

Dernier point de ce Yalta: Thomson-CSF reprendra le contrôle total de Sextant Avionique (5 milliards de francs de chiffre d'affaires, 6 600 salaries) dont Aerospatiale détient 50 % du capital, à l'issue d'une évaluation confiée à deux experts, Paribas et Merril Lynch. Thomson-CSF réclamait depuis longtemps une plus grande liberté de mangeuvre pour cette société spécialisée dans cières devraient être achevées la

mise en Bourse. Thomson-CSF et l'électronique de vol, qui comptetenu de ses relations avec Aerospatiale était dans l'impossibilité d'offrir ses services à Boeing. Financièrement, il s'agit d'une bonne affaire pour Aerospatiale, qui revend au prix de 1998 des actions

acquises à celui de 1993, Cet accord lève un obstacle important à la fusion Aerospatiale-Matra Hautes Technologies, dont les contours sont désormais précisés, et ont été acceptés par les partenaires de Lagardère : le canadien Nortel, allié à 50-50 dans les télécommunications, les britannique GEC, associé au sein de Matra Marconi Space, et BAe, qui détient 50 % de Matra Bae Dynamics . Désormais, les deux fiancés, qui «se sont déjà déshabillés l'un pour l'autre », selon l'expression d'un des responsables de la fusion, n'out plus qu'à chiffrer ce que chacun mettra dans la corbeille de mariage. Effectuées par Lazard pour Aerospatiale, le Crédit lyonnais et Arill pour Lagardère et Rothschild pour l'Etat, les évaluations finan-

semaine prochaine. Parallèlement, des négociations sont en cours pour déterminer la somme que devra débourser Lagardère, en plus de son apport d'actifs, pour détenir

30 % à 33 % du nouvel ensemble. Concernant l'organisation industrielle, les deux partenaires se sont mis d'accord sur une filialisation par activités (missiles, aéronautique, informatique_), calquée sur le modèle en vigueur chez Lagardère. « Dès que nous aurons regroupé nos filiales communes, nous serons les seuls, avec l'américain Boeing, à couvrir l'ensemble de la palette des activités aériennes et de l'espace », explique un proche du dossier.

Restera à mettre en œuvre l'ultime étape de la fusion : l'introduction en Bourse de 20 %, qui fera tomber la part de l'Etat sous la barre des 50 %. D'ici là, le paysage européen aura considérablement évolué avec la fusion de BAe et de DASA, attendue d'un jour à l'autre:

> Helène Risser et Anne-Marie Rocco

mero quatre mondi

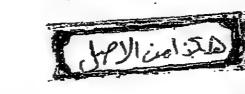
With the state of the state of

The same of a second second Test of the state THE PERSON AND THE PERSON OF

Le hatimeur de GE Capital est no

and a martial gradient The Wille town will all a malantinifier. and our personal seems in the state of the figure of Street of the st これでは、大きれて、大きななが、 一般の変なない。 大きない of the second second second

ATTEMPT OF BUTTON AND THE PARTY OF THE PARTY The state of the s CAN OF THE RES PROPERTY. 1000 B 100 B 100





Zeneca fusionne avec Astra pour former le numéro quatre mondial de la pharmacie

L'opération entre le britannique et le suédois est évaluée à 193 milliards de francs

Mercredi 9 décembre, après plusieurs jours de rumeurs, les groupes pharmaceutiques anglais Zeneca et suédois Astra ont officialisé un projet d'union qui devrait donner naissance à un ensemble réalisement AstraZeneca – se posant en numéro quatre mondial de l'indus-

UNE « AVENTURE ». C'est ainsi que Jean-René Fourtou et Jürgen Domann ont dépeint, voilà quelques jours, la fusion dans laquelle s'engagent leurs deux groupes, le français Rhône-Roulenc et l'allemand Hoechst, au sein d'une société baptisée Aventis.

corrence en fig

The state of the same

THE MENT OF THE

Marie Property

وهدائ والعاجوم

The Later of the Later of

S. Carte Land rate to him

The state of the state of

Francis A.

What Can Garage

A STATE OF THE STATE OF

Republican in the

اء الذي 🕒 المحروض ميَّةُ

養別 19 19 19 19 1

 $\widetilde{\mathcal{M}}_{\mathcal{A}}(\underline{\mathbb{A}}_{2},\underline$

Service Commence

 $\lambda \frac{1}{2} \delta_{\mu} (\frac{\partial}{\partial x} \frac{\partial}{\partial x} + x_{\mu} x_{\mu}) = \frac{1}{2} \left(\lambda^{\mu} \frac{\partial}{\partial x} \frac{\partial}{\partial x} + x_{\mu} x_{\mu} \right)$

8-3-3-3-3-3

والمعارض والمعارة

 $\mathcal{F}_{2} = \mathcal{F}_{2} - \mathcal{I}$

Spiritual Control

Application and the second

Transition

Il faut croire que l'appel de l'aventure, avec toutes les incertitudes qu'elle implique, et la recherche d'une certaine taille critique sont plus forts que tout dans le secteur de la pharmacie. Un secteur où pourtant des mariages fortement médiatisés ont déjà avorté, comme ceux entre le britannique SmithKline Beecham et l'américain American Home Products, les britanniques Glaxo et SmithKline, et. récemment, entre American Home Products et son companiote Monsanto.

Ainsi, après les deux français Sanofi et Synthélabo, le 2 décembre, c'est au tour des groupes britannique Zeneca et suédois Astra d'annoncer qu'ils ont choisi d'unir leurs destins. Mercredi 9 décembre, après plusieurs jours de rumeurs, qui out notamment conduit

à la suspension de la cotation de leurs Tom McKillop, chef des opérations actions, mardi 8 décembre, à la pharmaceutiques de Zeneca. Bourse de New York, les deux industriels out officialisé un projet d'union qui devrait donner naissance à un ensemble – baptisė simplement Astra-Zeneca – se posant en munéro quatre mondial de l'industrie pharmaceu-

Evaluée à 34,6 milliards de dollars (193 milliards de francs), la fusion s'effectuera par une offre de Zeneca sur toutes les actions Astra et les actionnaires de cette demière société recevront 0,5045 action AstraZeneca pour chacun de leur titre. Au final, le capital de la nouvelle entité sera contrôlé à 53,5 % par les actionnaires actuels de Zeneça et à 46,5 % par ceux

Affichant un chiffre d'affaires de 15,9 milliards de dollars (89 milliards de francs), dont 11,5 milliards de dollars dans la seule pharmacie, et une capitalisation boursière de 67 milliards de dollars, AstraZeneca sera dirigé par un conseil d'administration de quatorze membres, présidé par Percy Barnevik, d'Astra. Le PDG sera

Occupant actuellement le quinzième rang mondial de la pharmacie, Astra est suriout como pour un produit : l'anti-ukéreux Losec (Prilosec aux Etats-Unis, Mopral en France). qui est le médicament le plus vendu au monde. Il représente 3,8 milliards de dollars (près de 21 milliards de francs) de chiffre d'affaires pour Astra, dont l'activité totale était de 5,6 milliards de dollars en 1997 (en progression de 15 %), pour un bénéfice avant impôt de 1,78 milliard de dollars (+ 8 %).

Né en 1993 de la scission du groupe chimique britannique ICI, Zeneca (16 500 salariés) est le numéro trois britamique de la pharmacie, derrière Glaxo Wellcome et SmithKline Beecham. Il occupe actuellement le 21º rang mondial dans ce secteur, où il réalise les deux tiers de son activité. Présent également dans l'agro-chimie (numéro trois mondial). Zeneca a vu. en 1997, son chiffre d'affaires baisser de 3 %, à 5.19 milliards de livres (29 milliards de francs). Il a malgré

tout dégagé un bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels de 1.08 milliand de livres, en hausse de 7 %.

Zeneca est notamment spécialisé dans les médicaments utilisés dans les traitements anticancéreux et des maladies cardio-vasculaires. Il a également lancé l'année dernière un nouveau médicament contre l'asthme (Accolade), dont il estime la part de marché mondial à près de 9 %.

Les deux groupes considérent que leur rapprochement devrait leur permettre de faire de substantielles économies. Après trois ans de vie commune, ils estiment ainsi pouvoir gagner 1,1 milliard de dollars par an sur leurs collts avant impôts. L'opération aura un coilt social: 6 000 emplois seront supprimés sur les 47 500 qu'affichera au départ le nouvel en-

Parallèlement, Astra a annoncé qu'il va verser 1,69 milliard de dollars à l'américain Merck afin de le dédommager pour l'arrêt des activités de leur société commune aux Etats-Unis. compte tenu de la fusion avec Zene-

Le conflit se poursuit à la SNCF

Malgré des « avancées significatives » en matière d'emploi, le mouvement est reconduit dans 17 régions sur 23

EN DÉPIT des « avancées signi- suivent leur mouvement car « ils ficatives » obtenues lors de la réunion de concertation nationale sur le métier de contrôleur, la grève à tions syndicales est plus radicale. la SNCF a été reconduite, mercredi 9 décembre, dans 17 régions sur 23. Le «chiffrage» des effectifs reste au centre des revendications des organisations syndicales. Louis Gallois, président de l'entreprise, avait annoncé, lundi 7 décembre, lors de la communication du projet de budget 1999, qu'il était prévu 1500 emplois supplémentaires en 1999, tous métiers confondus. Dans ces 1500 emplois, assure la direction, il y aura, bien sûr, des controleurs, mais la SNCF se refuse à donner un chiffre, craignant de créer un précédent et de provoquer une multiplication de revendications venant des autres métiers de l'entreprise.

La CGT, première organisation syndicale de l'entreprise, estime que les propositions de la direction restent insuffisantes mais admet qu'il y a eu des avancées importantes. Dans un entretien accordé à L'Humonité, lean-Michel Sgorlon, secrétaire de la fédération CGT-cheminots, déplore le « blocage de la direction sur le aussi « que la porte est entrouverte puisaue l'entreprise met en place un processus qui permet d'engager un chiffrage à partir des régions pour arriver ensuite à une synthèse nationale ». M. Sgorion reconnaît par aîlieurs que les contrôleurs pour-

sont méfiants ».

La position des autres organisa-Pour SUD-Rail, les réunions régionales, qui se sont déroulées mardi, ont « provoqué une déception supplémentaire chez les grévistes, car, pour le moment, les directeurs régionaux n'ont rien de concret à annoncer ». SUD-Rail réclamait mardi soir « une réunion tripartite » syndicats-SNCF-gouvernement,

TRAFFIC PERTURBE

Cette grève perturbait encore sensiblement le trafic, merdredi 9 décembre, notamment en province. En Re-de-France, ou la présence des contrôleurs n'est pas indispensable dans les trains de banlieue, le service est normal, lys, Nord-Europe, Paris-Grenoble, Paris-Suisse, Atlantique, Paris-Chambéry-Annecy et Paris-Lyon. A l'exception de Paris-Metz-Nancy-Strasbourg-Mulhouse, Paris-Lille-Calais-Aulnoye, Paris-Reims et Strasbourg-Lyon, le trafic des trains grandes lignes hors-TGV doit être perturbé, avec des prévisions allant de deux trains à un chiffrage national », mais note train sur trois. La SNCF rappelle que les usagers peuvent se renseigner au 08 36 67 68 69 (1,49 franc par minute) ou par Minitel (3615 code SNCF-1,29 franc la mi-

François Bostnavaron

Jusqu'à 39 000 emplois bancaires seraient menacés à l'horizon 2001

CHAQUE ANNÉE, les banques commerciales perdent en moyenne 4 000 emplois. Les établissements affiliés à l'Association française des banques (AFB) n'en finissent pas de voir leurs effectifs se rétrécir. Euro et nouvelles technologies risquent encore d'accélérer la tendance. Pour faire le point le plus objectivement possible sur les perspectives d'emploi dans la branche, un contrat d'étude prospective a été commandé en mars 1997 par le ministère du travail, suite à un accord passé avec les acteurs de la branche. L'étade a été comfiée aux cabinets Eurostaf, innovence et CM International, qui viennent de la publier. Il apparaît qu'en 2001, si l'on ne tient pas compte de l'impact des 35 beures, l'emploi bancaire qui compte aujourd'hui 200 600 personnes en France métropolitaine - oscillera entre 197 000 personnes et 161 000 personnes.

Eurostaf a envisagé trois scénarios. Chaque cas de figure fait des hypothèses pour la banque de gros (26 500 personnes fin 1996, spécialistes des grandes entreprises, infinanciers et des activités internationales) et la banque de détail (173 500 personnes travaillant pour le réseau d'agences, les particuliers

Le scénario le plus optimiste, dit de « consolidation » pour la banque de gros et de « restructuration mai- an. Ce premier scénario se traduitrisée » pour la banque de détail, table sur une croissance économique stable dans l'Union européenne, une expansion des marchés et un renforcement de la place de Paris. « Dopée par l'euro, considère Eurostaf, la banque de gros embauche et la banque de détail gagne

rait au total par une diminution des effectifs de 2 % d'ici à la fin 2001, portant le nombre de salariés de la branche à 197 000 personnes. Mais, précise Eurostaf, « nous n'avons pas tenu compte des 35 heures. La réduction du temps de travail permettrait à la branche de rester embaucheuse ».

Nouvel appel à la grève le 11 décembre

L'Association française des banques (AFB) a transmis, mardi 8 décembre, aux organisations syndicales un nouveau projet d'accord sur les 35 heures. Après avoir vu ce texte, les fédérations CFDT, FO et CGT des banques appellent de nouveau à la grève, vendredi 11 décembre. Le patronal et les syndicats doivent se retrouver ce jour-là pour une réunion de négociations, en principe la demière.

L'AFB a pourtant assoupi son projet sur quelques points clés. Les efforts faits sur le décompte des jours fériés et autres jours conventionnels de repos du secteur bancaire paraissent symboliques aux syndicats. Mais l'AFB renonce aussi à son projet de double grille entre les anciens et les nouveaux salariés. L'absence de perte de revenu est réaffirmée. L'AFB a revu à la baisse le contingent d'heures supplémentaires (à 170 pour 1999 et 160 pour 2000 au lieu de 180). Elle assomplit enfin sa position sur les groupes d'emplois pouvant déroger aux 35 heures et invite les établisse-ments à chercher des réductions complémentaires du temps de travail.

rer tranquillement l'évolution des technologies vers la banque directe, » Les effectifs commerciaux - guichetiers et conseillers financiers - sont donc stables, tandis que ceux des services administratifs régressent doucement, au rythme de 1% par

ropéenne voit sa croissance affectée par la récession dans les autres zones géographiques. Sur les places financières, l'activité ralentit et les marchés sont nerveux. La concurrence redouble et la rentabilité de la banque de gros régresse. « Les activité très cyclique où les gains peuvent être aussi importants que les pertes et où les variables d'ajustement sont rares, explique Eurostaf, c'est donc sur les activités de banque de détail que des économies de coût sont recherchées. » Dans ce scénario, la branche perd 13 % de ses effectifs, ramenés à 173 500 persomes d'ici à la fin 2001.

marges de manœuvre dans la

banque de gros sont faibles : c'est une

Le dernier scénario est le plus catastrophique. Le malaise de la banque de gros et l'échec de la place de Paris sont tels que l'essentiel des activités sont délocalisées. « Les départements actions sont transférés à Londres ou à Francfort. Les départements obligations à Londres. La gestion privée en Suisse ou au Luxembourg, et les back-offices en Irlande », décrit Eurostaf, qui précise que « la tendance n'est pas aujourd'hui à ces délocalisations en masse ». Dans ce cas, la banque de gros en France perd près du tiers de ses effectifs d'Ici à 2001. La restructuration de la banque de détail est, elle aussi, accélérée. Bilan : la ramenés à 161 000 d'ici à la fin 2001. « Ce demier scénario prend par ailleurs pour hypothèse que deux grandes banques françaises funnent, ce qui se traduit par 7 000 à 10 000 suppressions d'emplois compte tenu des doublors dans les réseaux », précise Eurostaf.

L'ESPOR DES 35 HEURES

«La mise en place des 35 heures atténuera les conséquences de ces scénarios sur l'emploi. Dans le premier, elle permettra même à la branche d'embaucher », précise Eurostaf. Surtout, elle pourrait être pour les banques l'occasion de gérer le problème de leur pyramide des ages : entre 2005 et 2010 selon les réseaux, les hanques feront face à des départs à la retraite en masse.

Plutôt que d'attendre cette période pour embaucher des jeunes, elles feraient mieux de les intégrer dès aujourd'hui, en faisant partir les plus âgés en préretraite. Paradoxalement, le contrat d'étude prospective commandé par le gouvernement d'Alain Juppé sert donc

Virginie Malingre

Castorama a du mal à admettre sa prise de contrôle par Kingfisher

LE RAPPROCHEMENT du numé- l'organe décisionnel principal de Casro un français des magasins de bricolage, Castorama, et de B & Q, filiale du groupe anglais Kingfisher, annoncé le 25 septembre, n'en finit pas de réserver des rebondissements. Dernier en date : le courrier envoyé, vendredi 4 décembre, à la Commission des opérations de Bourse (COB), par Colette Neuville, la présidente de l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (ADAM). pour dénoncer « un certain nombre d'incohérences » entre les informations données aux actionnaires de Les assemblées générales des deux groupes doivent se prononcer le 18 décembre sur l'opération, et la COB n'avait toujours pas, mardl, délivré son avis d'enregistrement.

REVELATION

Mª Neuville relève que le plafonnement à 50 % des droits de vote du nouvel actionnaire britannique (il détiendra en réalité 54,6 % du capital) pendant deux ans et demi ne prendra pas en compte les quelque 20 000 actions détenues par la Socodi, une société qui a rang d'associé commandité de Castorama, et que doit racheter le groupe anglais. « Kingfisher sera donc bel et bien majoritaire sans attendre », dit M= Neuville à la COB. Une « révélation » importante, dans la mesure où, lors de l'OPA que pourra lancer Kingfisher à terme, il ne serait pas obligé de payer la traditionnelle « prime de contrôle », puisqu'il pourra faire valoir qu'il détient déjà le

Dans sa communication à ses actionnaires, Geoffrey Mulcaby ne cache pas que c'est bien lui qui aura le pouvoir au sein du nouveau groupe. L'assemblée des commandités, dont il prendra la présidence, « constituera

torama ». Et il pourra à tout moment révoquer le président du conseil de gérance, Jean-Hugues Loyez, « dons le cas de performances insuffisantes ou de difficultés persistantes », précise-t-

 Il n'v o rien de nouveau », a déclaré, mardi 8 décembre, M. Loyez, Tout cela était déià écrit dans l'avis favorable rendu par le Conseil des marchés financiers (CMF), qui a autorisé cette fusion en dispensant Kingfisher de lancer une OPA obligatoire, au motif qu'il apportait un actif substanplus bel actif, il sera décoté d'environ 20 %, il fallait bien qu'il y ait des contreparties », affirme M. Mulcahy. Les dirigeants des deux groupes préférent mettre en avant l'aspect industriel de la grande « giliance de portée mondiale » que représentera la fusion de Castorama et de B & O.

Mais ce nouvel épisode vient confirmer la facheuse impression que tout n'a pas été dit d'emblée par les deux partenaires. Ainsi, en novembre, le quotidien La Tribune révélait que les associés commandités de Castorama se verraient attribuer 1.2 million d'actions, soit une « indemnité » de l'ordre de 1,26 milliard. de francs, en cas de dissolution de la commandite par Kingfisher après son éventuelle OPA, une « hypothèse peu probable », affirme M. Lovez, mais expressément envisagée dans les documents officiels. De là à penser que les grands actionnaires préparent leur sortie par le haut, sans trop se soucier des petits, il y a un pas que Mme Neuville n'ose franchir, se contentant de réclamer que « toute l'information soit donnée aux actionnaires de Castora-

Pascal Galinier

Le bâtisseur de GE Capital est remercié

groupe américain General Electric a annoncé qu'il remerciait Gary Wendt, le PDG de sa filiale spécialisée dans les services financiers GE Capital, un communiqué indiquant - très explicitement - que ce demier avait « accepté de démissionner ». Ce patron, peu soucieux de son image, refusant les contacts avec la presse et délivrant le moins d'informations possible sur l'évolution de son activité, dirigeait la branche services financiers de GE depuis douze ans, avec deux maîtres mots : performance et productivité. Avec succès : GE Capital génère 40% du bénétice de GE. Agé de cinquante-six ans, M. Wendt a réussi à faire de GE Capital une société qui, si elle était indépendante, se classerait au vingtième rang des 500 premières entreprises américaines sélectionnées par le magazine Fortune.

M. Wendt sera remplacé par Dennis Dammerman cinquante-trois ans, qui occupait le poste de directeur financier de General Electric depuis quatorze ans. Proche de Jack Welch, le charismatique patron de GE, et de son

LE COUPERET est tombé mardi 8 décembre. Le successeur probable Denis Nayden, il avait été chargé en 1994 de mener à bien la cession de la banque d'affaires Kidder Peabody. Cette erreur stratégique avait coûté très cher à GE (1,2 milliard de dollars). Après l'acquisition de la banque d'affaires, M. Welch avait refusé de la placer sous la houlette de GE Capital.

En nommant M. Dammerman, M. Welch, âgé de soixante-trois ans, met en ordre son groupe avant son départ. Ses relations tendues avec M. Wendt n'étaient un secret pour personne, apparues au grand jour lors du spectaculaire divorce du patron de GE Capital. Son exépouse Loma lui réclamait la moitié de sa fortune pour l'avoir aidé à construire sa carrière. Elle a finalement ob-

tenu 20 millions de dollars. M. Wendt a été l'homme du développement à marche forcée de GE Capital, à coups d'acquisitions nombreuses et parfois cotteuses, comme la Sovac en France. Pour l'instant, M. Dammerman confirme cet axe stratégique.

Spécial beaux livres

dans le prochain Monde des Livres

ieudi 10 décembre

La Sofirad est en panne de stratégie

Délestée de ses activités les plus rentables, cette holding qui gère les participations de l'Etat dans l'audiovisuel, attend la nomination de son PDG et s'interroge sur son futur développement

QUE FAIRE de la Sofirad? A une semaine de la nomination de son PDG, les ministères de tutelle de cette holding, qui détient les participations de l'Etat dans l'audiovisuel, ne semblent pas avoir complètement décidé de son avenir. Il est vrai que la cohérence de cette constellation d'une vingtaine de sous-holdings est loin d'être évidente. La Sofirad combine l'opacité d'un organisme de contrôle, le sens du secret d'une cellule diplomatique et les ambitions d'un développeur.

De sa naissance, en 1942, aux débuts des années 80, la Sofirad est une des sociétés dont la présidence est convoltée par les grands commis de l'Etat et les emplois recherchés par les proches des différents pouvoirs. Elle est riche, car ses participations dans Europe 1. Sud Radio et RMC lui rapportent beaucoup d'argent; elle est puissante car elle est l'œil de l'Etat dans ces médias et les différents gouvernements placent à sa tête des hommes de confiance : elle est attirante car elle intervient dans un secteur dont on pressent le développement et l'influence.

į,

C'est au milieu des années 80 que commence son déclin. En 1986, la privatisation d'Europe l lui ôte un de ses fleurons. Elle sera suivie par celle de Sud Radio. Quant à RMC, le long feuilleton de sa privatisation fera découvrir à la Sofirad la difficile gestion des déficits. A partir de 1992, cette radio babituée aux bénéfices et aux accords d'entreprises avantageux pour les personnels va découvrir les plans sociaux, les réductions d'effectifs et les restrictions de

SOUS MAURIE SURVEILLANCE

Les atermoiements des gouvernements et l'intransigeance des comptables de l'Etat feront que la privatisation durera six ans. Et au lieu des 350 millions de francs proposés par certains acheteurs au début, la Softrad a seulement empoché 110 millions de francs dans le cadre de la cession enfin réalisée au printemps (Le Monde du 10 juin).

En cédant l'essentiel de son pôle radiophonique, la Sofirad a perdu une grande partie de sa puissance. D'une cinquantaine de collaborateurs, elle est passée à vingt, pour

Finalement, le voici à votre portée, ce ThinkPad dont vous avez toujours rêvé. C'est le nouveau ThinkPad 390 d'IBM, avec son puissant processeur intel®, son écran géant de 14 pouces à matrice active, sa carte son stéréo Soundiblaster

l'assistance technique IBM, Voltà l'outil de e-business intègré spécialement conçu pour les PME-PMI. Et devinez quoi ?

Son prix aussi est spécialement "taillé" pour les PME-PMI. Pincez-moi, je rêve l Pas du tout. El pour vous en convaincre,

ppèlez immédiatement le 0 801 TEL 1814 (0 801 835 426) ou rendez-nous visite sur www.ibm.com/pc/tr/thimkpad

et son clavier si confortable que vous oublierez qu'il s'agit d'un portable. Avec aussi, bien sûc, le service et

un budget de fonctionnement de 12 millions de francs. Désormais, ses recettes proviennent de la gestion de deux immeubles à Paris (avenue Raymond-Poincaré et rue Magellan) et des participations que l'Etat conserve dans quelques activités audiovisuelles, notamment à l'étranger. Cette gestion d'une parcelle du patrimoine de l'Etat fait que la Sofirad se retrouve sous la haute surveillance de la direction du Trésor.

Désormais, les participations de la Sofirad dans l'activité radiophonique résultent de choix anciens faits en matière de coopération avec l'Afrique (Africa Numéro 1), avec les pays du Maghreb (Médi 1), avec les pays de l'Est (Europa Plus). Dans ce cadre, Radio Caribbean international, qui émet dans les Antilles britanniques, est en train d'être cédée au personnel. Et RMC Moyen-Orient a rejoint, Il y a deux ans, le giron de Radio France Internationale.

En effet, Georges Vanderchmitt, actuel PDG de la Sofirad, s'efforce de faire le tri entre les activités les moins significatives qu'il cède dans les meilleures conditions possibles et la dynamisation des

secteurs plus porteurs. Il est ainsi en train de négocier la vente de Technisonor, une société de production disposant d'un important catalogue, il assure le suivi des cessions précédentes dont la garantie de passif de RMC qui court

Jusqu'au 31 décembre 1999. En revanche, il conserve les activités de régies publicitaires. Sous la bannière de Havas Media International (HMI), la Softrad assure la régie des médias d'Afrique francophone et des DOM-TOM, dont elle vend l'espace publicitaire aux annonceurs internationaux.

COQUILLE VIDE

Les activités les plus affriolantes de la Sofirad concernent évidemment la télévision. Mais celle qui fut pionnière en matière d'audiovisuel extérieur est en train de perdre son emprise sur ce secteur au profit du pôle en cours de constitution autour de TV5. Outre sa petite participation dans Canal Plus Horizons, la chaîne à péage diffusée en Afrique, la Sofirad assure la commercialisation de MCM international.

Mais c'est de Portinvest qu'elle tire le symbole de ce qu'elle pour-

e-business tools

rait devenir. Cette coquille vide de la Sofirad a été utilisée en 1997 pour porter un bouquet satellitaire qui diffuse six chaînes de télévision et des radios sur l'Afrique. ⋆ Je pense que la souplesse de la Sofirad lui donne la possibilité de jouer un rôle de capital développement et d'ingénierie sur Jes marchés

émergents. Elle peut être le relais des administrations centrales et servir d'appui à certains opérateurs », suggère Georges Van-Cet énarque de quarante-neuf ans, conseller-maître à la Cour

des comptes, souhaite, s'il est renouvelé, des missions plus précises. Cela suppose notamment que les projets du ministère des affaires étrangères en matière de coopération et les perspectives de développement de l'audiovisuel extérieur trouvent une cohérence dans cette holding. Le personnel souhaîte, lui aussi, cette clarification. La CFDT a récemment fait savoir qu'elle « demande qu'avant toute nomination, le gouvernement indique clairement ce qu'il compte faire de la holding Sofirad ».

DÉPÊCHES

TÉLÉVISION : les syndicats de Prance 3 out déposé un préavis de erève pour le mardi 19 janvier 1999 à l'appel des journalistes et des techniciens et administratifs (SNJ, CFDT, SNFORT, SJA/FO, SJ/CGC, SNJ/CGT, CFTC), en raison des disparités salariales entre France 2 et

Albert du Roy, ancien directeur général adjoint chargé de l'information de France 2, devrait produire la prochaine émission politique de la chaîne. Prévue pour début 1999 et programmée en début de soirée, elle mettra en contact des responsables politiques et des ci-

PRESSE: la Fondation Alexandre-Varenne a décerné des prix aux journalistes de la presse régionale, quotidienne et hebdomadaire. Le prix de la presse quotidienne régionale (25 000 francs) est allé à Serge Airoldy (Sud-Ouest) et le prix du Jeune Journaliste à Sophie Manelli (La Provence). Olivier Mazat, de Terre Vivaroise, a reçu le premier prix de la presse hebdomadaire régionale (20 000 francs), Ludovic Bischoff (Républicain d'Evry) a en le prix du Jeune Journaliste. Le prix Radio (10 000 francs) a été attribué à Nicolas Charbonneau, d'Europe 1, le prix du Jeune Journaliste revenant à Bruno Demange (RMC).

🗷 PUBLICITÉ : Alain Cayzac, viceprésident du groupe publicitaire Havas Advertising, a été réélu, iundi 7 décembre, président de l'Association des agences conseils en Françoise Chirot communication (AACC). 200 E

CONTRACT CONTRACT

-

N. STO

Le japonais Dentsu négocie son rapprochement avec Leo Burnett

LE GÉANT nippon de la nuel de Pordre de 15 % à 20 %: le communication, Dentsu, a angroupe se bat depuis plus d'un an noncé, mercredi 9 décembre, avoir engagé des discussions avec le premier groupe publicitaire aux Etats-Unis, l'américain Leo Burnett, en vue d'une prise de participation minoritaire dans le capital du groupe de Chicago. L'accord devrait permettre aux deux réseaux, parmi les premiers mon-diaux par leur taille, de coexister en jouant la complémentarité géographique. Dentsu, fragilisé par la récente bourrasque financière asiatique, cherche à se dégager de sa zone traditionnelle ; Leo Burnett, hi, souffre d'une faible présence internationale. Dentsu et Leo Burnett « espèrent, construire une relation structurée mais souple, tout en maintenant l'indépendance de chaque agence et respectant les cultures locales de par le monde », précise-t-on à To-

L'alliance est inattendue. On savait Leo Burnett en quête d'un partenaire susceptible de l'aider à

soutenir un taux de croissance an-

contre la fuite de ses clients historiques (McDonald's ou United Airlines) et le gel de son dévelop pement par manque de capitaux (Le Monde du 25 février). Mais bjaz da, ance au Stonbe azistidne des spéculations faisaient état d'un rapprochement possible avec un groupe européen, comme le français Havas Advertising.

On savait aussi que Dentsu souhaitait s'implanter aux Etats-Unis et en Europe, où il ne dispose que de petites structures de représentation commerciale. Mais ses liens historiques avec un autre groupe américain, Young & Rubicam, étaient censés entraver toute nouvelle alliance. Pour Yatuka Narita, le président de Dentsu. l'établissement de ce partenariat avec leo Burnett n'est pas incompatible avec son mariage en Asie avec Young & Rubicam, avec lequel il souhaite maintenir « des relations fortes et gratifiantes ».

Florence Amalou

True North pourrait de nouveau attaquer son ex-partenaire Publicis

UNE NOUVELLE bataille juridique pourrait démarrer entre le groupe publicitaire True North, basé à Chicago, et son ancien partenaire, le français Publicis, selon l'hebdomadaire britannique Campaign du 4 décembre. Bruce Mason, le pairon de True North, et ennemi juré de Maurice Lévy, président de Publicis, contesterait la fusion de Publicis SA et Publicis Communication, la filiale publicitaire dans laquelle il

La valorisation de cette opération décidée par Publicis (Le Monde du 10 novembre) – et qui devrait être avalisée le 12 décembre – « lui im-puteruit une perte avant impôt de 30 millions de dollars au quatrième trimestre de cette année », peut-on lire dans la revue professionnelle. Selon une porte-parole du groupe américain, « les conseillers financiers et juridiques [de True North] étudient cette transaction afin de vé-rifier qu'elle répond bien aux edgences de notre accord de séparation si-

Le groupe France Télévision organise son offre Internet

LE PRÉSIDENT de France 2 et France 3, Xavier Gouyou Beauchamps, a annoucé, mardi 8 décembre, la création du bouquet Internet de France Telévision, qui organise, dans une logique de groupe et sous la France Télévision, qui organise, dans une logique de groupe et sous la même marque, les huit sites Web créés par les chaînes et les filiales depuis 1996. Cette opération a été présentée par M. Gouyou Beauchamps comme un projet «d'importance stratégique de premier ordre ». « Il y a entre 700 000 et 800 000 foyers connectés à internet, soit à peu près autant que d'abonnés à CanalSatellite et à TPS, Mais le rytime croît à un rythme supérieur sur Internet que dans la télévision numé-rique », affirme Gérard Eymery, responsable des nouveaux développements à France Télévision.

Sur la plate-forme labellisée France Télévision, mise en ligne hundre 7 décembre, on trouve les sites de France 2 et France 3 qui existalente déjà mais n'avaient pas de liens entre eux, ceux des chaînes thématiques Régions, Mezzo et Histoire, et un moteur de recherche, Vollage mis au point par France Télécom.

Un rêve accessible. Enfin! Processeur Intel® Pentium® II jusqu'à 266 Miliz = Disq dur jusqu'à 4 Go ... Mémoire SDRAM grande vitesse jusqu'à 64 Mo en standard . A partir de 13950 FHT.



"16 824 FTTC (pour le modèle 39020FK), prix catalogue 69M au 02-11-96 suscapible d'8 es cente arexonce est forté javec un système d'exploitation. 1 Cuids 6-fo

Indices boursiers

Var. € 31/12

22.53

9.29 17.90

36,21 9.65 30.32

29,21 å.56

9 DEC.

0,04 - 0,07

-2,48

-0.05

0,04 -0.84

-0,83 0,04

-0.33

-0,20

278,49

Monde >

- NASDAO_

ASIE 10515

NEW YORK DJ

BUTNOS-AIRES M. JOHANNESBURG.

SANTIAGO IPSA ... SAO PAULO BOU... TORONTO ESE L.

BANGPOR SET HONGKONG PL SEOUL SINGAPOUR ST. SYDNET 4LL O. TOKYO NIMAEL

Europe 12h 30 Cours

PARIS CAC 49....

SECOND MAR.
MIDCAC
LONDRES FTIED
AMSTERDAM AEI
BRUAELLES BEI
FRANCFORT DIA

MADRID IBECTS
MILAN MIR30
SUISSE SMI

PARIS 5BF 250

STO90, 666.

5TOXX 50_

2386

Var. % Var. % 67/12 31/12

-55,57

-29,02 +88,34

-18,48

+18,71 -54,54 +13,57

+37,29 -36,20 -35,15

-6,77

-4,69 -3,84 -3,57

EURO STOW, 3%

graftet.

The state of the s

4 - 5-77 - Copy - 120-79.

KAŽOV V

14.

41300

建筑 现代 (1)

The contract of the contract of

The State of the second

The state of the s

無いまった しょんか

and control operation and the second

A Andreas

Property ...

Bullion & .

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF T

神経 神経 は悪いけっしょ

of the same and

Part Transition

THE PARTY NAMED IN

-

ENTRA .

and the same of

Service Commence

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

the Original

and the last

100

en and an

800 PM

Commence of

3-1-7-25 ()

"我们我没有"

and the second

Equil Visit 1

Marin Contract

 $g_{i,j,j}(q,x) = (r_i,r_j)$

 $r_{\rm p, top}(p_{\rm p}) = m^{-1/2} \cdot r$

Berthall State State

. . .

. · prisonere

Service of

A Art .

.

& rismo

25

B. Salasia - Car 18 AND THE PERSON NAMED IN مينية المنتبية

7

National Control

J. Dec. 4

-

的人,我们还是一个人

A STATE OF THE STATE OF

A Section of

The state of super-

- AEROSPATIALE : le compte à rebours de la privatisation du groupe français est lancé. (Lire
- NORTHROP : le sixième groupe aérospatial et de défense américain prévoit la suppression de 1 100 emplois supplémentaires. B 000 suppressions avaient déja été annoncées. Ce nouveau dégraissage est directement lié à la décision de Boeing de réduire fortement sa production.
- NISSAN MOTOR: le constructeur automobile japonais a annoncé, mercredi, une restructuration de ses activités américaines entraînant la suppression de 500 emplois (sur les 3 300 aux Etats-Unis). Le groupe va également céder ses activités nippones de crédit-bail.
- SMITH AND NEPHEW: le groupe britannique de pharmacie et de parapharmacie a annoncé, mercredi, la suppression de

SERVICES

● EDF: examen, mercredi, en conseil des ministres du projet de loi sur l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité (Lire

● ESPRIT TELECOM: l'opérateur britannique va être racheté par la société américaine Global TeleSystems Group (dont le financier George Soros est actionnaire) par échange d'actions. La nouvelle entité, regroupant 3000 employés dans douze pays européens, affichera un chiffre d'affaires d'environ 482 millions de dollars (2,7 milliards de francs).

FINANCE T

 DEUTSCHE-BANK: la banque allemande va lancer me: émission d'obligations convertibles à hauteur de 1,3 milliard d'euros au cours du premier trimestre de 1999, afin de financer le rachat de Bankers Trust, pour 57 milliards de francs. Si la totalité des titres est échangée, la participation de la banque dans l'assureur allemand Allianz sera allégée de 9,4 % aujourd'hui à

• AFB : le conseil de banques a adopté, mardi, une réforme de ses structures avec. notamment, la création d'un poste de directeur général et la suppression de celui de délégué général. Patrice Cahart, délégué général de l'AFB depuis Janvier 1992, devrait quitter l'association.

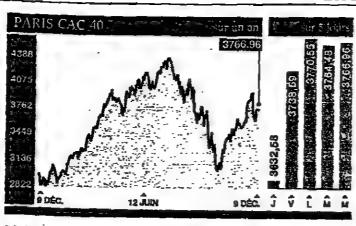
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : le groupe bancaire a annoncé, mardi, une restructuration de ses activités en Asie et la suppression de 124 emplois dans les bureaux de Hongkong et de Singapour.

HEWLETT-PACKARD : la filiale française du groupe américain d'informatique a réalisé en 1998 un bénétice de 1,01 milliard de francs (792 millions en 1997), pour un chiffre d'affaires de 30,8 milliards (+25%)

ENATIONAL MUTUAL HOL-DING: la filiale australienne à 51 % d'AXA a vu son bénéfice net chuter de 31 % au cours de l'exercice 1997/1998, clos le 30 septembre, à 205,3 millions de dollars australiens (720 millions de francs). NMH, qui se développe sur le marché asiatique, va poursuivre son programme d'économies.

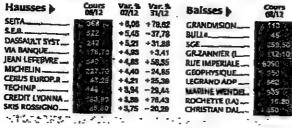
MÉRIDIEN : la chaîne bôtelière d'origine française, entrée depuis 1995 dans le groupe Granada, a enregistré sur l'exercice 1997-1998 (clos le 30 septembre) un profit d'exploitation de 158 millions de livres (1,46 milliard de francs), en hausse de 28 %. Son volume d'affaires atteint I milliard de livres (+43%).

* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse



مكذا من الأصل

Principaux écarts au réglement mensuel



LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS LA BOURSE de Paris s'inscrivait en léger recul, mercredi 9 décembre, en fin de matinée. A douze heures, l'indice CAC 40 cédait 0,36 %, à 3 751,68 points, influencé par le repli du dollar et de Wall Street. Ralph Acampora, analyste technique chez Prudential Securities, se montre optimiste sur l'évolution future du Dow Jones: selon lui, l'indice devrait évoluer en 1999 entre 9800 et

11 500 points. En Europe, les milieux financiers estiment qu'une baisse des taux d'intérêt en Europe pourrait intervenir au cours du premier semestre. La dégradation conjoncturelle en Europe appelle ce nouvel allègement, qui pourrait être d'un demi-point (taux à 2,50 %) selon la Société générale. SEB est en hausse de 2,9 % et le groupe Valfond de 2,7 %. BHV, qui avait vivement progressé au cours de ces demières séances, recule de 5 %. Primagaz perd 4,6 % et Strafor Facom 4,5 %.

FRANCFORT:

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort, mercredi 9 décembre, a débuté la séance sur une baisse de 0,29 %, à 4 694 points. La veille, il avait abandonné 0,27 %, à 4 708,19 points. Le titre du groupe DaimlerChrysler a progressé dans l'attente de la fusion de sa filiale DASA avec British Aerospace. En revanche, les valeurs bançaires telles Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank, ont reculé.

LONDRES

Action SEB[§]

LA BOURSE DE LONDRES a progressé de 0,71 %, à 5 615,70 points, mardi 8 décembre, dans l'espoir de voir la Banque d'Angleterre abaisser ses taux jeudi 10 décembre. Les valeurs des établissements bancaires ont profité de ces anticipations. L'action du groupe pharmaceutique Zeneca, qui projette de se marier avec Astra, a fortement progressé, avant d'être suspendue.

A LA BOURSE DE TOKYO, mentredi 9 décembre, l'indice Nikkei a terminé la séance sur une légère hausse de 0,8 %, à 14 931,90 points. Les opérateurs ont estimé que le marché était soutenu par des achats de fonds publics. Les valeurs automobiles Toyota et Honda ont profité de ce mouvement.

11 SEPT. 23 OCT.

NEW YORK

A WALL STREET, malgré la baisse des taux à long terme au-dessous de 5 %, le marché des actions a terminé la séance du 8 décembre sur une baisse de 0,47 %, à 9 027,98 points. Les investisseurs ont salué le rachat par AT & T de Global Network et pénalisé l'action General Electric après l'annonce du départ du président de sa filiale financière. L'analyste de Prudential Securities, Ralph Acampora, a estimé que l'indice Dow Jones devrait évoluer entre 9 800 et 11 500 points en 1999.

Valeur du jour : SEB se restructure

en francs à Paris

APRÈS AVOIR perdu plus de la moitié de sa valeur en six mois et plus de 13 % ces deux demières semaines, l'action SEB amorce-t-elle un rebond? Mardi 8 décembre, le titre a gagné 5.5 %, à 522 francs. Le marché a anticipé un plan de restructuration qui devait être annoncé officiellement mercredi, après la clôture du marché.

Les investisseurs ont durement sanctionné en Bourse le fabricant de petit électroménager (SEB, Rowenta, Calor, Tefal), qui a subi de Russie, où il réalisait 10 % de ses ventes en 1997. Alors qu'il y a encore quelques mois la société tablait sur un chiffre d'affaires supérieur à 1,2 milliard de francs cette année en Russie, la société de Bourse Gilbert Dupont estime que les ventes devraient s'élever à 570 millions de francs et être nulles pour les armées 1999 et 2000.

SEB pâtit également des difficultés économiques que traversent les pays d'Amérique latine. Le chiffre d'affaires de sa filiale brésilienne a progressé au cours du troisième trimestre, mais il est stable sur les neuf premiers mois de l'année. Consolation, l'exposition du groupe d'électroménager à la situation en Asie reste limitée et les résultats de sa filiale aux Etats-Unis sont, sinon satisfaisants, du moins encourageants. SEB peut surtout espérer profiter de la bonne tenue de la

consommation en France et dans le reste de l'Europe, où il réalise plus de la moitié de ses ventes. Cependant, les analystes prévolent que le bénéfice du groupe soit « sacrifié » cette année, les plus optimistes d'entre eux s'attendant à un résultat proche de 300 millions de francs, contre 521 millions de francs en

Dans ces conditions, les observateurs pensent qu'un rebond durable du titre dépendra de l'ampieur de la restructuration du groupe. SEB de redéploiement industriel de ses sites en France et devrait fermer les moins rentables. Les usines de Saint-Priest et de Villefranche, dan le Rhône, seraient concernées e FMAMJJASOND 300 postes devraient y être suppr més. A Lourdes, 95 emplois de 为6年4年4月4日本省4 vraient disparaître. Les licencie ments pourraient être évités grâce à

un redéploiement des effectifs dans les autres entités du groupe, des préretraites et des reclassements externes chez des fournisseurs du groupe. Déjà, avant l'été, SEB avait annoncé un plan de rédéploiement qui comprenait 221 suppressions de postes dans les Vosges. Pour autant, une simple annonce de réduction d'effectifs, soulignent les analystes, n'est plus pour une société une garantie de rebond de son cours de Bourse.

Ioël Morio

15,68 3,34

1,75 7,90 3,13 4,52 69,30

2.05

NEW YORK Dow Jones 3 mc

11 SEPT. 23 OCT.

LONDRES:

9,50 0,93 1,87 0,52 -1,10

08/12 4,64 - 0,75

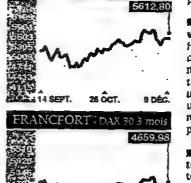
09/12

14,78 22,39 29,95

0,52 - 34,12 -1,10 - 20,54 1 - 33,94

5,30 -32.81

B DÉC.





Matières premières

_		
En dollars)	Cours 08/12	Var. % Veille
MÉTAUX (LONDRES)		TONNE
CUIVRE 3 MOIS	MEGRE	-0.53
ALUMINIUM 3 MOIS	0.012310.00	-0,71
PLOMB 3 MOIS		- 0.91
ETAIN 3 MOIS		-1,18
ZINC 3 MQI5	7.23	- 0,58
NICKEL 3 MOIS	100	-2,02
MÉTAUX (NEW YORK)		SONCE
ARGENT A TERME	I Secret	0.52
PLATINE A TERME	100	-0.34
GRAINES DENRÉES	SVR	MISSEAU
BLE (CHICAGO)	DT 265 3Y	-1.05
MAIS ICHICAGOL	1000	-0.72
SOJA GRAINE ICHGJ	100	-0.13
SOIA TOURTEAU (CHG.I.		- 0.65
SOFTS	Services &	TONNE
CACAD (NEW YORK)	Switz Cons	-1.03
CAFÉ (LONDRES)	1200	1,44
SUCRE BLANC (PARIS)	*******	
The state of the s		

Pétrole

En dollars	Cours 06/12	Yat.% velfic
BRENT (LONDRES) WTI (NEW YORK)	1 ************************************	1,84 0,70 1,84

WTI (NEW YORK)		1
		_
Or		
En francs >	Cours 06/12	Var 1

OR FIN KILO BAPRE..... OR FIN LINGOT......... ONCE D'OR LONDRES... PIÈCE FRANCE 20 F...... PIÈCE SUISSE 20 F...... PIÈCE UNION LAT. 20 F... PIÈCE 20 DOLLARS US... PIÈCE 10 DOLLARS US... PIÈCE 50 PESOS MEX....



taire mesurée par l'agrégat M3 a progressé de 0,7% au mois d'octobre en France et de 5,3 % en glissement annuel, selon les statistiques publiées

MALLEMAGNE: une quinzaine de personnalités allemandes, issues du syndicalisme et du monde de l'entreprise, ont lancé, mardi à Ludwigshafen, une einitiative pour l'emploi » destinée à développer des projets contre le chômage à

■ Le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a plaidé, mardi, pour une hausse des salaires au nom du pouvoir d'achat, lors d'un congrès à Sarrebrück du Parti social-démocrate (SPD), qu'il préside.

TAUX

• France/Allemagne: les marchés obligataires français et allemand étaient bien orientés à l'ouverture, mercredi 9 décembre. Le contrat notionnel de décembre, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat à 10 ans, a gagné 31 centièmes, à 112,05 points. Son équivalent, le contrat Bund, affichait une gain de 28 centièmes, à 115,98 points. La publication, en Allemagne, d'un taux d'inflation nul sur le mois de novembre (soit 0,7 % sur les douze derniers mois) et l'annonce, mardi, d'une légère progression du chômage ont renforcé les craintes d'un ralentissement de l'activité en Europe.

● Grande-Bretagne: le contrat britannique Gilt, équivalent du contrat notionnel outre-Manche, a terminé en progression de 10 centièmes, à 117,80 points, mercredi 9 décembre. Les investisseurs britanniques attendent un geste de la Banque d'Angleterre. qui pourrait baisser ses taux d'intervention jeudi.

ECONOMIE

La penurie de crédit augmente au Japon

L'ENCOURS des crédits bancaires ouverts au Japon s'est contracté de 4% au mois de novembre, par rapport à son niveau du même mois de 1997, ce qui n'avait jamais été constaté depuis que cette statistique existe, a annoncé, mercredi 9 décembre, la Banque du Japon (Bol). Les crédits bancaires sont en retrait constant depuis onze mois, mais leur recul atteint depuis trois mois des proportions inégalées. Cette évolution traduit la réti-

cence des institutions financières à allouer de nouveaux crédits, un phénomène de credit crunch qui augmente à l'approche de la fin de l'année,

■ HONGKONG: la grande ouverture de l'économie de Hongkong en matière de commerce et d'investissement, maintenue malgré la crise asiatique, devrait permettre d'aider une sortie de la crise, a estimé un rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) publié mardi.

MVIETNAM: les pays dona-teurs se sont engagés à apporter une alde financière au Vietnam pouvant aller jusqu'à 2.7 milliards de dollars, lors d'une rencontre mardi à Paris, a annoncé la Banque mondiale.

m MEXIQUE: le président mexicain, Ernesto Zedillo, a indiqué que son gouvernement tablait sur un prix moyen du baril de pétrole à 9 ou 10 dollars pour son budget 1999, ce qui représente un manque à gagner de 7 milliards de Joliars pour les recettes budgétaires.

BRÉSIL: le déficit public brésilien a atteint 8,3 % du produit intérieur brut (PiB) au cours des douze derniers mois terminés en septembre, a indiqué, mardi, le ministre brésilien des finances, Pedro Malan.

WUNION EUROPÉENNE: les Italiens sont les Européens qui épargnent le plus, à l'opposé des Danois, selon une publication diffusée mardi par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes à Luxembourg.

Le document, intitulé Les comptes économiques de l'Union européenne 1997, fait ressortir que les ménages italiens ont l'équivalent 2710 écus par personne en 1996, soit 50 % de plus de la moyenne de l'Europe des 15, qui s'élève à 1808 écus. Les Danois n'ont amassé quant à eux que 701 écus, soit seulement 39 % de la moyenne euro-

péenne. La France et l'Allemagne ont demandé, mardi, que le sommet de l'Union européenne des 11 et 12 décembre, à Vienne, lance le processus pour un pacte pour l'emploi qui fixe des « objectifs contraignants et durables » en matière de lutte contre le chômage.

■FRANCE: la masse monémardi par la Banque de France. ■ D'après une enquête réalisée par la Sofres, à la demande de cinq journaux régionaux. 25% des personnes înterrogées pensent que la situation économique s'est améliorée depuis un an (contre 10 % en décembre 1997) et 27% qu'elle s'est détériorée (contre 46 % l'an dernier).

travers toute l'Allemagne.

MONNAIES

 Dollar: la devise américaine était en baisse face au yen et progressait légèrement face au mark, en début de matinée, mercredi 9 décembre. Le billet vert s'échangeait à 118,78 yens, 1.6687 mark et 5,5966 francs. Le repli affiché par la Bourse de New York, tandis que Tokyo affichait une tendance positive, a affaibli le cours du dollar face au yen. En outre, seion certains analystes, la chute des cours des matières premières pourrait peser sur la monnaie américaine.

Seion des sources japonaises, des représentants des pays membres du G 7 devaient se réunir dans la journée afin d'évoquer la parité future de l'euro face au dollar et face au yen. Cette réunion, dont la tenue n'avait pas été confir-mée mercredi matin, fait suite aux déclarations du président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, qui s'était opposé, lundi, à une surévaluation

Cours de change

09/12 12 h30	COURS	COURS	COURS	Cours Fals.	COLETS FLORIN	COURS YEN 190	Cours LIRE 190	Cours	FRANC
FRANC	5,61	8,58	9,27	4,10	2,88	4,89	0,34	3,35	70.00
DM	1,87	1,98	2.77	1,23	0.89	0,14	88,6	***	0,3
URE (100)	1653,70	1941,74	2739,41	1213,94	674,68	1398,08		990,24	295,3
YEN (100)	115,09	138,89	196,01	85,63	62,71		7,15	70,83	21,13
FLORIN	1,88	2,21	3,12	7,38		1,59	0,11	1,13	0,34
FR. S	1,36	1,80	2,28	***	0.72	1,15	D,DB	0.82	0.2
LIVRE	0,60	0,71	200a	0,44	0,32	0,61	0,04	0,36	0,11
ECU	0.85		1,41	0.63	0.45	0,72	0.51	0,51	0,13
DOLLAR	nggit	1,17	1,68	0.73	0.58	0.65	80,08	0,50	0,17
Alexander.	<u></u>	44.	٠						•

Taux d'intérêt (%) Tauxos/12 | Taux Taux 3 mo

SUISSE PAYS-BAS	7 6,63 7 7 6,86 7 1 2,75	1,40 2	66 5,0; 26 3,7; 57 4,7;
1-20-6		190	
Matif			1.
Cours 12h 30	Volume 69/12	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 DÉCEMBRE 98.	\$ 3161 £	11227	717,74
Differs 3 modes	Property Co.		

	•
ox Thus Them	Devises 17635 BDF 88/12
9 3,94 4,78	ALLEMAGNE (100) BASSES
0 3,89 4,76	AUTRUCHE (100)
5 4,58 4,45	BELGIOUE (100 L. BASEL CO)
8 4,10 5,54	CANADA
3 1,79	DANEMARK (100)
4,66 5,02	ESPAGNE (1001
2,26 3,79	ETATS-UNIS PARTIES
2 3,97 4,79	FINLANDE (100) 425(0.01)
1991 A 18 15 15 15	GDE-BRETAGNE
	CRECE (100)
	RLANDE
	ITALIE (1600)
	SARCHE CLOTH

NORVECE (100) ...

PAYS-BAS (100).

PORTUGAL (100).

Marché des changes

2142,31

Ł

304,01

Francic

Triblai new BELL Milliam or EN MEN MAN S North I Bridgeri for '1

IZ

45000

Total Section

ELE TO

The formal

部署

DE PERMI

Mary a make for the

The state of section

STATE OF 1 PARTY IN

State of the state

AND CAMPAGE

gardent of the

Physical Property of

Pi Rei per de Plate la . . . y student THE THE THE

 $= y_{i;s}$ A CONTRACTOR

TO CHE

116,27

CM Option Modération.



AUJOURD'HUI

SPORTS Le président Jacques kok, pour lui faire part de la candida-Chirac a téléphoné, mardi 8 décembre, à Juan-Antonio Samaranch, le président du Comité International olympique (CIO) actuellement à Bang-

ture de Paris aux Jeux olympiques de 2008. Le maire, Jean Tiberi, confirme cette information en précisant : « La ville a toutes les qualités pour s'impo-

ser. » ● LA PREMIÈRE VILLE de France a déjà organisé les JO de 1900 et de 1924 et avait été candidate pour ceux de 1992, attribués à Barcelone. • LE DOSSIER parisien possède de sérieux

atouts grâce au Stade de France et au Palais omnisports de Bercy. Mais il lui manque des équipements importants, comme un stade nautique ou un vélodrome. • CETTE CANDIDATURE sera

en concurrence avec Pékin, Kuala Lumpur, Osaka, Séville, Istanbul, Toronto et Buenos Aires. Les villes devront déposer leurs dossiers durant

Jacques Chirac rend officielle la candidature de Paris aux JO de 2008

Le président de la République a fait savoir personnellement au président du Comité international olympique que la ville dont il fut le maire était à nouveau prête à recevoir les Jeux d'été. Paris, éconduite pour les JO de 1992, a déjà organisé ceux de 1900 et de 1924

UNE FOIS encore, Jacques Chirac aura été le plus rapide. La candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2008 a été rendue publique, mardi 8 décembre, à la suite d'un coup de téléphone du président de la République à Juan-Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique (CIO), qui se trouvait à Bangkok (Thailande) pour les Jeux asiatiques. Il aura ainsi suffi d'une indiscrétion pour que le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), se voie voler le bénéfice d'une annonce qu'il s'apprêtait à faire, jeudi 17 décembre. Il ne lui restait plus qu'à confirmer la nouvelle, mardi en fin de journée, au cours d'une visite d'un centre de formation des apprentis aux métiers du sport, à côté du parc des Princes.

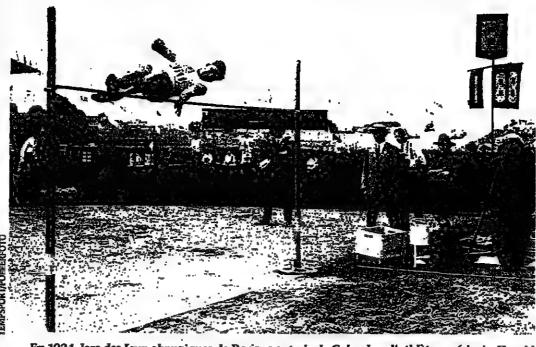
C'est donc Jacques Chirac qui a officialisé une candidature dont le dossier a été mis au point au cours des derniers mois. Les clameurs de la grande fête de la Coupe du monde de football 1998 s'étaient en effet à peine éteintes dans le Stade de France que Marie-Georges Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, rencontrait les élus de Paris et d'Ile-de-France. A Jean Tiberi, comme à Jean-Paul Huchon, président socialiste du conseil régional d'île-de-France, Mª Buffet confiait, pendant l'été, le souhait du gouvernement de voir la ville et la région étudier une initiative dans ce sens.

Le Stade de France, si longteinps attendu par les sportifs de l'Hexagone, venait de montrer le bienfondé de sa conception, avec l'orgamisation réussie d'une compétition d'envergure mondiale. Il fallait rappeler aux Français que la gigantesque ellipse de 80 000 places, financée pour 2,6 milliards de francs à parts égales sur fonds publics et privés, avait également été conçue pour accueillir des épreuves d'athlétisme, et donc tout naturellement les Jeux olympiques. Il suffira pour cela d'une piste : elle sera posée à la fin de l'hiver 1998 sur un espace dégagé sous les tribunes les plus basses du stade, qui peuvent reculer de quel-ques mètres grâce à un système de

VAINORE LES RÉTICENCES Il a cependant fallu plusieurs se-

maines pour vaincre les réticences des élus. Cenx-ci craignaient qu'après la décision du CIO d'attribuer à Athènes les Jeux de 2004, l'Europe n'ait aucune chance de se voir confier ceux de 2008. En vertu d'une préoccupation du mouvement olympique de ne pas désespérer les candidats potentiels, le CIO s'efforce de respecter une rotation des continents. Il paraissait donc difficile d'accorder, une deuxième fois en quatre ans, les JO au Vieux Continent. D'autant que l'Afrique avec Le Cap, l'Argentine avec Buenos Aires, se préparent à présenter pour la deuxième fois leur candidature. Et, surtout, alors que la Chine, qui a digéré son échec face à Sydney pour les JO de 2000, vient de déposer une nouvelle fois le dossier de Pékin.

De plus, Jean Tiberi était le premier adjoint de Jacques Chirac en 1986, lorsque le maire de la capitale avait soutenn sans succès la candidature de Paris pour les JO de 1992, face à celle de Barcelone, la ville



En 1924, lors des Jeux olympiques de Paris, au stade de Colombes, l'athlète américain Harold M. Osborn réussit un saut en hauteur de 1,88 m avant d'emporter la médaille d'or avec 1,98 m.

victorieuse grâce au soutien actif du Catalan Juan-Antonio Samaranch, M. Chirac avait mal ressenti cet échec, lui qui avait pourtant torpillé, en 1983, le projet de Fran-çois Mitterrand d'organiser à Paris une Exposition universelle en 1989, sous prétexte que des « travaux inutiles allaient perturber la vie des Parisiens ». Et la consolation accordée à la France avec l'organisation des J0 d'hiver à Albertville en 1992, pas plus que la réussite de la Coupe du monde de football à Pa-

ris et à Saint-Denis, n'ont effacé dans l'esprit de M. Tiberi les risques encourus en termes d'image dans une telle compétition. Mais les arguments avancés sur l'absence de démocratisation en Chine et sur les risques de violences en Afrique du Sud ont convaincu le maire de Paris qu'une

carte pouvait être jouée pour 2008. Les risques serout partagés avec Jean-Paul Huchon, qui soutient activement une candidature qui ne sera cependant officiellement que celle de Paris. « Si je ne pensals pas que nous avons une réelle chance d'aller au bout, je ne me serais pas associé à cette démarche, dit aujourd'hui M. Huchon. La région Ilede-France dispose de réels atouts pour gagner, à commencer par une richesse touristique et hôtelière sans concurrence. » Il propose de construire un vélodrome à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), une piscine olympique dans le Val-de-Mame et, surtout, le village olym-

pique au Bourget, tout près du

Stade de France de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

M. Huchon cherche ainsi à minimiser le rôle d'un de ses opposants au conseil régional d'Ile-de-France. Roger Karoutchi, le président du groupe RPR de la région, avait lancé, le 1º septembre, une association : Ile-de-France 2008, l'odyssée olympique. Sur une démarche très proche de celle qui a permis à la région du Nord-Pas-de-Calais de se mobiliser pendant plusieurs mois autour de la candidature de Lille pour les JO de 2004, M. Karoutchi a lancé cette idée parce que l'ile-de-France « a besoin de se doter d'un grand projet d'avenir ». Un comité des élus rassemblant 150 maires franciliens de toutes étiquettes existe déjà. Un comité économique Réussir Paris Ile-de-France 2008 » devrait être mis en place avec « les chefs d'entreprise et les principoux acteurs économiques qui peuvent être directement impliqués

On assiste donc à un étonnant consensus sur une candidature qui n'a pourtant objectivement que peu de chances de réussir, même si la France n'a pas eu les JO depuis 1924. Les élus devront montrer dans les prochains mois s'il s'agit pour les uns et les autres d'une simple tactique ou si tous sont prêts à laisser de côté leurs préoccupations électorales pour faire aboutir ce projet. La volonté de M. Chirac d'être le premier à annoncer cette candidature vient cependant de rappeler qu'« olympique » rime toulours avec

C. de C.

TROIS QUESTIONS A ... JEAN.TIBERI

Monsieur la maire de Paris. I yous aviez l'intention d'annoncer officiellement la candidatura de Paris aux JO de 2008 dans un peu plus d'une semaine. Savezvous pourquoi le président de la

République vous a devance? président de la République que J'ai pris la décision de présenter la candidature de Paris. Par correction pour le président du Comité international olympique, M. Chirac a annoncé cette décision hier à M. Samaranch. Pour des raisons qui m'échappent, le président du CIO a souhaité que ce coup de téléphone de pure courtoisie soit rendu public. Ce n'est pas pour autant une candidature de la France, mais bien celle de la Ville de Paris. Mais celle-ci a besoin d'être appuyée par le président de la République, par le gouvernement, comme par la région lle-de-France.

7 Après l'insuccès de la candida-La ture de Paris pour les JO de 1992, ne prenez-vous pas un risque en présentant à nouveau votre ville dans un contexte qui ne lul est pas nécessairement favorable ?

Paris dispose de beaucoup d'atouts pour que notre candidature soit perçue comme bien réelle. Une véritable candidature de combat au bon sens du terme, avec l'engagement de tous les responsables pour gagner. Ce sera un bon dossier sur tous les plans. La ville a toutes les qualités pour s'im-

Paris est déjà une des villes les plus connues et les plus visitees du monde. Qu'attendez-vous de plus avec les Jeux olympiques ?

Nous avons eu les Journées mondiales de la jeunesse en 1997, avec la visite du pape, la Coupe du monde de football en 1998. Ces deux événements ont été de grands succès sur le plan de l'animation. Ils ont apporté beaucoup pour l'image de la ville et pour la mobilisation des Parisiens, Nous montrons ainsi que nous voulons continuer à faire de Paris une des tous les plans. Dans tous les domaines, de la culture à l'économie en passant par le sport. Paris a vocation à rester en première ligne. Dans la compétition européenne. Paris montre ainsi que ses atouts sont considérables. Les Images de Paris, de la fête dans la rue, pendant la Coupe du monde ont été retransmises dans le monde entier par 10 000 journalistes. Alors peu importe qui sera maire en 2008, je me bats pour

> Propos recueillis par Christophe de Chenay

Trois rivales déclarées, quatre en attente

TRENTE MOIS avant la désignation de la ville qui sera l'hôte des Jeux de 2008, ceux-ci attisent déjà les convoltises. Paris n'est chronologiquement que la quatrième ville à se porter candidate auprès du Comité international olympique et au moins quatre autres métropoles s'apprêtent à en faire autant. Pour le moment, c'est à une concurrence 100 % asiatique que la candidature française doit faire face : Osaka, Pékin et mettre leur lettre d'intention au CIO.

La tourmente économique que traverse l'Asie ne plaide évidemment pas en faveur de ces candidatures, mais qu'en sera-t-Il dans deux ans et demi ? Si la candidature de Kuala Lumpur risque de souffrir du faible polds politique de la Malaisie dans le mouvement olympique, si Osaka pouvait payer le fait qu'une autre ville japonaise (Nagano) a organisé les Jeux d'hiver en février et se voir prié de reporter ses ambitions sur des échéances plus lointaines, Pékin sera sans doute l'un des poids lourds de la bataille pour

Déjà candidate pour l'attribution des Jeux de l'an 2000, la capitale chinoise a longuement hésité avant de renouveler sa proposition. Son dossier est solide, mais ses handicaps demeurent : une ouverture internationale hésitante, des incertitudes politiques et

économiques, une lourde suspicion quant à l'existence d'un système de dopage organisé et à l'attitude des autorités sportives par rapport à celui-ci...

Quant aux quatre villes qui devraient se porter candidates dans les prochaines semaines, ce sont des récidivistes: Toronto et Séville ont déjà connu l'échec une fois (respectivement pour les Jeux de 1996 et de 2004), alors que Istanbul en serait à sa troisième cantient un record, puisqu'elle a été recalée à cinq re- et Le Cap pourraient également prises (pour les Jeux de 1936, 1944, 1956, 1968 et 2004). se lancer dans la course. Une telle obstination devrait se révéler payante un • Les dossiers devront être jour, d'autant que l'Amérique du Sud n'a jamais orga- déposés durant l'été 2000. La nisé les feux d'été.

Le dossier d'Istanbul pourrait pâtir une nouvelle Comité international fois de ses points faibles, notamment un réseau de olympique (CIO) entreprendra transport et de communication très insuffisant, et de alors une visite des différents la situation politique du pays. Quant à Toronto et Sé- sites. Une « liste réduite » ville, elles risquent d'être victimes du fait que leurs devrait être rendue publique au zones géographiques ont été plutôt blen loties ces début de 2001. La désignation dernières années, puisqu'elles ont accueilli les Jeux en de la ville lauréate se fera en 1988 (Calgary), 1996 (Atlanta) et 2002 (Salt Lake City) | Juin 2001 à Moscou. Le CIO pour l'Amérique du Nord, en 1992 (Barcelone) pour fixera les différentes dates de

Gilles van Kote 13 décembre.

Procédure et calendrier

• Les villes qui souhaitent organiser les Jeux olympiques de 2008 ont jusqu'au 1ª février 2000 pour se porter candidates. Quatre se sont déjà officiellement manifestées : Pékin, Osaka, Kuala Lumpur et Paris. Buenos Aires, Istanbul, Séville et Toronto devraient le commission d'évalutaion du la procédure lors de son comité exécutif, les 12 et

Un Stade de France, un POPB, mais ni piscine ni vélodrome

SI, À L'ÉTÉ 2001, Paris est désignée ville d'accueil des Jeux de 2008, un budget situé dans une fourchette allant de 8 à 10 milliards de francs devra être réuni pour mener le projet jusqu'à son terme. Cette somme sera en grande partie consacrée aux différents travaux à réaliser : la construction et l'aménagement des infrastructures. A l'heure où est annoncée la candidature parisienne, le dossier technique de la capitale allie

forces et faiblesses. ■ Les points forts. A l'opposé de la course pour les JO de 1992 (remportée par Barcelone), Paris possède un atout de taille : le Stade de France et ses 80 000 places. L'athlétisme,

sport olympique par excellence, trouvera là un théâtre approprié. L'autre point fort du dossier est le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB). Sa fonctionnalité et sa capacité à changer de configuration ne sont plus à démontrer. Son seul handicap est son âge: en 2008, la salle aura en effet vingt-quatre ans, ce qui semble être le seuil pour un établissement de ce genre. De nombreuses disciplines nécessitant un toit - judo, lutte, boxe, volley-ball, basket-ball, handball... - pourront trouver asile au cœur de l'arène parisienne, même si un choix devra être fait. Paris ville olympique ne pourra pas faire l'économie d'une deuxième grande salle couverte de 15 000 places.

 Antres atouts. La candidarure parisienne peut également compter sur une salle plus petite, le stade Pierre-de-Coubertin (4 800 places). Rénové en 1990, l'endroit pourra parfaitement accueillir des compétitions ne nécessitant pas un plateau trop chargé, de type badminton ou

Les sports d'eau, aviron et canoëkayak, s'installeront à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne) où existe déjà un bassin aux normes olympiques (il faudra toutefois créer un bassin artificiel pour le slalom en eaux vives). Le hockey sur gazon devrait pouvoir se tenir au stade Sébastien-Charléty (20 000 places), reconstruit en 1994. Quant au football, l'utilisation du Parc des Princes (48 000 places) et de quelques stades de province ayant accueilli la Coupe du monde rappelleront d'émus souvenirs aux nostalgiques de l'année

rénovée en 1989, la piscine des Tourelles, où Johnny Weissmuller devint champion olympique en 1924, ne satisfait plus aux exigences du CIO. L'absence de stade nautique est la carence la plus criante du dossier parisien. Construire un bâtiment « en dur » de 10 000 places revient cher (400 millions de francs) et pose un véritable problème en termes d'utililutte. Le tennis, lui, a déjà son cadre sation pour l'après-JO (à l'exemple idéal avec le stade Roland-Garros. du Stade de France après le Mon-

Les lieux manquants. Bien que

dial). L'évolution des technologies permet, en revanche, de créer un bassin démontable. Les prochains championnats du monde de natation auront lieu en 2001 à Fukuoka (Japon) dans un « super-dome » où joue habituellement une équipe de base-ball. Resterait donc à trouver un toit...

Un vélodrome fait également défaut à la candidature parisienne. Mais un projet relativement avancé existe dans la Seine-Saint-Denis. Les différentes collectivités territoriales concernées sont prêtes à financer, à hauteur de 100 millions de francs, une piste en bois de 250 mètres totalement couverte à l'emplacement du fort d'Aubervilliers.

De nombreux aménagements. Des travaux, enfin, seront nécessaires sur des lieux où sont déjà organisées des compétitions. L'équitation n'aurait que l'embarras du choix entre les sites de Fontainebleau, de Chantilly ou encore de Jablines (Seine-et-Marne). Idem pour la voile : Hyères, La Rochelle, la baie de Ouiberon et une association Dun-

ter candidates. L'installation de structures modulaires sera, par ailleurs, d'un grand secours en de nombreux endroits. Comme autour du modeste stade de base-ball du bois de Vincennes. Ou comme dans certains halls du Parc des expositions de la porte de Versailles facilement aménageables en gymnases, à l'instar de ce qui avait été fait à Atlanta en 1996.

 La question du village olympique. Quand Paris s'était portée candidate aux JO de 1992, un vaste projet immobilier avait été imaginé sur la ZAC Paris-Rive gauche. La Bibliothèque nationale de France occupe aujourd'hui le terrain, mais il reste de la place, il y a également quantité d'espaces libres autour du Stade de France, à Saint-Denis, ainsi qu'au Bourget. L'idée serait alors de créer un ensemble transformable en logements sociaux pour après les Jeux. Là sera la partie la plus importante du budget : 2,5 milliards de

Frédéric Potet



Marseille conduit le conquérant trio français de la Coupe de l'UEFA

L'OM, Bordeaux et Lyon se sont qualifiés pour les quarts de finale

Pour la première fois dans l'histoire du football hopper Zurich, et Lyon, auteur d'un match à rebondissements face au FC Bruges - se sont qua-

imitée par l'Italie, avec Parme, l'AS Roma et Bologne. Le tirage au sort aura lieu le 16 décembre.

français, trois dubs - Marseille, qui a élimine Monaco, Bordeaux, difficile vainqueur du Grass-

cembre. Autant

le premier ren-

dez-vous euro-

péen entre

oueurs moné-

seillais avait été

gàché par un

arbitrage Inco-

gasques et mar-

le meilleur oul fut au rendez-vous de

cette giaciale soirée du mardi 8 dé-

hérent, une succession de mauvais

gestes et une avalanche de cartons

launes (11) et rouges (2), autant cette

seconde manche, au Stade-Vélo-

drome, aura prouvé, si besoin était,

que l'Olympique de Marseille de Rol-

land Courbis et l'AS Monaco de Jean

Tigana sont deux très belles équipes,

dignes de représenter un football

français qui, sur la lancée du Mon-

dial, brille sur la scène européenne

A la mi-terrips du match-aller dis-

puté deux semaines auparavant en

Principauté, Armand Ancion, l'ar-

bitre belge désigné par l'UEFA, avait

déjà sorti la bagatelle de quatre car-

tons launes pour calmer les esprits.

arbitre italien Piero Ceccarini n'a pas

eu besoin de fouiller trop souvent

Résultats des 8es de finale

Bordeaux (Fra.)-Grasshopper

Zurich (Sul.) 0-0 (à l'aller 3-3)

Betis Sévlile (Esp.)-Bologne

Bruges (Bel.)-Lyon (Fra.) 3-4

Parme (ita.)-Rangers (Eco.)

3-1 (à l'aller 1-1) FC Zurich (Sul.)-AS Roma

(Ita.) 2-2 (à l'aller 0-1)

Marseille (Fra.)-Monaco

(Fra.) 1-0 (à l'aller 2-2).

pour les quarts de finale

- matches aller le 2 mars

1999, matches retour le

16 mars.)

Liverpooi (Ang.)-Ceita Vigo

(Esp.) 0-1 (à l'aller 1-3)

(Ita.) 1-0 (à l'aller 1-4)

(à l'aller 0-1)

grace à ses clubs.

dans sa poche. Si les sept demières MARSELLE rencontres entre Marseillais et Mode patre envoyé special négasques s'étaient déroulées dans Le pire était à craindre, mais c'est

lifiés, mardi 8 décembre, pour les quarts de des atmosphères houleuses (47 cartons jaunes et 7 rouges ayant été dis-

tribués !), ce choc européen a enfin tenu ses promesses. Et M. Ceccarini,

beaucoup plus lucide que son bomologue belge, a parfaitement rempli son rôle, se contentant d'un carton rouge, infligé à Muhamed Konjic, le Bosniaque de l'AS Monaco, pour une faute, commise en position de dergarry, Robert Pires et Frédéric Brannier défenseur, sur Christophe Dugarry à sept minutes de la mi-temps.

Intelligence tactique, prouesses techniques et solidité athlétique ont été les ingrédients de cette rencontre de haut niveau logiquement remportée par l'OM, pourtant privé de son tandem d'attaquants Florian Maurice (suspendu)-Fabrizio Ravanelli (blesse). Comme souvent cette saison, c'est Titi Camara, l'attaquant guinéen devenu le chouchou du Stade-Vélodrome, qui, à la suite d'un nouvel exploit individuel, a inscrit le but décisif

Si la formation de Rolland Courbis a dû se contenter de ce mince avantage, la « faute » en revient essentiellement à un certain Fabien Barthez. Depuis le Mondial, le gardien des

beaucoup de désillusions sur les terrains. Maladroit, fébrile, malchanceux, le compagnon de Linda Evangelista semblait avoir perdu une partie de son immense talent. Mardi soir, sur une pelouse qu'il connaît bien, Fabien Barthez est redevenu Fabien Barthez, autrement dit un gardien d'exception, sauvant à plusieurs reprises son équipe sur des tirs signés Daniel Bravo, Christophe Du-

Voilà donc l'Olympique de Mar-seille en quarts de finale de la Coupe de l'UEFA. Un résultat qui s'inscrit naturellement dans sa logique d'expansion. Entre Robert Louis-Dreyfus, qui a injecté près de 300 millions de francs depuis deux ans pour monter une grande équipe, et Rolland Courbis, passé maître dans l'art de motiver et de faire tourner un effectif, POM, seul club français pouvant se vanter de compter 40 000 abomés, n'a pas perdu de temps. Le prochain rendez-vous européen étant foté au 2 mars 1999, les Marseillais vont pouvoir se concentrer sur l'objectif numéro un de la saison, à savoir emporter le titre de champions de France. Mais le parfirm de la Coupe d'Europe est trop enivrant pour ne pas être obmatch contre Monaco, Christophe Dugarry évoquait déjà la suite des rélouissances internationales: « Au prochain tour, ce serait assez amusant

Laurent Blanc, capitaine comblé préférait évoquer la belle première partie de saison de son club. «Su 23 matches officiels disputés en championnat et en Coupe d'Europe, l'OM n'a été véritablement bousculé qu'à deux reprises : la première mi-temps minutes à Lorient. Et nous n'avons sub qu'une seule défaite (à Lyon). Ce bilan est éloquent. Ce soir, face à Monaco, l'OM a prouvé qu'il possédait encore de belles ressources morales et physiques » Le mot de la fin revient à Rolland Courbis, ravi de cette qualitication européenne, mais conscient du surmenage de ses troupes : « La trève et les vacances seront les bienve-

Des vacances que ses joueurs passeront avec le nom de leur futur adversaire européen en tête, puisque le tirage au sort des quarts de finale est prévu le 16 décembre. Entre Rome, Parme, Bologne, Madrid, Vigo, Bordeaux ou Lyon, le choix des voyages est varié, mais la tâche s'annonce plutôt délicate.

sédant. Quelques minutes après le L'Olympique lyonnais, trente et un ans après

l'Olympique lyonnais, qui signe là son cinquième succès consécutif sur terrain adverse en Coupe d'Europe, retrouvera, au printemps, les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA pour la première fois depuis trente et un ans. A l'époque, en 1967-1968, les coéquipiers d'Angel Rambert et de Fieury Di Nallo avaient écarté les Anglais de Tottenham. «C'est un immense bonheur. On peut parler d'un match qui fera date dans l'histoire de l'OL », s'est félicité le président du club, Jean-Michel Aulas.

Sécurisés par leur nouvelle réputation de tombeurs de têtes - les Lyonnais ont récemment infli-Lacombe avaient abordé la rencontre avec une équipe disposée en 4-3-2-1 afin de préserver l'avantage acquis au match aller (1-0) et de jouer les contres. La tactique a été très rapidement payante puisque le capitaine lyonnais, Alain Cave-

di 8 décembre, au Jan-Breydelstadion de Bruges, zième minute. L'avant-centre lyonnais allait ensuite réussir le premier coup du chapeau de sa carrière, inscrivant deux nouveaux buts, sur une belle frappe enroulée déclenchée des seize mètres (55°), puis en récupérant un ballon qui traînait dans la surface de réparation belge (70°).

Entre-temps, les Brugeois, leaders du champlonnat de Belgique, avaient réussi à revenir au score de ce match devenu complètement fou en seconde mi-temps: deux buts de Tjorven De Brül (62°), puis Olivier De Cock (69°), avaient donné aux Belges l'espoir d'un de ces retournements de situation dont ils se sont fait une spécialité cette saison. Deux minutes après le troisième but d'Alain Caveglia, c'était au tour de Darco Anic de marquer, sur coup de pied arrêté. Mais, alors que le FC Bruges tentait son va-tout, le meneur de jeu lyonnais, Vikash Dhorasoo, mettait un terme à la course-poursuite en offrant la victoire à ses partenaires d'un tir croisé (76°). - (AFP.)

A Pau, les frères Gadou écrivent une histoire familiale du basket-ball

Les Français vont affronter les Italiens de Varèse

EST-CE LA PRÉSENCE, lointaine mais écrasante, de la chaîne des Pyrénées? Ou plutôt celle, plus timide, du berceau d'Henry IV, gardé depuis des siècles dans une salle du cháteau? Allez

savoir. Mais la ville de Pau (Pyrénées-Atlantiques). posée au coeur du Béarn.

semble inciter à un paisible immobilisme. On y vient, on y reste. Et les années passent. Un bon exemple: les Gadou, trois frères joueurs de basket-ball, accrochés dès l'enfance par la passion du jeu, recrutés tout jeunes par la plus grande fierté locale, l'Elan béamais Pau-Orthez. Et toujours aussi solidement vissés, depuis, au parquet en bois clair de ce club niche en trophées, vainqueur de la Coupe Korac en 1984, cinq fois champion de

Alain, l'aîné, a montré l'exemple. emporté un titre national chez les espoirs, puis passé la main au moment de s'aventurer dans la carrière professionnelle. Etudiant appliqué, Il travaille autourd'hut à la chambre de commerce de Toulouse, Didier, plus jeune de onze mois, a pris le relais. Il a quitté père et mère à l'âge de seize ans, fait ses débuts la même année dans l'équipe première et juré sur la Bible ne plus s'en éloignez. Désormais capitaine. il compte, à frente-trois ans, 17 saisons sous le maillot du club. Un record. Et la fierté, visible dans ses regards, de cette fidélité qu'il explique sans détour: « Je suis un gars du coin, un Landais attaché à ses racines. Je suis un peu casanier. Pourquoi aurais-ie été chercher ailleurs ce que j'ai toujours eu sous la main. Avec l'Elan béarnais, j'al tout connul. L'équipe a progressé en même temps que moi. Ensemble, on a relevé tous les défis. »

Reste le dernier, Thierry, trente ans en janvier 1999, le plus haut de la famille (2.05 m. deux centimètres de plus que Didier, six de mieux qu'Alain), le plus doué aussi. International une bonne centaine de fois, il a longtemps posé ses pas dans les empreintes des deux aînés. « Il nous a eus en liene de mire, dit l'aîné des Gadon. Il avait quatre ars de moins mais il voulait nous rejoindre. » En début de saison, une offre du club grec de Panathinaikos l'a fait hésiter : l'argent, la gloire... Puis il s'est ravisé. Depuis, on l'annonce en Espagne. «Il partira, sounire Didler. Et c'est normal. Il a envie de vivre une expérience à l'étranger. J'en serai peine, mais je peux le comprendre. »

En attendant, les deux frères portent solidement les fondations d'un chub construit à Orthez, sous les lanternes de la Moutête, halle au marché le jour, salle de basket-ball le soir. On les dit influents, parfois trop. Ils s'en défendent avec passion. « Je donne mon avis, mais je ne suis pas un décideur », précise Didiet Le plus jeune joue ainer, l'ainé est extérieur. Existe-t-il un style Gadou, une marque de fabrique? « Non, on est très différent, assure Didier. Complémentaire, sans doute. Rien de plus. » « ils n'occupert pas le même poste, mais sur le terrain ils sauraient se trouver dans un trou de souris », corrige le manager du club, Gérard Bouscarel.

Ce virus familial, les Gadou l'exoliquent par le basard, rien d'autre. Au Vieux-Boucau (Landes), leur terre natale, le seul ballon digne de respect a toujours eu une forme ovale. Le père, ouvrier, était donc rugbyman. « Et nous trois, les gamins, ont jouait plutôt à la pelote basque », raconte Didier. L'arrivée en ville, à l'école communale, d'un instituteur mordu de basket va transformer leur terrain de jeu. « Il a planté deux paniers dans la cour de récréation, se souviennent-ils. Et il nous a enseigné les premiers rudi-

HAIGHES ET MAGLES

A l'époque, les trois Gadou se distinguent déjà par leur taille, une bonne tête de plus que leurs copains de classe. Mais, poussés trop vite, ils sont maigres et fragiles. « On était plutôt bâtis comme des aiguilles de pin », plaisante le plus eux en tirent des complexes durables. « Ils woyaient bien que nous vivions mal noire différence, confie-Didies. Alors, un jour, mon père nous a amenés voir un match de basket à Orthez. Il voulait nous montrer que nous n'étions pos les seuls grands et que la taille pouvait mêtre mener loin. Ce match a été notre premier contact avec notre futur club. ».

Au retour, père et fils bricolent un panier de fortune, fait d'un cerceau de poubelle, et l'accrochent sous le toit d'une grange. Les trois frères y consument leurs heures de liberté. le soir et les week-ends; ils progressent vite et partagent bientôt les mêmes rêves. « Une année, on a même été tous les trois sacrés champions de France espoirs avec Pau-Orthez. Lorsque nous étions ensemble sur le terrain, trois des cinq joueurs de l'équipe venaient d'une seule famille », s'amuse Didier. Histoire ancienne. Bientôt, il raccrochera, et Thierry choisira, sans doute, l'exil. Pau-Orthez s'en remettra, le club a l'habitude de ces changements. Mais, ce jour-là, il aura tourné une page de son histoire.

Alain Mercier

Atletico Madrid (Esp.)-Real Sociedad (Esp.) 4-1 après gé à Marseille (2-1) sa première défaite en championnat de France -, les joueurs de Bernard prolongation (à l'aller 1-2). (En gras les clubs qualifiés

Bordeaux fatigué se qualifie de justesse face au Grasshopper Zurich

BORDEAUX de notre envoyé spécial « Ce 0-0, c'est l'objectif maximum que nous pouvions atteindre. » L'aveu n'a pas été spontané. Il a fallu attendre le repli des micros et des caméras pour recueillir auprès de l'entraîneur bordelais la plus frappante des évidences. Elie Baup a redressé sa légendaire casquette et baissé, un instant, les yeux comme s'il sollicitait l'absolution de l'ultime cercle de journalistes encore à ses basques. L'un d'eux, compatissant, lui demanda un sourire. «Après tout, votre équipe s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA », rappela-t-il. Et le technicien de s'exécuter, mais le cœur n'y était

Le leader du championnat de France a trop souffert, mardi 8 décembre, devant le Grasshopper Zurich (Suisse) pour savourer sans recul ce désolant match nul (0-0) qui recale le club helvétique après le résultat de la première manche (3-3, le 24 novembre). Stressés par la crainte d'encaisser un but sur contre-attaque, handicapés par la totale impuissance des milieux de terrain offensifs et l'absence de lucidité des attaquants, les Bordelais ont présenté à leurs 25 000 sup-

porteurs « un spectacle catastrophique »; de l'aveu même de l'un des acteurs, François Grenet.

Battu (1-2) à Lyon, le 3 décembre, lors de la 17 journée de championnat, le tout récent champion d'automne achève l'année dans un état physique inquiétant. Ce qui donne en langage footballistique : « On n'a plus rien dans les chaussettes » (le milieu de terrain Johan Micoud). Lestés de vingtcinq rencontres en quatre mois, toutes compétitions confondues les organismes des Girondins réclament un répit. Les blessures de Lassina Diabaté (lésion musculaire au quadriceps) et de David Jemmali (luxation de l'épaule) recensées, mardi soir, s'ajoutent à celle d'Hervé Alicarte, qui ne rejouera plus cette année en raison d'une déchirure au mollet gauche.

IN CHECK LIMITE « Tout est contre nous en ce moment », constate, dépité, Elle Baup. Bordeaux découvre, après Lens, Nantes ou Auxerre, les astreintes d'une course au titre avec un effectif quantitativement limité. Longtemps préservés des indisponibilités, les Girondins appréhendent les trois derniers matches de championnat programmés dans les dix jours à venir. « On va dole d'errements techniques essaver de s'accrocher aux branches », formule François Grenet, l'ultime rescapé de la tonitruante aventure en Coupe de l'UEFA qui s'était terminée avec une finale perdue devant le Bayern Munich (1-3 et 0-2) en mai 1996. Bordeaux comptait alors dans ses rangs trois futurs champions du monde (Christophe Dugarry, Bixente Lizarazu et Zinedine Zidane). Aujourd'hui, les Girondins ne veulent plus se contenter d'un coup d'éclat. Ils ambitionnent de rejoindre le cénacle des grands d'Europe en conciliant la montée en puissance sportive avec le développement économique du club.

Plus prosaiquement, Elie Baup familiarise son effectif avec les artifices dont savent se parer les nantis quand le scénario leur échappe. « Tactiquement, les ioueurs ont répondu à mon attente. relevait Elie Baup. Nous nous attendions à leurs longues passes en profondeur, nous y avons fait face en resserrant les espaces sur les côtes. » La leçon d'italien ne s'est pas évaporée dans la nuit bordelaise. En revanche, les équipes transalpines, fortes de leur collectif, ne se singularisent pas par une farancomme le Bordeaux de mardi soir. « Peut-être, mais nous avons tout de même eliminé les Suisses sans bien jouer, ce qui témoigne de notre potentiel », positive Johan Micoud. Dans leur quête inavouée au titre de champion de France ou à

une nouvelle finale de la Coupe de l'UEFA, les Girondins ne s'imaginent pas frayer leur chemin en comptant uniquement sur la qualité de leur football. « Parfois, il faut faire des concessions en sacrifiant le beau geste au profit d'un tacle moins esthétique ou d'un tir expédié dans les tribunes », confie le capitaine, Michel Pavon, qui n'a toujours pas digéré le revers de Lyon (1-2) en championnat: « Nous nous sommes cru à l'abri de tout en oubliant les fondamentaux du jeu. Il ne sert à rien de mononaliser le ballon si c'est pour oublier de traduire cette domination en buts. » La morale a été reprise à son compte par l'entraîneur zurichois, Rolf Fringer: « Nous arons maîtrisé la rencontre sans faire la différence. Le réalisme était bordelais et on sait que, dans le football moderne, c'est une condition indisrensable pour réussir.

Elie Barth

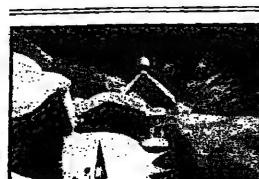
DÉPÊCHES

■ FOOTBALL: un supporteur de la Real Sociedad est décédé des suites de ses blessures après avoir été poignardé, mardi 8 décembre à Madrid, par un skinhead avant le match de Coupe de l'UEFA opposant les deux clubs espagnols Atletico Madrid et Real Sociedad

■BOXE: PAméricain Mike Tyson a confirmé, mardi 8 décembre, son retour sur le ring. L'ancien champion du monde des poids lourds, qui s'était vu retirer sa licence pour avoir-mordu l'oreille d'Evander Holyfield en 1997, affrontera le Sud-Africain François Botha le 16 janvier à Las Vegas:

CYCLISME: sept membres de l'équipe Casino - Christophe Agnolutto, Stéphane Barthe, Jacky Durand, Alberto Elli, Bo Hamburger, Jan Kirsipuu et Benoît Salmon -, placés en garde à vue depuis lundi 7 décembre, à l'hôtel de police de Lyon, ont été remis en liberté, a annoncé la police, mercredi 9 décembre. Les coureurs avaient été entendus par les enquêteurs du SRPJde Lille dans le cadre des affaires de dopage touchant le cyclisme professionnel.

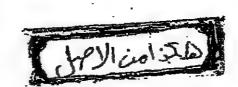
■ VOILE: Isabelle Autissier a repéré, mardi 8 décembre, un problème de vérin de quille bâbord sur son bateau alors qu'ellese situali en tête de la deuxième étape Le Cap-Auckland de l'Around Alone, la course autour du monde en solitaire avec es-



Il faut peu de vacances aux Suisses. Pourquoi?

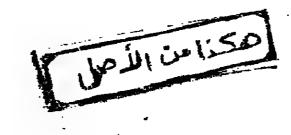
Vous decouvrirez la magie d'un monde alpestre pour demander e

la Suisse a tout a vous offer. A des Enfin les vacances. A vous la Suisse



26.2

sissi rue de Hongrie



les freres Gadou nt une histoile

19 50 m

Magazine

86. JA

Warran .

watergreet to transport

Sissi vue de Hongrie

Sur ses anciennes terres magyares, l'impératrice assassinée, dépouillée de ses vertus imaginaires, apparaît dans le seul rôle utile de sa vie

de notre envoyé spécial Commercialement exploité sans vergogne depuis trente ans en Autriche et bors d'Autriche, le mythe de l'impératrice Elisabeth, alias Sissi (1837-1898), est usé jusqu'à la trame. Les bals et autres flonflons et dorures, statues et circuits échelonnés de la Normandie à Corfou, de Schönbrunn à Madère, tout au long de 1998, pour le ceutenaire de l'assassinat à Genève de l'épouse de François-Joseph, n'ont pu dissimuler la vérité sur cette Bavaroise névrosée, égoïste, inconséquente, malade imaginaire, lunatique et snob. Elle poussa l'affectation jusqu'à se laisser passer pour républicaine alors que, tout en négligeant les devoirs de sa charge, elle profita à fond de ses avantages de souveraine absolue, y compris la possession d'un négrillon porte-traine...

Certains de ceux qu'agace, de longue date, tout ce montage anthume et posthume n'ont pas lu sans une secrète compensation le lournal de son meurtrier, Louis Lucheni, Parisien de naissance, soldat de l'armée italienne d'outre-mer, pauvre hère et anarchiste de rencontre, Lecture accomplie avec d'autant moins de remords que ne manquent pas les témoignages sur la victime selon lesquels in fine, lassée de son existence oisive et de ses vaines errances en train spécial ou en yacht, l'impératrice-reine appelait la mort de ses vœux. Si, là aussi, c'était de la pose, elle a bien été

punie, la pauvrette... Sans doute le cas Lady Di est-il assez proche de celui de Sissi, surtout par l'exploitation post mortem de son personnage, également par les couches d'huile de roses dont leurs admirateurs, intéressés ou gnat Sylvestre II, accompagnée de la fameuse couronne à croix penchée, au roi saint Etienne, évangélisateur des Magyars.

Gödőllő, à prononcer « Gueudeuleu », vous dit peut-être quelque chose si vous avez lu Les Petits Bourgeois, roman de Balzac où une aguicheuse Hongroise, M™ de Godollo (sans tréma), joue un rôle-clé. Le nom de ce palais campagnard en forme de Ú, inauguré en 1749 par un seigneur magyar, était connu depuis la visite qu'y fit l'impératrice Marie-Thérèse. Racheté à une banque belge, Gödöilo fut offert en 1867 à François-Joseph et Elisabeth par les Hongrois.

Janos Varkonyi, étudiant en his-

toire, ayant appris le français pour lire dans le texte nos historiens, anime un groupe de recherches sur l'action de Sissi en Hongrie: * Pour contrarier Sophie, son hungarophobe de belle-mère, Erzsebet ça veut dire Elisabeth dans notre langue – se pencha sur le royaume magyar, plus beau fleuron de l'empire habsbourgeois mais aussi le plus rétif. Cette feinte se mua en intérêt réel. En tant que reine de Hongrie, elle discuta à cœur sincère avec nos nationalistes et contribua largement à Imposer à François-Joseph le compromis de 1867, dont sortit cette Autriche-Hongrie politiquement équilibrée, facteur de tranquillité et de prospérité jusqu'en 1918. »

Amateur jusqu'à l'ivresse de chasse, d'équitation à la façon masculine, de grand air, la souveraine apostolique, sur son cheval Nihiliste, escortée de ses chiens Mahomet et Platon, devint vite, entre deux entretiens avec des politiciens magyars, «la Dame de Gödöliö ». Dès le début de son règne, elle avait appris le hongrois, le faisant ensuite enseigner à ses enfants (dont le futur héros tragique de Mayerling) et elle s'était entourée de suivantes magyares.

Ce comportement original, politiquement bienfaisant, est depuis peu reconstitué à Gödöllö, temple de la défunte Autriche-Hongrie. Il a d'abord fallu reprendre le châtean défiguré, en 1990 à l'armée soviétique, en 1994 à l'hospice local, qui jusque-là se l'étaient partagé. Une société d'utilité publique a déjà restauré et ouvert aux visiteurs le corps central de l'édifice – dont l'appartement violet où Erzsebet donnit deux mille nuits en trente ans -, remeublé

avec des objets authentiques ou copiés.

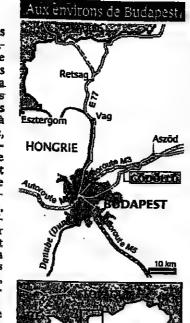
Toits rouges et façades blanches soutachées en vieux rose ou gris perle cachent des intérieurs clairs refaits à l'identique, en marbre ou stuc de marbre, où s'alignent peintures et photos, bonheurs-dujour et poêles en faïence. D'ici à 2005 seront disponibles dans l'enceinte palatiale un hôtel, un auditorium, des bains de vapeur, une chapelle. Dieu merci, tout cela est réalisé, jusque dans les commentaires sobres et purement historiques de la jeune guide francophone, sans le côté morbido-larmoyant de mise partout ailleurs, notamment à Vienne, dès que pointe la « sissimanie ». Les Hongrois ont su mai-

« Pour contrarier

son hungarophobe de belle-mère, Elisabeth discuta avec nos nationalistes et contribua largement à imposer à François-Joseph le compromis de 1867 d'où sortit l'Autriche-Hongrie »

triser ce sentiment et souvent le nuancer d'humour. Laissons donc à Janos le mot de la fin : « Lorsque le viell Otto de Habsbourg, député euro-allemand et aîné de la dynastie austro-hongroise, est venu visiter Gödöllő réhabilité, où il n'étalt pas retourné depuis sa petite enfance, nous lui avons annoncé qu'allait avoir lieu le match de foot Autriche-Hongrie. Il nous a tous fait éclater de rire en demandant : "Contre qui?" » A Gödöllö, c'est exact, on sent encore battre le pouls de cette double monarchie que la frivole Sissi, soudain sérleuse, sut ici aider à bâtir. Reaulescat in pace I

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz





deux mortes jusqu'à effacer leurs vraies qualités au profit de vertus imaginaires jugées plus « ven-

Il faut venir à Gödöllö, bourgade au bord de la Puzsta, l'immense prairie à l'est de Budapest, pour trouver une vision différente, rafraîchissante et positive, loin des clichés courtisans et touristiques, de celle qui en Hongrie fut « reine apostolique » - cet étrange qualificatif remontant à la distinction attribuée en 1001 par le pape auver-

Carnet de route

 Expositions. Les salles historiques du Musée national de Budapest. « joseph Rippi-Ronal,un nabi hongrois », jusqu'au 23 janvier 1999, an musée du Prieuré, 2 bis que Maurice-Denis. 78014 Saint-Germain-en-Laye, tél.: 01-39-73-77-87.

■ Transports. Navette ferroviaire entre Budanest et Gödöllő. Promenades aériennes au-dessus de Gödöllő et d'antres régions avec Hungarian Aircraft, Budapest, tél.: 36-1-222-33-34.

Vos vacances

de 1000 offres!

Vois, sejours, circuits, croisières

◆ Voyagistes. Euro-Pauli, tél. : 01-42-86-97-04. Donatelio, tel:: 01-44-58-30-81. ● Livres. La Dame blanche des Habsbourg, de Paul Morand. 252 p. Perrin et l'ai hu. Mémoires

Fax: 32-92.

de l'assassin de Sissi, présentés par Santo Cappon. 230 p. Le Cherche Midi. Le Danube, de Claudio Magris. 500 p. L'Arpenteur. Renseignements, Office hongrois du tourisme, tél. : 01-53-70-67-17_

VOTRE SEJOUR EN QUEYRAS

(30) jours de soleil/an)
piscine, tannis, bainéo, jeux d'entant
hébergement : Hôtels 2 cu 3***
résidence hôtel ou studios
SI-Véran : plus hautle commune
2040 m, site classé, chalets du XVIIIe
Anvieux : 1800 m au pied du fameux
of de l'izoant

col de l'izoerd 1/2 Pension de 255 à 390 F/jour

Pension de 317 à 451 F/jour résidence à partir de 2 000 F/sem

Tél. 04.92.45.82.62 Se recommander du "Monde"

Offres de

dernière

Directours. REVEILLON MALTE : 3 420 F vol Air Malta + Grand hôtel

Selmun Palace 4* diner Réveillon inclus. Départ Paris 31/12. Retour 03/01

S NOUVEL AN NEW YORK : 3 400 F

vol régulier + Holiday Inn Broadway 3* sup. départ 29/12 Retour 02/01. Prix base 4 en 1 chambre à 2 grands lits. En chambre double : 4 290 F Taxes aéroport : 400 F Prix enfant -12 ans : I 645 F

ruchures gratuites 01.45.62.62.62 ou de province au 08.01.63.75.43 Minist 3615 Directours (23) Flos) internet : www.directours.fr

TATE BRANDES ALPES USES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER Soleil - Neige - Tous Ski - Raquettes HÔTEL LE CHAMOIS**

LOGIS FRANCE 2 cheminées 1/2 pension 280 F - 310 F T&: 04.92.45.83.71 - Fax: 04.92.45.80.58



EVASION" renselg. publicité : 2 :01.42.17.39.40



Les résultats complets des classes préparatoires aux concours 1998 des grandes écoles sur Minitel

118 grandes écoles en fiches sur le site Internet du Monde

Sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Sur Internet www.lemonde.fr

lout le Cinéma sur Internet

Critiques du Monde, Grands événements, Dossiers thématiques, Actualités et box-office, Bandes-annonces, Musiques...

Programmes France entière par salles, films et horaires

www.lemonde.fr

... également sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

PARTIR

EXPOSITIONS NEW-YORKAISES. A l'affiche de la scène culturelle de la mégalopole américaine, deux expositions dignes d'aiguiser l'appétit des globe-trotters esthètes. La première, baptisée « Rendez-vous », voit les chefs-d'œuvre des collections du Centre Georges-Pompidou et du Guggenheim dialoguer dans le cadre du Musée Guggenheim « uptown ». La seconde, intitulée « Premises », présente, dans l'annexe du Guggenheim située « Downtown Soho », les arts visuels, l'architecture et le design made in France, produits au cours des quarante dernières années. A cette occasion, Voyageurs aux Etats-Unis propose des escapades de deux nuits sur place, à l'hôtel Algonquin, établissement mythique des années 20 qui, entièrement rénové, a retrouvé sa splendeur d'antan. Jusqu'au 14 décembre, il en coûte 5 565 F par personne en chambre double avec petit déjeuner, vol A/R sur Air France, transferts et assurance assistance/rapatriement. Du 26 décembre au 31 mars, le prix tombe à 5 360 F. A ajouter, les taxes d'aéroport et les frais d'inscription.

* Voyageurs aux Etats-Unis, 55, rue Ste-Anne, 75002 Paris, tél.: 01-42-86-17-30. Agences à Toulouse (tél. : 05-62-73-56-46) et à Lyon (tél. : 04-72-

■ GUJERAT ET RAJASTHAN. Sous la conduite de Dominique-Sila Khan, docteur en ethnologie et diplômée de l'Institut des langues orientales, le circuit proposé du 20 décembre au 2 janvier par l'Association française des amis de l'Orient (qui suppose une adhésion préalable de 250 F par personne, 300 F pour un couple) permet de découvrir deux Etats indiens intimement liés par leur histoire et leur culture. Au confluent du jaïnisme, de l'hindouisme et de l'islam, ils étaient jadis sillonnés par des caravanes. Si les villes sont tournées vers l'avenir (non sans avoir préservé leurs forteresses et leurs palais), les villages, eux, conservent leurs traditions, ainsi qu'en témoignent l'artisanat et l'art d'une population hospitalière. Un circuit de 15 jours qui conduit de Bombay à Delhi via le désert du Kutch, Palitana (la « colline inspirée » des Jains et ses quelque 800 sanctuaires), Ahmedabad, le Mont Abu, Udaïpur et son palais labyrinthe, la cité fortifiée de Chittorgarh, Jaïpur (la « ville rose ») et Sariska. Prix: 18 700 F par personne en chambre double (sur la base de 15 participants) en chambre double et pension complète, vols internationaux et domestiques compris.

★ AFAO, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél.: 01-47-23-64-85. ■ HIVER BRETON. Lors du solstice d'hiver, le 21 décembre, à 7 h 43

précises, les premiers rayons du soleil toucheront l'entrée de la Rocheaux-Fées. Ce site mégalithique en forme d'allée couverte, dressé par les hommes du Néolithique (de 4500 à 2000 ans avant notre ère), sera alors situé exactement dans l'axe de l'astre du jour. Pour assister à ce moment magique, un forfait incluant des fêtes traditionnelles - la Foire aux chapons, à Janzé, les animations de Noël dans la cité médiévale de La Guerche-de-Bretagne. Du samedi 19 au lundi 21, 3 jours/2 nuits pour 2 personnes en demi-pension, de 850 F en Logis de France à 1 480 F dans un Relais du silence. Tarifs préférentiels pour un enfant de moins de 12 ans. A projonger, si on le souhaite, jusqu'à Noël.

* Réservations auprès du Pays d'accueil des Portes de Bretagne, tél. : 02-90-47-38-90.

■ VILLEGIATURES LONDONIENNES. Lofts, studios ou appartements spacieux à louer pour une villéglature londonienne dans les quartiers chics de Clerkenwell et Bloomsbury, en plein centre de la capitale britannique. Petites maisons à Cheisea, Little Venice, Notting Hill ou Knightsbridge, péniches sur la Tamise... Alternative à l'hôtel ou à la chambre d'hôte, voilà 150 sweet homes privées, momentanément disponibles, pour cause de propriétaires absents, sélectionnées et mises en location par Go Native. On s'engage au minimum pour une semaine, voire pour plusieurs mois. Ménage hebdomadaire, permanence téléphonique 24 heures sur 24. Compter pour une chambre et un salon, plus cuisine et salle de bains, de 550 à 700 livres la semaine.

★ Go Native. Tél.: 00-44-171-221-2028, à Londres. 25 appartements sont présentés sur le site internet (http://www.gonative.co.uk.).

■ DOUCEUR CANNOISE. Au bord de la plage, la ville. Au large, les îles de Lérins. Dans l'arrière-pays, des villages nommés Mougins, Vallauris, Grasse, Biot, Saint-Paul-de-Vence. Tous connus: Picasso, la poterie, les parfums, le verre, les arts se sont chargés de leur célébrité. Et des températures parmi les plus clémentes de l'Hexagone. Ces attraits s'inscrivent dans un forfait auquel participent 54 établissements cannois. « Couleurs d'hiver » comporte notamment l'hébergement en chambre double, le petit déjeuner, une entrée au Parc de la mer, une excursion en bateau à l'île Sainte-Marguerite et la gratuité de la chambre pour le premier enfant de moins de 12 ans partageant celle de ses parents. Pour 2 nuits, compter de 460 F en 2-étoiles à 1 155 F dans un palace et, pour 5 mults, de 890 F à 2 245 F. Des prix valables Jusqu'au 31 mars, y compris, ce qui n'est pas courant, pour les fêtes de Noël (concerts gratuits au klosque à musique et veillée des Bergers en l'église du Suquet) et du Nouvel An (parade de 600 musiciens et danseurs américains ★ Renseignements au 0800-40-86-40 (heures de bureau).

■ NOEL AU SOLEIL. Pour passer les fêtes de fin d'année sous le soleil des Caraïbes, le voyagiste Marsans propose des départs les 24 et 31 décembre pour la République Dominicaine avec des forfaits 9 jours/7 nuits à Punta Cana, l'une des plus belles plages de l'île. Selon l'hôtel et la formule (petit-déleuner, demi-pension ou tout compris), il en coûte de 7 690 à 13 290 F par personne, en chambre double, avec le vol régulier Paris-Punta Cana A/R sur AOM. Sur la même destination, promotions sédulsantes de Vacances Air Transat en janvier ainsi qu'un circuit de 15 jours à Cuba (départ le 7 janvier) à 9 590 F en pension complète, de Paris. A noter, chez Nouvelles Frontières, des vols Corsair pour Saint Domíngue à 5 350 F A/R en décembre, 3 550 F en janvier.

* Marsans, tél.: 01-53-34-40-01. Vacances Air Transat, tél.: 01-53-02-23 34. Nouvelles Frontières, tél.: 0-803-33-33-33.





Pluies par l'ouest

JEUDI, une dépression bien creuse est centrée sur l'Islande, la perturbation associée circule sur l'Atlantique et concernera les régions de la moitié ouest en apportant nuages et pluies. Plus à l'est, la grisaille et les brouillards seront présents. Seul le pourtour méditerranéen bénéficiera d'un temps ensoleillé. Avec l'arrivée de l'air océanique le radoucissement général se

Bretagne, pays de Loire, Basse Normandie. - Le matin le ciel se couvrira et des pluies arriveront sur la pointe de la Bretagne. L'aprèsmidi elles progresseront sur les pays de Loire et la Basse-Normandie. Il fera entre 11 et 13 degrés au

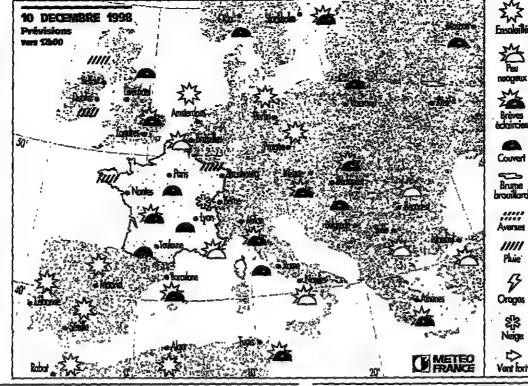
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après dissipation des brumes matinales, des pluies venues de l'ouest gagneront progres-sivement les régions. Il fera de 9 à 12 degrés l'après-midi.

journée sera grise avec brouillards et muages bas. De faibles précipitations sont possibles dans la matinée, en particulier de la pluie verglacante ou de la neige sur le relief, Il ne fera pas plus de 2 à 4 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Au lever du jour le ciel sera gris et quelques bancs de brouillard seront présents. Quelques éclaircies se développeront par endroits puis des pluies arriveront sur le Poitou-Charentes et 'Aquitaine. Il fera de 11 à 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhone-Alpes. - Le ciel sera très nuageux tout au long de la journée. Le matin il neigera faiblement sur le nord des Alpes. L'après-midi des pluies gagneront le Limousin puis l'ouest du Massif Central. Il fera de 6 à 11 degrés d'est en ouest.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur la Corse, nuages et éclaircies se partageront le ciel et des ondées se produiront le matin. Sur les autres régions le soleil brillera. Il



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

MAUTOMOBILE, Le site Internet d'ITI, fitiale de France Télécom, permet de préparer un itinéraire routier à travers la France et vers des villes d'Europe (Benelux, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Italie, Suisse, Autriche, Allemagne et République tchèque). Sur le parcours apparaissent, sous forme d'icunes, les stations-service, les péages d'autorontes, les offices de tourisme, musées et monuments historiques (en France). On peut réserver son hébergement en choisissant un hôtel parmi les Ibis, Mercure, Novotel

ou Sofitel (sur le www. iti. fr). ETATS-UNIS. Council Travel propose, du 6 janvier à la fin mars, des week-ends outre-Atlantique de 4 Jours/3 nuits en chambre double en bôtel «2 étoiles», vois A/R sur lignes régulières (+ 400 F de taxes) ; 2 895 F par personne à New York, 3 465 F à Miarul Beach. Dans les agences de voyages et au 0801-41-

Bourgogne, Fr				tre 9 et 14 des		R	par 3 ME	7 () () () ()	ZWE	ALC: NO	<u> </u>	20° FRANCE Vent fort 00-41.	
/Me par ville, le: t l'état du clel S : couvert; l' : pli RABCE métros MACCIO M	s minim : ensole de;*: n	NANCY NANTES NICE PARIS PARIS PAU PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE TOULOUSE TOURS FRANCE OUTPE	-1/3 P 5/13 P 5/13 P 5/13 P 5/14 P 5/14 P 1/8 C -2/2 P 1/8 C -2/2 P 1/8 C 2/1 P 2/3/20 P	PAPETE POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RE. EUREOPE BARCELONE BELFAST BELGRADE BERINE BERNE BRUXELLES BUCAREST COPENHAGUE DUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI ISTANBUL	-101/-100 23/28 \$ 22/27 \$ 2/5 \$ 1/9 N 9/15 N 6/11 P -5/0 C -4/-3 \$ -4/-3 \$ 3/7 N -10/-6 N -10/-6 N -4/11 P -2/4 C -9/-6 N	KIEV LISBONNE LUVERPOOL LONDRES LUCEMBOURG MADRID MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO PALMA DE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB, ST-PETERSB, STOCKHOLM TENERIFE VARSOVIE	-1046 C -30 2/11 N -641 C 7/17 S -442 S 6/13 C 7/16 S -1042 N -11/8 C -4/-1 N 12/16 S	VENISE VIENNE AMÉRIQUES BRASILIA BUENOS AIR, CARACAS CHICAGO LIMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK SAN FRANCIS. SANTIAGOCHI TORONTO WASHINGTON ANTRIQUE ALGER DAKAR KINSHASA	1/7 C -6/-2 N 20/25 P 13/28 S 24/28 N -1/4 S 19/23 C -101/-100 -3/0 C 4/9 N -101/-105 15/31 S -4/2 N -1/11 C 5/18 S 23/27 P	LE CAIRE MARRAKECH NAIROB! PRETORIA RABAT TUNIS ASIE-OCÉAINI BANGKOK BOMBAY DIAKARTA DUBAI HANGI HONGKONG JERUSALEM NEW DEHLI PEKIN SEOUL SINGAPOUR STONEY TOKYO	10/17 N 5/17 S 15/25 S 17/23 P 8/16 S E 20/29 N 21/33 S 26/31 S 18/29 S 13/19 C 14/19 C 14/19 P 11/26 S -8/4 S 26/3 S 26/31 C 20/25 N	Situation le 9 décembre à 0 heure TU Prévisions pour le 11 décembre à 0 heure TU	

JARDINAGE

Maintenir les plantes en vie jusqu'au printemps demande beaucoup d'observation

théréhentine - cette demière est cependant un produit de distillation de la résine de pin-, aux fleurs groupées en giornérules, nous nous sommes aperçus qu'eile était envahie par les mouches blanches connues sous le nom d'aleurodes. Des centaines d'œufs tassés sous les feuilles annoncent une catastrophe Imminente. Le cycle de reproduction de ce minuscule insecte qui ressemble à un papillon est si rapide qu'en l'espace d'un mois les plantes alentour seront infestées elles aussi. Suceuse de sève, cette bestiole affaiblit les plantes qu'elle attaque, favorise l'apparition de maladies, voire de champignons.

Que faire ? Si une seule plante est atteinte et qu'elle est facilement remplaçable - c'est le cas du lantana -, il faut immédiatement s'en débarasser en la brûlant. Si l'on est sentimental, on risque la contamination de toute la véranda ou de toute la serre. Car il est malheureusement quasiment impossible de se débarrasser des aleurodes.

Il existe pourtant de nombreux insecticides qui tuent les adultes.

les trois ou quatre jours pour en venir à bout. Il paraît que les professionnels disposent de movens plus efficaces. Il n'empêche que l'on sait depuis Pasteur qu'il ne suffit pas de mettre des chiffons au fond d'un placard pour que les souris apparaissent. Or si ces aleurodes envahissent chaque été nos jardins, chaque hiver serres et vérandas. c'est bien parce que les plantes que les jardiniers y introduisent après les avoir achetées dans le commerce en sont infestées. Il parait aussi que c'est un cadeau que nous ont fait les Américains, via les serres néerlan-

Si la plante attaquée est rare ou si l'on y est attaché pour une raison ou pour une autre, il faut tenter l'impossible. D'abord, s'il n'y en a qu'une d'infestée (par chance cette engeance laisse tranquille nombre de plantes dont les bégonias, les agrumes, les jasmins, les passiflores... au tnoins chez nous), il faut se dépêcher de l'isoler en la chan-

geant d'endroit. Avant cela, il faudra la poser au centre d'une grande feuille de plas-

ment. ~ X. Bouts de crayon. Parti-

culière à la région. - XI. Se penche sur

1. Quand les deux moitiés ne font

pas un tout. - 2. Mesure les acquis. -

3. Fait tourner la boutique. - 4. Aller

sans retour. Tient souvent en deux

lettres. - 5. Melange indien, Insen-

-6. Quiétude que rien ne saurait

troubler. Associe. - 7. Mûrî d'un côté.

nos troubles.

meur arboricole. Procurent une sible aux attaques extérieures.

VERTICALEMENT

EN INSPECTANT une potée de mais les ceufs sont plus résistants et tique ou d'une grande pièce de tislantana, une plante arbustive au leur rapidité d'éclosion fait qu'il su, délicatement en touchant le aleurodes adultes s'envoleralent dans toutes les directions. Attendre la nuit, pour enfermer la plante dans sa prison. Le lendemain matin. mais il ne faut pas qu'il gèle, sortir le paquet dans le Jardin, l'ouvrir et secouer la plante pour que le maximum de bestioles s'envolent, puis se dépêcher de changer de place pour qu'elles ne se reposent pas dessus !

Eliminer à la main les feuilles dont le revers est vraiment infesté risateur avec une solution d'insecticide. Et la rentrer en la mettant dans une autre pièce où elle sera scule. Si elle n'est pas trop grosse, la sortir chaque soir tout doucement et la secouer pour faire s'envoier les adultes peut être une autre solution... Solution que nous avons expérimentée avec un Fuchsia pendula que nous avons pu sauver de l'infestation généralisée.

Ne pas hésiter à rempoter

La première chose à faire quand on se voit offrir une plante d'intérieur en plein hiver, c'est de la rempoter en utilisant un bon terreau... à l'exception des orchidées qui sont tonjours cultivées comme Il se doit | Cela paraît bizarre, mais c'est ainsi. Les producteurs n'utilisent plus de vrai terreau ou de vraie terre de bruyère depuis longtemps - sauf quelques amoureux du travail bien fait - et cultivent leurs plantes dans de la tourbe acide et très pauvre en éléments nu-

Poussées aux dopants, les plantes végètent et crèvent parfois en moins d'une semaine quand elles quittent la serre pour une maison et passent à l'eau claire. Ne cherchez pas plus loin, si le magnifique hibiscus que l'on vous a offert ne pousse pas du tout, changez-le de terre et soyez patient : cette plante est souvent nanifiée aux régulateurs de croissance. Dernièrement, nous avons même vu des cactées et des plantes grasses poussant dans de la tourbe !

Les plantes conservées à l'intérieur pendant l'hiver y survivent dablies par une température assez hasse, par le manque de lumière naturelle, par l'absence des rayons ultraviolets arrêtés par les vitres, elles sont la prole des parasites et des

Par manque de place, on est par ailleurs contraint de mélanger des plantes qui auraient besoin d'un arrêt complet de végétation avec d'autres qui continuent de croître, qui fleurissent même (un citronnier est actuellement couvert de fleurs) ou qui exigent des températures élevées comme certaines orchidées !

Tout cela n'est pas simple et exige quelques astuces. C'est ainsi que les plantes qui exigent de la chaleur seront regroupées près des radiateurs qui chauffent la véranda et que les autres seront placées le plus loin possible - il peut y avoir dix degrés d'écart. Et cette différence est capi-

Nous maintenons ainsi en d'excellentes conditions des orchidées du genre Phalaenopsis et d'autres du genre Cymbidium dans une véranda dont la température descend

partie la plus froide et atteint quin-

W 27 5

image at a con-

2 321 10

名のうとよっ

Tate of

ETTY

. .

THE PROPERTY.

走上来。

The same

Sec. 12.

State Street

The Carlot of the Carlot

Barnet at

FERSON SERVICES

Branch Copy Co

E-VE SELLEN

Acres .

بمية

13.4

Carried March

Les arrosages doivent être suivis de près. Les plantes en semi-repos conservées au frais devront être peu mouillées - lauriers-roses, lantanas, géraniums, passiflores, jasmins de Andagascar, fuchsias -, les agromes devront être très surveilles car s'ils détestent tant le froid humide cul fait si facilement pountit leurs racines, qu'il n'est pas inmile de les arroser une fois par mois à l'aliette, ils ne supportent pas non plus une absence d'arrosage qui leur fait percire leurs feuilles et aiment l'air frais que les azalées de l'Inde et certaines fougères craignent...

Plus costands, les hibiscus supporteront le manque d'eau out les fait faner: un bon arrosoir d'eau dégourdie les requinque vite. Chaque plante doit donc être observée, chacune doit recevoir des soins adaptés à son métabolisme, être régulièrement inspectée pour être maintenue en vie jusqu'au printemps prochain. Et ce savoir-là ne s'acquiert que par l'expérience et l'observation.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

tti

N

V

VI

VII

VIII

HORIZONTALEMENT

I. On l'a bien en mains. ~ II. Rappel

pour éviter l'oubli. - III. Relèvera.

Donne du cachet à la bouteille. -

IV. Grand chez les lourds. Mettre le

feu aux tissus. - V. Prises en considé-

ration. Se mesure à l'œil. - VI. Vibre

en parlant. Vingt-cinq feuilles de

papier. - VII. Sorti de l'ensemble.

Voyelles. Sur la sellette. - VIII. Dor-

jouissance. - IX. Charles et François y

firent alliance. Chef-lieu de départe-

PROBLEME Nº 98294

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

 SOS Jeux de mots. 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

un million. - 10. Ne vaut pas grand-

chose. - 11. Mirent délicatement en

En force. Qui dure le temps de la révolution. - 8 La place des vainmens. On v brouve des betteraves et des missiles. - 9. Mis au courant. Vaut

couleurs. Faiseur de mystères. Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98293

HORIZONTALEMENT

I. Tire-bouchon. - II. Isocarde. Pd. - III. Racolet, Pirt. - IV. Et. Lès, Flop. --V. Lili. Tarama. - VI. Assène. Etal. -VIL Dru. On. Né. - VIII. Is. Em (me). Salem. - IX. Ganserait. - X. Oui. Raie. Un. - XI. Trémoussait.

VERTICALEMENT

1. Tire-larigot. - 2. Isatis. Saut. -3. Roc. LSD. Nie. - 4. Ecolières. -Baie. Numéro. - 6. Oreste. RAU. -7. UDR. Osais. - 8. Ce. Frènaies. -9. Plat. Lt. - 10. Opiomane. Ui. -11. Non-palement.

BRIDGE PROBLÈME Nº 1818

UNE NOUVELLE ASSOCIATION La nouvelle Association professionnelle des champions de bridge va permettre aux grands champions d'acquérir un statut professionnel qu'ils n'ont jamais eu. L'obiectif, entre autres, est de rechercher des sponsors afin de pouvoir organiser de plus nombreuses rencontres entre les villes et

les pays étrangers. Volci une donne jouée lors d'un tournoi des Restos du coeur où l'un de nos grands champions à pris un zéro peu mérité.

₽ V 0 J 4
♥ R D 3
ク86
#AR82
A73 V9 R109752 S S DV 1063
♠ R D 10 6 2
♥ 10 5 4
0 A D 3

♣95 Arm.: N. don. Pers. vuln. Quest Nord Est Sud 10 1 +

passe

C. THENDE est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sens l'accord de l'administration.

Commission partisire des journaux et publications n° 57 437.

2 😲



monmene du Monde

Le Mondo ent-directour pénéral : Dominique Alduy ésident : Gérerd Mortus rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 TEI : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

2 🏟

Ouest entame le Valet de Cœur pour la Dame du mort, comment Est doit-il jouer pour faire chuter le contrat de QUATRE PIQUES ?

Est laisse passer la Dame de Cœur, Sud joue Pique, Ouest prend de l'As de Pique, et rejoue Coent pour l'As d'Est. Celui-ci n'a plus qu'à renvoyer un petit Cœur pour faire couper son partenaire. Alors, Ouest peut Jouer soit Pique, soit Trèfle et n'a plus qu'à attendre de faire son Roi de Carresu. La défense a ainsi fait quatre levées.

Mais à la table de notre champion, qui ne jouait en fait que 2 Piques, celui-ci fit deux de mieux, soit dix levées. En effet, Est prit la Dame de Cœur avec l'As afin de contre-attaquer le Valet de Carreau et il n'était plus possible que Ouest fasse sa coupe à Cœur...

Sud pensait marquer une bonne note, mais lorsqu'il vit sa fiche ambulante, il marqua un zéro « plein » car tout le monde demanda la manche et personne ne la fit chuter. immérité, ce zéro...

APRÈS LE RÉVEIL, LA PRUDENCE Parmi les enchères compétitives les plus mal connues figurent le révell et ses réponses. Voici un exemple typique tiré d'un match dans une épreuve de sélection, il y a quelques années. Le jeu de la carte est lui aussi très instructif.

	♠ D 9 8 5 ♥ D 9 7 ♦ 10 2 ♣ A D 10		
↑A74 ♥AR853 ♦ ¥9765	O B	♦ V 30: ○ 62 ○ 84 ♣ V 85	٠,: :
	4 R62 ♥ V104 ♦ ARD	3	: سر

Ann.: O. don. Pers. vuln. Ouest Nord Est - Sud 17 passe passe contre

4R76

1 4 passe 1 SA 2 0 3 SA passe passe... Ouest ayant attaqué l'As de Coeur, puis le Roi et le 8 de Coeur, comment Sud a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT

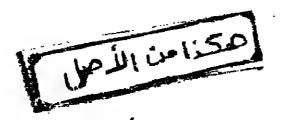
contre toute défense ?

Note sur les enchères Nord n'a répondu que « l Pique » sur le contre d'appel de son partenaige

car, dans cette situation de « réveil : Sud peut n'avoir qu'une dizaine de points d'honneur. An tour soiyant quand Sud reparle sur «1 Pique» pour dire «1 SA », il promet une bonne main, et ainsi Nord dolt essayer «3 SA». Notons, d'autre part, que Sud ne pouvait pas «révelles» avec «1SA», car cette surenchère n'aurait promis que 10 à 13 points et non pas la force d'une ouverture de « 1 SA ».

Philippe Brugnon_

J. 10



CULTURE

CINÉMA Du 16 décembre au 5 janvier, la Cinémathèque française, à Paris, programme deux cents films de la production standar-

de Disney. Les années retenues, distingue de la production standar-celles des origines (1921-1937), de-

dace narrative et des avancées technologiques décisives, elle permettra à Disney d'élever le dessin animé au rang d'art. ● AVEC SES PERSONNAGES asexués et positifs

évoluant dans un univers enfantin, l'animateur impose un style neuf et regonfle le moral des Américains à une époque - la Grande Dépression - où Hollywood était tenu res-

ponsable du déclin des valeurs morales. Disney a bâti son succès en croyant à la valeur artistique de son travail et en se comportant comme un entrepreneur capitaliste.

Aux origines d'un artiste de génie, Walt Disney

La Cinémathèque française présente jusqu'au 5 janvier, à Paris, deux cents dessins animés réalisés par le studio américain entre 1921 et 1939, soit la plus vaste rétrospective consacrée en France à cette première période méconnue

DEUX CENTS FILMS de Disney pour Noël, c'est évidemment une idée diabolique. Elle a germé dans le cerveau d'un fondu de Mickey and Co, Alberto del Fabro, programmateur d'une Cinémathèque française qui a toutes chances pour le coup de rafler une grosse mise. Celle des cinéphiles alléchés par la rareté des œuvres présentées comme celle du grand public friand de divertissement, celle des adultes qui vont se replonger délicieusement dans leur enfance comme celle de leurs propres enfants, qui voudrout en savoir plus sur les aucêtres de Mulan. Bref, un moment vraisemblablement pénible à pas-ser pour les thuriféraires de Tex Avery, qui, toute langue pendante, seront ainsi bien punis pour leur mauvais esprit.

Encore faut-il nuancer le diagnostic. Non que la redécouverte du Disney des origines bouleverse la donne au point qu'on doive réviser les attendus à son sujet, mais on peut constater une notable différence entre cette période, caractérisée par la production de courts métrages et l'exploration des formes, et la production de plus en plus standardisée qui lui a succédé, à partir de l'échec de Fantasia (1940), apothéose artistique de Disney. Inutile de préciser que cette histoire est aussi celle, exemplaire, d'une ascension qui part du premier «studio Disney» (le garage de l'oncle de Walt, en 1920, à Kansas City) pour aboutir à l'empire rationalisé des loisirs qu'on connaît aujourd'hud.

Disney n'a certes pas créé le des sin animé. Il eut de préstigieux de-vanciers (Winsor McKay) et des ilvaux aussi inventifs que lui (Otto Messmer et Félix le Chat, les frères Fleischer et Betty Boop). Son génie consiste à porter le geure à un haut degré d'élaboration, en s'entourant

de collaborateurs d'exception (Ub Iwerks est sans doute le créateur de Mickey) et en se tenant sans cesse sur la brèche de l'innovation. C'est la création d'une galerie de personnages extrêmement populaires, dé-clinés en séries autonomes. Alice voit ainsi le jour en 1923 (Alice's Wonderland), Oswald le Lapin en 1927 (Poor Papa), Mickey en 1928 (Plane Crazy), suivi rapidement du reste de la bande (Pluto, Clarabelle, Goofy, Donald_). C'est aussi une suite de « premières » technologiques grâce auxquelles Disney devance systématiquement ses concurrents: Steamboat Willie (1928) est le premier dessin animé sonorisé; Flowers and Trees (1932) inaugure le Technicolor; Le Vieux Moulin (1937) découvre les effets de relief grâce à l'invention de la ca-

MATRATION ALEATONIA

Une constante stylistique marque le foisonnement de premières œuvres : l'absence du récit au profit d'une trame narrative aléatoire qui laisse le champ libre à la recherche et à l'audace formelles. Si on peut y relever à l'oc-casion une privauté épinglée par la censure (Mickey jouant du xylophone sur les tétines de la truie de Steamboot Willie), une cruauté în-habituelle (Minnie abandonnant Mickey au profit de l'immonde Pete le chat à la fin de The Barn Dance) ou un humour complètement absurde (Donald en butte à des robots crétins dans Modern Inventions), c'est bien dans le domaine de la pure fantaisie, de la grace et de l'enchantement que s'exerce le génie de Disney.

Exemplaire, la série des Silly Symphonies, créée en 1929 avec La Danse macabre - le film est programmé en clôture par la Cinémathèque de la danse (mardi 5 janvier,



L'apparition des Marx Brothers dans « Mother Goose Goes Hollywood » (1938).

au Palais de Chaillot) dans le cadre d'une sélection spécialement consacrée au thème de la danse et de la musique chez Disney. Cette combinaison virtuose et proprement métaphysique du mouvement, du rythme et des formes suscita en son temps l'admiration d'Eisenstein: « La mutabilité perdue, la fluidité, l'imprévu des forma-tions, voici ce qu'apportent au spec-tateur privé de tout cela les dessins de Disney. » Disney confère au dessin animé la dignité d'un art. La référence à d'autres formes artistiques l'atteste et le recours à la parodie n'affaiblit pas la démonstration. Le cinéma y tient une place

de choix, et plus précisément la mythologie hollywoodienne. Mickey, emblème des studios Disney, est défini par son concepteur comme « un petit gars essayant de faire du mieux qu'il peut », délibérément inspiré de Chartie Chaplin et de Douglas Fairbanks. La liste serait longue des références et citations cinéphiliques émaillant l'œuvre primitive de Disney. Alice Little Parade (1926) prend sa source dans La Grande Parade (1925), de King Vidor; Gallopin Gaucho (1928), deuxième Mickey en date, dans Le Goucho (1927), de F. Richard Jones, avec Douglas Fairbanks; Steamboat Willie (1928)

dans Cadet d'eau douce (1928), de Charles F. Reisner, avec Buster Keaton: The Pet Parade (1933) dans King Kong (1933). Le bouquet en la matière est sans doute Mother Goose Goes Hollywood (1938), pastiche des Contes de ma mère l'Oye, où la plupart des stars hollywoodiennes de l'époque, des Marx Brothers à Fred Astaire, canonisent le film qui les croque.

Cette volonté de reconnaissance artistique cède progressivement la place à d'autres impératifs, où le marketing planétaire se conjugue à la tentation de l'hégémonie culturelle. Comment ne pas en voir un symbole dans la

manière dont le studio Dysney calcule les proportions de Mickey à partir de 1935 : les pièces de monnaie y servent désormais d'étalon, depuis 1 dollar le gros plan jusqu'à 1 cent le plan éloigné. Une manière efficace de mettre en forme le fameux style en O de ce dogme graphique exprimant à lui seul une morale esthétique. En ce sens, l'histoire de Mickey est un peu celle de ces ovales qui se métamorphosent en ronds, en même temps que sa voix, celle de Disney, devient la voix de l'Amé-

Tout l'intérêt de cette rétrospective est d'évoquer les origines démiurgiques et foisonnantes de cet univers, immense capital de départ dont l'entreprise Disney se contentera par la suite de faire fructifier les intérêts. Les Archives Disney de Burbank ont d'ailleurs contribué à cette manifestation en fournissant cent dix-huit copies, la sélection étant complétée grâce aux concours de diverses cinémathèques. Organisée par vingt programmes, depuis la rujusqu'à « Love story » en passant par « Dégâts et ravages ». Chacun d'entre eux est constitué de neuf à douze films, offrant un échantlilon représentatif des divers séries et héros qui caractérisent la période envisagée. On ne saurait mieux séduire le public, fût-li déjà

Jacques Mandelbaum

★ Walt Disney, ses premiers films. Clnémathèque française, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris-10*. 01-01. Du 16 décembre au 5 jan-

sites, celle de Walt Disney doit au- ment à un large public, enfin seulement en la valeur artistique tant à la chance qu'à son talent. conquis par le souriceau aux de son travail, mais surtout en son pire tentaculaire, l'animateur a su

ANALYSE_

Personnages asexués et valeurs positives. L'animateur a regonflé le moral de l'Amérique

être l'homme de la situation. Artivé queiques années plus tôt ou plus tard, il aurait sans doute connu le même sort que les studios d'animation des années 10 et 20 : le dépôt de bilan.

Lorsque Steamboat Willie est projeté pour la première fois, le 18 novembre 1928, au Colony Theater à New York, la compagnie Disney est au bord de la faillite. Steamboat Willie est le troisième dessin animé, après Plane Crazy et Gallopin' Gaucho, où figure Mickey. Dans Plane Crazy, il était un aviateur inspiré de Charles Lindbergh, héros qui fascinait Disney et sur lequel Steven Spielberg prépare actuellement un film. Dans Gallopin' Gaucho, Mickey incarnait un cavalier, mais c'est Mickey en mousse, dans un film parodiant The Navigator, avec Buster Keaton, qui va propulser Disney vers la gloire. Steamboat Willie est le premier film d'animation sonore, mais ce n'est pas cette innovation technique qui assure son succès, plutôt la ténacité avec laquelle Disney s'accroche à des personnages asexués, à un univers enfantin et idyllique, où règne Mickey, et ses manières de garçon bien-

Walt Disney, petit gars du Kansas, Américain de souche, qui avait un faible pour les animaux doués de sentiments humains et le plus profond mépris pour les dirigeants des studios hollywoodiens, qu'il tenait pour des animaux, im-

COMME BEAUCOUP de réus- pose un style neuf. Pas simplequeue, mais aussi à l'establishment politique américain. Steamboat Willie sort quelques mois avant la crise économique de 1929. L'effondrement de Wall Street a pour conséquence indirecte de redonner vie à plusieurs organisations civiques qui ne manquent par de faire le lien entre la crise économique et ce qu'elles appellent le déclin des valeurs morales. Le principal responsable de ce déclin a un nom : Hollywood.

UN ENTREPREMEUR CAPITALISTE

Plusieurs membres du gouvernement fédéral étaient, depuis le début des années 10, préoccupés par le contenu des films hollywoodiens, et s'assuraient qu'on y produise des films « socialement corrects ». Les chefs des studios se contentaient de produire des films qui rapportaient de l'argent. Leur logique, simplement industrielle, fut interprétée par beaucoup, hommes politiques et businessmen, comme la tentative d'hommes d'affaires juifs de corrompre un art et de jeter l'infamie sur la morale chrétienne. Ce qu'Henry Ford définissait comme le problème de l'Amérique : « l'internationale juive ».

Walt Disney a su s'imposer comme le promoteur, pour ne pas dire l'inventeur, d'un cinéma famihal exaltant les valeurs positives de l'Amérique. Les studios Disney n'employaient pas de juifs. L'animateur n'était pas le seul à leur fermer la porte. Mais son activité se développait dans une industrie à majorité juive qui fermalt d'autant plus les yeux sur son attitude qu'elle tenait en ce campagnard du Kansas le cheval de Troie qui lui permettrait d'opposer aux sénateurs et aux journaux les plus agressifs l'image d'un Hollywood se rachetant à peu de frais une

conduite. Walt Disney croyait non sonné en entrepreneur capitaliste ; il s'est intéressé très tôt aux droits dérivés de ses personnages - une campagne de merchandising, peut-être la première de l'histoire du cinéma, avait accompagné la sortie de Steamboat Wilhie et donné à Mickey le statut de star internationale - et s'est cramponné au copyright de ses personnages, se bornant à des contrats de distribution avec les

Pour le créateur de Mickey,

l'homme et l'œuvre se confondaient naturellement. Pas dans le sens où l'affirmait une remarquable biographie de l'animateur par Marc Eliot (Walt Disney, la face cachée du prince d'Hollywood, Albin Michel), qui décrivait un Disney agent spécial au service du FBI et sympathisant du parti nazi. mais de manière bien plus insidieuse. Dans Les Trois Petits Cochons (1933), Disney avait parfaitement réussi à synchroniser la peur du grand méchant loup avec 'angoisse de la Grande Dépression. Le message du film - ne jamais perdre courage - devait être parfaitement compris par un public américain dont le moral fut subitement regonflé à bloc. Ses films, surtout après la guerre, au moment où il commence à échafauder le grand projet d'un parc d'attractions baptisé Disneyworld, auront été comme une maison à l'intérieur de laquelle plusieurs générations d'Américains allaient trouver refuge. On connaît le mot fameux de Disney à propos de tous ses films d'animation réalisés après 1945 : « Assez de caviar, je vais leur donner de la purée et du jus de viande. » Son refuge traitait, il est vrai, davantage ses hôtes en clients qu'en spectateurs.

L'enfant sauvage et la beauté du mal

Kirikou et la sorcière. Un splendide dessin animé mêlant imagerie africaine et graphisme moderne

Film d'animation français de Michel Ocelot (1 h 10).

Il est minuscule, nu comme un ver, courageux comme un lion, fin comme l'ambre, mignon à croquer et ressemble de fait à une crotte en chocolat : qui est-ce ? Kirikou, le micro-héros du premier long métrage de Michel Ocelot, dessin animé qui se démarque des traditionnels mastodontes de Celluloïd débarquant à cette époque de l'année, tout simplement parce qu'en montrant les choses autrement, il dit autre chose. nense d'une autre facon, rève d'une autre manière. Rien pourtant d'exceptionnel, a priori, dans cette histoire qui relève de l'univers du conte. Ouelque part en Afrique, un enfançon sorti prématurément du ventre de sa mère défie une terrible sorcière qui tient le village sous sa coupe, vole aux femmes leur or,

mange ceux qui veulent lui résister. Rejeté par le village pour sa petite taille, Kirikou va pourtant, grâce à elle et à son indépendance d'esprit, gagner son estime et le sauver des griffes de la sorcière. Toute l'originalité de ce film tient dans le mélange de réalisme et de stylisation dont il procède. Situé dans une Afrique non réduite à la jungle, ce qui n'est pas si fréquent dans le monde de l'animation, il en restitue scrupuleusement l'univers traditionnel: l'oralité (un conte initiatique), les objets usuels et magiques (pagnes, masques et fétiches), la musique (composée par Youssou N'Dour), les mœurs, les habitations, la faune et la flore.

En même temps, le graphisme soumet ces éléments à une élaboration stylistique qui tire cet univers sous les auspices du fauvisme et du cubisme, du côté de l'abstraction Samuel Blumenfeld symbolique et de la modernité. La

violence et le contraste des couleurs et du noir et blanc, la géométrie des fétiches utilisés par la sorcière comme des instruments de surveillance et d'oppression, l'alignement rationalisé des cases du village œuvrent à l'étrange beauté et au pouvoir de fascination de ce film, dont la qualité essentielle est

d'échapper à tout déterminisme. On en veut pour preuve la façon dont Il représente le mai, qui est la question taraudante à laquelle se confronte Kirikou. Personnifié par la sorcière, il prend ici la forme de la beauté, dans ses plus magnétiques atours. Parée d'or, élancée comme

une statue, la crinière électrique et le sein haut, la sorcière est une splendide incarnation baudelairienne, dont le regard paralyse et la parole tue. Mais sa méchanceté et son pouvoir relèvent d'un secret que le village ignore, celui de sa propre souffrance, révélée à Kirikou par un vieux sage. Sans se transformer le moins du monde en traité philosophique, voilà en tout cas un dessin animé qui, divertissant avec Intelligence, est un très beau cadeau de Noël pour les petits et leurs parents.



Lumière crue sur scènes d'amour et de guerre

A la place du cœur. Robert Guédiguian acclimate James Baldwin au cadre marseillais

Film français de Robert Guédiguian. Avec Laure Raoust, Ariane Ascaride, Alexandre Ogou, Jean-Pierre Daroussin. Gérard Meylan. (1 h 53.)

Il y a Clémentine, dite Clim, qui est jeune, belle, blanche. Il y a François, dit Bébé, qui est jeune, beau, noir. Il y a qu'ils s'aiment. Il y a Marseille, ces autoroutes suspendues qui balafrent les quartiers pauvres de la ville, le métissage. les chantiers de marine qui n'embauchent plus. Il y a le filc raciste qui a voulu la peau noire de Bébé, et l'a eue, l'envoyant croupir en prison. Il y a le monde, la guerre en Bosnie, et ailleurs, et ses séqueiles. Il y a Robert Guédiguian, qui fait des films, toujours pareils, depuis vingt ans: avec sa troupe comme une famille (qui ici joue les familles de Clim et Bébé), avec la vaillance d'Ariane Ascaride dont le personnage se met en chemin pour sauver l'affaire, comme l'actrice le fait toujours pour transba-

huter le film à bon port. Tout ça, un peu en vrac, un peu en force (on sent trop par instant la transposition du roman de James Baldwin), fait A la place du cœur, huitième film de Robert Guédiguian, avec toujours ses certitudes, ses espoirs et ses refus, ses

simplismes aussi. C'est-à-dire du cinéma bien de face, avec les mots pour dire ce qu'ils veulent dire et les histoires pour conter ce qu'on a sur le cœur, ustement, de colère et de tendresse, de fidélité, et de curiosité malgré tout pour le lendemain. Ce n'est pas trop sûr de vouloir qu'il se multiplie, on voit blen ce qui ferait vite les limites de cette agit prop à la convivialité accentuée. On sait aussi ce qu'elle a d'indispensable, et de précieux tant ou'elle reste rare.

Sans bouger d'un iota quant à l'essentiel de son idée du cinéma, Guédiguian cherche ici de nouvelles pistes, non sans courage, dans l'utilisation de la voix off ou

PUIS LITTERAIRE

Il a travaillé les textes dans un sens plus littéraire qu'auparavant, s'est enhardi assez pour quitter Marseille, aller jusqu'à Sarajevo - ce qui laisserait plutôt penser qu'il vaut mieux qu'il reste sur son

li n'empêche qu'on voit venir avec quelque apprébension le rejet d'A la place du cœur par beaucoup de ceux qui ont - exagérément porté aux nues le précédent film du réalisateur, Marius et Jeannette, promu film exemplaire par sa sup-



Ariane Ascaride et Jean-Pierre Daroussin dans dans « A la place du cœur ».

posée correction politique comme par sa fortuite, quoique réjouissante, réussite au box-office.

A la place du cœur ressemble à Marius et Jeannette, qui ressembiait à A la vie. à la mort l'(succès d'estime), qui ressemblait à Kilo sa?, Rouge midi, Dieu vomit les

tièdes ou L'argent fuit le bonheur, la même idée simple et forte de la autant d'échecs publics. On y re-mise en scène, qui permet d'instrouve le même sens de la parabole, le même travail de troupe dirigée par un cinéaste qui sait distinguer sa ganche de sa droite et, fort de l'indéfectible soutien de ses acteurs personnages, pratique

crire les petites saynettes locales dans de vastes perspectives, rien qu'en clignant de l'œil. On ne lui en demande pas davantage.

Jean-Michel Frodon

Les violences du ghetto selon James Baldwin

A L'ORIGINE, James Baldwin voulait faire de SI Beale Street pouvait parler (éditions Stock) un roman plus ambitieux. Dès 1972, au moment où il se mettait au travail, il affirmait à un journaliste vouloir racouter l'histoire d'un militant révolutionnaire noir emprisonné dont la femme enceinte donnait paissance à leur fils. Le ton du roman publié deux ans plus tard est beaucoup moins grave. Le militant noir était devenu Fonny, jeune sculpteur accusé du viol d'une jeune Portoricaine, finalement innocenté. James Baidwin s'était inspiré d'un faits divers célèbre : l'incarcération de Tony Maynard, condamné pour viol, et qui, sans argent et sans soutien, ne serait Jamais sorti de prison. Beale Street jouait sur les fantasmes sexuels suscités par l'homme noir, et naturel dans une affaire de viol. Un aspect parfaitement pris en compte par Guédiguian dans A

La fin du roman de Baldwin demeure étonnamment complexe. Elle ne peut pas se comprendre sans le contexte de l'époque, au entre Beale Street et A la place du cœur est pourmoment où, après les meurtres de Martin Luther King et Makom X, après le démantèlement des Black Panthers, la communauté noire se retrouve brutalement privée de ses leaders. Fonny, enfin libre, se remet à la sculpture en siffiant et en souriant, puis son bébé se met à crier de plus en plus fort, « comme s'il voulait réveiller les morts ». D'un ton calme, qui ne hi ressemblait pas forcément, très éloigné par exemple d'un ré-cit comme La Prochaîne Fois, le feu, Baldwin demandait à la communauté noire de se mobiliser, de se prendre en charge individuellement, de ne plus s'en remettre à ses leaders.

L'adaptation d'un roman américain par un cinéaste français suscite forcément la question de la pertinence d'une histoire qui se déroule dans un contexte - New York, les années 70 - totalement différent de celui choisi par Guédiguian: Marseille, les années 90. Le rapprochement

tant évident. Guédiguian a adopté le même principe de narration que Baldwin, racontant, comme ce dernier, son histoire du point de vue de Clementine, la jeune fille de dix-neuf ans, enceinte du fils de Founy, faisant sien le principe d'une famille unie derrière cette jeune fille qui

ne bénéficie d'aucon soutien extérieur. Si Beale Street pouvait parler avait rencontré un accueil très mitigé auprès de la citique américaine au moment de sa sortie, Installé sur la Côte d'Azur, Baldwin était considéré comme. trop éloigné de l'Amérique pour en parier correctement. Dans une lettre adressée à Baldwin, Elia Razan lui expliquait qu'on ne pouvait pas vivre dans le sud de la Prance et saisir la réalité du ghetto. Il ne se doutait bien évidemment pas que, vingt-six ans plus tard, cette même réalité du ghetto se trouverait transposée dans le sud

CINEMA: Alain Terzian vient d'être réélu à l'unanimité président du conseil d'administration de l'Union des producteurs de films (UPF), les vice-présidents restant Jean-Jacques Beineix, René Bonnell, Charles Gassot et Margaret Menegoz. A l'orée de son nouveau mandat, Alain Terzian a défini, parmi les diossiers prioritaires de l'UPF, la chronologle des médias, qui détermine les délais de diffusion d'un film sur les autres supports que le grand écran (vidéo, chaînes cryptées et en clair), la désintégration de la distribution indépendante sous les effets de la concentration, ainsi que « la peau de chagrin du financement de la création française, radicalement insuffisante pour répondre aux enjeux du mu-

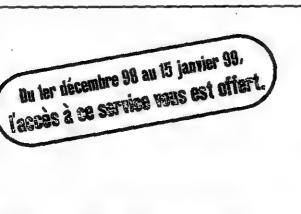
mérique ». ■ « Ciné Référence », livre de Simon Simsi co-édité par la Bifi et les éditions Dixit (259 pages, 250 F.), se présente sous la forme d'un bilan économique très détaillé de la saison cinématographique 1997-1998. Avec ses nombreuses entrées - nouveaux films, récapitulatif par nationalité et distributeur, parts de marché, mellieures entrées Paris-province, fiches techniques... - et sa masse d'informations, ce livre ambitionne d'être un instrument de documentation pour les pro-

🖿 Steven Spielberg, associé à Tom Hanks, va produire tine série de treize épisodes de soixante minutes sur la seconde guerre mondiale destinée à la chaîne HBO, dans le sillage de leur film Il faut sauver le soldat Ryan. Adapté d'un livre de l'historien Stephen Ambrose, cette série, intitulée Band of Brothers, suivra une troupe de parachutistes depuis leur Georgie natale jusqu'à la prise de Berchtesgaden, QG de Hitler, en passant par la libération de Dachau. La série devrait être livrée pour l'an 2000, pour un budget de 70 millions de dollars. M Shirley McLaine sera l'invitée d'homeur du procham Festival de Berlin, qui se tiendra du 10 au 21 février 1999, où un hommage cinématographique lui sera rendu, ainsi qu'un Ours d'or atmibué

Access .

1

LESHOUVEAUX FILARS





Vous n'avez pas d'ami hôteler, vous avez passé l'âge de dormir à la belle étoile...

> Tapez R E S A (soit le 7372)* sur votre portable pour trouver une chambre d'hôtel, même en dernière minute. Avec NELSON

article from the party of the		CT DOME	5	% of Southern	25 45 2
Men	we de	HOMESE	No de l'IND	bactstatout	XUTA
Files Cervic	HERTINES.	PENTALES.	DECEM	TA SECURITIES	DE BOX D
		See All See See	75.40	a Plant of the same	مساملك
Mulan	2	676 290	706	♥ - 14 %	1 595 3
Mary à tout prix	2.7	232 871	466	₹-20%	4 6000 03
entral Transfer bear '		127.7		V. 2. 25 15	2.450
Ronin	2	194 217	306	₹ -42%	595 19
The Manufacture	***	25.00	14214	15-25-119.	2.17
Hors d'atteinte	2	153 613	37.3		153 8
La vie est belle	7	127 922	466	₹ -25%	2 795 39
Fourmiz	ئ _{ىر ئ} ۇر.	And Seps	968	Sales of the	
	· /	101 202	300	A. 499.30	906/48
Blade	3	86 815	253	₹ -38%	551 41
4-14-14-1	1.00			4 4 4 4 4 4	
Au-delà de nos rêves,	1.11	82 593	303	Active Sales	82.5
Central do Brasil	. 1.	74 628	80	-	74 62
Conversion of	149		1 22.77	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	
Snake Eyes		12204	. 234	A 40 -	623.65
	*	période du n	ercredi2/1	2 au dimanche	6/12 inclus

ALORS QUE la fréquentation baisse de 17 % par rapport à la semaine correspondante de 1997, Moian réalise au score époustouflant, attirant 679 000 nouveaux spécialeurs en decodeme semants (* 14% seviement), sou and m de 955 spectateurs par écran-Mary & multimix tends se devant Romin grace a ent booche-aorcille favorable (574 envée bouche sa cible : 150 000 specta box office, à la onzième place avec quelque v9 000 entrées

Alfred perdu dans Manhattan

Le New Yorker. Un premier film en forme de comédie vivement menée

Film français de Benoît Graffin. Avec Mathieu Demy, Grace Philips, Shawn Elliot, Gretchen Cleevely. (1 h 15.)

Qu'un film, par sa conception et sa réalisation, paraisse ressembler à ce qui advient à son (ou ses) personnage(s) produit une agréable sensation de cohérence et d'équité. C'est ce qui se produit avec ce premier long métrage, dont la mise en œuvre semble aussi volontariste, improbable et finalement vouée à un paradoxal succès que le sort d'Alfred, son piètre héros débarquant à New York en plein frimas, avec pour tout viatique la vague promesse d'affection d'une Américaine croisée en France l'été précédent. Proprement viré par la donzelle, qui l'a oublié, Alfred, naif obstiné, organise sa survie, fondée sur une croyance têtue en sa bonne étoile oni tourne bientôt à la simple loi de la nécessité.

Il ne manquera pas de tomber au plus bas (si bas qu'un petit voyon black considère qu'il ne mé-

nte même pas l'effort d'un comp de pistolet auquel il tend une tempe complaisante) avant, natu-

rellement, de remonter. C'est un conte, bien sûr, un conte adolescent, sans les relents péjoratifs que cet adjectif traîne souvent avec lui Jouant sans se démonter de la métaphore entre cinéma et Amérique, Benoît Graffin se lance dans la conquête de sa. première œuvre avec exactement la même énergie, la même apparente absence de chance de réussir et la même manière de sembler s'être fourré dans une situation telle qu'il va blen falloir s'en sortir par tous les moyens.

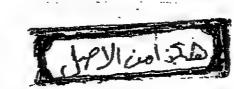
Au premier rang de ces moyens, Benoît le réalisateur et Alfred l'amoureux transi (très transi) bénéficient du même et très efficace renfort: celui de l'interprétation ironiquement déstabilisée mais d'une force peu commune de Mathien Demy.

Cette juvénile trinité auteur-personnage-interprète marche d'un pas dont la vaillance brouillonne

fait tout le tonus du film. Sans doute le scénario peine un peu en chemin, ayant du mal à altmenter en rebondissements d'égale intensité une trajectoire qui relie les quartiers dorés et les zonies d'extrême détresse sociale. Sans doute le parcours devient moins convaincant lorsque la fautasmagorie légère des rapports sentimentaux tourne à des cauchemars plus appuyés, que le réalisateur ne sait pas toujours montrer assez rapidement ni assez précisément. Comme quand Alfred, embauché comme gardien de chien par un mafieux noir nommé Farrakhan, devient la victime des jeux sadiques de la fille de celui-ci...

Îl reste pourtant à ce New Yorker une énergie à déplacer les anecdotes scénaristiques comme les réticences amourenses de péronnelles yankees, qui fait de la simple existence du film - de même que de la simple survie de son personnage - mieux qu'une. réussite : du même élan, un acte

J.M.E.





Le cinéma d'Europe de l'Est respire encore

Le festival de Cottbus, en Allemagne, qui s'est tenu du 11 au 15 novembre, a permis de découvrir des films prometteurs d'une vingtaine de pays qui ont pu voir le jour malgré d'extrêmes difficultés

COTTBUS (Allemagne) correspondance

Pour se faire une idée globale de ce qui se passe encore à l'Est, un ultime endroit subsiste: le Festival de film de Cottbus (Allemagne), dont la huitième édition s'est tenue du 11 au 15 novembre. On y découvrait une cinématographie étonnamment variée, recelant quelques réalisateurs dont le talent mériterait une plus large distribution. Puisque voir, en France, des films venus d'Europe de l'Est devient de plus en plus difficile. Passée la flambée d'intérét consécutive à la chute du Mur de Berlin, l'enthousiasme est largement retombé. Même le Fonds Eco » du Centre national du cinéma (CNC), mis en place en 1990 pour venir en aide aux cinématographies de l'Est, a été supprimé en avril 1997. Mais absence de visibilité ne signifie pas insignifiance, encore moins inexistence I Ce sont quelque cent films qui ont, malgré les grandes difficultés matérielles, vu le jour dans

15 T

San San San San

....

5 2 2 2 2 2 2 2

475

1 ...

147 3

- · · ·

33000

-

2 : 227

d'

1247

les vingt pays de la région. On peut classer ces films en trois groupes. Le premier réunit les comédies plates et thrillers sans suspense qui constituent la majorité des productions nationales. Souvent pâle reflet d'une esthétique américaine badigeon-

née de couleurs locales, leur tomne à Paris -, The House, de Buttoners, série de six sketches du que, ici comme partout, le ciné- encore les films russes Des dont l'extravagance affichée apma est considéré avant tout monstres et des hommes, d'Alexei comme une industrie visant à engendrer du profit, via principalement les ventes aux télévisions et aux distributeurs de cassettes

DES FILMS . POUR L'OUEST »

Cependant, le succès extraordinaire remporté en 1998 par certains de ces films - Kiler, du Polonais Juliusz Machulski a attiré plus de deux millions de spectateurs dans son pays d'origine, laissant loin derrière lui les meilleurs succès américains - prouve qu'il reste une part de marché pour des productions capables de traiter intelligemment, sur un mode comique, des problèmes réels de la société. Ces films ont aussi le mérite de réconcilier un public avec son cinéma national, ce qui ne peut qu'être favorable, par ricochet, à un véritable ciné-

Dans le deuxième groupe se rangent les quelques films distribués en Europe de l'Ouest : Le Fils adoptif. d'Aktan Abdikalikov (Kirghizstan), Tueur à gages, de Darejan Omírbaev (Kazakhstan) - qui vient de faire l'objet d'une rétrospective au Festival d'au-

abondance souligne seulement Sharunas Bartas (Lituanie), ou Balabanov, et Khroustaliov, ma voiture!, d'Alexei Guerman.

Films de qualité dans tous les cas, ils ont en commun d'être le plus souvent dépréciés par leurs compatriotes qui, au mieux, les ignorent, et, au pire, les qualifient de « films pour festivals européens » (entendre : conçus en direction des cinéphiles de l'Ouest, ce qui relève d'une innommable traitrise...). Ces films sont dus à des coproductions avec l'Ouest, le plus souvent avec la France, sans laquelle ils n'auraient souvent pas pu voir le jour. Il n'est pas exclu que l'esthétique de ces œuvres s'en ressente.

SANS COPRODUCTION ÉTRANGÈRE D'où l'intérêt des films du troisième groupe, réalisés par un cinéaste original mais sans coproduction étrangère, et ainsi presque sans espoir de diffusion hors de leur pays d'origine. A cette catégorie appartient par exemple Happy Birthday!, première œuvre de la russe Larissa Sadilova, racontant au fil des jours les joies et les peines des patientes d'une maternité en bordure de Moscou. Ou encore The

jeune réalisateur Petr Zelenka, paraît comme une provocation à la situation tchèque actuelle. Ou Georgica, de Sulev Keedus, rencontre entre un jeune garçon muet et un vieil homme solitaire pour une évocation tarkovskienne des fantômes et des aspirations qui agitent la Lettonie post-soviétique. Quels espoirs peut-on conce-

voir pour une meilleure distribution des films de l'ancien bloc de l'Est? Un hasard du calendrier a fait que, au moment où avait lieu le Festival de Cottbus, une rencontre se tenait à Budapest entre des producteurs d'Europe de l'Est et des acheteurs occidentaux. Elle était initiée par l'organisation européenne « Eureka Audiovisuel », dont une des tâches est de promouvoir de nouvelles structures dans l'industrie cinématographique des pays de l'Est. On parle aussi d'un désir, au sein des institutions allemandes de soutien au cinéma, de prendre le relais du CNC en faveur de leurs voisins orientaux. Une réunion des principaux responsables devrait avoir lieu en marge du Festival de Berlin, en février 1999.

Pierre Daum

LES NOUVEAUX FILMS

JULIE EST AMOUREUSE Parabole sur l'amour et le spectacle, appuyée sur la représenta-

tion de Roméo et Juliette qu'une troupe d'amateurs donnera au château appartenant à un comédien célèbre, le premier film de Vincent Dietschy ne manque pas d'ambition. Sous le parrainage de Jean Renoir (de La Règle du jeu au Carrosse d'or), le film met en place des situations narratives complexes, souvent riches de suggestions, que la réalisation et l'interprétation ne cessent de venir contredire. C'est finalement ce décalage entre la finesse des prémices et la brusquerie des changements de ton et de situations ou les outrances du jeu qui font le charme un peu trouble de ce film dérangeant... qui semblait ne devoir être que charmant. Entre maladresse et distanciation, cette incertitude qui met parfois inutilement en danger de du Lion du Panshir, en qui il jeunes acteurs doués comme Marie Vialle, Aladin Reibel ou Anne

Bercy

LE PLUS GRAND CINEMA DE PARIS

100

4.04

San San 🥞

2 4.4° 4.4°

- 5

qu'un autre film vienne dire le fin Fikn français de Vincent Dietschy. Avec Marie Vialle, Aladin Reibel, Anne Le Ny, François Chattot.

MASSOUD L'AFGHAN

■ Diffusé par Arte le 2 octobre dernier, ce documentaire de Christophe de Ponfilly (qui vient de publier un ouvrage sous le même titre, Arte Editions/Editions du Felin, 300 p., 139 F) se veut à la fois portrait d'une figure légendaire de la guerre en Afghanistan et bilan des longues années de travail et de passion que le réalisateur a consacrées à ce pays. L'imbrication des deux démarches confère au film sa forme particulière, qui mêle à un tournage réalisé en 1997 des extraits de documentaires précédents. Fidèle parmi les fidèles à la figure continue de voir l'unique espoir de rétablissement démocratique Le Ny fait le sel un peu amer de 📉 en Afghanistan, Ponfilly Stigmacette comédie à cié dont il faudra tise, sinon la responsabilté, du

CINECITÉ

on n'a pas fini

de vous faire rêver...

Après les Halles,

moins l'indifférence de l'Occident face au drame afghan. Mais, sans nier les vertus pédagogiques du film, on peut s'interroger sur la revendication d'une subjectivité qui paraît, ici, maladroitement plaquée. Exprimée par le commentaire (admiration du cinéaste pour Massoud, dégoût de la superficialité du monde occidental, annonce de la mort de son père en plein tournage...), celle-ci reste extérieure au film, tandis que l'attachement romantique du cinéaste à son personnage éclate trop, y compris au risque de la belle image, pour que l'énonciation de ses états d'âme ne soit pas perçue comme une redondance. J.-M. F. Film français de Christophe de

LOVE IS THE DEVIL

néaste expérimental Derek Jarman, John Maybury, l'auteur de ce film, évoque l'existence tumultueuse et tourmentée du peintre Francis Bacon, en marchant sur les traces du Caravaggio de Jarman. Il recourt pour ce faire à deux expédients : centrer l'action sur la liaison entre le peintre et George Dyer, petit malfrat qui deviendra son amant, et conférer à l'univers de son film l'apparence des toiles de Bacon, Relevant de la fausse bonne idée (le style, c'est l'homme), le résultat est un exercice maniériste, grimacant et confiné, qui a tout bonnement oublié que le rapport mouvant de l'homme au monde tel que le cinéma le représente n'est pas réductible à la manière dont la peinture le figure, ou le transfigure, comme c'est plus particulièrement le cas de Bacon. J. M. Film britannique de John Maybury. Avec Derek Jacobi, Daniel Craig, Tilda Swinton. (1 h 30.)

VELVET GOLDMINE

■ Un journaliste un peu décavé enquête sur la disparition d'une idole du rock des années 70. Sa quête lui fera rencontrer divers témoins, prétextes à une succession de flash-back marquant chacun un point de vue différent. Le procédé narratif rappelle Citizen Kane, mais, à la différence du film de Welles, Velvet Goldmine ne cherche pas dans la profusion des récits énoncés une vérité qui surgirait derrière l'addition des témoignages. Les rappels du passé provoquent, au contraire, le retour d'images fallacieuses, clinquantes et délibérément fausses à propos des protagonistes, qui sont autant de personnages à clé. On reconnaît ainsi quelques-unes des vedettes du rock des années 70 - David Bowie, Iggy Pop... Ce film retient surtout l'imagerie d'une mode musicale et tout un système théâtral bâti autour d'elle, lesquels exercent une fascination nostalgique sur le cinéaste. Jean-François Rauger Film américain de Todd Haynes

IL REVIENT

Ponfilly. (1 h 30.) Ancien collaborateur du ci-

> grace, sinon sans efficacité. Film américain de Steve Miner avec Jamie Lee Curtis, Adam Arkin, Michelle Williams. (1 h 31.)

PERDUS DANS L'ESPACE ■ Adapté d'une sèrie télévisée qui avait connu un grand succès à la télévision américaine au cours des années 60, Perdus dans l'espace essaie de capitaliser sur une formule qui, depuis Les Incorruptibles et Mission: impossible, a permis à Hollywood de recycler utilement sur le grand écran les succès du petit. Les aventures de la famille Robinson, quittant la Terre à bord de son astronef pour se retrouver errant de galaxie en galaxie ressemblaient, dans la version télévisée, à un gentil sitcom communautaire. Sa pérégrination est transformée ici en un space opera. La présence de Gary Oldman dans le rôle de l'inévitable méchant vient au moins apporter une note hystérique à ce film très creux. S. Bd film très creux. Film américain de Stephen Hopkins. Avec Gary Oldman, William Hurt, Matt LeBlanc, Heather Graham. (1 h 54.)

À LA PLACE DU CŒUR Lire page 30 KIRIKÕU ET LA SORCIÈRE Lire page 29 LE NEW-YORKER Lire page 30

MOOKIE TROIS ANGLAISES EN CAMPAGNE LA MÈRE CHRISTAIN LES MISÉRABLES Les critiques de ces quatre films seront publiées dans nos prochaines

avec Ewan McGregor, Jonathan Rhys Meyers, Toni Collette.

HALLOWEEN: 20 ANS APRÈS,

■ Il y a effectivement vingt ans, le cinéaste John Carpenter réalisait un film d'épouvante au budget modeste, Halloween (La Nuit des masques), qui inaugura un nouveau sous-genre à Hollywood (un psychopathe s'attaque à répétition aux adolescents délurés) et dont le succès commercial engendrera suites, sequels et parodies. Réalise par un spécialiste de la chose, Halloween, 20 ans après, il revient reprend, avec l'actrice principale, une partie des personnages du film de 1978. Le psychopathe masqué s'est à nouveau échappé de l'asile et la baby-sitter du premier titre est devenue une mère de famille inquiète. Le film ne retrouve pas la mise en scène stylée et la dimension plastique de Carpenter. Après une séquence d'ouverture très réussie où une femme se fait égorger à deux pas de policiers qui n'entendent pas ses cris, le récit s'enlise un long moment avant de culminer dans des péripéties sans

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES ... Certains l'aiment chaud de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, Jack Lemmon. Americain, 1959, noir et blanc (1 h 40). VO: Action Ecoles, 5" (01-43-29-79-89). Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger. Jon Witheley. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). VO: Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5' (01-43-54-51-60+). L'Homme de l'Ouest d'Anthony Mann, avec Gary Cooper, Julie London. Américain, 1958 (1 h 36). VO: Action Christine, 6" (01-43-29-11-

Sept Ans de réflexion de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tom Ewell.

Américain, 1956 (1 h 45). VO: Action Ecoles, 5" (01-43-29-79-89). ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Ma-deleine et parvis de la gare Montpar-nasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi

dimanche. Les Trois Sœurs (en polonais) d'Anton Tchekhov, mise en scène de Krystian Lupa, avec les anciens élèves de l'Institut d'études théâtrales de Cra-

Conservatoire national supérieur d'art

au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le

dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9". Mº Rue-Montmartre. Le 10, à 19 h 30. Tél. : 01-44-41-36-36. 50 F. Chœur et Orchestre de Paris Beethoven: Missa solemnis. Susan Anthony (soprano), Marjana Lipovsek

21 heures. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Dewey Redman/Harald Haerter

Ouintet Du saxophoniste Dewey Redman, on sait beaucoup. Musicien influent de la new thing - cette autre manière de nommer le free jazz, l'avant-garde - dans les années 60, compagnon des belles années de Keith Jarrett (entre 1971 et 1976), propagateur de la musique d'Ornette Coleman musicien complet, à l'aise dans les grands styles du jazz. De la formation du pianiste Harald Haerter, on en sait moins. L'occasion d'une découverte. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1ª. Mª Châtelet, Les 9 et 10. à 22 heures. Tel.: 01-40-26-46-60.

REIMS, > 2

Les Langagières La Comédie de Reims propose deux semaines de rencontres et de confrontations avec le langage poétique, dans ses déclinaisons vocales, théâtrales et musicales. Programme tous azimuts, avec des colloques (Roger Calilois), des d'Abdellatif Laábi), des rencontres (avec Jacques Roubaud, ou Jean Ristat), des lectures croisées de poètes et des lectures de comédiens (Denise Gence et Michel Aumont), des cabarets (* nomades » avec André Velter et lean-Luc Debattice, ou dédié à Jack Kerouac avec Enzo Cormann et Jean-Marie Machado); et des concerts (Hélène Delavault). Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine. Jusqu'au 19 décembre. Tel.: 03-26-48-49-00. Entrée : 60 F pour l'ensemble des manifestations, ou 30 F par jour.

(mezzo-soprano), Wolfgang Bünten

(ténor), Kurt Moll (basse), Wolfgang

Salle Pleyel, 252, rue du faubourg-

à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De

Janacek : Journal d'un disparu, Les Traces du loup, Rikadia. Isabelle Cals

(mezzo-soprano), Beau Palmer (ténor),

Chen Halevi (clarinette), Alain Planés (piano), Lubomir Matl (direction).

Auditorium du Louvre, accès par la py-

ramide, Paris 1". Mº Louvre, Palais-Royai. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-

Mozart : Variations sur un thème de

Dunort KV 573, Schubert Impromptu

D 935). Debussy: L'Isle joyeuse. Enes-

co: Rapsodie roumaine. Verrières

Musée de l'Armée (hôtel national des

Invalides), hôtel national des invalides.

Paris 7. Mª Invalides. Le 9, à 20 h 30.

Ethéry Pagava : Le Portrait de Sissi. Théatre du Jardin, Jard. d'acclimata-

Saint-Honoré, Paris 8. Mº Ternes, Le S

Sawallisch (direction).

90 F a 320 F. Chœur de Radio-France

Dana Ciocarlie (piano).

Sous le signe du poisson.

Tél.: 01-44-42-48-14. De 60

Ballets Ethery Pagava

84-00, 135 F.

GUIDE

SORTIR

Rétrospective

Jean-Daniel Pollet

La rétrospective de l'œuvre de

Jean-Daniel Pollet se poursuit au

inéma L'Epée de bois. Fiction

(L'amour c'est gai, l'amour c'est

triste), documentaire (L'Ordre).

essai (Méditerranée), poème (Dieu

sait quoi), adaptation (Le Horia)?

Depuis toujours - quarante ans

pulvérise les étiquettes et se joue

littérature et ceux de tous les jours,

déjà! -, le cinéma de Pollet

des frontières ; les mots de la

les espaces de la géographie et

incomparablement généreuse

Rétrospective Jean-Daniel Pollet.

Cinéma L'Epée de bois, 100, rue

notamment dans sa manière de

faire ressortir la part mélodique

des tambours et de donner une

musiciens, Simon Goubert allie

impulsion permanente aux autres

celles d'un compositeur lyrique et

précis. Son nouvel enregistrement,

Le Phare des pierres noires (Seventh

Records/Harmonia Mundi), est une

traduisent toujours une passion et

merveille de jazz. Ses concerts

une intensité, au cœur de la

musique. Au New Morning, il

Fickelson, le contrebassiste

Stéphane Persiani, les

iouera avec le pianiste Laurent

saxophonistes David Sauzay et

dans une égale détermination.

New Morning, 7-9, rue des

Mº Château-d'Eau. Le 9, à

Petites-Ecuries, Paris 10.

Jean-Michel Couchet. Des fidèles,

verve du regard.

Mouffetard, Paris F.

Mr Censier-Daubenton.

Simon Goubert Quartet

A ses qualités de batteur,

Tel.: 08-36-68-07-52.

ceux de la psyché sont un seul et

même matériau à filmer, avec une

FILMS NOUVEAUX

A la place du cœur de Robert Guédiguian (France, 1 h 53). Halloween, 20 ans après, il revient (*)

de Steve Miner (Etats-Unis, 1 h 31). Julie est amoureuse de Vincent Dietschy (France, 2 h 06). Kirikou et la sorcière dessin animé de Michel Ocelot (France-

Beigique-Luxembourg, 1 h 10). Love is The Devil (*) de John Maybury (Etats-Unis, 1 h 30). Massoud l'Afghan

de Christophe de Ponfilly (France,

La Mère Christain de Myriam Boyer (France, 1 h 30). Les Misérables de Bille August (Etats-Unis, 2 h 09).

d'Hervé Palud (France, 1 h 27). de Benoît Graffin (France, 1 h 15).

Trois Anglaises en campagne

de David Leland (Grande-Bretagne, **Velvet Goldmine**

tion-bois de Boulogne, Paris 16°. Mº Sa-blons. Le 10, à 14 h 30. Tél.: 01-40-67de Todd Haynes (Grande-Bretagne, 97-86. De 30 F à 45 F. (*) Films interdits aux moins de 12 ans.

Compagnie Awalem Leilat Masr. TROUVÉR SON ŞILM Théâtre du Renard, 12, rue du Renard.

Paris 4". Mº Hôtel-de-Ville. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-46-50. 100 f. Liat Dror Nir Ben Gal Company Liat Dror. Nir Ben Gal: The Dance of

Nothing. Théatre de la Ville, 2, place du Châte-let, Paris 4°. M° Châtelet. Le 9, à 20 h 30. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 F. Compagnie Enfin le iour

Richard Cayre, Thirry Escarmant: Tout Vingtième Théâtre, 7, rue des Plà-

trières. Paris 20°. Mº Ménilmontant. Le 9, a 20 h 30. Tél.: 01-43-66-01-34. Eric Le Lann, Michel Graillier

Petit Opportun, 15, rue des Lavan-dières-Sainte-Opportune, Paris 1ª. MP Châtelet. Les 9 et 10, à 22 h 30. Tél. . 01-42-36-01-36. 80 F.

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2°. M° Sentier. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 80 F à 110 F.

RÉSERVATIONS

Orchestre national de Jazz

carte blanche à Didier Levallet, avec John Surman. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19t. Le 15 décembre, à 20 heures. Tel.: 01-44-84-44-84. 120 F. Hommage à Astor Piazzolla par Michel Portal, Richard Galliano et

Saile Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8. Le 17 janvier. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 190 F.

DERNIERS JOURS

12 décembre :

d'Hermann Broch, mise en scène de Krystian Lupa, avec la troupe du Stary Teatr de Cracovie.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6. Tél.: 01-44-41-36-36. De 30 F a 170 F. En polonais surtitré en français.

■ Le russe Gregory Popov, 57 ans, professeur d'université, parti de Rostov en 1993 pour un tour d'Europe en planche à voile, ramené à Anglet dans la nuit du 7 décembre par une vedette de la Société nationale de sauvetage en mer, a repris l'océan le lendemain pour La Rochelle.

Le Randers Kunstmuseum, musée danois, ayant rendu « en très mauvais état » une boîte pleine d'excréments, œuvre de Piero Manzoni intitulée Merde d'artiste. versera au collectionneur qui la lui avait prêtée un dédommagement de 250 000 couronnes (220 000 francs). A condition de la

L'autoportrait de Rembrandt exposé au musée de La Haye, qui passait pour l'original, serait en fait la copie de l'original exposé au musée de Nuremberg, qu'on prenaît pour sa copie.

■ Les gendarmes de Moulins qui ont fait transporter par cinq camions de déménagement le butin d'un cambrioleur

 700 pendules, 20 horloges comtoises, des violons, des sabres, des livres anciens, des tableaux, des faïences et de vieux phonographes - attendent l'installation de baraques de chantier dans la cour de leur caserne pour organiser à l'intention d'éventueis propriétaires des visites sur rendez-vous.

■ Barry Horne, le « croisé des bêtes », emprisonné en Grande-Bretagne pour une série d'attentats à la bombe, en grève de la faim depuis près de deux mois, use ses demières forces en applaudissant la Milice des droits des animaux, qui, s'il vient à mourir, menace d'assassiner dix vivisecteurs.

Selon une étude de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, « près de 33 % des personnes interrogées se déclarent ouvertement "assez racistes" ou "très racistes" ».

■ Dimanche 22 novembre, Kasuaki N., Japonais recherché en France pour incitation à la haine raciale, a été arrêté en Allemagne, d'où il envoyait des lettres antisémites à des citoyens

Récemment, des affiches à caractère raciste collées à Eragny, dans le Val-d'Oise, malignement enduites de gel lacrymogène, ont fait pleurer ceux qui les ont

■ Le mannequin Cindy Crawford a été légèrement blessé, dimanche 6 décembre, dans un accident de voiture à Malibu en percutant un bloc de béton pour éviter un

Christian Colombani

Le retour en Belgique des « amants diaboliques »

La justice belge vient d'obtenir l'extradition des Etats-Unis d'un homme et d'une femme accusés d'avoir assassiné leurs conjoints respectifs pour toucher leur assurance-vie. En dévoilant le dossier judiciaire, « Le Soir » passionne ses lecteurs

CES DERNIERS MOIS, la capacité d'indignation des Belges a été sollicitée plus que de raison par la découverte de crimes horribles. La découverte de ceux imputés à Marc Dutroux, auteur présumé de la séquestration, du viol et de l'assassinat de quatre adolescentes, avait ébranlé en 1996 les fondements mêmes du royaume.

En 1997, l'arrestation d'Andras Pandy, pasteur d'origine hongroise soupçonné d'avoir, tel Barbe-Bleue, fait passer de vie à trépas son ancienne épouse, trois de ses enfants, ainsi qu'un nombre encore indéterminé de femmes hongroises attirées par lui à Bruxelles, suscitait un sentiment d'horreur et de consterna-

Lionel Jospin est aujourd'hui en-

gagé, sur le terrain social, dans une

véritable course de vitesse. Il lui

faut guérir, d'ici à Noël, trois abcès

sociaux qui, s'ils devaient perdurer

au-delà des fêtes, risqueraient de

dégénérer de façon imprévisible :

le mouvement des chômeurs, celui

des contrôleurs de la SNCF et celui

des sans-papiers. Pour chacun de

ces trois dossiers, le gouvernement

s'efforce d'éviter que ne se créent

des points de cristallisation qui

pourraient devenir l'étendard d'un

mouvement durable. Dans les trois

cas, il est résolu à lâcher un peu de

lest à la condition que ses conces-

sions soient discrètes afin de ne

DANS LA PRESSE

Pierre-Luc Séguillon

Aujourd'hui, la presse et le public belges se passionnent pour l'histoire abominable d'Aurore Martin et de Peter Uwe Schmitt, les « amants diaboliques », accusés d'avoir monté, chacun de leur côté, une machination criminelle leur permettant de contracter mariage, puis de faire disparaftre leurs conjoints respectifs pour toucher l'assurance-vie souscrite par les nouveaux mariés.

LE PLAN MACHIAVELIQUE

Le quotidien Le Soir de Bruxelles, dans ses éditions des 4 et 5 décembre, révèle le contenu du dossier d'extradition transmis par la justice beige aux autorités judiciaires de Floride, où le couple avait émigré en 1995, une fois ses

pas donner le sentiment qu'il est

dispendieux ou laxiste, et en sorte

La découverte dans un sac, sur

une route de Tchétchénie, des têtes

tranchées de trois Britanniques et

d'un Néo-Zélandais est un événe-

ment énouvantable. Mais le destin

de ces hommes n'est pas vraiment

une surprise dans cette République

qui est depuis longtemps en proie

à la violence. Le génocide tsariste

du XIX siècle, la déportation totale

sous Staline, et la répression bru-

tale et ratée menée dans les an-

nées 90 contre la rébellion figurent

sur la liste des contributions de

Moscou à ce bilan désastreux.

L'Occident avait manifesté de la

sympathie à l'égard de la Tchétché-

d'éviter les effets de contagion.

THE DAILY TELEGRAPH

LE SOIR

forfaits accomplis. Aurore Martin et Peter Uwe Schmitt s'étaient connus dans la région de Mons au début des années 90. Lui est sousofficier aliemand affecté au commandement des forces de l'OTAN en Europe, fréquente les discothèques et aime les coûteuses voitures décapotables. Aurore Martin, belle blonde élancée, issue d'un milieu plutôt modeste, est décrite par ses amies comme « incrovablement snob » et souffrant de ne pouvoir paraître dans la haute société. D'où le plan ma-

nie pendant les vingt et un mois de

sa guerre d'indépendance. Ayant

obtenu en tout sinon formellement

cette dernière, les Tchétchènes ont

rapidement transformé leur Répu-

Quel contraste | En Chine, les

autorités préparaient lundi le pro-

cès de Wang Youcai, dont le seul

« crime » est d'avoir paisiblement

tenté de faire enregistrer un parti

politique démocratique. De l'autre

côté du détroit de Formose, les au-

torités se livraient à l'analyse des

élections du week-end auxquelles

80 % des électeurs de Taïwan ont

participé. Où sont, peut-on à bon

droit se demander, les vraies « vq-

leurs asiatiques »? Les dictateurs

communistes chinois ont souvent

blique en un endroit à éviter.

THE WASHINGTON POST

pour s'assurer les revenus néces-saires à la satisfaction de leurs passions respectives.

Peter Uwe Schmitt commencera en 1992. Il séduit, puis épouse rapidement une Jeune femme belge, Ursula Deschamps. L'union battra vite de l'aile, et, sous prétexte de chiavélique élaboré par le couple

tenter une réconciliation, Peter Uwe emmène, un soir d'août 1992, Ursula dans une promenade automobile le long du canal Mons-Bruxelles, L'expédition se termine par une plongée de l'automobile au fond du canal, dont le jeune homme sortira miraculeusement indemne, mais où Ursula perdra la vie. L'enquête conclura à un accident, et Aurore et Peter Uwe se retrouveront pour dépenser ensemble les 900 000 francs de l'as-

répété que la démocratie « à l'occidentale » était étrangère à leur culture, que le peuple chinois n'y était pas prêt et ne voulait pas de ces pratiques bourgeoises que sont les élections multipartites. Le président Jiang Zemin a même affirmé que sa ville natale de Shanghaï était tellement grande qu'elle ne pouvait être gouvernée démocratiquement. S'ils croyaient réellement ce qu'ils disent, les gérontocrates chinois accueilleraient d'un haussement d'épaules ceux qui sont d'un avis différent. Ils réagissent au contraire mus par la peur qui tenaille ceux qui gouvernent sans légitimité. Les dictateurs chinois menacent Tajwan de

leur missiles. Taiwan menace les

dictateurs chinois par son seul

surance-vie souscrite en Allemagne sur la tête d'Ursula.

Ce pécule n'ayant pas résisté longtemps au train de vie dépensier des amants, c'est ensuite au tour d'Aurore de renouveler l'opération. En mars 1995, elle épouse Marc Van Beers, un expert fiscal bruxellois rencontré par l'intermédiaire d'une agence matrimoniale. Les nouveaux mariés entreprennent en mai 1995 un voyage de noces en Corse. Aurore et son amant, aidés de complices, organisent alors un guet-apens sur une route longeant la mer près de Calvi, où Marc Van Beers sera tué à coups de batte de baseball par Schmitt et ses complices, et précipité du baut de la falaise avec la voiture. Aurore prétendra devant les policiers français crédules avoir été éjectée du véhicule avant sa chute. Elle reviendra tranquillement à Bruxelles toucher les 3 millions de francs de l'assurance-vie souscrite à son nom, avant de rejoindre son amant à Miami.

Les soupçons des parents de Marc, qui s'étonnaient de la hâte d'Aurore à vouloir faire incinérer le corps de leur fils, déclencheront une enquête judiciaire. Après autopsie, et une fois repris les éléments relatifs à l'« accident », la justice belge demande, et vient d'obtenir, l'extradition des «amants diaboliques». Ces derniers préparaient, rapporte encore Le Soir, une opération similaire destinée à piéger un milliardaire américain.

Luc Rosenzweig

www.sos-net.eu.org

Une aide juridique en ligne pour les étrangers voulant vivre en France

PARCE QUE, «trop souvent, l'ignorance de leurs droits par les individus se traduit par leur ségrégation, leur exploitation et la dénégation de leur dignité », l'association Droit pour tous a créé SOS-Net, un site d'information et d'aide juridique gratuite destiné aux étrangers voulant s'installer en France. « Notre but est de les informer sur leurs droits, en étant assez simples pour qu'ils puissent eux-mêmes les défendre », explique Carine Durrieu-Dielbot, avocate et cofondatrice de SOS-Net avec son mari, chercheur en Informatique au CNRS.

Le site recoit des demandes provenant de nombreux pays, pour des problèmes allant du plus simple au plus complexe : un Argentin embauché par une société française voulant connaître les démarches à accomplir pour s'installer, mais aussi une Française vivant en Allemagne, qui désire se marier en France avec un réfugié franien... Mes Durrie-Delbot tente de fournir des réponses personnalisées. Le site propose aussi une rubrique expli-



quant les droits des étrangers résidant en France en matière de travail et de prestations sociales. On y apprend comment obtenir un titre de séjour, régulariser sa situation, s'inscrire à l'ANPE, recevoir des aides au logement. Des fiches pratiques indiquent les organismes compétents, les

pièces à fournir, les frais à cou-

SOS-Net fournit aussi une série de lettres-types, allant du recours gracieux adressé au préfet à la requête contre un arrêté de reconduite à la frontière. Pour plus de sûreté, il va jusqu'à expliquer comment on envoie une lettre re-

commandée avec accusé de réception: «Allez dans un bureau de poste avec votre lettre ; remplissez en une seule fois, avec un stylo bille et en appuyant fortement, un formulaire jaune et bleu... » Ceux qui ne maîtrisent pas suffisamment le français peuvent faire appel aux services d'un écrivain pu-blic en ligne.

Conscient que de nombreuses personnes parmi les plus concernées n'ont pas accès à Internet, SOS-Net cherche à travailler en collaboration avec des associations comme le MRAP ou le Collectif des sans-papiers, afin qu'ils servent d'intermédiaires. Par ailleurs, il milite pour que soient installés dans les préfectures des postes Internet en libre accès. Enfin, une rubrique spéciale s'adresse aux résidents en France: elle rappelle dans quelles conditions ils peuvent faire venir un étranger pour l'embaucher ou le faire soigner, et quelles sanctions ils encourent s'ils accueillent un clandestin.

SUR LA TOILE

COUR DES COMPTES ■ La Cour des comptes et les chambres régionales des comptes ouvriront, le 15 décembre, un site. d'information et de documentation - (AFP.)

IMPOTS

■ Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a annoncé, sur France Info, lundi 7 décembre, que les contribuables français pourraient bien-

FRANCOPHONIE ET RÉSEAUX ■ Patrick Bloche, député (PS) de Paris, a remis, hundi 7 décembre, au premier ministre, son rapport intitulé « Le désir de France », qui traite de « la présence internationale de la France et la francophonie dans la société de l'information ». La synthèse et le texte intégral sont téléchargeables sur le

textesref/rapports.htm. M. Bloche possède un site à Stéphane Mandard l'adresse www.PatrickBloche.org

www.ccomptes.fr

tôt faire leur déclaration d'impôt sur Internet. Il a rappele que l'on peut déjà payer ses impôts via intemet, et a affirme oue le système. rodé en septembre et octobre. était désormais au point,

site du gouvernement. www.internet.gouv.fr/francais/

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à d'économie sort semaines de lecture

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante: □ 3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F* au lieu de 1 170 F* au lieu de 2340 F° Sort 360F d'économie

D par carte bancaire N° LLL LLL LLL LLLL Date de validité L.L.L. Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom: _ Localité: . Code postal:

USA-CANADA 2190F

Pour tout autre renseignement concernent: le portage à domicie, la suspension de votré abornement pendant les vacances, un changement d'adresse, le palement par prélève-ment automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi Bulletin à renvoyer accompagné de votre réglement à: LE MONDE, service Abonnements -24, avenue du Général-Leclerc 60846 Chantilly Godex

Le poète et la « bête » par Alain Rollat

télévision française a eu peur des poètes. Il y a quarante ans, un Georges Brassens, taxé d'anarchisme, soupçonné de pomogra-phie, victime de sa Mauvaise Ré-putation, était privé d'écran. Son Gorille était partout censuré. Personne, surtout pas la Voix de la France gaulliste, ne voulait vulgariser l'histoire de ce juge, violé par un singe, qui pleurait beau-coup « Comme l'homme auquei le jour même/ Il avait fait trancher le cou »... Il y a encore vingt ans, un Jean Ferrat, suspect de cégétisme, accusé de lire L'Humanité, coupable de chanter les marins du Potemkine, était interdit d'ORTF. Les mœurs du royaume giscardien frappaient d'ostracisme ce soixante-huitard anticapitaliste qui se moquait, dans sa Berceuse pour un petit loupiot, de cette société de consommation faite « Pour engraisser Monsieur Ha- la télé en invoquant le refus de la

PENDANT LONGTEMPS, la sieur Dassault... » Et qui poussait moutler leur frilosité. Car c'était censeurs : « Je fous la panique/ A ceux qui forniquent/ La liberté d'expression/ L'onde est mon royaume/ je suis le fantôme/ De la tslévision »...

La présence de Pierre Perret sur le plateau du journal de 20 heures de France 2, mardi soir, en face de Claude Sérillon, n'avait donc rien d'anecdotique. Elle constituait, en soi, un événement culturel important. Et même un événement politique. Elle parachevait, symboliquement, le changement d'époque commencé sous Francols Mitterrand avec la libéralisation du secteur audiovisuel. Elle faisait sauter l'un des derniers verrous: le tabou du confort consensuel, celui de la peur de déplaire à certains téléspectateurs derrière lequel s'abritent encore trop de professionnels de chette, Monsieur Peugeot, Mon- confusion des genres pour ca-

le culot jusqu'à brocarder ses la première fois, à notre connaissance, qu'un poète était invité à promouvoir, en direct, à la mellleure heure d'écoute, sans arrière-pensée commerciale, une chanson composée dans le seul but de faire réfléchir les électeurs sur le sens de l'actualité, l'un de ces textes qu'on dit « politiquement engages » quand on veut justifier l'autocensure.

Ce que l'auteur du Zizi chante aujourd'hui dans « La bête est re-. venue/ Cell'là même qu'Hitler a tant aimée/La valse des croix gammées », c'est, sans ambages, la resistance au Pront national de la bêtise. Ce qu'il a dit, plein cadre, en quelques mots tranquilles, de la nécessité de plus tolérer l'intolérance, c'est ce que ni Brassens ni Ferrat ne purent jamais dire au même endroit. Depuis mardi soir, il y a moins de fantômes dans les placards de la télévision française et c'est une bonne nouvelle.

15. 2500

FINS DE LA SOIREE

5 m

XI of the No

FILMS DU JOUR

GUIDETELÉVISION

■ MERCREDI 9 DÉCEMBRE

10 apr 32...

A PROPERTY OF STREET

A. Sec.

THE WATER

Samuel Trans

2000 Aug. 19

AT O

S. Mary ...

William Co.

\$452 NO.

Mary margin . pro

(m. 18) 45 / 10

18 15 T

The market

音にd ign y

Tracking ?

Track to a second

रिक्**र**क्ष च

7.372

ويدرون أراطف

ر المراجع الموق

SPERMINE CONTRACT

জিপাল ভাগে 🖟 🗆

ja ja ja ja ja

エンデリカイだい

संदर्भ कर के के द

Same Mark

EA1. -

. جي- .

· · · ·

A . . .

ger Myrouge — v

200

Section 1

420

ăT. :5 . -

E--- 1...

87.50

The same

ž

e -

98 0 4 -

BERRY - CALLES

Walter Contract

·

 $g_{A}(1) \dots g_{M}$

4

a symme

2071

-

1944 - 1 to

Carry Wall

2.4

CALT

5

20

6-

2 ---Section 1 Export + 11 2 ... **

g 4 - 20 . 1

j.

7. 4.

78 ...

9 4 9 4 4

Fr. ...

W. T. ..

**

A. 30.

-

*1.2:

FILMS DE LA SOIRÉE

19.15 L'Enigme dix Chicago Express
Richard Fleischer (Etars-Unis, 1952, N., 75 min).

Ciné Classics 19.30 Salomé **B B** William Dieterle (Etats-Unis, 1953, Cinéto

20.35 Au-delà des lois 🗷 🗈 John Schlesinger (Etats-Unis, 1995, 105 min). Cinéstar 1 22.05 Le Troisième Homme **II II II** Carol Reed (Grande N., v.o., 116 min). de-Bretagne, 1949, Ciné Classics

22.45 L'Homme de la rue 🗷 🗷 🗮 Frank Capra (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 130 min). 22.50 La Leçon de piano E E E 1992, 120 min).

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES: 17.00 Les Lumières du music-hall. Colette Renard Bobby Lapointe Nulle part ailleurs. invités": Thierry Lhermitte, Na Pussy, Bruce Springsteen 19.10 Le Rendez-vous. Invité: Jean-Claude Cambadélis. LCI 20.00 Savoir plus santé. 20.00 20h Paris Première Jeanne Moreau Paris Pres 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

Europe, notre histoire [2/3]: 1955-1968, non, non et non! 20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Les camps de cono nazis [2/2]. 20.50 Des racines et des ailes. Les clés du Mont. Bienvenue au Québec. France 3 21.00 Faits divers, L'affaire Festina. TV 5 21.00 Paris modes.

22.45 Ca se discute. Faut-il avoir peur de nos enfants ? France 2 23.00 Le Magazine de l'Histoire. Le musée d'Art et d'Histoire du judaïsme ouvre ses portes à Paris, Invités : Maurice Sartre, Pierre Birnbaum, Pierre Vidal-Naquet, Jean Laloum, Armette Wievlorka, Histoire 23.45 ➤ Un siècle d'écrivains. Rafael Alberti.

0.30 Comment ca va ? Du bon côté de la mé Le dos. Vertige.

France 3 DOCUMENTAIRES 19.00 Les Métiers : Languedoc-Roussillon. Le céramiste et le graveur de médalites. Odvasée 19.30 Vélo Love.

20.00 Le Fleuve Jaume. Le delta du fleuve Jaume. 20.15 Parents de délinquants.

20.35 Les Derniers Maharajahs. [1/2]. La terre des rois. 20.45 Attiour du monde. Le Fado, ombre et lumière. Colombie, un pays tropical. Mezzo 20.50 Himalaya. (2/4). Les Tharus. Odyssée. 20.55 Génération Caddie. 21.45 Au nom de 30 000 fils. 21.45 Plans de vol. 21.50 Musica. Evgeny Kissin, le don de la musique. La Musique sacrée en Ethlopie. Arte

22.05 African Poets. Planète 22.15 Arctique. [9/13]. Le chant du beluga Odyssé 22.35 Le Monde magique de Tasha Tudor. Planète 22.45 La Firme. [2/2]. 23.00 L'Ame des violons. 23.25 Histoire de l'aviation. [5/7]. D'une guerre à l'autre. 23.45 Profil. Vadimir Nabokov. Płanète 0.05 idéal Palace. Le Grand Hôtel de Stockholm. 0.35 Histoires d'opéras. [3/4]. Placido Domingo.

SPORTS EN DIRECT 20.35 Football. Ligue des champions. R.C. Lens - Dynamo Klev.

MUSIQUE 19.25 Concerto pour orchestre, de Bartok. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. sir Georg Solti, 19.25 Récital Andrei Gavrilov. Muzzik 20.05 Ouverture des Maîtres Chanteurs. de Richard Wagner. Par l'Orchestre philitarmonique de Vienne. philharmonique à dir. Claudio Abba

22.00 Rokiah Traoré.

TELEFILMS 20.10 La Femme d'un seul homme.

20.40 Seul contre la pègre. Mimi Leder. 20.50 Le Tuteur. Fablen Onteniente. 20.55 Venise est une femme. 22.15 Les Démoniagues. Pierre Koralnik

COURTS METRAGES

0.10 Maral Tanié. Mahamat Saleh Haroun. 0.45 La Lucarne. Africa Dreaming [2/2].
Sabriya, le carré de l'échiquier.
Abderrahmane Sissako ; Le Regard
des écolles. Joan Ribeiro ; Ainsi soit-il,
joseph Gaye Ramaka.
Ar

SÉRIES 19.20 Equalizer. Le point du passé Le point au passe.
20.13 Alfred Hitchcock présente.
13^{ther} Rue 20.30 Le Tueur de l'ombre. 20.30 Star Trek, la nouvelle génération. A Quiel. Canal Jimmy

20.40 Homicide Le monde à l'envers. Série Club 20.55 Blanche. [5 et 6/11]. 21.30 Two. Marche ou crève. Série Chib 21.50 Presque parfaite. Le premier qui craquera (v.o.). Canal Jimmy 22.13 New York Undercover. Mauvais sang. If n'y a pas de furrée sans feu.

22.15 ➤ Oz. Routine carcérale (v.o.). Série Club 22.25 Friends.
Celui qui est mort dans l'appartement
du dessous (v.o.). Celui qui avait viré
de bord (v.o.).
Canal Jimmy 22.30 Ally McBeal. La trahison.

NOTRE CHOIX

 20.55 France 2 Venise est une femme

Une fiction plus sérieuse qu'il n'y paraît au premier abord. Le sujet est simple: une classe part en voyage pédagogique à Venise encadrée d'un quarteron de professeurs. Le dernier soir, Marie, la prof d'allemand, une jolie fille sans principes. drague hardiment le prof de francais, Philippe, un père tranquille, heureux en ménage. Retour à Paris, les choses devraient rentrer dans l'ordre. Mais Philippe est amoureux comme un gamin et veut tout abandonner, femme, enfants, maison, pour vivre pleinement sa grande passion. Marie, elle, est une croqueuse d'hommes: d'accord pour un vertige d'une nuit, mais pas pour la vie. Adaptée du roman de Jean-Philippe Arrou-Vignod une histoire subtile réalisée par Jean-Pierre Vergne, où les rôles traditionnels sont inversés. - A. Cr.

● 23.15 France 3 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie? Dernière lubie de Zazie : établir une notice pour organiser sa bibliothèque de manuels pyrénéistes. Enfin presque. En plus délié, au fil de ce volet du bien inspiré magazine de Jean-Michel Mariou, on fréquentera, des Grecs à Bataille, les rayons livresques en mouvement perpétuel du mathématicien et romancier Denis Guedj (Le Théorème du perroquet, Le Seuil) ; on ca .: pera au cœur du cirque de Gavarnie sur les traces du botaniste Augustin Pyramus de Candolle et de son Voyage à Tarbes (1807), patiemment recherché et réédité par Alain Bourneton (éd. Loubatière); et, puisque la littérature n'est pas de tout repos, on s'angoissera enfin avec les Notices. manuels techniques et modes d'emploi du jeune et talentneux Laurent Gautier (Gallimard).

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.35 Football. Ligue des champi RC Lens - Dynamo Kiev. 22.40 Les autres rencontres. 0.05 Idéal Palace Le Grand Hôtel de Stockholm

1.00 Minuit sport. 1.25 TF I muit, Météo.

FRANCE 2 18.50 Friends.

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui? 19.55 Au nom du sport. 19.56 Météo. 20.00 Journal, Météo 20.55 Venise est une femme Téléfilm. Jean-Pierre Vero

22.40 Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 29 : limitation des d 22.45 Ça se discute. Faut-il avoir peur de nos enfants ?

1.00 Le Cercle, Cinema

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour, 18.52 L'Euro, mode d'emploi 18.55 19-20 de l'information. 20.00 Météo. 20.05 Le Kouij de 20 heures.

20.35 Tout le sport.
20.50 Des racines et des alles.
Les clés du Mont-Saint-Michel
Bienvenue au Ouèbec. 22.40 Météo, Soir 3. 23.15 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie? 23.45 ▶ Un siècle d'écrivains.

0.30 Comment ça va ? CANAL+

► En clair jusqu'a 21.00 18.25 Flash infos. 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le journai du cinéma. 21.00 Vive la république ! Film. Eric Rochant. 22.30 Larry Flynt M Film, Milos Forman (v.o.).

ARTE

19.00 Connaissance. Descentes aux enfers. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage. Parents de délinquants

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Europe, notre histoire [2/3]: 1955-1968, non, non et non! 21.45 Les Cent Photos du siècle. Confession à Caansk Alain Keler, 1980 21.50 Musica. Evgeny Kıssın, le don de la musique. 22.50 Musique sacrée en Ethiopie.

23.45 Profil. C'est Loita qui est célèbre, pas moi : Vladimir Nabolrov. 0.45 La Lucarne, Africa Dreaming

19.00 FX, effets spéciaux. 19.54 Le Six Minutes, Météu. 20.35 La Famille Touvabien 20.40 Une journée avec... 20.50 Le Tuteur. Téléfilm. Fabien Onteniente

22.30 Ally McBeal. 23-25 Dharma & Greg. 23.50 Susan!

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.02 Les Chemins de la musique. [3/5]. 20.30 Agora, Spécial Objets d'Histoire. 21.00 Philambule, Autour de kierkegaard. 22.10 Fiction.
Le Vroi du Jaou, et averes textes,
de Serge Martel

23.00 Nuits magnétiques. (35).

FRANCE-MUSIQUE 🥻 🤻

20.00 Cycle Janades. Par le Chissa de Radin (franc) on Cobomir Math: cost as se Janadek. 22.30 Musique plunel. 23.07 Les Greniers de la mémoire. lacques Leguemey, compositeur.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Tripic concerto BWY 1044, de Bach, par le Concerto italiano, dir. Alessandrini. 20.40 Mahler a l'Opera de Budopesi.

22.45 Les Soirées... (suite).

Le Waltyrie (3° acte), de Wagner, par l'Orchestre philharmonque de Vienne, dir. Soiti, Flagstad (Brünnhilde), Edelmann (Wotan), Schech (Sieglinde), Hoffman (Waitraute).

FILMS DU JOUR

14.30 Le Troisième Homme **H III**Carol Reexi (Grande-Bretagne, 1949,
N., v.o., 110 min). Chré Classics 17.10 Au-delà des lois ■ ■ John Schlesinger (Etats-Unis, 1995, 100 min). Cinéstar 18.50 Week-end en famille J. Poster (EU, 1995, 99 min]. Cinéstar 1 20.35 Le Mégris M. M. Jean-Luc Godard (France, 1963, 105 min). Canal Jimmy

21.00 Le Père de la mariée 🗷 🗷 22.40 Kinte # = Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 95 min). Paris Première

21.45 Autour de minuit # 2 Bertsand Tavernier (France - Etats-Unis, 1986, v.o., 130 min). Cinéstar 1 d'hooneur = = 85 mm. 22.35 Le Doulos E E jean-Pierre Mehille (France, 1963, N., TVS

Alan J. Pakula (Erats-Unis, 1971, 115 min). RTL9

Ciné Classics

Michel France 5

TMC

our les sans-papiers ?

23.45 Le Club. Robert Guédiguian. 23.45 Paroles de femmes.

0.55 Des racines et des ailes. Les clés du Mont-Saint-Mic Bienvenue au Québec.

DOCUMENTAIRES

[2/10]. 17.30 Contérences de presse.

17.40 Histoire d'un loup

17.30 Pour l'amour des crocodiles.

23.00 Chinatown # | Roman Polanski (Etats-Unis, 1974, 130 mini. 0.20 Le Pays des sourds

Nicolas Philibert (France, 1992, 95 min). 0.25 On a volé la Joconde B B Michel Deville (France - Italie, 1 105 min).

1.05 L'Enigme du Chicago Express #1 (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 75 min). Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES 8.45 Les Ecrans du savoir. Spécial Droits de Phomm Invité : le datai-lama. 10.50 Arrêt sur images. invités : Nicolas Poincaré ; 13.00 Envoyé spécial. Les mains qui soignenz. SOS fromage.
As: La barrone et la Maña. TV 5

13.30 Parole d'Expert.
Invité: Patrick Fiorl. France 3

13.30 Envoyé spécial, les années 90. URSS à la dérive. Tatop pour plaire. Invités : Marie Mendras ; André Rauch. Hist André Rauch.
14.00 20 h Paris Première.
Paris Première 14.58 Questions au gouvernement. A l'Assemblée nationale. France 3 18.00 Stars en stock. Clark Gable. Esizabeth Taylor. Paris Première ENZADEN TAMOT. Paris Première

18:30 Le Magazine de l'Histoire.
Le musée d'An et d'Histoire
du judaisme ouvre ses portes à Paris.
Avec Maurice Sartre ; Jean Laloum ;
Pierre Bimbaum ; Annette Wieviorita ;
Pierre Vidal-Naquet. Histoire

18:20 Nulle reste "Dileure"

18.30 Nulle part ailleurs.
Avec Feliag ; L'Onchestre Aragon ;
Ariane Ascaride ; Robert Guédigu
Willam Sheller. 20.00 20 h Paris Première. Laurent Sourgnon. Paris Première
20.05 Temps présent. La maña du silence. Postface : Et en Suisse romande ? Profession tortionnaire. Le siècle en image : Rwanda. 20.45 50 ans d'histoire 20.45 50 ans d'histoare
des droits de l'Homme.
1948-1968 : un code universel
de morale et de comportement.
Invités : Széphane Hessel ; Marc Agi ;
Denys Robillard ; Patrick Baudoin ;
Abraham Serfary ; Yavuz Onen;
Fatimata M'aye.

20.55 Envoyé spécial. Le champagné:
Corse: Etat des lieuts.
Past Scriptum : Front national ;

Post-Scriptum: Front national: la Nébuleuse 22.35 Courts particuliers.
Artus de Penguent. Paris Première 23.00 De l'actualité à l'Histoire. 7950.5 France Europe Express.

Invité: Daniel Cotin-Bendit.

A j-21 de l'Euro, le coldire-la-montre
est lancé. L'Europe est-élie piète ?
Le dopage dans le flottiait en traile,
avec l'objetation « pieds-propres ».

Avec Lilion Thuram. Quelle Europe

17.55 L'Aventine photographique.
Li photo-amateur. La Cinquième
17.55 Mars Brothers. [1/2]. Côté our,
côté jardin.
Ciné Classics
18.00 L'Histoire des grands ballets.
[2/20]. Casse-noisetre. Mezzo 18.05 Pataparu. 18.15 Peuple Makah, le passé retrotivé. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Voyages, voyages, Ecosse. Arte 19.00 Pyo, capitaine Crique. Odyssée 19.05 Grâce à la musique. 19.15 Léonard évincé. **Planète** 19.30 La Jungie de verre. 19.40 La Vie de Fjordland. 19.55 La Firme. [2/2]. Les richesses roys 20.15 Reportage. L'usine à champlors de Bollettier.

20.35 Vélo Love.

20.40 > Soirée thématique.

Article Adoption.

Article Adoption.

Article Adoption. Arte 20.40 > Le Procès K,
Omar Raddad. Canal +
20.45 Virtuoses. Maxim Vengerov.
Mezzo
21.15 Légendes vivantes d'outre-met.
[4/3]. Les «stockmen» de Grand Calilou. Odyssée

du Grand Caillou.

21.40 Les Derniers Maharajahs.

1/21 La turne des mis. Planète

21.45 Sous le sciell de Palavas.

Odyssée

22.15 L'Europe en mal d'enfants. Arte

22.15 Le Temps des cathédrales.

[2/9] La quête de Dieu. Odyssée

23.05 Artigue, [10/13], Menaces
sur la fateine franche. Odyssée

23.25 La Chance de notre vie. Arte

23.35 Louvre, le temps 23.35 Louvre, le temps d'un musée.

Le Mande publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les pro-grammes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genne de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur. SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

 Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». Signate date at Employ to the service of the servi

23.40 Le Monde magique de Tasha Tudot. 0.30 Histoire de l'aviation. [5/7]. D'une guerre à l'autre : 1936-1941.

0.30 Plans de vol. Les nouveaux pionniers. Odyssée 1.00 Frédéric Potteche [1/3]. Premier grand proces. TF 1

SPORTS EN DIRECT

15.00 STOOKEL Masters d'Allemagne : Stephen Hendry - Peter Ebdon ou Tony Drago. Euro 20.00 Shookes. Masters d'Allemagne : John Higgins - John Parrott ou Jimmy White. Eurosport

DANSE

19.30 Danse. Fall River Legend.
Chorégraphie de DeMille. Par le Danse
Theatre of Harlem. Mezzo

MUSIQUE 18.00 Buddy Guy 1998. 21.00 Britten Pears Recital. Avec Peter Pears, ténor.

21.25 A Ceremony of Carols, de Britten. 22.15 Chick Corea et Steve Kujala. Concert enregistré au Kongressaal de Munich. Avec Chick Corea, plano; Steve Kujala, flûte. Muzzik 23.30 Vondelpark Concert 1997. 23.30 L'Etoile. Opéra bouffe de Chabrier. Par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. John Ellot Gardiner. Muzzik

23.45 Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Pièce de Musset. Festival

TELEFILMS 18.30 Notre Juliette. François Luciani.

20.30 La Vie de Marianne. Benoît Jacquot [1 et 2/2]. Festival 20.45 Saigon Baby. Cuy Hibbert. Arte 22.40 Des flics aux trousses. Alexander Wright. TF1 23.35 La Mante religieuse. M 6

SERIES

19.25 Equalizer. La dernière danse. 20.00 Fallen Angels. Un jeton pår danse. 20.15 Julie Lescaut. L'Ecole du crime. 20.50 X-Files. Teliko. Cœurs de tissu. Le Visage de l'horreur. 20.55 Le juge est une femme. La File aînée.

TF 1

NOTRE CHOIX

 13.00 Ciné Classics None Shall Escape

JEUDI 10 DÉCEMBRE

Le dernier des Mohicans

ON NE SALUERA jamais assez convenablement Bertrand Tavernier, cinéphage éclairé, pour son formidable travail de passeur d'une rive à l'autre du septième art, illustré, entre autres, par la collection de mémoires et biographies qu'il dirige avec Thierry Frémaud, coéditée par Actes Sud et l'Institut Lumière. Le dernier bijou du genre (re)donne à découvrir le cinéaste d'origine hongroise André De Toth (identifié comme « le dernier borgne d'Hollywood », dans la compagnie de John Ford, Raoul Walsh et Fritz La avec un monument d'humour et de pointes acérées, les Fragments. Portraits de l'intérieur (lire « Le Monde

des livres » daté 13 novembre). Comme il en fut lors de la publication des précieux Mémoires de Michael Powell, Ciné Classics et Ciné Cinémas réalisent un beau doublé en diffusant, jusqu'à fin décembre, cinq longs métrages de cet homme de convictions indépendant et atypique, qui a gardé intactes, à plus de quatre-vingt-douze ans, la verve, l'ironie et la gentillesse de ceux qui se sont débrouillés du pire en toute lucidité.

None Shall Escape, son deuxième film américain, tourné en 1943 et inédit en France, participe de cette acuité dont de Toth ne s'est pas départi depuis qu'il a vu - et filmé l'invasion nazie en Pologne. Et cette histoire du jugement de Wilhelm Grimm (Alexander Nox), vaincu corps et âme par la première guerre mondiale, devenu adepte du parti nazi après son banissement pour abus sexuel sur l'une de ses élèves, anticipe la réalité du tribunal international de Nuremberg réuni à partir du 20 novembre 1945. Pour graves que soient l'époque et le sujet de ce film, on ne manquera pas de lire en contrepoint les pages truculentes relatives au tournage du film pour Columbia et l'un de ses monstres mégalomaniaques, Harry Cohn.

Valérie Cadet

* Autres diffusions Ciné Classics: None Shall Escape, vendredi 11 à 20.35: samedi 12 à 15.00, dimanche 13 à 22.25. Du 14 au 20 décembre: Chasse au gang et La Chevauchée des bannis. Ciné Cinémas : L'Homme au masque de cire, vendredi 11 à 1.10 ; dimanche 13 à 2.40. Du 14 au 27 décembre : La 23.10 Earth 2. Le Projet Eden. 13em Rue Mission du Commandant Lex.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

13.55 Les Feux de l'amour. 14.45 Arabesque. 15.40 La loi est la loi.

17.30 Beverly Hills. 18.25 Exclusif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 lournal. 20.40 Le Résultat des courses, Météo. 20.55 Le juge est une femme.

22.40 Made in America. Des fikts aux trousses. Téléfilm. Alexander Wright. 0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise

1.00 Frédéric Pottecher. [1/3]. FRANCE 2

0.45 TF1 nuit, Métén.

13.50 Derrick. 14.55 Soko.

15.50 Tiercé. 16.05 La Chance aux chansons 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.20 Un livre, des livres. 17-25 Cap des Pins. 17.55 Hartley, cœurs à vif. 18.50 Friends.

19.15 1000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Oni est qui ? 19.50 L'Euro, Au nom du sport, Météo. 20.00 Journal, Météo, Point route. 20.55 Envoyé spécial. 22.50 Expression directe. 22.55 Déclaration universelle

des droits de l'homme. Art. 10: Droits fondamenta 23.00 Chinatown II III Film. Roman Polanski. 1.10 Au nom du sport.

1.30 ➤ La 25º Heore. Tous les êtres humains.

13.30 Parole d'Expert. 430 Les Craqua 14.58 Questions au gouvernement. 16.00 Côté jardins. 16.46 Les Minikeums 17.45 Le Kadox. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour.

18.52 L'Euro, mode d'empiol. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Le Kouij de 20 heures. 20.35 Tout le sport, Consomag. 20.55 Marseille contrat Film. Robert Parrish. 22.30 Météo, Soir 3.

23.05 France Europe Express. Le dopage dans le football. Euro, le contre-la-montre est lancé. 0.25 Espace francophone. 0.55 Des racines et des ailes

CANAL+ 13.35 Le Journal du cinéma.

15.20 Pachapif, le phoque gris. 15.50 Le Vrai Journal. 16.35 La Mémoire à fleur de peau. Téléfilm. Jonathan Sanger.

► En clair jusqu'à 20.40 18.25 Flash infos. 18.30 Nulle part afficurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 ▶ Le Procès K. Omar Raddad. 22.15 Les Feebles Film. Peter Jackson. 23.50 Black Dju, vos papiers. Film. Pol Cruchten.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.25 Le Journal de la santé. 13.40 Lonely Planet. Tanzanie et Zanzibar. 14.35 ► La Cinquième rencontre.

Speciale droits de l'Homme.

16.30 Correspondance pour l'Europe. 17.00 Cellulo. 17.25 100 % question. 17.55 L'Aventure photographique.

18.25 Météo. 18.30 Les Quatre Saisons d'une rivière. 19.00 Voyages, voyages. Ecosse 19.45 Météo. Arte info. 20.15 Reportage. L'Usine a Champions de Bollettieri.

20.40 > Soirée thématique.
Adoption, l'Europe en mai d'enfants.
20.45 Saigon Baby.
Télefilm, Guy Hibbert.
22.15 L'Europe en mai d'enfants.
23.25 La Chance de notre vie.

0.20 Le Pays des sourds E E Film. Nicolas Philibert.

1.55 Quand le Japon s'ouvrit au monde

13.30 Un amour virtuel. Téléfilm, Paul Ziller. 15.15 Les Routes du paradis 16.15 et 1.35 Boulevard des clips. 18.00 Les Aventures de Sinbad. 19.00 FX, effets spéciaux. 1954 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.35 La Famille Touvablen.

20.40 Décrochage info, Passé simple.

23.35 La Mante religieuse. Télefilm, james keach.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux. 20.02 Les Chemins de la musique Le faire et l'entendre (4/5).

20.30 Agora. André Sellier L'Histoire du camp de Doral. 21.00 Lieux de mémoire. Le Peuple 22.10 For intérieur. Bruno Mathon, peintre.

23.00 Nults magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE 19.00 Restez à l'écoute.

20.00 Concert. Donne par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Evgueni Svetlanov : Concerto pour piano et orchestre nº 1 op. 1, de Rachmaninov. John Lill, piano ; Evguettenio a. 3 del l'isocrato.

Symphonic of 2, de Liap 22.30 Musique pluriel. 23.07 Papillons de nuit. Lato Schiffrin.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. 5 Les Soirées.
Ces Soirées.
N. 216, de Mozart, par l'Orchestre m' 3
N. 216, de Mozart, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Zehetmair, violon.
20.40 Pestival de Verbier.
Par l'Orchestre symphonique du Curds Institute of Music et Jean-tives Institute of Music et Jean-tives Inhibaudet, dir. Fischer: Rhagsodic roumaine m' 1. de Enesto; Concerto paur paino m' 1. Dense macabre, de Lista; Concerto paur orchestre de Barrok.
Jes Soirées... Jeuite1.

22.30 Les Soirées... (suite).

Les bizuteurs

par Pierre Georges

C'ÉTAIT le bon temps. C'était toujours le bon temps. Quand les vieux jeunes ont des nostalgies, des bouffées de mémoire comme d'autres leurs vapeurs, ils cultivent leurs souvenirs, les mettent en pot et pleurent leur jeunesse perdue. Ils enjolivent, embellissent, tiennent pour inévitables les bizutages et pour formatrices les humiliations subies au motif que cela forge le caractère et soude la collectivité.

Rien n'est pire qu'un bizuteur-né. Sinon un ancien bizuteur qui s'en va par la ville, le béret sur l'œil et sa nostalgie en bandoulière, dire les immenses mérites de ces séances dégradantes aimablement camouflées en folklore estudiantin et en fêtes palennes d'intégration dans une admirable communauté. Au nom de la tradition, il veut que survive la tradition, avec son cortège d'abus de pouvoir, de sadisme, de dérapages, de déchaînement contre les plus

Rien n'est pire qu'un bizuteur-né. Nous en avons tous connu, à l'armée comme à l'école, de ces aimables crétins, de ces frustrés, enfin autorisés ou se croyant autorisés, à sévir contre le bleu ici, contre le bizut là i Nous en avons tous vu et observé de ces meneurs de bizutage qui, au bon motif d'aider à l'intégration, utilisent cet alibi social pour se déchaîner et déchaîner leurs propres instincts contre la chair fraîche de la

La tradition a bon dos, qui voit se dévoiler, dans cet espace mé tel, les pires înstincts de quelques apprentis sadiques, déguisés en anciens ou en aînés, sinistres pitres, n'ayant pour ac-

cueillir d'autre envie que d'hu-milier ou d'avilir. Le portrait-robot du bizuteur-né est à cet égard assez croquignolet, qui, lorsqu'il « usine » la bleusaille, par toutes sortes de corvées, d'humiliations, d'agressions, dévoile surtout le caractère profond de l'usineur. Car il y a bien un profil du bizuteur, et le terme vaut pour les deux sexes. Ce n'est pas toujours un aîné, encore moins un maître des cérémonies estudiantines. Mais souvent un type qui prend son pied tout bêtement à avilir l'autre, à en faire sa chose, son esclave, son bizut, comme l'on dirait de son chien. Rampe et intègre-toi! A poil et la ferme! Au pas et ta gueule i Debout, couché, debout, couché i

Que, dans ces conditions, les bizutages dérapent et que beaucoup désormals considèrent, avec Ségoiène Royal, qu'il y a lieu de mettre ces bizuteurs hors d'état de sévir, paraît pour le moins nécessaire. Ce n'est ni un art admirable, ni un métier convenable que de laisser aux plus excités, aux plus pervers le soin de garder l'entrée dans le monde adulte.

Bien sûr, tous les bizutages ne sont pas de cette nature. Ils peuvent parfois être drôles et effectivement intégrateurs. Bien sûr, beaucoup auront gardé de ce passage le souvenir d'une longue fête initiatique et d'une grande rigolade collective plutôt que d'une humiliante et dégradante cérémonie coutumière. Bien sûr, de multiples associations d'anciens ou d'élèves dépratique inscrite pour ainsi dire au programme des études. Ce n'est pas une raison pour tolérer le sadisme institué en folklore.

artier

En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés

Informations au 01 42 18 55 18

Le gouvernement gabonais proclame la réélection du président Bongo

Le chef de l'Etat sortant aurait recueilli 66,55 % des suffrages

de notre correspondant

en Afrique de l'Ouest Le ministre de l'intérieur gabonais a annoncé, dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 décembre. la victoire des le premier tour d'Omar Bongo à l'élection présidentielle de dimanche 6. Selon les chiffres de la Commission nationale électorale, le chef de l'Etat sortant a recueilli 66.55 % des voix. Les deux principaux opposants, Pierre Mamboundou du Haut conseil de la résistance et le Père Paul Mba Abessole du Rassemblement national des bûcherons, se partagent l'essentiel des voix de l'opposition avec 16,54 % pour le premier et 13, 41 %

pour le second. Mardi après-midi, le Père Abessole, maire de Libreville, avait dénoncé « la mascarade » du scrutin de dimanche, alléguant une « fraude d'Etat unique dans l'histoire électorale gabonaise » pour demander l'annulation des élections. Mais

Le PS veut la vérité sur les observateurs français

Le Parti socialiste a demandé, mardi 8 décembre, la clarté sur le

rôle des observateurs français lors du scrutin présidentiel gabonals,

après les articles de Libération et du Monde (du 9 décembre) mettant

en cause leur impartialité. « Des personnalités françaises, y compris

des magistrats, dont on ne sait pas dans quelles conditions ils ont pu se

livrer à ces activités, ont cautionné des pratiques électorales que des ob-

servateurs internationaux s'étalent refusés à couvrir. Le PS souhaite que

toute la lumière soit faite sur ces événements et que les ministres

compétents prennent les mesures nécessaires pour qu'ils ne se renou-

vellent pas », a déclaré Pierre Guidoni, secrétaire national aux rela-

tions Internationales. « Les relations entre la France et l'Afrique ont

e que seuls certains n ne s'en soient jamais aperçus », a-t-il ajouté. Par ailleurs, la mission chargée par l'Organisation internationale

de la Francophonie d'observer le scrutin a affirmé, mardi, que le « fi-

nancement de la totolité de leur mission » a été assuré par les ins-

dans les heures qui ont suivi, la ca-pitale gabonaise est restée calme, au contraire de ce qui s'était passé en 1993, lorsque M. Bongo s'était proclamé vainqueur de quelques milliers de voix au premier tour du premier scrutin pluraliste qu'ait connu le Gabon. Le pays avait alors connu plusieurs jours d'émeutes et des mois d'instabilité politique.

Plus que la réélection de M. Bongo à laquelle tout le monde s'atten-dait, c'est le chiffre de la population électorale du Gabon qui étonne. Selon le ministère de l'intérieur, il y avait, dimanche, 626 200 inscrits sur les listes. Or, deux jours avant le scrutin, le président de la Commission nationale électorale annonçait 582 000 inscrits, tout en reconnaissant que ce chiffre était certainement exagéré par rapport à la réalité. Cet avis n'a pas empêché le ministère de l'intérieur, responsable de l'établissement des listes, d'ajouter encore 30 000 électeurs en qua-

donc crû de 130 000 habitants, un chiffre remarquable dans un pays d'environ i million de nationaux et où la faiblesse du taux de fécondité a suscité assez d'inquiétude pour que le président Bongo crée un centre de recherche consacré à ce problème dans sa ville natale de Franceville.

Quelle que soit la vraie nature de ces électeurs, l'opposition gabonaise sont très affaiblie de ce scrutin. Divisée, elle n'a pas su trouver de stratégie permettant d'imposer un contrôle du processus électoral. Le jour même de l'élection, de nombreux militants reconnaissaient leur difficulté à mobiliser leurs électeurs traditionnels, ceux qui avaient fait chanceler Omar Bongo en 1993 et porté le Père Abessole à la mairie de Libreville. Ils expliquaient cette désaffection à la fois par l'énormité des moyens mis en œuvre par le candidat Bongo pendant sa campagne et par l'efficacité de son discours, qui insistait sur les dangers qu'aurait fait courir à la paix civile une victoire d'un candidat de l'opposition. Le Gabon est frontalier du Congo-Brazzaville, pays ruiné depuis que les deux prétendants au pouvoir, Pascal Lissouba et Denis Sassou Nguesso, out vidé leur querelle politique par les

Maigré l'ampleur de la victoire annoncée, la tâche ne s'annonce pas facile pour le président Bongo. La chute du cours du pétrole a fait dérailler l'exécution du budget lations tendues qu'entretient le Gabon avec le Fonds monétaire inter-

sur la stratégie à suivre et à vérifier

Joint par Le Monde, mercredi ma-

tin, l'entourage proche du ministre rappelle que cette opération s'était

conclue de manière inespérée pour

la MNEF après deux ans de travail et que l'ensemble des détails de l'intervention a déjà été communi-

qué à la presse le 22 septembre. Le

rôle de M. Strauss-Kahn étant re-

connu aussi bien par la MNEF que par Vivendi, le cabinet du ministre

ajoute que, si problème il y a, il ré-

side davantage sur la définition de

l'activité de conseil que sur une

éventuelle prestation fictive.

les documents. »

Thomas Sotinel

Le Conseil d'Etat annule l'élection de M. Millon à la présidence de Rhône-Alpes

LE CONSEIL D'ÉTAT a suivi le commissaire du gouvernement, Jacques Arrighi de Casanova, qui avait proposé d'annuler l'élection de Charles Millon à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes (Le Monde daté 6-7 décembre). Cette décision a été prise le 4 décembre et devait être rendue pu-

blique vendredi 11 décembre. Le Conseil d'Etat avait été saisi par Etienne Tête, conseller régional (Verts) de Rhône-Alpes, à Pappui duquel était intervenu Bernard Soulage, président du groupe socialiste et apparentés. Tous deux demandaient que l'élection de M. Millon soit annulée; au motif qu'elle a été précédée d'un débat, ce qui est interdit par la loi du 7 mars 1998, relative au fonction-

S THE REAL PROPERTY.

a hor mine

A lifement side

TOPECULE:

S

1 la chancon

Migica la radio

i lord : comment

b participations

nement des conseils régionaux. Le commissaire du gouvernement a estimé que le second tour de cette élection avait bien été précédé par un débat entre deux des candidats, M. Millon pour la droite UDF-RPR et Bruno Gollnisch, an nom da FN, le dorgen d'âge, Pierre Gascon (UDF) ayant proposé de leur donner la perole. M. Gollnisch avait demande à M. Millon s'il hui était permis d'espérer que les points de convergence constatés entre leurs programmes aient une chance d'être accomplis au cours du asquidat ac-tuel. M. Millon avait répondu : « Il est bien évident que les points auxquels vient de faire référence Bruno Gollnisch, qui sont couchés dans ma déclaration (...) sont des points que j'appliquerai intégralement dans

l'hypothèse où je serais élu. Le commissaire a juge que ce débat a eu une métérale sur le scrutin, puisqu'à son issue, M. Gollrisch a demandé aux élus du FN d'apporter leurs suffrages à M. Millon, qui a été élu par 93 voix

contre 61 Le commissaire du gouverne ment a estimé que cette irrégularité devait être considérée comme substantielle, car « trop manifeste-ment contraire à la volonté du législateur ». L'interdiction de tout débat oral, contrepartie de l'obligation de déposer une déclaration de politique générale écrite, avait-il expliqué, était destinée à limiter le rôle, traditionnellement modeste, du doyen d'age, qui préside les débats. Le non-respect de cette disposition constituait, aux yeux de M. Arrighi de Casanova, une irrégularité devant être sanc-

Rafaële Rivais

....

tances de la Francophonie. - (AFR) M. Strauss-Kahn pourrait être gêné par l'enquête sur la MNEF

■ SANS-PAPIERS: la pétition. lancée en novembre par des députés socialistes, verts et communistes (Le Monde du 18 novembre), en faveur d'une régularisation plus large des sans-papiers, a été signée par 500 élus, dont un petit tiers de socialistes, a annoncé, mercredi 9 décembre, son initiateur, Serge Blisko, député (PS) de Paris. Estimant « urgent de mettre fin à la désespérance » des sans-papiers, le texte estime qu'« il serait raisonnable de reprendre le dialogue ».

cembre 1998: 485 635 exemplaires 1 - 3

DANS son édition du 9 dé-cembre, le quotidien *Libération* affirme que l'enquête préliminaire actuellement en cours, à Paris, sur une partie des activités de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) pourrait mettre en difficulté le ministre de l'économie et des finances, Dominique

Début 1997, M. Strauss-Rahn avait perçu une rémunération de 600 000 francs de la MNEF pour son intervention, en qualité de conseil, lors de l'entrée de la Générale des eaux, aujourd'hui Vivendi, au sein d'une entité liée à la mutuelle, Raspail Participation. Selon Libération, aucune trace écrite de sa prestation n'aurait été retrouvée. Le protocole d'accord et les documents afférents à la négociation auraient été rédigés par un autre cabinet d'avocats. Interrogé par Libération, le ministre explique: « Un conseil, ça participe à des réunions, ça passe des petits bouts de papier en cours de réunion,

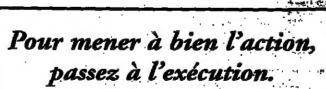
DÉPĒCHES

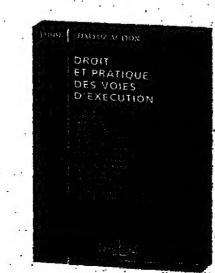
Stylo Diabolo de Cartier

Plume or 18 carats* ouvragée à la main. 5 largeurs d'écriture. Prix indicatif : 1490 F.

ECLONAGE: des chercheurs japonais ont réussi à créer par clonage huit veaux, améliorant considétablement l'efficacité de la technique mise en œuvre pour Dolly, en mars 1997. Ce résultat, qui sera publié dans l'hebdomadaire Science (daté du 11 décembre), a été obtenu par l'équipe du docteur Yuldo Kato (Université Kinki, Nara).

Tirage du Monde daté mercredi 9 de-





1700 pages, 530 F. En vente chez votre libraire le 10 décembre 1998

http://www.dalloz.fr